

Après l'assassinat de sept Palestiniens par un Israélien

L'explosion de violence dans les territoires occupés est sévèrement réprimée

« Coup de folie »

ISRAËL et les territoires qu'il occupe ont vécu, dimanche 20 mai, l'une de leurs pires journées depuis le début. Il y a trente mois, du soulèvement palestinien : au moins treize morts et plusieurs centaines de blessés, après le sanglant « coup de folie » d'un juif de Rishon-le-Zion. Le massacre commis par ce déséquilibré a brutalement réveillé l'intifada, ravivant la haine et l'inquiétude.

Comment séparer la « folie » individuelle du malaise collectif dans un pays à ce point schizophrène, écartelé entre des sentiments adverses ? Une moitié d'Israël, avide de paix, désire négocier avec les Palestiniens ; l'autre prône l'intransigeance et ne croit qu'à la force. D'un côté, la lassitude, le doute et la soif du compromis. De l'autre, l'obsession de la sécurité, la bonne conscience et la négation de l'adversaire. Ces aspirations opposées cohabitent aussi, tant bien que mal, dans la tête de nombreux Israéliens.

L'INSURRECTION en Cisjordanie et à Gaza n'a fait qu'aggraver les contradictions de l'Etat juif. Elle a brisé le vieux mythe d'une coexistence tranquille israélo-palestinienne, imposé une logique d'affrontement, fragilisée la société civile. A mesure que les bilans de l'intifada s'alourdissent, le crédit moral d'Israël s'épuise, notamment aux yeux de l'Amérique, son meilleur allié. L'armée et les services de sécurité, en charge du « sale boulot », livrent désormais dans l'ombre une guerre d'usure aux jeunes desperados des territoires, à coups d'« indices » et de faux tracts anonymes, de quadrillage policier et de châtiments collectifs.

Sur le terrain, les vrais « héros » de ce combat sans merci - du moins aux yeux des Israéliens - sont les plus extrémistes : côté juif, c'est le rabbin et « cow-boy » Moshe Levinger, qui purge actuellement cinq petits mois de prison pour avoir abattu un Arabe ; côté palestinien, ce sont les jeunes chefs clandestins, dont le prestige se mesure au nombre de « collaborateurs » assassinés. Le conflit israélo-palestinien se situe de plus en plus « en-deçà » de la politique, la où surgit la violence « pure », individuelle ou collective, qu'alimentent les haines et les frustrations. Dans cette société à vif, les « fous » et les « vengeurs » de tout acabit ont le champ libre.

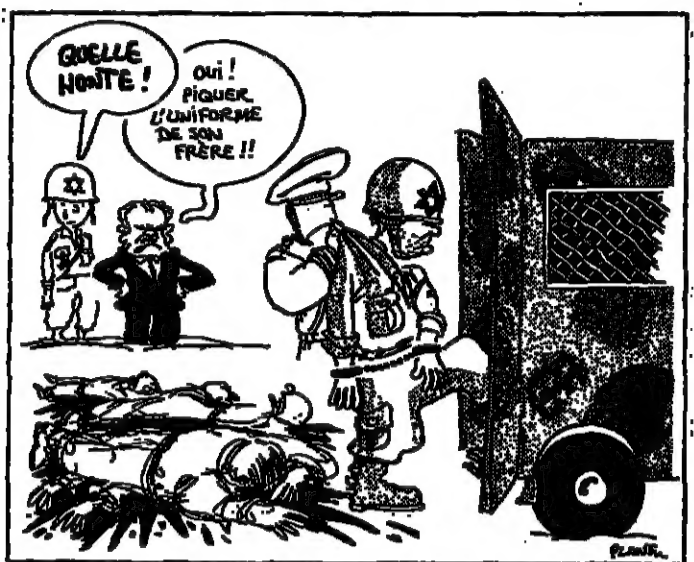
A classe politique est largement responsable de cet état de choses. Victimes d'un système parlementaire absurde, qu'ils n'ont pas su modifier, englués dans leurs querelles partisans, manquant cruellement d'audace et d'imagination, les dirigeants ont laissé s'alourdir le climat. En Israël aussi, les inhibitions s'estompent et les tabous déferlent. Chose naguère impensable, beaucoup évoquent le « transfert » des Arabes - autrement dit leur déportation définitive - comme une éventuelle solution politique. Israël eût même - à Haïfa - « son Carpentras ». Là aussi, l'œuvre d'un « fou ».

Les menaces verbales contre Israël de certains leaders arabes - notamment le président irakien Saddam Hussein - n'arrangent rien. Seule la volonté clairement affirmée de négocier avec les Palestiniens dissipera ces effluves malsains. L'Etat juif ne pourra qu'y gagner puisqu'il lui faudra bien un jour cohabiter en paix avec les Arabes, chez lui et à ses frontières.

M 0147 - 5220 - 5,00 F



L'assassinat, dimanche 20 mai, près de Tel-Aviv, de sept Palestiniens par un Israélien présenté comme un déséquilibré a provoqué, en Cisjordanie et à Gaza, des affrontements qui ont fait au moins six morts et des centaines de blessés. Des incidents ont eu lieu lundi à Nazareth. Enfin le Jihad islamique a revendiqué le meurtre d'un Israélien à Jérusalem.



Lire nos informations page 2

Jacques Attali, sherpa de « Dieu »

Le « conseiller spécial » de M. Mitterrand est parvenu à ses fins : il présidera la BERD. Portrait d'un « fabricant d'étincelles »

Les quarante-deux membres fondateurs de la BERD, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement de l'Europe de l'Est, ont, au terme de la réunion organisée le 19 mai à Paris, choisi Londres comme siège de la banque, dont M. Jacques Attali, conseiller spécial de M. François Mitterrand, a été désigné comme président pour quatre ans.

par Laurent Greilsamer et Daniel Schneidermann

Le jour de sa naissance, qui fut aussi celui de son frère Bernard, Jacques Attali se retrouva pourvu d'une mère et d'un père qui ignoraient sans doute jusqu'à l'existence de l'Ecole Polytechnique.

C'était le 1er novembre 1943, à Alger, et on eût beaucoup étonné Fernand et Simon Attali en leur prédisant que l'ainé des jumeaux, à l'âge mûr, nomaderait quelque part entre les études talmudiques et le décodage du troisième millénaire. Qu'il était domicile dans un Concorde, entre un rendez-vous avec Georges Bush et une soirée plaine dans sa maison de Neuilly

avec la crème du show-biz. Qu'il se poserait dix ans, à l'Elysee, dans un bureau mitoyen à celui de Dieu en personne et s'occuperait en invité d'honneur à son mariage, au milieu d'une profusion de ministres, un clown en caleçon à pois verts nommé Coluche.

Issu d'une famille où l'on allait au soir dans les décharges récupérer les chaussures des riches, son père s'était bâti dans la parfumerie, à l'enseigne de Bib et Bob, un empire à la César Biroteau dans la parfumerie. Deux grands magasins où se pressait la bourgeoisie algéroise, et qui permirent bientôt à la famille de se faire construire pour les weekends une superbe villa sur les hauteurs d'Alger.

« On a voulu faire de nos enfants des hommes ambitieux, honnêtes, ouverts », résume Fer-

nand Attali. L'ouverture n'allait cependant pas de soi dans ce chaudron faussement paisible où plusieurs communautés vivaient dans des compartiments étanches. « Pour moi, se souvient Jacques Attali, Alger, c'était Nice ou Pau. On ne voyait pas d'Arabes ». Quant à l'antisémitisme...

Un jour, madame Attali et ses deux fils vont se baigner au « Racing universitaire d'Alger », le club le plus chic de la ville. A la porte, un curieux concubinaire oppose madame Attali et les responsables. Les juifs sont indésirables dans la piscine du Racing. Les deux garçons en conserveront le souvenir, tenace et enfoui.

Lire la suite page 12 ainsi que nos informations sur la BERD page 25 - section C

CHAMPS ÉCONOMIQUES

L'Aquitaine tout terrain

■ La Birmanie à l'encan. ■ La lutte pour l'eau en Chine du Nord ■ La chronique de Paul Fabra : « Empirisme vulgaire des théories financières américaines ».

pages 27 à 30 - section C

Les premières élections libres

M. Ion Iliescu et le Front de salut national plébiscités en Roumanie

M. Ion Iliescu et le Front de salut national sont les vainqueurs des premières élections libres en Roumanie depuis plus de cinquante ans. Selon les estimations d'un institut de sondage ouest-allemand, M. Iliescu aurait obtenu, dimanche 20 mai, 83 % des voix. Aux législatives, le Front de Salut national est crédité de 66 % des suffrages.

BUCAREST

de nos envoyés spéciaux

L'esprit apparemment ailleurs, une tzigane balaye les papiers de la journée. Quelques centaines de jeunes écoutent, en une sorte de feu de camp dérisoire et poignant, l'un des leurs chanter « Plutôt mort que communiste », le refrain fétiche de ce mois de toutes les illusions : lundi 21 mai, aux petites heures du matin, la place de l'Université de Bucarest, qui avait focalisé l'attention des médias du monde entier depuis un mois, semblait bien petite.

Quelle que soit en effet l'exactitude du sondage réalisé par l'institut allemand INFAS, quelle que soit aussi l'ampleur des irrégularités constatées par la majorité des observateurs internationaux, qui s'accordent néanmoins pour admettre qu'elle n'est pas de

nature à fausser les résultats, ceux-ci sont sans appel : aussi bien le triomphe de M. Ion Iliescu à l'élection présidentielle - 83 % des suffrages selon ce sondage - que le succès considérable du Front de salut national (FSN) - 66 % - aux législatives et aux sénatoriales. Pour leurs premières élections libres depuis plus de cinquante ans - et ceci explique peut-être cela - les Roumains ont plébiscité un homme dans des proportions qui peuvent rappeler les scrutins d'avant la « révolution » de décembre.

En attendant les résultats définitifs qui seront connus vendredi, on peut donc tenter d'ores et déjà de comprendre cette quasi-unanimité qui tranche étrangement avec ce qui s'est passé dans la plupart des autres pays d'Europe de l'Est.

JOSÉ-ALAIN FRALON et SYLVIE KAUFFMANN Lire la suite page 3

Attentat à Amman

Dix blessés, dont neuf touristes français, au cours d'une fusillade

page 46 - section C

Armes stratégiques et chimiques

Accord de principe soviéto-américain après la visite de M. Baker à Moscou

page 4

M. Giscard d'Estaing et M. Le Pen

L'ancien chef de l'Etat refuse toute « compromission » avec le Front national

page 6

Cannes 90

En sélection officielle : *Stanno tutti bene*, de Giuseppe Tornatore ; *Sailor et Lula*, de David Lynch ; *Judou*, de Zhang Yimou et Yang Fengliang.

page 16 - section B

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 46 - section C

Obsédante immigration...

Les députés débattent, mardi 22 mai, d'un sujet qui ne quitte plus l'actualité politique

par Robert Solé

C'est l'immigration et non l'affaire de Carpentras qui fait l'objet d'un débat parlementaire mardi 22 mai à l'Assemblée nationale. Mais comment éviter un certain amalgame ? La tentation, ces jours-ci, est de tout relier - et de tout confondre : juifs et immigrés, antisémitisme et racisme, lutte contre l'intolérance et politique d'intégration.

Ce grand débâcle déroute et trouble beaucoup de Français. Certains ont le sentiment de se trouver en face d'un immense problème de cohabitation - entre des races, des nationalités et des religions différentes - qu'ils ne savent plus aborder et qui leur paraît sans solution. D'autres s'indignent de tant de bruit et accusent les médias d'amplifier considérablement des phénomènes limités, sinon de les avoir créés de toutes pièces.

Il faut dire que les derniers mois ont été marqués par une suite troublante d'événements. Après l'affaire Rushdie, aussitôt suivie de la polémique sur le carnet d'Auschwitz, la France n'a cessé d'être secouée par de grands débats qui semblaient la dépasser et laissaient chaque fois un goût de cendre. On est parti de l'islam (l'affaire du foulard) pour aboutir très vite à un débat

sur l'intégration des immigrés. Mais à peine de nouvelles structures pour l'intégration étaient mises en place, que le premier ministre embrayait sur le racisme, en convoquant une table ronde à Matignon. La droite refusant cette procédure, on est passé du racisme à l'immigration. Mais pour revenir inopinément au racisme, avec le vote d'une proposition de loi communiste, avant de déboucher brutalement sur l'antisémitisme avec les profanations de Carpentras.

Les débats parlementaires sur l'immigration ont rarement brillé par leur qualité. Cette fois, les députés ne disposent que d'une demi-journée - ce qui est dérisoire - pour échanger leurs vues sur un problème de société très complexe que tout le monde déclare essentiel, et sur lequel se jouent sans doute en partie les élections législatives de 1993. Ce n'est pas ce genre de tribune publique qui fait beaucoup avancer les choses. Le vrai travail s'accomplit en petit comité, à l'abri des caméras.

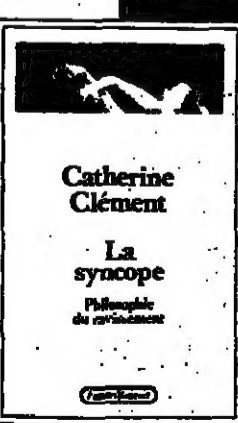
Ainsi s'est réunie à treize reprises, depuis Noël dernier, une « mission d'information » de trente députés représentant tous les groupes parlementaires et les six commissions permanentes de l'Assemblée nationale, sous la présidence du socialiste Pierre Marchand (le Monde du 17 mai).

Lire la suite page 8

CATHERINE CLÉMENT

La syncope Philosophie du ravissement

GRASSET



« Un essai grand public, garanti sans jargon, où se révèle, sous la droïerie du style, une authentique philosophie en route vers de nouvelles aventures de pensée. » Roger-Pol Droit / Le Monde

Renault entre Paris et Bruxelles

La situation de Renault provoque un conflit entre la France et la Commission de Bruxelles. Paris n'accepte pas les décisions des commissaires bruxellois qui demandent à la Régie de rembourser 8,4 des 12 milliards de francs reçus de l'Etat à la fin de 1988. Une occasion de s'interroger sur les pouvoirs de la Commission et le rôle des entreprises publiques en Europe.

Lire page 23 - section C l'article d'ERIC LE BOUCHER

ÉTRANGER

Commis par un Israélien qualifié de « déséquilibré »

Le meurtre de sept Palestiniens a provoqué une explosion de violence dans les territoires occupés

Le meurtre, dimanche 20 mai, près de Tel-Aviv, de sept Palestiniens par un jeune Israélien, qualifié de « déséquilibré » par les autorités, a suscité une très vive émotion dans les pays arabes, dont certains ont réclamé une réunion d'urgence du Conseil de sécurité de l'ONU. De son côté, M. Yasser Arafat a

demandé l'aide du gouvernement français. Dans un message transmis à M. Roland Dumas par l'intermédiaire du représentant de l'OLP en France, M. Ibrahim Souss, M. Arafat a demandé une « condamnation politique vigoureuse de la part de la France, suivie d'une action au niveau du Conseil

de sécurité et au plan humanitaire ». Le président de l'OLP a également souhaité que la CEE « condamne explicitement ce massacre ».

En outre, la centrale palestinienne va effectuer une démarche auprès de la Croix-rouge française pour obtenir une « aide d'urgence » en faveur de la

population des territoires occupés. Par ailleurs, l'attentat de Rishon-le-Zion a suscité, au Caire et à Beyrouth, des menaces de mort à l'encontre des Israéliens de la part de deux groupes, l'Organisation du martyr Soliman Khater, inconnue jusqu'à présent, et le Jihad islamique en Palestine, qui a juré

de « venger le sang des martyrs ». Les Etats-Unis ont, pour leur part, « déploré cette tragédie absurde » et appelé les autorités israéliennes à « faire preuve de retenue » dans la répression des manifestations qui ont éclaté dans les territoires occupés à la suite de l'attentat.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Rien n'y a fait ; rien n'a pu contenir l'explosion de colère des Palestiniens. En dépit du couvre-feu, immédiatement décrété sur la quasi-totalité des territoires occupés, et des appels au calme lancés par les autorités, en dépit aussi de la condamnation unanime de la classe politique israélienne et des assurances réitérées que justice serait rendue, les Palestiniens sont descendus dans la rue. Dans les heures qui ont suivi l'annonce de l'attentat, sans doute le plus grave jamais commis en Israël contre des Palestiniens, il y a eu de véritables batailles rangées en Cisjordanie et à Gaza, et les bilans indiquent qu'elles ont été parmi les plus violentes depuis le début de l'intifada.

La liste des victimes s'est allongée au fil des heures, faisant de ce 20 mai un « dimanche noir » : sept Palestiniens tués et une dizaine de blessés dans l'attentat commis en début de matinée par un Israélien décrit comme un déséquilibré ; au moins six autres tués et plusieurs centaines de blessés lors des affrontements avec l'armée dont les territoires ont ensuite été le théâtre. Il faut remonter aux émeutes provoquées, dans ces mêmes territoires, par l'annonce de l'assassinat du numéro deux de l'OLP, Abou Jihad, à Tunis, en 1988, pour trouver, en une journée, un nombre aussi élevé de morts et de blessés chez les Palestiniens.

La situation restait lundi des plus tendues. Comme au plus fort du soulèvement, l'armée était massivement déployée en Cisjordanie et à Gaza, où plus d'un million de résidents étaient toujours sous couvre-feu total - canonnières à domicile depuis plus de trente-six heures. La mesure donne une idée de ce que redoutent les autorités, au moment précis où elles commencent à parler d'un ralentissement de l'intifada et envisagent même la réouverture des universités palestiniennes fermées, depuis trois ans. Une grève générale et trois jours

de deuil ont été décrétés à Jérusalem-Est et dans les territoires ; la direction du soulèvement a appelé « à l'intensification de la lutte » ; et là, les Palestiniens ont fait flotter les drapeaux noirs.

Les dirigeants nationalistes ont dénoncé les responsabilités du gouvernement. Ils refusent la version officielle qui veut que cet attentat, comploté par des Palestiniens venus travailler en Israël, puisse être réduit au seul geste d'un « Israélien fou ». Ils stigmatisent un climat et une politique. « Nous ne sommes pas surpris par ce massacre », dit M. Fayçal Husseini, l'un des principaux porte-parole de l'OLP à Jérusalem : « Shamir [le premier ministre] ne cesse de mettre des obstacles sur le chemin du processus de paix, nous ne pouvons simplement accepter l'hypothèse d'un tueur fou. Ce qu'il a fait, il l'a fait sur fond d'une politique, celle de l'actuel gouvernement et de l'occupation. »

Au moment du drame, il était à peine plus de 6 heures du matin, et les autoroutes de la région côtière dévalaient leur flux habituel de travailleurs palestiniens venus de Cisjordanie et de la bande de Gaza. Dès l'aube, ils sont ainsi plus de 100 000 à rendre chaque jour en Israël - convois de Mercedes et de Peugeot familiales bondées et reconnaissables à leur plaque d'immatriculation différente de celle des Israéliens. Main tenant de celle des réfugiés, ils font les besoins de la main d'œuvre - pour un salaire de 150 francs, duquel il faut déduire 20 shekels de transport. Dans chaque ville, il y a ce qu'on appelle le « marché aux esclaves », un endroit où se rencontrent Palestiniens et employeurs israéliens.

Dans le cas de Rishon-le-Zion, c'est un terrain vague en rase campagne à quelques kilomètres de l'entrée de la ville, au sud de Tel-Aviv. C'est là qu'attendait l'agresseur, caché dans les vergers voisins. Selon la version des faits recueillie auprès de la police et de Palestiniens, il avait revêtu

l'uniforme militaire de son frère, un soldat en permission, et s'était aussi emparé de l'arme de celui-ci, un fusil d'assaut Galil. Il s'approche d'une centaine de Palestiniens tout juste descendus de voiture, des gens de Khan-Younis, cette cité de misère, moitié bidonville, moitié camp de réfugiés, située à l'extrême sud de la bande de Gaza. Sous prétexte de contrôle d'identité, il les fait aligner au bord de la route et prend leurs

documents. Les Palestiniens sont des hommes de vingt à quarante ans. Ils n'ont pas de raison de se méfier outre mesure : le contrôle d'identité fait partie de leur odyssée quotidienne.

Soudain, l'homme, selon les mêmes sources, jette les papiers à terre et ouvre le feu, tirant en rafale sur la file des Palestiniens. Il prend son temps, vide trois chargeurs du Galil. « Les gens qui n'ont pas été touchés sur le coup ont commencé à courir dans

Près de 700 morts depuis le début de l'intifada

Depuis le déclenchement du soulèvement palestinien en décembre 1987, la Cisjordanie et la bande de Gaza ont été endeuillées par plusieurs « journées noires » :

- 30 mars 1988 : cinq Palestiniens tués par balles au cours de la « journée de la terre ».

- 2 avril 1988 : six morts lors de la visite du secrétaire d'Etat américain George Shultz en Israël.

- 18 avril 1988 : dix-neuf morts après l'assassinat du numéro deux de l'OLP, Abou Jihad, à Tunis.

- 16 décembre 1988 : huit Palestiniens tués par balles, en Cisjordanie, lors d'un rassemblement de funérailles d'un Palestinien de Naplouse, victime de l'intifada.

- 18/19 mars 1989 : six morts (dont un enfant de onze ans), 70 blessés au cours de manifestations à Gaza.

- 13 avril 1989 : le « jeudi noir » de Nahhalin (près de Bethléem en Cisjordanie) fait cinq morts et 35 blessés dans

une opération menée par une petite unité de gardes-frontières. Cette action provoqua une vague d'indignation dans les territoires et la création d'une commission d'enquête militaire.

- 19 mai 1989 : trois Palestiniens et un militaire israélien tués au cours du premier accrochage à l'arme automatique en Cisjordanie, près d'Hébron. Des heurts dans la bande de Gaza portèrent à sept le nombre des morts au cours de la journée.

- 1^{er} octobre 1989 : sept Palestiniens tués, six par balles et un par un compatriote.

- 26 avril 1990 : journée la plus meurtrière depuis plusieurs mois : quatre Palestiniens tués et 120 blessés à Gaza.

Depuis le début de l'intifada et jusqu'à 5 mai dernier, selon un bilan établi par l'AFP, 669 Palestiniens avaient été tués par des tirs de soldats ou de civils israéliens.

toutes les directions, mais il tira sur eux aussi », dira un témoin. Ambuleux aussi, il parvint à lancer des pierres et des cocktails Molotov, barres de pneus enflammés et affrontements avec l'armée à Hébron, Naplouse, Tulikarem, dans les camps des alentours de Jérusalem. Mais c'est à Gaza que la situation prenait une ampleur sans précédent, avec des émeutes de plusieurs centaines, voire de milliers de personnes assaillant les soldats. Le territoire était bouclé, fermé à la presse, et le chef de l'état-major, le général Dan Shomron, s'y rendait d'urgence.

Alors que les territoires se refermaient sur cette spirale de violence, la classe politique multipliait les condamnations de l'attentat. Les réactions ont été unanimes, de la droite à la gauche, et immédiates. Le président Herzog a dénoncé « un crime abominable » et le premier ministre, M. Itzhak Shamir, « un acte de folie choquant, qui n'aurait jamais dû se produire parmi nous » ; « c'est une catastrophe, a-t-il ajouté, un crime cruel commis sans la moindre justification ». L'ancien ministre de la défense et numéro deux travailliste, M. Itzhak Rabin, disait pour sa part : « L'attaque de Rishon a déjà été nallée et va continuer à être couverte nous, dans les territoires, dans le monde arabe et ailleurs, mais on ne doit pas oublier que c'est le geste d'un homme fou et d'un homme seul ».

Dans l'analyse, cependant, les déclarations divergent d'un bord à l'autre de l'échiquier. Les travaillistes ont « situé » cet attentat « dans une situation politique où le processus de paix a été gelé par le Likoud ». Les petits partis de gauche et du centre ont évoqué « le climat autocratique créé par la droite, climat qui a pu favoriser le geste d'agression ». Et certains de rap- porter la mansuétude dont les autorités ont toujours fait preuve lors de précédents attentats antipalestiniens ainsi que la faiblesse des peines infligées à leurs auteurs ; cela aussi, sans doute, participe d'un « climat ».

ALAIN FRACHON

Spirale de violence

Des incidents ont éclaté dès la nouvelle de l'attentat connu. De retour vers Gaza, des Palestiniens ont barré les routes dans le sud d'Israël. Les autorités ont tout de suite décrété le couvre-feu sur le territoire de Gaza (700 000 habitants), puis, tour à tour, dans les grandes villes et les camps de réfugiés de Cisjordanie (800 000 habitants). Les commerçants

SYRIE

Les élections législatives se tiennent dans un climat de timide « ouverture »

Des banderoles déployées dans toutes les rues, d'innombrables photographies collées sur les murs ou les vitrines des magasins, des cortèges bruyants qui sillonnent la ville : à l'occasion des élections législatives du 22 mai, la capitale syrienne pourrait sembler enfiévrée. A y regarder de plus près, toutefois, ces élections ne ramènent guère la population, convaincue que l'ouverture amorcée reste beaucoup trop timide pour changer réellement les choses.

DAMAS

de notre envoyée spéciale

L'une des innovations de ce scrutin est l'augmentation du nombre de sièges au Parlement, qui passe de 195 à 250. En outre, la proportion des sièges allant à des candidats indépendants monte de 18 % à 40 %, 60 % étant dévolus aux candidats du Front national progressiste (FNP), la coalition de sept partis dominée par le Baas. Par ailleurs, 9 765 candidats - 50 % de plus qu'en 1986 - ont cette fois-ci reçu l'agrément.

« Indépendant », toutefois, ne signifie pas opposant. Aucun de ces candidats ne l'est vraiment. D'autant que, pour assurer leur succès, nombre d'entre eux cherchent appui auprès du Baas, qui a son organisation partout, auprès des responsables ou de notables. « Le gouvernement et le parti essaient de ne pas trop s'imposer dans ces élections, souligne un bon observateur, mais en vain, tant la certitude est ancrée qu'il n'y a point de salut hors du cadre existant. »

Si la campagne est libre et, pour la première fois, donne lieu à des

entretiens ainsi qu'à des débats à la radio, chaque candidat indépendant a dû faire approuver avant diffusion son programme électoral par le gouverneur de la région. « Pour vérifier qu'il ne porte pas atteinte à d'autres », affirme le ministre de l'intérieur, et sans aucun doute aux normes tolérées. Comme le dit un de ces candidats, « on peut exposer ses vues en général, amorcer des tendances, insister par exemple sur les droits et responsabilités du citoyen, sur le respect de la loi pour tous, mais sans trop entrer dans les détails ».

Cette campagne, qui donne lieu chaque jour à des pages de courrier ou de comptes rendus dans la presse (officielle), permet aux Syriens d'exprimer assez directement leur mécontentement ou leurs aspirations.

Plaintes et mécontentement

On peut lire, tour à tour, des plaintes sur les difficultés de la vie quotidienne, sur l'emprise trop pesante des services de sécurité, des demandes d'annulation de la loi d'urgence, ou bien la dénonciation de la corruption. Un mal que dénonce publiquement le vieux dirigeant de l'une des trois ailes reconnues du Parti communiste syrien, M. Khaled Bagdache.

Son parti, membre du FNP, fait campagne avec celui-ci. Mais il a aussi son propre programme, qui réclame « la lutte contre la corruption et la contrebande, une contribution plus équitable des revenus, une politique d'impôts plus juste » et « un élargissement de la démocratie ». Une première mesure souhaitée par M. Bagdache et Daniel Nehme, membre d'une autre aile du parti communiste, est la légalisation de la presse des partis membres du

Front. Celle-ci existe, étant même distribuée avec l'aide du ministère de l'information. Mais elle n'est toujours pas légale et ne peut donc être vendue librement. « La libération de nos esprits, les Frères musulmans », l'annulation de l'état d'urgence, sont aussi au programme du PC syrien, dont l'influence reste cependant d'autant plus minoritaire que la crise en Europe de l'Est ne l'aide guère.

Celle-ci a ouvert un vaste débat sur la nécessité de changer un peu les choses. « Nous devons tirer les leçons de ce qui s'est passé à l'Est », confie M. Daniel Nehme, dans une critique à peine voilée. Là où un front national existait, mais sous forme de paravent, il n'a pu tenir dans la tempête. Nous n'imaginons pas que le Baas renonce à son rôle dirigeant, mais seulement que l'on définisse exactement ce rôle. Il devrait susciter le dialogue et faire participer au pouvoir afin que tout ne vienne pas de l'autorité de l'Etat. On n'en est pas là, et, comme l'avoue M. Bagdache, ces demandes n'ont provoqué jusqu'à maintenant au Baas que hochements de tête.

Discrets changements

En fait, souligne un observateur syrien engagé, « les choses bougent, mais le gouvernement et le parti essaient de rendre le mouvement presque imperceptible. Il y aura des changements dans les mentalités, le système politique, économique, un encouragement à l'initiative privée dont les résultats positifs se font déjà sentir, même s'ils ne se répercutent pas parmi la population, et une diminution de l'intervention de l'Etat. Ils vont essayer de créer un climat plus détendu, de soulager un peu les esprits ».

Quelques signes sont déjà apparus, comme la restriction de la loi d'urgence aux seuls délits concernant la sécurité intérieure et extérieure de l'Etat - elle s'appliquait auparavant à l'augmentation du nombre de candidats indépendants à ces élections. L'ouverture « à la syrienne » pourrait se limiter à une plus grande tolérance dans l'application des lois restrictives, dont certaines seraient alors amendées.

Il est significatif, par exemple, que puisse se présenter à ces élections un parti qui n'a pas d'existence légale, comme le FNS (Parti national syrien, laïque panarabe). « Après trente-cinq ans dans les couloirs, nous avons cinquante candidats dans toutes les provinces », assure son président, M. Issam Mayhori. Ce phénomène préfigure-t-il une législation des partis politiques ? « Après une campagne aussi populaire, je vois mal comment nous pourrions rester dans l'illégalité », estime M. Mayhori.

Ces élections ne peuvent être un vrai test tant elles sont inoffensives pour le régime. Il sera plus intéressant de voir si le nouveau Parlement aura davantage de pouvoirs - notamment de censure - que le précédent et si, comme de nombreux ex-députés le réclament, ses débats seront rendus publics. L'ancien Parlement avait fait sensation en 1987 en contraignant plusieurs ministres du gouvernement Kassam à démissionner. Aujourd'hui, certains réclament un véritable contrôle législatif sur le gouvernement, lequel devrait être responsable devant les députés.

Si toutes ces idées sont dans l'air et débattues dans de nombreux cercles, il faudra attendre le congrès du Baas, repoussé une nouvelle fois (en principe) à l'automne, puis celui du FNP, pour avoir une idée plus exacte de l'« ouverture » syrienne.

FRANÇOISE CHIPAUX

Après l'échec des négociations entre Téhéran et l'Arabie saoudite

Les Iraniens privés de pèlerinage à La Mecque

Pour la troisième année consécutive, les Iraniens seront privés de pèlerinage à La Mecque, a annoncé, dimanche 20 mai, le ministre iranien des Affaires étrangères. Téhéran accuse l'Arabie saoudite de porter la responsabilité de l'échec des négociations directes et indirectes qui auraient permis un retour en juillet des Iraniens à La Mecque et de « les empêcher ainsi d'accomplir leur devoir sacré ».

Les Iraniens ne sont pas retournés à La Mecque depuis les affrontements sanglants qui avaient fait

402 morts (dont 275 Iraniens, selon Ryad ; 378 selon Téhéran), lors du pèlerinage de 1987. Estimant que le pèlerinage « est devenu un jeu aux mains des Saoudiens et que les avis des autorités religieuses de toutes les branches de l'islam, demeurent sans effet », le gouvernement iranien reproche à Ryad de ne pas autoriser un « pèlerinage conforme aux recommandations du prophète Mahomet », en interdisant les manifestations politiques à La Mecque, alors que « Téhéran s'était engagé à assurer la sécurité de telles manifestations ». - (AFP.)

BLANCPAIN
DEPUIS 1735 IL N'EXISTE PAS DE MONTRE BLANCPAIN A QUARTZ. ET IL N'Y EN AURA JAMAIS.



Aldebert

100-101, Place Vendôme, 75001 Paris
01-42 56 10 10 - 01-42 56 10 11 - 01-42 56 10 12 - 01-42 56 10 13 - 01-42 56 10 14 - 01-42 56 10 15 - 01-42 56 10 16 - 01-42 56 10 17 - 01-42 56 10 18 - 01-42 56 10 19 - 01-42 56 10 20 - 01-42 56 10 21 - 01-42 56 10 22 - 01-42 56 10 23 - 01-42 56 10 24 - 01-42 56 10 25 - 01-42 56 10 26 - 01-42 56 10 27 - 01-42 56 10 28 - 01-42 56 10 29 - 01-42 56 10 30 - 01-42 56 10 31 - 01-42 56 10 32 - 01-42 56 10 33 - 01-42 56 10 34 - 01-42 56 10 35 - 01-42 56 10 36 - 01-42 56 10 37 - 01-42 56 10 38 - 01-42 56 10 39 - 01-42 56 10 40 - 01-42 56 10 41 - 01-42 56 10 42 - 01-42 56 10 43 - 01-42 56 10 44 - 01-42 56 10 45 - 01-42 56 10 46 - 01-42 56 10 47 - 01-42 56 10 48 - 01-42 56 10 49 - 01-42 56 10 50 - 01-42 56 10 51 - 01-42 56 10 52 - 01-42 56 10 53 - 01-42 56 10 54 - 01-42 56 10 55 - 01-42 56 10 56 - 01-42 56 10 57 - 01-42 56 10 58 - 01-42 56 10 59 - 01-42 56 10 60 - 01-42 56 10 61 - 01-42 56 10 62 - 01-42 56 10 63 - 01-42 56 10 64 - 01-42 56 10 65 - 01-42 56 10 66 - 01-42 56 10 67 - 01-42 56 10 68 - 01-42 56 10 69 - 01-42 56 10 70 - 01-42 56 10 71 - 01-42 56 10 72 - 01-42 56 10 73 - 01-42 56 10 74 - 01-42 56 10 75 - 01-42 56 10 76 - 01-42 56 10 77 - 01-42 56 10 78 - 01-42 56 10 79 - 01-42 56 10 80 - 01-42 56 10 81 - 01-42 56 10 82 - 01-42 56 10 83 - 01-42 56 10 84 - 01-42 56 10 85 - 01-42 56 10 86 - 01-42 56 10 87 - 01-42 56 10 88 - 01-42 56 10 89 - 01-42 56 10 90 - 01-42 56 10 91 - 01-42 56 10 92 - 01-42 56 10 93 - 01-42 56 10 94 - 01-42 56 10 95 - 01-42 56 10 96 - 01-42 56 10 97 - 01-42 56 10 98 - 01-42 56 10 99 - 01-42 56 10 100 - 01-42 56 10 101 - 01-42 56 10 102 - 01-42 56 10 103 - 01-42 56 10 104 - 01-42 56 10 105 - 01-42 56 10 106 - 01-42 56 10 107 - 01-42 56 10 108 - 01-42 56 10 109 - 01-42 56 10 110 - 01-42 56 10 111 - 01-42 56 10 112 - 01-42 56 10 113 - 01-42 56 10 114 - 01-42 56 10 115 - 01-42 56 10 116 - 01-42 56 10 117 - 01-42 56 10 118 - 01-42 56 10 119 - 01-42 56 10 120 - 01-42 56 10 121 - 01-42 56 10 122 - 01-42 56 10 123 - 01-42 56 10 124 - 01-42 56 10 125 - 01-42 56 10 126 - 01-42 56 10 127 - 01-42 56 10 128 - 01-42 56 10 129 - 01-42 56 10 130 - 01-42 56 10 131 - 01-42 56 10 132 - 01-42 56 10 133 - 01-42 56 10 134 - 01-42 56 10 135 - 01-42 56 10 136 - 01-42 56 10 137 - 01-42 56 10 138 - 01-42 56 10 139 - 01-42 56 10 140 - 01-42 56 10 141 - 01-42 56 10 142 - 01-42 56 10 143 - 01-42 56 10 144 - 01-42 56 10 145 - 01-42 56 10 146 - 01-42 56 10 147 - 01-42 56 10 148 - 01-42 56 10 149 - 01-42 56 10 150 - 01-42 56 10 151 - 01-42 56 10 152 - 01-42 56 10 153 - 01-42 56 10 154 - 01-42 56 10 155 - 01-42 56 10 156 - 01-42 56 10 157 - 01-42 56 10 158 - 01-42 56 10 159 - 01-42 56 10 160 - 01-42 56 10 161 - 01-42 56 10 162 - 01-42 56 10 163 - 01-42 56 10 164 - 01-42 56 10 165 - 01-42 56 10 166 - 01-42 56 10 167 - 01-42 56 10 168 - 01-42 56 10 169 - 01-42 56 10 170 - 01-42 56 10 171 - 01-42 56 10 172 - 01-42 56 10 173 - 01-42 56 10 174 - 01-42 56 10 175 - 01-42 56 10 176 - 01-42 56 10 177 - 01-42 56 10 178 - 01-42 56 10 179 - 01-42 56 10 180 - 01-42 56 10 181 - 01-42 56 10 182 - 01-42 56 10 183 - 01-42 56 10 184 - 01-42 56 10 185 - 01-42 56 10 186 - 01-42 56 10 187 - 01-42 56 10 188 - 01-42 56 10 189 - 01-42 56 10 190 - 01-42 56 10 191 - 01-42 56 10 192 - 01-42 56 10 193 - 01-42 56 10 194 - 01-42 56 10 195 - 01-42 56 10 196 - 01-42 56 10 197 - 01-42 56 10 198 - 01-42 56 10 199 - 01-42 56 10 200 - 01-42 56 10 201 - 01-42 56 10 202 - 01-42 56 10 203 - 01-42 56 10 204 - 01-42 56 10 205 - 01-42 56 10 206 - 01-42 56 10 207 - 01-42 56 10 208 - 01-42 56 10 209 - 01-42 56 10 210 - 01-42 56 10 211 - 01-42 56 10 212 - 01-42 56 10 213 - 01-42 56 10 214 - 01-42 56 10 215 - 01-42 56 10 216 - 01-42 56 10 217 - 01-42 56 10 218 - 01-42 56 10 219 - 01-42 56 10 220 - 01-42 56 10 221 - 01-42 56 10 222 - 01-42 56 10 223 - 01-42 56 10 224 - 01-42 56 10 225 - 01-42 56 10 226 - 01-42 56 10 227 - 01-42 56 10 228 - 01-42 56 10 229 - 01-42 56 10 230 - 01-42 56 10 231 - 01-42 56 10 232 - 01-42 56 10 233 - 01-42 56 10 234 - 01-42 56 10 235 - 01-42 56 10 236 - 01-42 56 10 237 - 01-42 56 10 238 - 01-42 56 10 239 - 01-42 56 10 240 - 01-42 56 10 241 - 01-42 56 10 242 - 01-42 56 10 243 - 01-42 56 10 244 - 01-42 56 10 245 - 01-42 56 10 246 - 01-42 56 10 247 - 01-42 56 10 248 - 01-42 56 10 249 - 01-42 56 10 250 - 01-42 56 10 251 - 01-42 56 10 252 - 01-42 56 10 253 - 01-42 56 10 254 - 01-42 56 10 255 - 01-42 56 10 256 - 01-42 56 10 257 - 01-42 56 10 258 - 01-42 56 10 259 - 01-42 56 10 260 - 01-42 56 10 261 - 01-42 56 10 262 - 01-42 56 10 263 - 01-42 56 10 264 - 01-42 56 10 265 - 01-42 56 10 266 - 01-42 56 10 267 - 01-42 56 10 268 - 01-42 56 10 269 - 01-42 56 10 270 - 01-42 56 10 271 - 01-42 56 10 272 - 01-42 56 10 273 - 01-42 56 10 274 - 01-42 56 10 275 - 01-42 56 10 276 - 01-42 56 10 277 - 01-42 56 10 278 - 01-42 56 10 279 - 01-42 56 10 280 - 01-42 56 10 281 - 01-42 56 10 282 - 01-42 56 10 283 - 01-42 56 10 284 - 01-42 56 10 285 - 01-42 56 10 286 - 01-42 56 10 287 - 01-42 56 10 288 - 01-42 56 10 289 - 01-42 56 10 290 - 01-42 56 10 291 - 01-42 56 10 292 - 01-42 56 10 293 - 01-42 56 10 294 - 01-42 56 10 295 - 01-42 56 10 296 - 01-42 56 10 297 - 01-42 56 10 298 - 01-42 56 10 299 - 01-42 56 10 300 - 01-42 56 10 301 - 01-42 56 10 302 - 01-42 56 10 303 - 01-42 56 10 304 - 01-42 56 10 305 - 01-42 56 10 306 - 01-42 56 10 307 - 01-42 56 10

EUROPE

Roumanie : M. Iliescu plébiscité

Suite de la première page

Pourquoi d'abord ce plébiscite de Ion Iliescu ? Sans avoir un véritable charisme, l'homme assurement plait. Sa bonhomie, son éternel sourire, sa personnalité sans aspérités mais non sans ambiguïté, ont séduit des Roumains désireux avant tout de se rassurer. Près de quatre millions d'entre eux regrettant aujourd'hui d'avoir dû adhérer au Parti communiste ont au sans doute apprécié le souci affiché du président intérimaire d'éviter toute chasse aux sorcières.

Symbolisant à la fois la révolution et la continuité, le président intérimaire n'a cessé de dire que les changements ne seraient ni radicaux ni brutaux : s'attaquant à l'écume des anciennes structures - du procès de quelques dirigeants au changement de ministres - sans véritablement modifier la réalité de celles-ci ; accordant des avantages sociaux immédiats aux uns et aux autres ; permettant, grâce à une politique d'importations massives, un approvisionnement des magasins inconnu depuis des lustres, Ion Iliescu a tout simplement, et ce depuis décembre, joué et gagné sur tous les tableaux, à la fois. « Que faire contre un homme qui vous amène la liberté, même si elle est conditionnelle et si ce n'est pas lui qui nous a permis de la recouvrer, et qui nous apporte en plus des oranges, même si celles-ci sont payées par l'aide extérieure ? » ironisait un médecin de Bucarest.

Une chose est certaine : les partis d'opposition eux-mêmes n'ont rien pu faire contre un tel prestidigitateur. Si les sondages se révèlent exacts, le Parti national paysan sort littéralement exsangue de la consultation - 4 % des suffrages alors qu'il a dominé la vie politique du pays pendant les deux guerres - et le Parti libéral (autour de 10 % des voix) s'en « tire » tout juste mieux. Il serait injuste de faire porter aux dirigeants de ces partis la responsabilité de cet échec. Alors que le FSN pouvait puiser dans un vivier illimité de candidats et de cadres, eux n'avaient le plus souvent à présenter que des militants blanchis sous le harnais.

Éliminés par le régime communiste, les partis « historiques » - cette appellation qu'ils revendiquent - valent à elle seule

tout un programme - se sont réveillés en décembre 1989, après un coma de plus de quatre ans. Sans rien d'autre que leur fidélité à des programmes parfois surannés. Autre erreur, ils ont présenté à l'élection présidentielle des candidats qui avaient quitté la Roumanie depuis longtemps : plus de quarante ans pour Ion Raftu, plus de quinze pour Radu Campesan.

La réaction pourrait se résumer dans ce cri du cœur d'un jeune de Bucarest : « Ces gens-là, je ne les connais pas. Ils ne représentent rien pour moi. Pendant qu'ils étaient à Londres ou à Paris, mangeant bien, gagnant beaucoup d'argent, nous, nous souffrions ici ». Si le score des écologistes (5 %) soit davantage que le Parti paysan se confirmait, ce serait un des rares signes vivifiants de ce scrutin, les Verts roumains ayant été les seuls à ne pas entrer dans le manichéisme ambiant.

Des queues où l'on se fait des amis

Les intellectuels roumains ont eux aussi paru bien désarmés face au Front. Ainsi le Groupe du dialogue social, dirigé par d'anciens dissidents de renom qui soutenaient une liste de candidats indépendants, n'a su ni s'imposer comme ferment d'une nouvelle opposition démocratique, ni parvenir à jeter des passerelles entre la contestation de la rue, celle des partis traditionnels et le pouvoir.

Quant aux « golems » (voyous), faute de véritable leader et de stratégie claire, ils n'ont jamais trouvé les thèmes et les actions nécessaires pour sortir du ghetto de la place de l'Université. Son occupation par des milliers de jeunes et de moins jeunes aura peut-être en fin de compte servi encore Ion Iliescu. Ce dernier pouvait montrer son libéralisme - « Un dictateur communiste aurait-il accepté cela ? », disait-il - et s'en servir comme d'un repoussoir : « Eux, ils chahutent, pendant que nous, nous travaillons ».

Les Roumains auront voté comme ils ont vécu ces dernières années, en faisant la queue. Si M. Iliescu s'est montré prévoyant, en allant voter dès l'ouverture des bureaux de vote à 6 heures du matin en com-

gnie de son épouse Dina, les Bucarestois, qui pensaient s'acquitter rapidement de leur devoir électoral à 8 heures, se sont heurtés à des files d'attente dignes des (rares) jours d'arrivée de viande.

Au bureau de vote installé dans les locaux du lycée industriel 37, par exemple, il faut compter quatre heures d'attente dans la file qui serpente sous les arbres de la cour pour arriver jusqu'à l'isoloir. Mais tout cela se fait dans la bonne humeur : on discute, pour une fois, sans en venir aux mains, on va se promener ou faire quelque chose chez soi et lorsque l'on revient, on vous a même gardé votre place dans la file. « Ici, c'est une queue où au lieu de se faire des ennemis, on se fait des amis », commente un monsieur dont la voisine attend depuis une heure et demie et ne s'est pas encore ennuyée.

Pourquoi une telle attente ? A l'intérieur tout s'explique : il faut plusieurs minutes à chaque électeur dans l'isoloir pour trouver dans les trois bulletins de vote - président, députés et sénateurs - qui ressemblent plutôt à des cahiers, les cases correspondant à son choix sur laquelle il va apposer un tampon : « voté ». Il y a cinq tampons pour le bureau de vote, on en a perdu un, il faut faire une réclamation écrite à la mairie pour en obtenir un autre.

Un petit bout de bonne femme, M^{me} Daniela Anghel, jure de son état, même tout ce de main de maître en levant les bras au ciel lorsque l'embouteillage tend à se solidifier. Présidente du bureau électoral, comise d'office, elle se demande comment à ce train-là « j'arriverai à tous les faire voter avant 23 heures ».

De fait, le bureau électoral central annoncera dans la soirée la prolongation de l'ouverture des bureaux jusqu'à minuit pour permettre aux files d'attente à Bucarest de se résorber. « Les gens veulent qu'on aille plus vite, mais une fois qu'ils sont dans l'isoloir, ils veulent dix minutes à tout vérifier », relève-t-elle. En jeans et basket, M^{me} Anghel a l'œil à tout et a vite fait de rappeler les règles de la procédure si d'aventure on s'installait à deux dans l'isoloir.

Les poignées de main des observateurs

A la campagne, on est beaucoup moins regardant. Le mépris dans lequel Ceausescu tenait la paysannerie a laissé une partie des ruraux illettrés. Là, beaucoup de ces paysans

endimanchés, tirés à quatre épingles dans leurs vieux costumes élimés, demandent de l'aide. Ils ont en principe la possibilité de se faire assister d'une personne de leur choix comme, par exemple, l'assesseur du Parti libéral ou du Parti paysan. Mais les observateurs étrangers ont relevé plusieurs cas de bureaux de vote où ne se trouvaient que des assesseurs du Front de Salut national.

Dans le petit village de Remus, près de Giurgiu, à la frontière bulgare, le professeur de gymnastique qui préside le bureau de vote, M. Florin Grosu, trouve que le système est beaucoup trop compliqué : rien que pour cette circonscription, les électeurs ont à choisir entre vingt-sept listes de candidats à l'assemblée des députés ; beaucoup croient qu'il faut tamponner chaque page des bulletins, ne parvenant pas à distinguer les symboles, mal imprimés, des partis politiques. La dernière fois qu'on a voté à Remus, en mars 1987, c'était nettement plus simple... Le gros policier chargé de garder l'entrée du bureau de vote, lui, rayonne : « Tout se passe dans l'ordre et la discipline », se félicite-t-il.

Certains observateurs occidentaux reviendront de leur tournée en province ou en banlieue avec des récits moins sereins, de double inscription sur les listes... et de morts qui votent. Ils ont été plus de cinq cents accredités auprès des autorités roumaines, dont un fort contingent de parlementaires français et de députés du Congrès américain qui n'ont malheureusement pas coordonné leurs efforts. D'aucuns ont vécu ça comme une sorte de campagne électorale annexe, éprouvant le besoin de s'entourer de caméras de télévision pour enquêter sur « le folklore » d'une élection libre en Roumanie, descendant de voiture pour aller, comme s'il s'agissait de leurs électeurs, serrer les mains de paysans éberlués de tant d'églogue.

Irregularités

Aux sièges des partis libéral et paysan, dans la nuit, on faisait état de centaines, voire d'un millier d'irrégularités. M. Campesan brandissait la menace d'un recours en annulation. Mais l'immense majorité des irrégularités constatées par les journalistes et les observateurs relèvent davantage du chaos ou du zèle individuel que de la fraude organisée, au terme d'une campagne très largement dominée par le Front.

Ainsi, à Giurgiu, bastion du FSN, où l'on votait dans les boucheries et les magasins d'électroménager faute d'écoles en nombre suffisant, seules les affiches d'Iliescu étaient visibles. Dans l'un de ces bureaux de vote, le responsable des opérations, au comportement typique d'ancien apparatchik du parti, n'a pas caché son déplaisir de voir arriver les journalistes, fussent-ils discrets. Là, effectivement, on se mettait à plusieurs dans l'isoloir pour essayer de s'entraider et derrière le rideau de nylon bleu-ciel, plus d'une manipulation de vieillards s'est sans doute produite. Mais l'an dernier aussi, dans les campagnes polonaises qui votaient semi-librement pour la première fois, ne s'associait-on pas à dix pour cocher les bulletins ? A Giurgiu, les représentants locaux des partis d'opposition

que nous avons rencontrés ne criaient pas à la fraude.

La plus grande irrégularité de ce scrutin aura finalement été tout le climat qui la précédait, climat de paranoïa inévitable au sortir d'une pareille dictature. L'état d'esprit des électeurs, interrogés dimanche dans les bureaux de vote, en disait long : souvent émus, une expression de bonheur pour une fois sereine sur le visage, ils se faisaient aussi si l'on se risquait à leur demander pour qui ils venaient de voter. Cela, dans la Roumanie de l'immédiat après-Ceausescu, ne se fait pas. Même entre proches amis, parfois entre maris et femmes, on ne se confie pas, surtout à la campagne. Elections libres, sans doute, mais les vieux réflexes et les anciennes méthodes ont la vie dure.

JOSÉ-ALAIN FRALON et SYLVIE KAUFFMANN

Le père Diaconescu et la « belle Catalane »

CIMPULUNG

de notre envoyé spécial

« Avec les communistes, il faut toujours se méfier. On a dit qu'ils feraient une marque sur les enveloppes pour reconnaître ceux qui n'ont pas voté pour eux. Ils sont capables de tout. Je l'ai bien vu en 1946. » Quatre-vingt-trois ans, long et efflanqué comme un jour sans pain, le père Diaconescu a hésité à aller voter. Il avoue quel point il a peur de servir d'observateur à son parti, le Parti national paysan. « Ils vont me mettre en prison après. »

« Ils », ce sont, bien entendu, les responsables du Front de salut national de Ion Iliescu, qu'il accuse de tous les maux, mais surtout d'être tout simplement des communistes. Le père Diaconescu, traumatisé par l'expérience de 1946 - à cette époque, le scrutin avait été totalement truqué par les communistes - confie ses angoisses à M^{me} Concepcion Ferrer, députée espagnole au Parlement européen, venue ce samedi 19 mai à Cimpulung, en compagnie de collègues centristes français, jeter un dernier coup d'œil aux préparatifs du scrutin.

Le père Diaconescu acceptera finalement, à condition que les observateurs l'accompagnent

jusqu'à, de se rendre à la mairie située à un petit kilomètre de sa maison. Il met son chapeau noir élimé et part en maugréant.

« Mais pourquoi n'êtes-vous pas venu me voir pour me dire que les gens avaient peur », demande quelques minutes plus tard un garçon costaud en anorak bleu qui avoue presque en rougissant ses vingt-six ans et qui s'avère être le maire de la petite ville. Ion Diaconescu donne une image radicalement différente de l'ambiance régnante à vingt-quatre heures du scrutin. « Ici, tout a été très calme, nous avons tenté d'expliquer aux gens comment il fallait voter, il n'y a eu encore aucun incident depuis décembre. »

Elu par une assemblée populaire après la révolution de décembre, le jeune maire explique que seul le Parti libéral et le Front de salut national auront des représentants au bureau de vote, les autres partis ne s'étant pas fait connaître. C'est pour cette raison que le Parti national paysan aurait aimé que le père Diaconescu soit présent. Ce dernier s'est laissé finalement convaincre à condition que la « belle Catalane » vienne le chercher et l'accompagner, dimanche, au bureau de vote.

J.-A. F.

Les enfants Ceausescu ont voté. Les trois enfants d'Elena et Nicolae Ceausescu ont voté dimanche 20 mai, devant des journalistes, dans une pièce de la prison de Rahova, au sud de Bucarest, où ils sont détenus. L'aîné, Valentin, a déclaré au président du bureau de

vote qu'il « était d'accord avec le système pluripartite si les gens avaient le temps de savoir ce que c'était ». Les deux autres se sont refusés à toute déclaration. Nicu, le plus jeune, devrait comparaître devant la justice le 26 mai à Sibiu. (AFP)

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS : le crime raciste de Bensonhurst

Manifestations à New-York contre l'acquittement d'un des inculpés

NEW-YORK

correspondance

« Les tensions raciales menacent de plonger New-York dans un cycle de peur et de frustration qui pourrait nous diviser », a déclaré, dimanche 20 mai, dans un discours alarmiste, M. David Dinkins, le maire noir de la ville, qui, il y a à peine cinq mois, promettait aux habitants de New-York - cette « magnifique mosaïque de personnes » - de ramener une « harmonie raciale » quelque peu écorchée au soir dernier par le crime raciste de Bensonhurst, à Brooklyn, au cours duquel un jeune Noir, Yusef Hawkins, avait été tué par une bande de jeunes Blancs.

COLOMBIE : clôture de la campagne électorale. - Des chars et des camions remplis de soldats ont patrouillé dans Bogotá, dimanche 20 mai, pendant que les candidats concluaient la campagne électorale pour l'élection présidentielle du 27 mai. Une bombe a explosé dans la soirée, et trois ou quatre personnes auraient été gravement blessées. Une dizaine de gardes du corps ont accompagné Cesar Gaviria, candidat du Parti libéral au pouvoir et favori des élections, qui s'est adressé à ses partisans dans un stade. La sécurité était renforcée également aux meetings de ses principaux rivaux, Rodrigo Lloreda, du Parti social conservateur, et Alvaro Gomez, du Parti conservateur. (Reuters)

L'affaire, après avoir eu un retentissement politique considérable lors de l'élection du maire, continue à alimenter, semaine après semaine, de vives tensions. D'autant qu'au cours du procès qui se tient à l'heure actuelle à Brooklyn, si un verdict de culpabilité a été prononcé à l'encontre de l'un des deux principaux accusés (le Monde du 17 mai), le second a été acquitté, vendredi 18 mai.

Verdict qui devait susciter aussitôt colère et frustration. Samedi, environ cinq cents manifestants, encadrés d'un nombre égal de policiers, ont ainsi défilé à Bensonhurst, pour protester aux cris de « Youssef ! Justice ! » tandis que, sur leur passage, injures et obscénités fusaient de toutes parts.

Une situation d'autant plus préoccupante qu'à quelques kilomètres de là, dans le quartier noir de Flatbush, une querelle vieille de cinq mois oppose la population aux propriétaires d'une épicerie coréenne. Là aussi, des injures ou en ont été venues rapidement aux coups ces derniers jours. Et sans d'extorquer, Blancs, Noirs et Asiatiques, unis dans une même frustration, s'en prennent au maire David Dinkins, traité, « d'Oncle Tom » et de « laquais du diable blanc », tant il se révèle incapable, malgré une bonne volonté évidente, de cimenter cette « mosaïque » new-yorkaise de plus en plus fissurée.

A. B.-P.

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

Les résultats des élections générales ne seront connus qu'en fin de semaine

SAINT-DOMINGUE

de notre correspondant

Le vainqueur des élections générales qui ont eu lieu mercredi 16 mai en République dominicaine ne sera pas connu avant la fin de la semaine prochaine.

Le Conseil électoral a annoncé, dimanche 20 mai, qu'il ne publierait plus de résultats partiels avant la fin des travaux de la commission qui doit contrôler les procès-verbaux de l'ensemble des bureaux de vote avant de procéder au décompte final des voix. L'ex-président américain Jimmy Carter reviendra vendredi 25 à Saint-Domingue, où il observera la fin des travaux de la commission de vérification formée de députés des principaux partis politiques, de deux observateurs internationaux et d'un représentant du conseil électoral.

Les deux grands partis d'opposition, le Parti de la libération dominicaine (PLD) et le Parti révolutionnaire dominicain (PRD), multiplient les accusations de fraude et accumulent documents et témoignages à l'appui de ces dénonciations. Pour le leader du PRD, José Francisco Pena Gomez, arrivé en troisième position selon les résultats partiels, le Parti réformiste social-chrétien au pouvoir « a acheté massivement et à coups de millions les cartes d'électeurs dans les files de l'opposition ».

Cela explique, selon lui, le taux record d'abstentions, plus de 40 % contre 28 % il y a quatre

ans. « Nous commençons la bataille contre la fraude sur le plan légal et nous la poursuivons par tous les moyens nécessaires pour défendre la victoire du peuple », s'est exclamé dimanche Juan Bosch, le candidat du PLD qui dispute, à quelques milliers de voix près, la première place au président sortant, Joaquín Balaguer.

Du balcon du quartier général de son parti, il a présenté une série de documents falsifiés à plusieurs milliers de militants surchauffés qui scandaient : « Respect de la volonté populaire » et « Quel bonheur, Balaguer s'en va ».

JEAN-MICHEL CARROT

PÉROU : le Sentier Luminoux n'aient avoir déclaré une trêve. - Les guérilleros maoïstes du Sentier Luminoux ont occupé, dimanche 20 mai, deux stations de radio dans les Andes péruviennes pour déclarer qu'ils avaient déclaré une trêve temporaire dans leur lutte contre le gouvernement (le Monde du 20-21 mai). Ils ont qualifié ce « mensonge colporté par le gouvernement » des tracts annonçant une trêve diffusés la semaine dernière. De source militaire on estime que les tracts et les affiches apparus par milliers, jeudi 17 à Ayacucho, pouvaient être l'œuvre d'une faction rebelle ayant rompu avec le mouvement. (Reuters)

ELISABETH ET JEAN-PAUL CHAMPSEIN

57, BOULEVARD STALINE

Chroniques albanaises

Préface de Thomas Schreiber

Dernier bastion du marxisme-léninisme en Europe, l'Albanie est un pays si discret - et si contrôlé - qu'on a tendance à l'oublier.

Pendant six ans, de 1982 à 1988, les auteurs ont enseigné le français à Tirana et visité l'Albanie. Ce remarquable poste d'observation leur a permis de lever le voile sur l'extraordinaire complexité du « Pays des aigles » : enquête en profondeur et témoignage de première main, ce livre propose une lecture passionnante d'un système hors normes où se mêlent les pesanteurs d'une dictature « marxiste-léniniste » et des traditions séculaires toujours présentes.

LA DÉCOUVERTE

EUROPE

RDA : afflux de réfugiés à Berlin

L'ancienne capitale du Reich, porte de l'Occident

Le gouvernement est-allemand a adopté des mesures pour limiter l'afflux à Berlin de réfugiés venant des autres pays de l'Est, surtout de Roumanie.

BERLIN

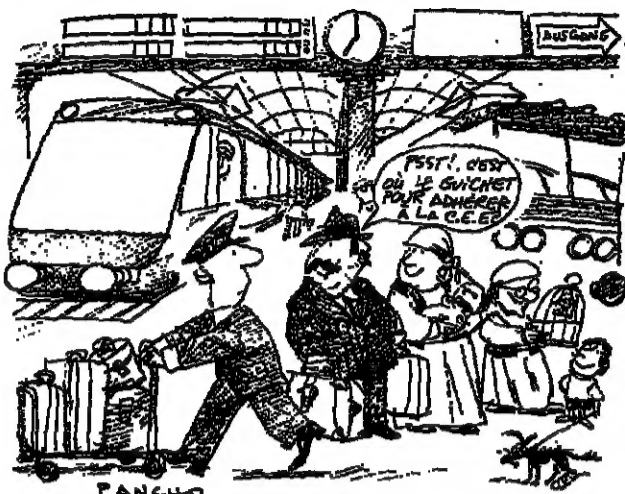
de notre envoyé spécial

Il avait fallu laisser de la place aux Turcs ; puis s'habituer aux Polonais, venus travailler au noir, et qui ont fait de Berlin-Ouest la plaque tournante d'un trafic de fournitures passant des confins du Bosphore à toutes les capitales est-européennes pour ramener de précieuses devises en Pologne. L'ouverture des frontières des pays de l'Est a donné un nouvel essor à ce chassé-croisé perpétuel dont Berlin-Ouest, seul ville facilement accessible d'Europe occidentale, est le point de passage obligé.

Les besoins en devises fortes et la liberté de se déplacer ont lancé sur les routes des milliers de nouveaux voyageurs. La chute du mur a ouvert pendant quelques mois des possibilités inimaginables de trafic pour tous les revendeurs d'argent qui spéculaient sur les cours et pour ceux qui savaient profiter des prix subventionnés de l'Est pour passer des marchandises d'Est en Ouest, d'Ouest en Est.

Ces temps nouveaux ramènent dans l'ancienne capitale du Reich des visages que l'on n'avait plus l'habitude de voir. Depuis quelques semaines, aux coins des rues, à l'Ouest comme à l'Est, les silhouettes de femmes tziganes ont réapparu, identifiables à leurs vêtements de couleurs vives et aux ribambelles d'enfants turbulents qui les accompagnent. La plupart viennent de Roumanie, d'autres de Bulgarie. Ces tziganes apparaissent aux tribus Sinti et Roma, répandues avant la guerre, dans toute l'Europe centrale où elles ont été massacrées par les nazis, au même titre que les juifs.

D'autres Roumains, ainsi que des Bulgares, arrivent aussi à la



recherche d'un travail. Le débarquement des Roumains a commencé il y a trois semaines. Des centres d'accueil ont dû être installés à la hâte : la gare de Lichtenberg, point d'arrivée des trains du sud-est de l'Europe, menaçait de craquer sous le nombre. Celui de Roumains arrivés à Berlin-Est, dont les trois quarts sont des tziganes, est estimé à près de quatre mille. Mais ces derniers jours, ils affluaient au rythme de trois à quatre cents par jour, affolant les autorités peu habituées jusqu'ici à ce genre de phénomène.

Capharnaüm à la gare de Lichtenberg

Personne ne sait ce qu'ils vont faire. Les tziganes racontent inlassablement qu'ils sont venus voir ce qui se passe, qu'ils veulent rester un peu, puis rentrer en Roumanie. Les autres Roumains ne cachent pas qu'ils sont là pour trouver du travail, à Berlin ou plus à l'Ouest. Tous se plaignent de la situation, pestent contre l'absence de centres d'entre eux sont déjà passés par l'Autriche, d'où ils ont été renvoyés chez eux. « On

nous avait promis du travail si on revenait, mais il n'y a rien à faire », se plaint dans un mauvais allemand un jeune roumain d'Arad. « Et la France, est-ce qu'on peut aller en France, notre mère à tous ? ».

Devant l'ambassade de RFA de Bucarest, on campe en ce moment dans des tentes. L'année dernière, indique-t-on de source diplomatique ouest-allemande, l'ambassade a dispensé en moyenne 3 100 visas par mois. Ce chiffre est passé à 15 200 en avril dernier et pourrait être de 30 000 ce mois-ci. La moitié des demandes émane de ressortissants Roumains de souche allemande dont, de source officielle roumaine, la communauté est estimée à deux cent mille personnes.

Dans la gare de Lichtenberg, excentrée dans un faubourg de la ville comme presque toutes les gares de Berlin-Est, c'est autour d'hui un véritable capharnaüm, rythmé par les arrivées et les départs de trains pour Prague, Vienne, Sofia et Bucarest. Des grappes de gens, campés sur des bancs ou de colts en tous genres, attendent en perma-

nence. Le soir, tous les recoins sont occupés par des tziganes. Des familles entières dorment à même le sol, les enfants sur des tas de couverture, à côté de leurs mères. Des Roumains, en costumes d'immigrants des années 30, tuent le temps en déambulant. Des groupes de jeunes Allemands de l'Est circulent, hurlant qu'il faut « tous les mettre dehors ». Depuis la démocratisation, les immigrants n'ont guère la vie facile en RDA.

Mesures restrictives

Malgré l'état d'esprit peu favorable de la population, le gouvernement de M. de Maizière, sous l'influence de l'Eglise et de comités d'action civique, a tenté de garder la tête froide. Placé directement sous l'autorité du premier ministre, le chargé d'affaires pour les étrangers, M. Altmuth Berger, n'a cessé de répéter qu'il n'était question, ni de fermer les frontières, ni de renvoyer les gens chez eux au moment où les Allemands de l'Est veulent profiter eux aussi de leurs nouvelles possibilités de voyager.

Cette bonne volonté aura été de courte durée. Réuni exceptionnellement vendredi 18 mai pour approuver le traité d'union monétaire avec la RFA, le cabinet a pris des mesures restrictives quant à l'entrée des Roumains en RDA. Ceux-ci devront soit disposer d'une invitation personnelle, soit prouver qu'ils ne viennent qu'en touristes.

Il a également été annoncé que la RDA se doterait bientôt d'une législation sur le droit d'asile comparable à celle de la RFA. La main de Bonn n'est sans doute pas étrangère à ce revirement. Les autorités ouest-allemandes ont toutes les raisons de redouter un afflux en RDA de réfugiés profitant de la future union pour contourner les règles plus restrictives de la RFA.

HENRI DE BRESSON

DIPLOMATIE

Légère détente dans les relations américano-soviétiques

Un compromis sur les Start a été obtenu in extremis avant le sommet de Washington

Le sommet Bush-Gorbatchev qui se tiendra à Washington du 31 mai au 3 juin se présente sous de meilleurs auspices après les longues et difficiles conversations qu'a eues en fin de semaine dernière à Moscou le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker.

Ces conversations ne se soldent pas à proprement parler par une « franche » percée sur le désarmement qui aurait notamment permis aux deux chefs d'Etat de signer un accord sur les armements stratégiques (START) dans dix jours à Washington, comme ils en avaient exprimé le souhait lors de leur dernière rencontre à Malte. Mais les discussions, dont les discussions ont été prolongées de plusieurs heures samedi à Moscou, sont finalement parvenues, à l'arché, à des compromis sur les principaux points de divergence qui obstruaient depuis plusieurs mois les négociations START.

« Notre but était de parvenir à un accord sur les principales questions de fond d'ici au sommet de Washington et nous sommes maintenant en position de le faire », a déclaré M. Baker avant de quitter Moscou. Il aura fallu, pour parvenir à ce résultat, que le président Bush a qualifié tout à la fois d'« encourageant » et de « mitigé », des concessions soviétiques mais aussi de notables assouplissements des positions américaines sur les START qui traduisent une forme de soutien de Washington à M. Gorbatchev.

C'est le cas aussi dans le domaine du désarmement chimique : un accord est intervenu dont le texte sera signé par les deux présidents à Washington. Il porte sur la réduction de 80% des stocks détenus par l'URSS et les Etats-Unis et sur leur engagement d'arrêter toute production. Les Américains ont donc renoncé - et c'est une concession majeure, même s'ils se trouvaient assez isolés sur ce point dans la communauté internationale - à leur programme de production d'armes binaires.

On devrait inscrire au passif des rencontres de Moscou le fait qu'elles n'aient donné aucun résultat visible sur l'autre grand dossier du désarmement, celui des armes conventionnelles, ni sur le problème, qui lui est lié, du statut militaire de l'Allemagne après son unification. « Des divergences substantielles persistent sur le problème du statut politico-militaire d'une Allemagne unie », a déclaré samedi M. Chevardnadze au cours d'une conférence de presse.

« Nous trouvons totalement inacceptable l'entrée de l'Allemagne unie dans l'OTAN. C'est le fond du problème », a-t-il dit, en précisant toutefois qu'il n'avait pas réclamé que les droits des alliés soient maintenus indéfiniment. « J'ai parlé d'une période de transition »,

a poursuivi M. Chevardnadze, en ajoutant que la durée de cette période devait être négociée.

A propos du désarmement conventionnel - sujet très lié au précédent puisqu'il s'agit entre autres de s'entendre sur la maintenance ou non de troupes soviétiques en RDA, et éventuellement de combien et pour combien de temps - M. James Baker s'est déclaré « déçu » par ses conversations à Moscou. Il y avait apporté, a-t-il dit, des idées nouvelles pour débloquent les négociations de Vienne, mais les Soviétiques, a-t-il déclaré, « n'avaient apparemment pas en mesure de répondre de façon significative en ce moment ».

Nouvelles propositions à Vienne

Commentant ces conversations préparatoires au prochain sommet, le président George Bush s'est cependant déclaré confiant qu'un premier traité sur la réduction des armes conventionnelles pourrait être signé cette année. Même son de cloche à Bonn où le ministère des affaires étrangères veut voir dans les progrès accomplis à Moscou sur les autres dossiers du désarmement un « signal positif qui aura des effets sur les négociations de Vienne ». « La raison et la nouvelle pensée s'imposent », a estimé un porte-parole du ministère.

Les « idées nouvelles » que M. Baker avait apportées à Moscou et qui ont été communiquées aux alliés de l'OTAN portent sur l'aviation, un des points de blocage de la négociation de Vienne. Sans en dévoiler le contenu, un diplomate en poste à Bruxelles a indiqué que les Etats-Unis étaient prêts à « faire un pas pour se rapprocher » des thèses soviétiques sur la question clé de l'aviation de combat.

Globalement les Etats-Unis paraissent donc faire preuve d'une grande ouverture d'esprit. L'optimisme, même si à ce stade ils ne peuvent se considérer comme véritablement payés de retour par Moscou. Même si les conversations de M. Baker en URSS marquent un certain apaisement, la question allemande reste un sujet de tension américano-soviétique, de même que celle des pays baltes.

M. Baker a reconnu que le climat s'était détérioré depuis la proclamation d'indépendance de Vilnius le 11 mars dernier. Il s'était déclaré encouragé, jeudi, par la rencontre entre M. Gorbatchev et M. Prunskiene, le premier ministre lituanien. Mais il n'est pas sûr que cela suffise à calmer le Sénat, qui demande plus de fermeté, ni que la clause de la nation la plus favorisée, qui assure à son bénéficiaire les tarifs commerciaux les plus bas, puisse être octroyée à Moscou comme il était prévu lors du sommet de Washington. La question « reste en suspens », a indiqué M. James Baker.

C. T.

Les principaux résultats des conversations de Moscou

- Désarmement chimique. Les Etats-Unis et l'Union soviétique s'engagent à ramener immédiatement leurs stocks à 20 % du niveau actuel de l'arsenal américain et à cesser toute production.

Conformément à la proposition faite en septembre dernier par M. George Bush, ils s'engagent à ramener leurs stocks à 2 % dès la conclusion d'une convention internationale en cours de négociation entre quarante pays à Genève. Ces 2 % sont considérés comme la discussion minimale contre les pays qui refuseraient de se joindre au traité. Les derniers stocks devraient être détruits quand tous les pays capables de produire ces armes auront adhéré à la convention.

Ces dispositions feront l'objet d'un accord qui sera signé lors du sommet de Washington.

- Désarmement stratégique. Les missiles de croisière embarqués à bord de navires (SLCM) ne tomberont pas sous le régime du traité START. C'est ce que voulaient les Etats-Unis, qui jugent très difficile la vérification sur ce type d'arme-

ment. Leur nombre sera limité, par une déclaration « politique » contraignante en marge du traité, à 500 missiles de part et d'autre.

Les missiles de croisière lancés d'avion (ALCM) d'une portée de plus de 600 km seront soumis au traité. C'est une concession de la part des Etats-Unis, qui jouissent d'une forte supériorité dans ce domaine et voulaient initialement que ne soient pris en compte que les ALCM de plus de 1 000 km de portée.

En revanche, les Soviétiques ont accepté la façon de compter ces missiles qui préconise Washington, c'est-à-dire de considérer que les différentes catégories de bombardiers transportent un nombre convenu de missiles de croisière et non le nombre maximal qu'ils pourraient emporter. Les négociateurs ont également trouvé un compromis sur la façon de distinguer les ALCM à tête nucléaire et à tête conventionnelle.

PORTUGAL : compromis au congrès du parti communiste

M. Carlos Carvalhas a été nommé secrétaire général-adjoint du PC

LISSBONNE

de notre correspondant

M. Alvaro Cunhal a été réélu à l'unanimité, samedi 19 mai, secrétaire général du Parti communiste portugais. Réuni ce week-end près de Lisbonne, le comité central a également annoncé, en marge du XIII^e congrès, la création d'un poste de secrétaire général adjoint qui est revenu à M. Carlos Carvalhas, député européen.

L'homme qui pourrait être appelé à succéder au « leader historique » est un économiste de quarante-huit ans qui a adhéré au parti en 1969. Le début de sa carrière politique coïncide pratiquement avec la révolution d'avril 1974. Il fut notamment secrétaire d'Etat dans les cinq gouvernements provisoires qui suivirent la chute de la dictature puis président du groupe parlementaire communiste au Conseil de l'Europe.

M. Carvalhas a été en quelque sorte une solution de compromis entre la toute-puissante vieille garde et les éléments réformistes qui, à l'intérieur de l'appareil, cherchent, très prudemment encore, à s'affirmer et à changer

l'image d'orthodoxie du parti. Sa tâche s'avère très difficile, le climat dans lequel s'est déroulé ce XIII^e congrès des communistes portugais ne permettant pas de déceler en effet de grandes transformations, du moins à court terme.

Isolation des contestataires

Les éléments les plus critiques qui, depuis deux ans environ, contestent ouvertement l'orientation stratégique de la direction ont été complètement isolés. Seuls quatre congressistes se sont prononcés contre le projet de résolution politique qui réaffirme l'orientation marxiste léniniste du parti et son attachement au principe du « centralisme démocratique ».

Tout a été fait d'autre part pour montrer que le parti n'a été nullement atteint par les événements survenus dans les pays de l'Est, dus, a-t-on souligné, « à des retards, à des erreurs et à des déviations manifestes pendant le processus de construction du socialisme ».

JOSÉ REBELO

ARMES : PLEINS FEUX SUR LA COOPÉRATION FRANCO-ARABE

Président de la Sofreca, Jean-Claude Sompairac révèle à Arabes les activités et les méthodes de cette société, qui a réalisé 150 milliards de commandes militaires en 15 ans. L'ingénieur général Olivier Legrand explique de son côté l'enjeu de Satory 90, qui se déroulera du 25 au 30 juin.

Dans le numéro de mai d'Arabes en kiosques et en librairies 78, rue Joffroy 75017 Paris (tél. : 46.22.34.14)

ITALIE : M. Alessandro Natta abandonne la vie politique. M. Alessandro Natta, ancien secrétaire général du Parti communiste italien, a annoncé samedi 19 mai à l'hebdomadaire Panorama, son retrait de la vie politique active. Il avait succédé en 1984 à Enrico Berlinguer et démissionné quatre ans plus tard du secrétariat à la suite d'un malaise cardiaque. Agé de soixante-deux ans, M. Natta s'était fermement opposé, lors du congrès extraordinaire du PCI en mars dernier, à la nouvelle ligne préconisée par son successeur, M. Achille Occhetto, et au changement de nom du parti. (AFP)

RFA

Les sociaux-démocrates hésitent à ratifier le traité d'Etat avec la RDA

Le SPD ouest-allemand est divisé sur l'attitude à adopter vis-à-vis du traité d'Etat signé la semaine dernière avec la RDA. Certains de ses dirigeants font valoir notamment que rien n'est prévu dans le texte pour protéger les industries est-allemandes qui, le 2 juillet prochain, seront du jour au lendemain soumises aux lois de la concurrence.

BONN

de notre correspondant

Vendredi 18 mai, MM. Hans-Jochen Vogel et Johannes Rau n'assistent pas à Bonn à la signature solennelle du traité d'Etat sur l'union monétaire, économique et sociale avec la RDA. Le président du SPD et le ministre-président de Rhénanie-du-Nord-Westphalie avaient expliqué cette absence en déclarant qu'ils avaient reçu les invitations « trop tard » et qu'ils ne pouvaient se dégager d'autres obligations à Bonn. Cette attitude traduisait en fait le profond malaise du parti vis à vis de ce traité, dont l'un des signataires, M. Walter Romberg, ministre est-allemand des finances, est membre du parti frère de RDA.

Samedi 19 mai, MM. Vogel et Rau s'étaient rendus à Sarrebruck, au domicile de M. Oskar Lafontaine, pour débattre de ce sujet. Le candidat désigné du SPD à la chancellerie, qui se remet rapidement de la grave blessure reçue lors de l'attentat dont il a été victime le 25 avril, a clairement signifié à ses interlocuteurs qu'il faisait dépendre le maintien de sa candidature d'un rejet par le SPD du traité d'Etat dans sa forme actuelle. D'autres voix dans le parti, notamment des « vétérans » comme M. Hans-Jochen Vogel, ancien président du Bundestag, et M. Hans-Jürgen Wischnewski, ancien ministre d'Helmut Schmidt, se sont prononcées en faveur de l'approbation du traité : ils craignent que le SPD soit accusé de freiner l'unité.

Pour M. Lafontaine, qui a reçu

l'appui de M. Rau, il n'est pas question de mener une campagne contre le chancelier Kohl si le parti approuve auparavant un texte qui lui semble mauvais. Sa principale critique porte sur le fait que rien n'est prévu, dans le traité d'Etat, pour assurer la protection des industries de RDA qui vont être, le 2 juillet prochain, soumises à la dure concurrence occidentale.

Le traité sera soumis à ratification le 21 juin prochain au Bundestag, et le 22 juin au Bundesrat où le SPD dispose maintenant de la majorité depuis sa victoire en Basse-Saxe. En théorie, un vote hostile du SPD peut retarder son entrée en vigueur, mais il doit tenir compte de la position du SPD de RDA, qui a, lui, approuvé les termes de ce traité signé par un gouvernement auquel il participe.

A l'Est comme à l'Ouest, les deux partis frères, qui projettent par ailleurs de fusionner rapidement, se retrouvent dans leur opposition à la tenue d'élections parallèles dans les parties au pouvoir à Bonn. Ces élections ne pourraient avoir lieu que si le SPD-Est modifiait son attitude : une majorité des deux tiers de la Chambre du peuple est en effet nécessaire pour que celle-ci procède à son autodissolution.

LUC ROSENZWEIG

POLOGNE : grève de cheminots. Une grève de revendications salariales paralyse depuis dimanche 20 mai le réseau ferroviaire de Poméranie occidentale. Le gouvernement polonais a annoncé qu'il ne négocierait pas avec les meneurs d'une « grève sauvage ». M. Lech Walęsa - qui avait mis fin vendredi 18 à un nouveau débrayage à Gdansk -, a déposé sur place son proche collaborateur, Jarosław Kaczinski. Celui-ci avait annoncé vendredi la création d'un mouvement politique. « L'Entente du centre », qui propose le remplacement rapide du président Jaruzelski par le chef de Solidarité. (AFP)

DIPLOMATIE

Le compromis sur les Saïns obtenu en extrême
le sommet de Washington

Le chef de l'Etat taiwanais, M. Lee Teng-hui, a officiellement inauguré son mandat dimanche 20 mai par un important discours dans lequel il a précisé ses propositions de démocratisation du régime nationaliste et de dialogue avec Pékin. Afin de « promouvoir l'harmonie politique », il a aussi amnistié neuf dirigeants de l'opposition condamnés pour des délits politiques.

Revenant sur la politique traditionnelle des « trois non » aux contacts avec Pékin, déjà largement battue en brèche, M. Lee a promis de mettre fin à l'état de guerre qui persiste - du moins sur le papier - entre Pékin et Taïpei. « J'ai l'espoir que la fin de la période de mobilisation pour la suppression de la rébellion communiste pourra être déclarée le plus rapidement possible », a-t-il déclaré. Taïwan « est désireuse, sur une base d'égalité, d'établir des canaux de communications et de s'ouvrir complètement vers le continent et de poser les fondations pour le respect mutuel, la paix et la prospérité ».

Si Pékin renonce au recours à la force, cesse ses tentatives de l'isoler diplomatiquement et encourage à nouveau les réformes démocratiques et économiques, Taïpei est prête à établir des relations commerciales, culturelles et technologiques directes, qui s'ajouteraient à un commerce bilatéral indirect en pleine expansion. Ces propositions ont été bien accueillies par la population taiwanaise. Mais elles n'engagent pas le gouvernement.

Le cardinal Joseph-Marie Trinh Van Can, archevêque de Hanoi, est décédé, vendredi 18 mai, d'une crise cardiaque à l'âge de soixante-neuf ans, a rapporté dimanche l'agence vietnamienne VNA. Ses obsèques auront lieu mercredi en l'église de Hanoi.

Mgr Can avait été le président fondateur de la conférence épiscopale du Vietnam et l'administrateur apostolique de la province de Hué (centre du pays), et des diocèses des provinces de Hung Hoa, Thai Binh et Thanh Hoa dans le Nord. Né le 13 mars 1921 dans la province de Ha Nam Ninh, au sud-est de Hanoi, il avait été ordonné prêtre en 1949, nommé coadjuteur de l'archevêque de Hanoi en février 1963 et fait cardinal en juin 1979.

La communauté catholique vietnamienne compte six millions de membres, soit de 8 % à 9 % de la population. La désignation du successeur de Mgr Can va repousser le problème encore difficile entre le Vatican et le pouvoir. « Il y a encore des blocages », a déclaré, à ce sujet, Mgr Nguyen Van Sang, évêque auxiliaire de Hanoi. (AP, AFP)

ASIE

TAIWAN : dans son discours d'intronisation

Le président Lee Teng-hui a réitéré ses propositions de dialogue avec Pékin

Le chef de l'Etat taiwanais, M. Lee Teng-hui, a officiellement inauguré son mandat dimanche 20 mai par un important discours dans lequel il a précisé ses propositions de démocratisation du régime nationaliste et de dialogue avec Pékin. Afin de « promouvoir l'harmonie politique », il a aussi amnistié neuf dirigeants de l'opposition condamnés pour des délits politiques.

Revenant sur la politique traditionnelle des « trois non » aux contacts avec Pékin, déjà largement battue en brèche, M. Lee a promis de mettre fin à l'état de guerre qui persiste - du moins sur le papier - entre Pékin et Taïpei. « J'ai l'espoir que la fin de la période de mobilisation pour la suppression de la rébellion communiste pourra être déclarée le plus rapidement possible », a-t-il déclaré. Taïwan « est désireuse, sur une base d'égalité, d'établir des canaux de communications et de s'ouvrir complètement vers le continent et de poser les fondations pour le respect mutuel, la paix et la prospérité ».

Si Pékin renonce au recours à la force, cesse ses tentatives de l'isoler diplomatiquement et encourage à nouveau les réformes démocratiques et économiques, Taïpei est prête à établir des relations commerciales, culturelles et technologiques directes, qui s'ajouteraient à un commerce bilatéral indirect en pleine expansion. Ces propositions ont été bien accueillies par la population taiwanaise. Mais elles n'engagent pas le gouvernement.

VIETNAM

Décès du cardinal Trinh Van Can archevêque de Hanoi

Le cardinal Joseph-Marie Trinh Van Can, archevêque de Hanoi, est décédé, vendredi 18 mai, d'une crise cardiaque à l'âge de soixante-neuf ans, a rapporté dimanche l'agence vietnamienne VNA. Ses obsèques auront lieu mercredi en l'église de Hanoi.

Mgr Can avait été le président fondateur de la conférence épiscopale du Vietnam et l'administrateur apostolique de la province de Hué (centre du pays), et des diocèses des provinces de Hung Hoa, Thai Binh et Thanh Hoa dans le Nord. Né le 13 mars 1921 dans la province de Ha Nam Ninh, au sud-est de Hanoi, il avait été ordonné prêtre en 1949, nommé coadjuteur de l'archevêque de Hanoi en février 1963 et fait cardinal en juin 1979.

La communauté catholique vietnamienne compte six millions de membres, soit de 8 % à 9 % de la population. La désignation du successeur de Mgr Can va repousser le problème encore difficile entre le Vatican et le pouvoir. « Il y a encore des blocages », a déclaré, à ce sujet, Mgr Nguyen Van Sang, évêque auxiliaire de Hanoi. (AP, AFP)

CORÉE DU SUD

Violentes manifestations à Kwangju

Violentes manifestations antigouvernementales se sont déroulées dimanche 20 mai dans la ville de Kwangju, où des dizaines de milliers de personnes ont affronté la police à coups de pierres et de cocktails Molotov. Une trentaine de policiers ont été blessés. Les affrontements, qui ont duré cinq heures, marquaient, pour la troisième journée consécutive, le dixième anniversaire du massacre commis à Kwangju par les forces spéciales, au cours duquel plusieurs centaines de personnes avaient trouvé la mort (le Monde daté 20-21 mai).

Les manifestants ont défilé en scandant des slogans demandant la démission du président Roh Tae-woo et le départ des troupes américaines de Corée du Sud. « Le roi coupable du massacre de Kwangju, c'est l'Amérique. Tuons Roh Tae-woo et nous pourrons ainsi réaliser la réunification » avec la Corée du Nord, criaient les manifestants. Samedi, une trentaine de milliers d'étudiants - venus de tout le pays - s'étaient rassemblés sur le campus de l'université pour tenir un meeting, qualifié d'illégal par les autorités. (AFP, Reuters)

INDE

Le plus haut dignitaire musulman du Cachemire assassiné

Moulvi Mohammed Faruk, le plus haut dignitaire religieux de la communauté musulmane de la vallée du Cachemire, a été abattu, lundi 21 mai, par au moins trois hommes armés, a annoncé son frère Ali Jan. Faruk prêcheur de l'organisation d'un référendum d'autodétermination dans la partie indienne du Cachemire, M. Faruk est décédé à l'hôpital. (Reuters)

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD

La police tire à Welkom : au moins trois morts

La township noire de Thabong, à la périphérie de la ville minière de Welkom, blanche et conservatrice (dans la province de l'Etat libre d'Orange), avait, dimanche 20 mai, les allures d'un champ de bataille, après une explosion de violence au cours de laquelle au moins trois Noirs ont été tués par la police et une quinzaine d'autres blessés.

Les incidents ont commencé lorsque environ cinq mille Noirs ont quitté le stade de Thabong, où ils venaient de décider de mettre fin à un boycott des commerces de Welkom, lancé le 7 mai pour protester contre les agres-

sions de milices d'extrême droite à l'encontre de passants noirs. Le porte-parole de la police a indiqué que les forces de l'ordre avaient tiré des balles en caoutchouc, du petit plomb et des gaz lacrymogènes pour disperser des émeutiers qui jetaient des pierres et incendiaient véhicules et bâtiments. D'après un représentant du Congrès de la jeunesse de Thabong, organisation affiliée au Congrès national africain (ANC), et selon plusieurs des blessés, la police aurait ouvert le feu sur la foule sans sommation. Ces incidents survinrent alors que Welkom est quadrillée par la police et

l'armée depuis le meurtre, mercredi 16 mai, de deux mineurs blancs (le Monde daté 20-21).

D'autre part, dans un décret publié samedi 19 mai, au Journal officiel, le gouvernement a octroyé une immunité temporaire de trois mois, jusqu'au 19 août, à trente-huit dirigeants en exil de l'ANC, dont trente-quatre membres du comité national exécutif, la plus haute instance du mouvement, parmi lesquels le président Oliver Tambo. M. Nelson Mandela, a, par ailleurs, lors de sa tournée africaine, indiqué, samedi 19 mai, au Caire qu'il était prêt « à envisager une trêve mais pas à mettre fin à la lutte armée ». (AFP)

GUINÉE-BISSAU

Le président Vieira en visite officielle en France

Le président de Guinée-Bissau, le général Joao Bernardo Vieira, est arrivé dimanche 20 mai à Paris pour une visite officielle de trois jours au cours de laquelle il aura un entretien avec M. François Mitterrand sur la coopération bilatérale, notamment dans le domaine de la francophonie.

Ancienne colonie portugaise - dont les élites parlent français - la Guinée-Bissau (un million d'habitants) est indépendante depuis 1974. C'est l'un des pays les plus pauvres de monde avec un PIB de 170 dollars par habitant. Au pouvoir depuis 1981, le général Vieira aura des

entretiens avec plusieurs membres du gouvernement ainsi qu'avec une délégation du Conseil national du patronat français.

En 1990, l'aide de la France à la Guinée-Bissau atteindra 80 millions de francs. La coopération française se traduit notamment par un appui à la réforme administrative et à la décentralisation, à la formation des cadres et à la promotion de la langue française. La France intervient également dans le développement rural. En avril, Paris a décidé d'alléger de 10,5 millions de francs la dette extérieure (environ 22 millions de francs, au total) contractée vis-à-vis de la France par la Guinée-Bissau.

Incident frontalier avec le Sénégal

La veille du départ du président Vieira, Bissau a dénoncé une attaque « perpétrée par des soldats sénégalais », samedi matin, dans la région de Sucudjague, à la frontière avec le

Sénégal. Le communiqué ne fait pas état de victimes. Un contentieux sur le partage des eaux territoriales oppose les deux voisins depuis l'indépendance et donne lieu à des incidents de frontière, mais il semble que, cette fois, l'affaire soit liée à une opération de poursuite contre des rebelles sénégalais. En effet, les indépendantistes casamançais, au sud du Sénégal, font de nouveau parler d'eux. Un attentat commis samedi lors d'une manifestation religieuse à Ziguinchor, préfecture de Casamance, a fait deux morts et une cinquantaine de blessés, a annoncé dimanche la radio sénégalaise.

Cet attentat pourrait, selon les observateurs, être imputable au Mouvement des forces démocratiques de Casamance. Le 21 avril un poste douanier, situé à Seliety sur la frontière sénégal-gambienne, avait fait deux morts. Jeudi, un attentat contre le sous-préfet de Nyassia, en Casamance, avait fait un mort et deux blessés. (AFP)

MAROC

Rejet de la première motion de censure depuis vingt-six ans

La première motion de censure déposée devant le Parlement marocain depuis vingt-six ans - à l'initiative de l'Isiqlal (nationaliste), de l'Union socialiste des forces populaires (USFP, progressiste), du Parti du progrès et du socialisme (PPS-communiste) et de l'Organisation pour l'action démocratique et populaire (OADP) - a été rejetée, dimanche 20 mai, par 200 voix contre 82.

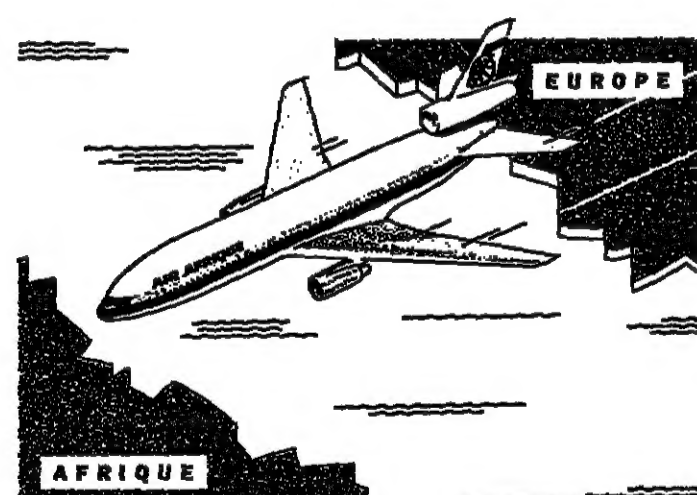
C'est la présentation d'un projet de loi de finances rectificatif, modifiant dans le sens de l'austérité le budget 1990 et accompagné d'une dévaluation, qui avait mis le feu aux poudres, avec en arrière-plan des négociations avec le FMI.

Opération bénéfique

Les longs débats ayant précédé le vote ont été pendant trois jours souvent houleux et passionnés. Bien qu'ils n'aient pas été retransmis en direct par la télévision, l'opinion publique marocaine a pu en suivre de larges extraits en différé. Les journaux leur ont également consacré de nombreuses pages de compte-rendu.

Tous les milieux politiques ont estimé que l'opération a été bénéfique en crédibilisant l'institution parlementaire, cantonnée jusqu'à présent dans un rôle d'apparat et de chambre d'enregistrement. C'était en effet la première motion de censure depuis la mise en vigueur de la Constitution de 1972 et la seconde dans l'histoire marocaine depuis 1964. (AFP)

On a longtemps cru que les continents s'éloignaient. Aujourd'hui nous vous prouvons le contraire.



AVEC ET LIAISONS HEBDOMADAIRES, AIR AFRIQUE RAPPROCHE L'EUROPE DE L'AFRIQUE. GRÂCE À SON RÉSEAU INTER-ÉTATS TRÈS DENSE, AIR AFRIQUE PÉNÈTRE LA 90 LES AUTRES NE VONT PAS. C'EST LA MEILLEURE PORTE D'ENTRÉE SUR L'AFRIQUE. LE SERVICE DE QUALITÉ DISPENSÉ À BORD EN FAIT UNE COMPAGNIE SUR LAQUELLE CHACUN PREND PLAISIR À VOYAGER. VOUS VOYEZ, MÊME SI NOUS SOMMES LA PREMIÈRE COMPAGNIE DU CONTINENT NOIR AFRICAIN, CELA NE NOUS DISPENSE PAS D'EN FAIRE CHAQUE JOUR UN PEU PLUS.

AIR AFRIQUE

NOUS EN FAISONS CHAQUE JOUR UN PEU PLUS

SUR SEALINK, ENTRE LA FRANCE ET L'IRLANDE C'EST VOUS QUI CHOISISSEZ LA ROUTE

Entre la France et l'Irlande, le chemin le plus agréable n'est pas toujours la ligne droite. Sur Sealink, avec le tarif combiné Irish Landbridge, la traversée se fait en deux temps : Manche et mer d'Irlande. Entre les deux, c'est vous qui choisissez la route. Vous avez le choix entre trois ports différents, sud, centre ou nord, pour aborder l'Irlande. Sur la ligne Fishguard-Rosslare, par exemple, le nouveau navire Sealink est deux fois plus gros que le précédent et entre Holyhead et Dun Laoghaire (Dublin), la fréquence est doublée en haute saison. Ainsi vous évitez bouchons et attentes et tout ce temps gagné vous permet de découvrir d'autres horizons.

L'Irlande via l'Angleterre, à partir de 650 F. pour en profiter, réservez dès maintenant chez votre agent de voyages.

Irish Landbridge, à partir de 650 F. Aller-retour par personne, taxes d'aéroport + 4 personnes, tarifs 90 heures passées.

SEALINK **Irlande**

سكزا من الأصل

هكذا من الأصل

POLITIQUE

La convention nationale des clubs Perspectives et Réalités

M. Giscard d'Estaing refusera toute « compromission » avec M. Le Pen

« La courtoisie n'est pas la compromission » : par cette phrase prononcée, dimanche 20 mai, devant la convention nationale des clubs Perspectives et Réalités, qui fêtaient leur vingt-cinquième anniversaire, M. Valéry Giscard d'Estaing a affirmé solennellement qu'il n'avait aucun contact avec M. Jean-Marie Le Pen et qu'il n'était pas question pour lui de passer des accords de quelque nature que ce soit avec le Front national.

La convention des clubs Perspectives et Réalités, réunie pendant deux jours, samedi 19 et dimanche 20 mai, au CNIT-la Défense n'aurait pu être qu'une sympathique fête d'anniversaire mêlant dans un bel enthousiasme retrouvés anciens et modernes du giscardisme perpétuel. Vingt-cinq ans, de quoi égrener bien des souvenirs...

Cette convention n'aurait pu être également que l'occasion de donner à chacun des membres potentiels les nouvelles feuilles de route vers le pouvoir : nouveau logo, nouveau journal baptisé Forum, nom fort prisé à l'Est, nouvelle ambition affichée d'avoir des candidats étiquetés « clubs » aux futures élections. Cette convention aurait pu sonner enfin le réveil, loin de tous les rivages abandonnés du consensus, comme l'a dit le délégué général, M. Hervé de Charette, « du libéralisme modeste contre le socialisme orgueilleux ». Serviteur zélé du giscardisme, M. de Charette a proposé à ses membres les nouvelles valeurs de l'alternance alliant humanisme, environnement, égalité des chances, identité nationale et européenne.

Cette convention a été cela, mais elle ne fut pas que cela. Comme ces derniers mois, M. Giscard d'Estaing aurait pu une nouvelle fois se dispenser de parler de M. Le Pen pour traiter des grands problèmes de la France, de l'Europe, du monde et accessoirement de l'opposition. Il aurait pu se lancer à son tour dans l'autocommémoration. Celle-ci est passée au second plan, puisque l'ancien président de la République...



blique, prévenant obligeamment qu'il se dispenserait d'utiliser « la langue de bois », a voulu « aller au fond » du débat posé au lendemain de la blessure de Carpentras et justifier son attitude personnelle, mal comprise, selon lui, par une partie de l'opinion et de la classe politique.

« Je n'insulte personne »

« Les gens qui profèrent des tombes, a-t-il d'abord déclaré, sont clairement identifiés par les Français comme des malades ou des déséquilibrés, ou, s'il s'agit d'individus conscients, comme des criminels étrangers à notre conscience nationale - et qui doivent être condamnés pour avoir exercé des violences sur des morts, souillés des sépultures et insulté la mémoire des Français juifs. (...) Notre émotion, même si elle est intense, doit absolu-

ment être accompagnée par notre réflexion pour apporter rapidement une réponse à ces événements qui soit adaptée à une démocratie, à son équilibre et à sa morale. »

M. Giscard d'Estaing a ensuite demandé qu'on veuille bien réfléchir au fait qu'il avait manifesté « son émotion et sa solidarité » dans le cadre de ses fonctions électives. Parlementaire européen, il s'est associé au recueille-ment de l'assemblée de Strasbourg. Président de la région Auvergne, il a manifesté avec la foule de Clermont-Ferrand, « dans le silence et le recueillement, sans récupération ni médiatisation ».

Lui reproche-t-on encore de pactiser avec M. Le Pen ? Il s'en est longuement défendu : « Je ne pratique pas l'insulte vis à vis de Jean-Marie Le Pen. Pourquoi ? Parce que je n'insulte personne. Ceci n'est conforme ni à ma position ni à mon caractère. La liste est longue, de l'extrême gauche à l'extrême droite, de tous ceux que je n'insulte pas, mais dont je ne partage pas les idées ou dont je condamne les attitudes. Mais la courtoisie n'est pas la compromission. Je n'ai aucun contact direct ou indirect avec Jean-Marie Le Pen, comme certains esprits tordus cherchent à le faire croire et je ne me prêterai jamais à un accord politique avec lui. Nos valeurs sont incompatibles et je ne transige pas sur mes valeurs. Je condamne toutes les déclarations, toutes les attitudes qui relèvent, de près ou de loin, de l'antisémitisme et du racisme. »

Pour effacer Carpentras, le président de l'UDF a expliqué ensuite qu'il y avait selon lui quatre moyens. Que le gouvernement découvre et fasse juger le plus rapidement possible les coupables. Qu'il commence à traiter sérieusement les problèmes « liés de la difficulté de vivre au quotidien avec certaines communautés françaises ». M. Giscard d'Estaing a annoncé à ce propos qu'il ferait part à M. Michel Rocard de mesures concrètes et qu'à partir du moment où celles-ci seraient prises en compte, il accepterait d'en discuter avec lui. Que le pouvoir cesse ensuite de jouer avec M. Le Pen.

« Ceux, a-t-il dit, qui ont favorisé depuis dix ans, par la manipulation des

lois électorales, par une intense présence sur les médias, et par des propositions provocatrices concernant les droits politiques des étrangers, la montée régulière des voix de l'extrême droite ne sont pas qualifiés pour donner des leçons, mais devraient plutôt être appelés à rendre des comptes. Leur jeu était de diviser la droite en favorisant l'extrême droite. Ils en acceptaient cyniquement les risques et les conséquences. »

Enfin, que l'opposition soit capable de rétablir une France « paisible, tolérante, mais ferme ». Cela passe, selon M. Giscard d'Estaing, par deux stratégies simultanées. « Détacher de l'extrême droite et ramener vers l'opposition libérale tous ceux qui voudront pour elle et qui s'en sont écartés pour la seule manière de réduire l'idéologie d'extrême droite à sa dimension véritable, d'apaiser les tensions de la société française. C'est d'ailleurs l'objectif synthétique de celui que François Mitterrand s'était fixé concernant l'électorat communiste. Les commentateurs sont unanimes pour louer son habileté et sa ténacité à le poursuivre. Nous, nous ne ferons pas de programme commun avec les extrêmes, mais nous obtiendrons le résultat que nous nous fixons. »

L'autre stratégie tient enfin en un mot : union. M. Giscard d'Estaing s'est à nouveau félicité de l'acceptation de M. Jacques Chirac pour bâtir une confédération RPR-UDF. Il demande maintenant que l'on soit « conciliant », que l'on fasse « simple et vite ». Il fera, à l'encore, des propositions concrètes à ses partenaires cette semaine.

M. Le Pen : pressions sur M. Giscard d'Estaing. - Le président du Front national a déclaré, dimanche 20 mai, après l'intervention de M. Valéry Giscard d'Estaing devant les Clubs Perspectives et Réalités, que ses propos « font penser aux casseroles volées aux télévisions ». « Il subit les pressions qui s'exercent sur les Français et plus particulièrement sur les responsables politiques », ajoute M. Le Pen.

Primaires

Daniel Carton

F ACE à la poussée périlleuse du Front national, nul dans l'opposition RPR-UDF ne peut aujourd'hui raisonnablement songer à repousser désagréablement la procédure des primaires pour le choix d'un candidat unique de l'opposition à l'élection présidentielle. C'est donc acquis : tout le monde dans ses rangs est d'accord sur ce point.

La bataille des primaires est déjà engagée, entre M. Giscard d'Estaing qui dans l'absolu est convaincu d'être le meilleur, M. Jacques Chirac qui dans le concret des feuilles de pointage des militants se dit qu'il peut encore courir sa chance, M. Charles Pasqua aussi qui, s'instituant gardien du tabernacle gaulliste et averti des recettes du « Canada Dry » politique en vient à se dire qu'il peut faire aussi bien que M. Le Pen tout en n'étant pas Le Pen. L'ancien ministre de l'Intérieur s'est fait discret ces derniers temps. Silence trompeur ! Il entreprendra le mois prochain, en commençant par le Midi, une grande série de réunions publiques qui ne devraient plus laisser de doutes sur ses ambitions.

On pourra toujours s'étonner de les voir partir de si bonne heure, mais on peut aussi gager que le souhait de M. Giscard d'Estaing de voir l'opposition ne point trop s'encombrer « de rivalités et de subtilités » a fort peu de chances d'être d'avance exaucé. C'est à qui aujourd'hui lèvera plus blanc sur la planche de l'union. Vendredi dernier, M. Chirac avait fait montre de beaucoup de subtilité en refusant le matin la réunion d'un comité de coordination de l'opposition - sous prétexte que la réflexion n'était pas encore suffisamment mûre sur ce point - pour brandir le soir à la télévision son acte de paternité d'une future confédération RPR-UDF. Quelque peu froissé, M. Giscard d'Estaing a exigé dimanche que l'on y aille

maintenant rapidement et simplement, ce qui reste néanmoins plus commode à dire qu'à faire. Toutes les ambiguïtés ne sont en effet pas encore levées. Pour M. Chirac, la confédération est un aboutissement. Pour M. Giscard d'Estaing, elle n'est que la marchepied d'un grand parti unique du centre. Le RPR accepte un système de primaires privilégiant le militant. L'UDF entend favoriser les élus. Cela aussi provoque de subtiles discussions, qui risquent fort d'échapper à l'entendement du citoyen et dont il serait étonnant que M. Le Pen ne se gaussât point.

La valeur étalon

De même, celui-ci pourra-t-il se frotter les mains d'être redevenu paradoxalement, au lendemain de Carpentras, le point de repère, la valeur étalon des leaders de l'opposition. Quand M. Chirac entreprend récemment, après bien des hésitations, de frapper fort contre le président du Front national, on avait compris qu'il le faisait avec d'autant plus de cœur que M. Giscard d'Estaing, dans son souci de ne point diaboliser le personnage, pariait enfin à plus de température. Et si celui-ci a tenu dimanche à mettre les points sur les i, à exclure par avance toute alliance, tout accord, tout programme commun avec l'extrême droite, bref à tenir le discours carré qu'on était en droit d'attendre de lui depuis longtemps, c'est parce que précisément il y avait périé en la demeure.

Car « les esprits tordus » dont a parlé l'ancien président de la République - expression peu courante dans sa bouche - ne sont pas seulement à gauche. Ce n'est pas seulement de ce côté que l'on se plaisait à souligner son absence à la grande manifestation de protestation de Paris contre la profanation de Carpentras. Ce n'est pas seulement de ce côté que l'on jurait croix de bois croix de fer que l'alternance était déjà scellée entre M. Le Pen et M. Giscard d'Estaing pour la deuxième tour d'une élection présidentielle. Ce qui se conçoit bien s'annonçant clairement, voici donc M. Giscard d'Estaing à jour sur ce terrain-là. Il faudra trouver autre chose mais on peut faire confiance à l'imagination des uns et des autres. Le plus surprenant du reste, c'est qu'au sein de l'opposition nul n'ait imaginé d'associer l'acte de baptême de la future confédération d'un code de bonne conduite. Faute de quoi les socialistes et M. Le Pen pourraient encore dormir longtemps sur leurs deux oreilles...

SOLIDARITÉ FRANCE POLOGNE

UNE IMPRIMERIE POUR « GAZETA »

L'Association Solidarité France-Pologne - à l'occasion du premier anniversaire de la parution de *Gazeta Wyborcza* (8 mai 1989), le premier quotidien indépendant à l'Est, issu de Solidarnosc - est heureuse d'annoncer la fin de la première phase de l'opération de transfert des anciennes rotatives du journal *le Monde* à Varsovie.

L'Association remercie d'abord le journal *le Monde* pour ce qui constitue « le plus beau cadeau à l'indépendance de la presse », selon Adam Michnik, directeur et fondateur de *Gazeta*, ainsi que l'ensemble du personnel et les dirigeants du *Monde* pour leur collaboration tout au long de cette opération.

Elle tient également à exprimer toute sa gratitude auprès des 542 donateurs privés qui ont répondu à l'appel de l'Association, du professeur Jacques Le Goff qui, au nom du Comité des 5 000 scientifiques pour la Pologne, s'est associé à l'appel pour la collecte de fonds.

De nombreux journaux se sont également associés à cette opération, parmi lesquels : *le Nouvel Observateur*, *Profession Politique*, *Echange et Projet*, *le Quotidien de Paris*, la revue de la FONDA. Nous les remercions pour leur appui sous forme d'espaces consacrés à l'opération.

L'Association exprime toute sa reconnaissance à l'hebdomadaire *la Vie*, auteur d'un appel auprès de ses lecteurs qui a permis de recevoir 158 000 francs dont 100 000 francs venant d'Emmaüs International et 10 000 francs de la rédaction.

Le quotidien *Libération*, par la vente d'un supplément traduit de *Gazeta* a versé 75 000 francs : qu'il en soit remercié. En outre, une somme de 61 000 francs a été versée par le World Press Freedom Committee qui est ici remercié pour sa solidarité professionnelle.

Des remerciements chaleureux pour les généreux donateurs du Comité de coordination des œuvres mutualistes et coopératives de l'Education nationale (250 000 francs), de la Fédération nationale Léo-Lagrange, de la Fondation Pierre-Lahue, de la Fondation pour une entraide intellectuelle européenne, de la Fondation européenne de la culture, du Polish American Congress.

De vifs remerciements à la CFTD, au Parti socialiste (300 000 francs).

Enfin, l'Association Solidarité France-Pologne tient à signifier toute sa gratitude à M. Michel Rocard, premier ministre, à M^{me} Catherine Tasca, ministre délégué chargé de la communication, à M. Michel Charasse, ministre délégué auprès du ministre d'Etat chargé du budget, à M. Jacques Chérèque, ministre délégué auprès du ministre de l'Industrie, ainsi qu'à la Commission des Communautés européennes (montant attendu de 102 000 Ecus), pour leur aide et les subventions sans lesquelles l'Association n'aurait pu mener cette opération à son terme.

L'Association remercie les Etablissements Ponticelli et la Banque française de crédit coopératif pour l'efficacité de leurs interventions.

Toutes les personnes et organisations citées ont ainsi participé au développement des libertés en Europe.

Solidarité France-Pologne
18, rue de Varenne, 75007 Paris
CCP N° 14 318 04 P
Contact tél. : 43-66-38-96

Le Monde

Édité par la SARL le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1989), Jacques Fauvet (1989-1992), André Laurens (1992-1995)

Directeur de la rédaction : Daniel Vernet

Administrateurs délégués : Antoine Griset, Nelly Pierrat

Rédacteurs en chef : Bruno Freppert, Jacques Amélie, Jean-Marie Colombani, Robert Solé

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE, 75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99 ; Telex 206 806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10 ; Telex 281311 F MONDISIR

(Publicité)

University Studies in America Inc.
Importante organisation américaine, facilite l'entrée dans de grandes universités U.S. Etudes tous niveaux quels que soient votre anglais et vos diplômes (baccalauréat, baccalauréat, baccalauréat) et simplification des formalités. Documentation contre cinq timbres.

UNIVERSITY STUDIES IN AMERICA, Inc.
U.S.A.-French-Office, 57, rue Charles-Lafitte, 92200 Neuilly, 47.22.94.94

NEUBAUER un financement fantastique jusqu'au 31 mai

Votre 605 sv 3 litres, prix catalogue* : 184 200 F
Coût total d'acquisition en L.O.A. 4 ans* : 184 200 F

PEUGEOT NEUBAUER

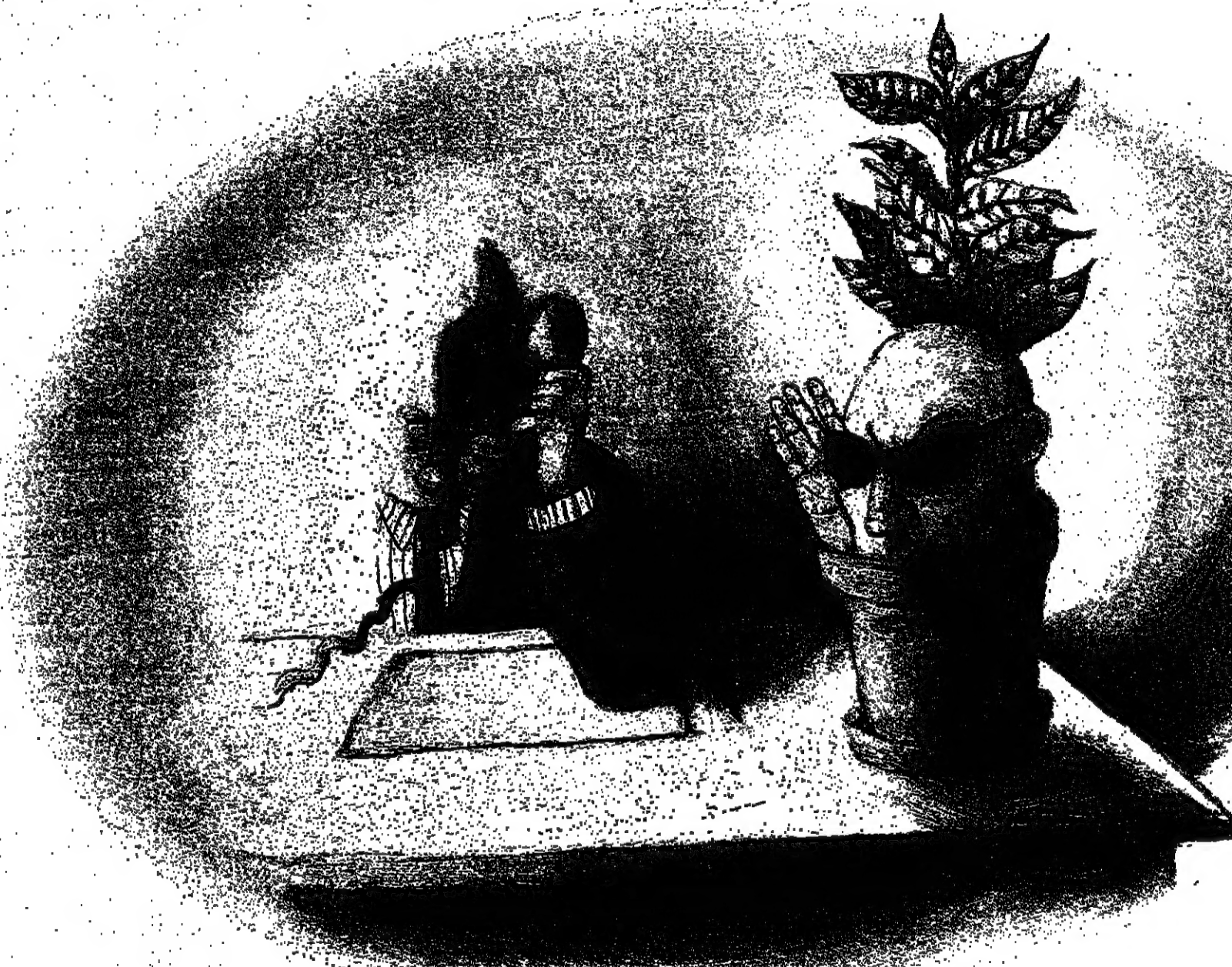
* Prix catalogue au 31 mai 1990, hors options et sans carte grise
** Financement en location avec option d'achat 48 mois, option d'achat total convertie par dépôt de garantie

	Prix TTC	Coût de location	Coût de gestion	Coût de maintenance	Coût deassurance	Coût deassurance
100000 F	27800 F	48000 F	3500 F	9500 F	184200 F	184200 F

Offre réservée aux véhicules de plus de 100000 F
Assurance facultative et sur offre valable sans option d'acquisition de données par DIFFÉRENCIATE

8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎ 42.61.15.68
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎ 42.85.54.34
227, bd. Anatole France 93200 ST-DENIS ☎ 48.21.60.21

AUJOURD'HUI, IL EXISTE UN MOYEN BEAUCOUP MOINS RISQUÉ POUR SAVOIR CE QUI SE FAIT DANS LE MONDE.



*Que font vos concurrents américains, japonais ou allemands ?
Quelles sont les dernières innovations technologiques de par le monde ? Si vous n'avez ni le temps d'apprendre les langues afin de dépouiller les brevets et la presse internationale, ni celui de visiter tous les salons, alors nos informations sont faites pour vous.*

VEILLE
TECHNOLOGIQUE :
L'INFORMATION
TECHNOLOGIQUE
QUE VOTRE ENTREPRISE
RECHERCHE

Le Ministère de la Recherche et de la Technologie recueille l'actualité technologique dans tous les secteurs. Abonnez-vous à nos publications.

Consultez notre banque de données.

*Pour en savoir plus, tapez 3616 MRT, ou écrivez à :
MRT B.P. 20
78611 Le Perray-en-Yvelines Cedex.*

MINISTÈRE DE LA RECHERCHE ET DE LA TECHNOLOGIE

*Développer la recherche dans les entreprises
c'est développer les entreprises.*

مكتبة من الأصل

POLITIQUE

Avant le débat à l'Assemblée nationale

Obsédante immigration...

Suite de la première page

Les quarante et une propositions faites par cette commission occu-ménique dans un « rapport sur l'in-tégration des immigrés », ne sont pas toutes d'une folle originalité. Mais elles ont le mérite de n'avoir rencontré aucun vote négatif, mal-gré les réserves de la droite et l'abstention des communistes. C'est la preuve qu'un assez large consensus est possible à propos de l'immigration.

Sur l'autel du consensus

Sur les grandes lignes, la gauche et la droite parlementaires ne se contentent pas de viser les mêmes objectifs : elles emploient désor-mais les mêmes mots. Cette unité de vocabulaire se retrouve dans la volonté de « stabiliser les flux migratoires », de « renforcer la lutte contre l'immigration clandestine », de « favoriser l'intégration », de « combattre les ghet-tos » ou « d'accroître l'aide au développement des pays d'origine ».

Mais l'immigration et tout ce qui l'entoure (racisme, identité nationale) constituent un enjeu politi-que trop important pour être sacrifié si facilement sur l'autel du consensus. Si l'on veut se démar-quer de l'adversaire, le mettre en difficulté, il est très facile de pio-cher des thèmes de divergence dans cet immense sujet, et de les monter en épingle. Or, il est clair que gauche et droite ne souhaitent pas se confondre à propos de l'im-migration. La gauche est toujours prête à dénoncer les tentations xénophobes de la droite, et celle-ci ne veut pas laisser le monopole de l'opposition au Front National. Le débat se focalise ainsi sur des thèmes à forte charge émotion-

nelle, même si ce ne sont pas tou-jours les plus essentiels ou les plus urgents.

Faut-il accorder le droit de vote municipal aux résidents étrangers ? La droite a exigé des socialistes qu'ils renoncent à cette revendica-tion dont elle n'a cessé pourtant de tirer avantage. Le PS a fini par mettre le droit de vote en veilleuse, au risque de se faire critiquer sur sa gauche... et aussi par la droite, puisque sa position demeure ambi-güe.

Faut-il réformer le code de la nationalité ? L'opposition l'exige, estimant que les enfants des étran-gers nés en France ne devraient pas devenir français sans exprimer d'une manière ou d'une autre, leur consentement. C'est une question de principe, sans effets statistiques : si elle était votée, la proposition de loi du RPR ne devrait guère diminuer le nombre d'enfants d'origine étrangère qui deviennent français à la naissance ou à dix-huit ans.

Un premier ministre plus à l'aise

Faut-il reconsidérer l'octroi de certaines prestations sociales à certains étrangers ? Le RPR et une partie de l'UDF l'ont réclamé, sans donner beaucoup de précisions. Cette initiative a soulevé un tollé à gauche et n'a, pour le moment, aucune chance d'aboutir. Le rap-port Marchand cherche, au contraire, à favoriser une plus grande égalité de traitement entre les Français et les étrangers dura-blement installés en France. Et il recommande de supprimer toutes conditions de nationalité et de ré-sidence pour l'accès aux différentes formes d'aide sociale.

Faut-il contrôler davantage les mouvements migratoires ? C'est un

cheval de bataille permanent de la droite (quand elle n'est pas au gou-vernement). M. Rocard lui répond que le régime juridique de l'entrée en France « n'a cessé de se durcir depuis 1981 » et que le nombre d'interpellations de clandestins aux frontières a pratiquement doublé entre 1987 et 1989. Le Premier ministre souligne surtout que l'exa-men des demandes d'asile a été accéléré de manière spectaculaire depuis quelques mois et que les moyens mis en oeuvre ont déjà eu pour effet de dissuader nombre de « faux réfugiés » de venir en France...

D'une manière générale, M. Rocard est plus à l'aise aujour-d'hui qu'il y a six mois pour affronter un débat parlementaire sur l'immigration. Ce sujet, qui ne semblait guère l'intéresser au début de son mandat, fait désormais l'ob-jet d'une attention particulière du gouvernement. Ces derniers mois, de nouvelles structures étaient mises en place (un Haut Conseil à l'intégration, un secrétariat gé-néral, un comité interministériel) : de nouvelles dispositions étaient prises contre le travail clandestin avec des sanctions aggravées et un droit de perquisition pour les offi-ciers de police judiciaire, même dans les locaux habités ; une modernisation de l'OFFPRA (Office français pour la protection des réfugiés et apatrides) a été entre-prise, avec un triplement du bud-get et des résultats tellement impressionnants qu'on ne parle

plus de modifier le droit d'asile ; une réforme du FAS (Fonds d'ac-tion sociale) a été engagée pour décentraliser cet organisme, amé-liorer sa gestion et éclaircir ses objectifs ; enfin, et ce n'est pas le moins important, une série d'ini-tiatives ont été lancées pour favori-ser l'intégration des immigrés par le biais de l'école ou du logement.

Tout cela, cependant, est très mal connu de l'opinion : il manque une véritable politique d'informa-tion pour expliquer ce qui se fait et persuader les Français que l'Etat n'a pas baissé les bras, que de nombreux quartiers sont en voie de réhabilitation, qu'un nombre croissant de bours accèdent à l'en-seignement supérieur... Bref, que « l'intégration » progresse, malgré mille difficultés.

Les polémiques continuelles et la focalisation sur quelques situations difficiles, type Montfermeil, ne facilitent la perception de cet état de choses. Car si tout le monde déclare nécessaire de « dépoliti-ser » l'immigration, tout le monde ou presque a tendance à s'en servir politiquement. Jusqu'à une date récente, en dehors du Front Natio-nal, ce sujet n'intéressait les princi-paux partis que pendant les cam-pagnes électorales. Désormais, c'est un thème de débat perma-nent. Et un débat élargi, se nourris-sant de tout ce qui passe, y com-pris d'un sujet comme l'antisémitisme qui n'a plus pour-tant depuis longtemps de rapport direct avec l'immigration.

ROBERT SOLÉ

Les propositions du RPR

Depuis la décision de report de la table ronde sur l'immigration, le RPR a décidé de présenter ses solutions sur ce sujet sous la forme de propositions de loi. Il s'agit de la mise en forme juridique de cer-taines résolutions adoptées aux états généraux de l'opposition sur l'immigration réunis à Villepinle le 31 mars.

M. Pierre Mazeaud, député RPR de Haute-Savoie et ancien prési-dent de la commission des lois de l'Assemblée nationale, a donc éla-boré plusieurs propositions qui seront exposées au cours des débats du 22 mai. Elles s'articulent selon le schéma suivant : sanction-ner les employeurs et les utiliza-teurs d'immigrés clandestins, reconduire ces derniers à la fron-tière, faciliter l'insertion des immi-grés réguliers, clarifier les condi-tions de naturalisation.

La première est destinée à lutter contre l'immigration clandestine. Elle comporte de nouvelles peines et une aggravation des sanctions actuelles à l'encontre des personnes « qui passent, transportent ou emploient » des clandestins et pour celles qui fabriquent ou utilisent des documents administratifs falsi-fiés.

La deuxième proposition consiste dans le rétablissement

intégral de la loi Pasqua-Pandraud du 9 septembre 1986 sur les condi-tions d'entrée et de séjour des étrangers en France dont certaines dispositions ont été abrogées depuis 1988. Mais M. Mazeaud y ajoute un article qui crée « un office central de répression de l'im-migration clandestine ».

La troisième est relative à l'in-sertion des immigrés en situation régulière. Elle concerne notam-ment le problème du regroupement familial et celui des avantages sociaux. Il ne s'agit pas, selon le contenu de cette proposition, de restreindre ces derniers, mais d'éviter qu'ils soient accrus.

Elle pose en réalité le problème de la polygamie qui n'est pas admise par le droit français et qui ne peut donc être reconnue par les lois sociales. M. Mazeaud propose également la création d'une « dota-tion complémentaire d'insertion » qui serait accordée par l'Etat aux communes en fonction du nombre d'immigrés installés sur leur terri-toire et destinée à l'aide au loge-ment et aux constructions sco-laires.

La quatrième prévoit la réforme du code de la nationalité et s'ins-pire des conclusions de la commis-sion Marceau Long.

La LCR, LO et L'AREV condamnent l'abandon du vote des étrangers. — La Ligue communiste révolutionnaire (LCR, trotskiste) a regretté, vendredi 18 mai, qu'« en pleine mobilisation antifasciste et antiraciste, le bureau exécutif du PS décide de renoncer aux droits de vote des étrangers et de se plier ainsi aux exigences de la droite ». Pour M^{me} Lagulier, dirigeante de Lutte ouvrière (LO, trotskiste), « le gouvernement a donné satisfaction à la droite, ajoutant un recul de plus à une série de démissions devant la pression de la droite et de l'extrême droite ». L'Alternative rouge et verte (AREV), née de la fusion du PSU et des anciens comités Juquin, a jugé que les diri-geants du PS « abandonnent, sous la pression de l'extrême droite et de

la droite coalisée, un des derniers symboles de ces valeurs de gauche qu'ils semblent de plus en plus por-ter comme un fardeau ».

La Trinité-sur-Mer et M. Le Pen. — Les trois adjoints au maire de la Trinité-sur-Mer, ville natale de M. Le Pen, se sont déclarés opposés à l'accueil, en juin, d'une réunion du groupe parlementaire des droites européennes.

M. Galland ira à la table ronde de Matignon. — Le président du parti radical, M. Yves Galland, a annoncé samedi qu'il se rendrait le 29 mai à la table ronde sur l'im-migration organisée par M. Michel Rocard.

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330



AVIS D'OUVERTURE D'ENQUETE PUBLIQUE

Liaison autoroutière Clermont-Ferrand - Pénas - A 75. Traversée du Département de la LOZERE

Communes de : Albaret-Sainte-Marie, Les Monts Verts, St-Chély-d'Apcher, Rimeize, Les Bessons, Aumont-Aubert, La Chapelle-de-Peyre, St-Colombe-de-Peyre, St-Sauveur-de-Peyre, Le Buisson, Antre-nas, Marvejols, Chirac, Le Monastier-Pin-Morles, St-Bonnet-de-Chirac, La Canourgue, St-Germain-du-Tell, Barrejac, La Teyssie.

Le Préfet de la Lozère informe le public qu'une enquête publique concernant la liaison autoroutière Clermont-Ferrand - Pénas (A 75) portant sur : La déclaration d'utilité publique des travaux de la liai-son autoroutière Clermont-Ferrand - Pénas A 75 Sections Aumont-Sud La Mothe-Nord et de la Mothe-Sud Aveyron et du raccordement de l'autoroute A 75 avec la RN 88. Le classement autoroutier de la section entre les PR 0 et 73 (traversée du Département de la Lozère). La mise en compatibilité des Plans d'Occupation des Sols des communes de St-Chély-d'Apcher, du Monastier-Pin-Morles et St-Germain-du-Tell, a fait l'objet d'un arrêté préfectoral n° 90-0534 du 10-05-90.

La dite enquête se déroulera du 07-06-90 au 20-07-90 inclus dans les conditions ci-après :

Consultation du dossier :

Durant la période de l'enquête (sauf jours fériés), un dossier et un registre d'enquête seront déposés :

- A la Préfecture de la Lozère, Fg Montbel, à Mende : Direction de l'Administration Générale et de la Réglementation, 3^e Bureau, 1^{er} étage, siège principal de l'enquête, du 07-06 au 20-07-90 du lundi au ven-dredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h.
- Aux Mairies de : Albaret-Sainte-Marie, mercredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h - Jeudi de 13 h à 15 h - samedi de 13 h 30 à 15 h 30 - Les Monts Verts, lundi, mardi de 14 h à 18 h - Jeudi de 15 h 30 à 16 h 30 - ven-dredi de 8 h à 12 h - St-Chély-d'Apcher, du lundi au vendredi de 8 h 30 à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 30 - Rimeize, mardi, jeudi, vendredi et samedi de 9 h 30 à 12 h - Les Bessons, mardi de 14 h à 16 h - Aumont-Aubert, du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h - La Chapelle-de-Peyre, du lundi au jeudi de 10 h à 12 h - St-Colombe-de-Peyre, mardi et vendredi de 9 h à 11 h - St-Sauveur-de-Peyre, lundi et vendredi de 9 h à 12 h - Le Buisson, lundi et vendredi de 10 h à 12 h - Antrenas, lundi de 10 h à 12 h - Jeudi de 16 h à 18 h - Marvejols, lundi et jeudi de 8 h à 12 h et de 13 h 30 à 18 h 30 - mardi, mercredi et vendredi de 8 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 30 - samedi de 9 h à 12 h - Chirac, lundi, mardi, jeudi et vendredi de 9 h à 12 h - mercredi de 13 h 30 à 17 h - Le Monastier-Pin-Morles, du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 16 h - St-Germain-du-Tell, lundi, mardi, mercredi et jeudi de 8 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 30 - ven-dredi de 8 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30 - Barrejac, du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h - samedi de 9 h à 12 h - La Teyssie, jeudi de 9 h à 11 h.

Les personnes intéressées pourront prendre connaissance du dossier et consigner éventuellement leurs observations sur les registres ouverts à cet effet aux lieux d'enquête ci-dessus.

De plus, les observations pourront être adressées par écrit au Président de la Commission d'enquête, à la Préfecture de la Lozère à Mende (48000).

Composition de la Commission d'enquête :

M. Georges CAMUS, retraité du Ministère de l'Intérieur, 28 rue Clérieux, 30000 Nîmes, Président.

M. Raymond ALBOUY, Ingénieur divisionnaire des T.P.E. en retraite, Le Plo, 48320 Espagnac, membre titulaire.

M. Louis PHILIP, Directeur de Préfecture en retraite, Cité Four-Moulon, 48000 Mende, membre titulaire.

M. Léopold FAUP, ancien Substitut, 3, rue des Sorbiers, 48000 Mende, membre suppléant.

M. Jean ROCHOUX, Expert agricole et foncier, place du Triadou, 48230 Chanac, membre suppléant.

Réception du public par les membres de la Commission d'enquête.

Un membre de la Commission d'enquête se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses obser-vations qui seront consignées dans les registres d'enquêtes :

- A la Préfecture de la Lozère : (Fg Montbel) le 20-07-90 de 14 h à 17 h.
- Aux Mairies de : St-Chély-d'Apcher : le 28-06 et le 17-07-90 de 14 h 30 à 17 h 30 - Aumont-Aubert : le 26-06 et le 19-07-90 de 14 h 30 à 17 h - Marvejols : le 21-06, le 03-07 et le 20-07-90 de 14 h 30 à 17 h 30 - La Canourgue : le 26-06 et le 03-07 et le 18-07-90 de 14 h à 16 h - St-Germain-du-Tell : le 19-06, le 10-07 et le 17-07-90 de 14 h 30 à 17 h 30.

A l'issue de l'enquête une copie du rapport et des conclusions motivées de la Commission d'enquête sera déposée dans chacune des Mairies concernées et à la Préfecture de la Lozère, à Mende où toute personne intéressée pourra en prendre connaissance jusqu'au 20-07-91. Par ailleurs, les personnes concer-nées pourront en demander communication en s'adressant à M. le Préfet de la Lozère.

Signé : le Préfet de la Lozère Jean ARIBAUD

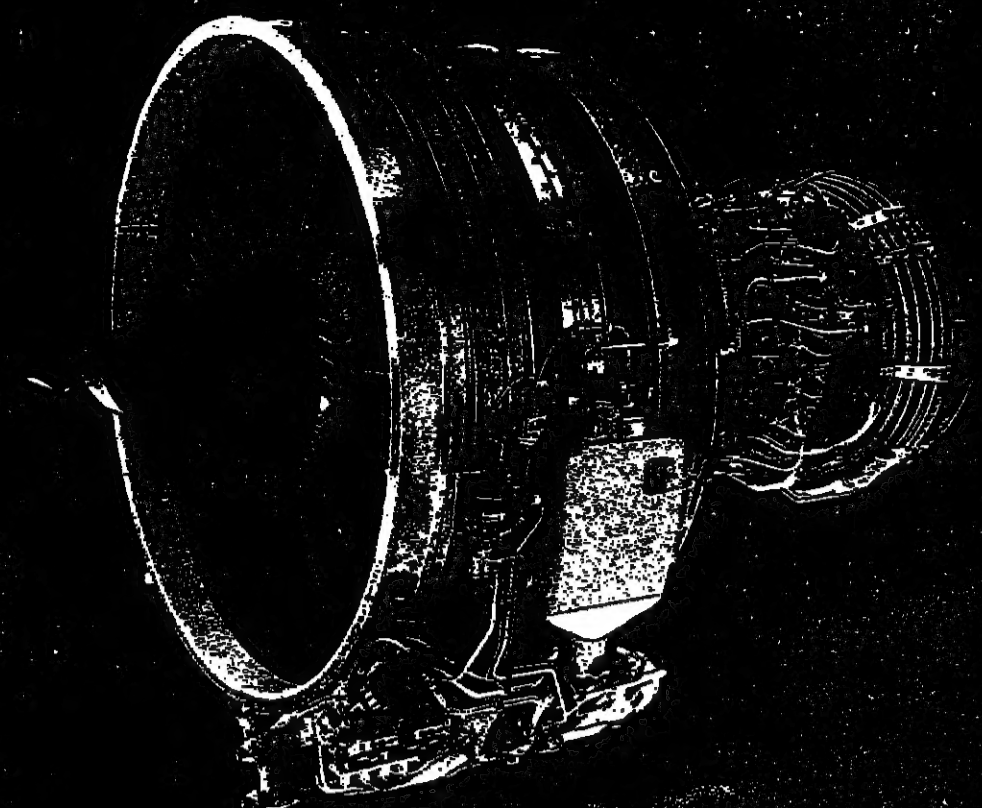
PARIS-BARCELONE VIA LA LOZERE

par l'autoroute A 75 qui traversera sans péage un des plus beaux coins d'Europe. Un joyau sur votre trajet : les Gorges du Tarn, les Causses, l'Aubrac, la Margeride, le Parc national des Cévennes, les vauvours, la bête du Gévaudan... et l'air pur, pur, très pur !

L'A 75 : RESPIREZ LA LOZERE

Ministère de l'Équipement du Logement des Transports et de la Mer.
Préfecture de la Lozère. Direction Départementale de l'Équipement de la Lozère.

propositions du RPO



Certains signes laissent à penser que notre famille n'a pas fini de grandir.

Lorsque nous avons créé, avec General Electric, le moteur CFM56, nous savions que notre concept donnerait naissance à une brillante lignée. Aujourd'hui la gamme des moteurs CFM56 équipe onze types d'avions, moyens ou long-courriers, Boeing, Airbus, ou McDonnell Douglas. Nos moteurs sont capables de s'adapter aux

caractéristiques des appareils les plus modernes car chaque nouvelle version intègre les technologies les plus récentes et maintient le meilleur équilibre entre les performances et les économies d'utilisation. La génétique de nos moteurs nous permet d'offrir à nos clients des produits dotés à la fois des privilèges de l'expérience et de toutes

les ressources de la modernité. La fécondité n'est pas la moindre des qualités de la SNECMA. Le succès mondial de la famille CFM56 en est la preuve. Le ciel n'a pas fini d'en être le témoin.

Groupe
SNECMA
LES MOTEURS DU CIEL

مَكْنَزٌ مِنَ الْأَصْلِ

POLITIQUE

Les états généraux de l'opposition sur la décentralisation

La redécouverte du nécessaire aménagement du territoire

Après l'éducation et l'immigration, les états généraux de l'opposition, réunis vendredi 18 et samedi 19 mai à Vincennes, aux portes de Paris, ont été consacrés aux « libertés et responsabilités locales », c'est-à-dire à la décentralisation. Ils n'ont pas simplement été l'occasion pour M. Jacques Chirac de se rallier à l'idée d'une confédération du RPR, de l'UDF et du CNI (le Monde daté 20-21 mai) ; ils ont surtout permis de dresser un état des lieux du fonctionnement des collectivités locales huit ans après l'entrée en vigueur des lois Defferre, état des lieux qui n'est pas très éloigné de celui établi par M. Pierre Joxe. Ils ont aussi montré qu'entre les réclamations des responsables des collectivités de base et les réflexions de ceux qui se préparent à gérer l'Etat, les différences pouvaient être sensibles.

L'ennemi de ces états généraux, M. Pierre Joxe, aurait pu curieusement partager bien des propos qui ont été tenus deux jours durant par les quelque deux mille élus locaux venus participer aux sept ateliers du vendredi et par les responsables nationaux qui en ont tiré la leçon samedi matin.

Certes, le ministre de l'intérieur symbolise le « néo-jacobinisme bureaucratique » dont sont accusés les socialistes, et il est rendu responsable « du cycle de régression de la décentralisation » dans lequel se serait engagé le gouvernement. Pourtant le constat, et les solutions préconisées ne sont pas très différentes des siennes.

Ce constat, M. Jacques Chirac en a présenté une analyse maintenant assez communément admise : « Nous sommes restés au milieu du

chemin. La situation actuelle se caractérise par toute une série de défauts qui, à la longue, deviennent insupportables. La superposition des structures et des hiérarchies est allée s'aggravant. Il y a dans notre pays un nombre croissant d'échelons administratifs (...), sources de lenteur, de coûts supplémentaires et d'inefficacité dès lors que la clarification des compétences n'est pas strictement affirmée et appliquée. (...) Les compétences des collectivités locales ont été étendues mais, de façon concomitante, celles de l'Etat n'ont pas toujours été redéfinies. En conséquence, les régions et les départements se sont dotés de moyens nouveaux parfois importants, inchangés, tous ses personnels, d'où la concurrence. (...) Qui peut croire que dans l'effort que nous devons faire pour réduire les dépenses publiques (...) les collectivités locales ne doivent pas avoir leur part ? »

Mises en garde de MM. Millon et Noir

D'autres critiques de la situation actuelle, plus originales, ne cessaient pas les élus locaux dans le sens du poil. Ainsi, M. Charles Millon, président UDF de la région Rhône-Alpes, a reconnu que « les citoyens ne s'y retrouvent pas et redeviennent sensibles au jacobinisme ». Il voit trois raisons à leur « inquiétude » : « l'établissement de fœdalités » et la mise en place d'un « socialisme local » ; « l'opacité de certaines gestions » ; « la confusion des compétences », ce qui implique que « chacun devrait cesser d'aller marcher sur les compétences des autres ».

Une autre dérive a été signalée par M. Michel Noir, maire RPR de Lyon : « Dans certains domaines, les communes sont trop attachées à leur liberté pour ne pas mettre en cause la nécessaire solidarité. Ainsi pour le logement social chacun en parle mais les envois chez les autres. Nous entrons dans une logique de ghetto, de ségrégation. Si

nous ne prenons pas garde, la liberté communale deviendra inacceptable et on nous imposera de la limiter. »

Principe de base admis par tous, la « subsidiarité » revient à faire faire par la collectivité la plus proche des citoyens tout ce qu'elle peut faire. Pour les libéraux ce principe s'applique aussi aux individus et aux associations.

La première conséquence qu'en tire le document de synthèse ne serait pas décevante par MM. Mitterrand et Joxe : « La demi-réussite de la décentralisation Defferre, les résistances qu'elle rencontre aujourd'hui s'expliquent par la permanence d'un appareil d'Etat. (...) La déconcentration de l'Etat n'est pas entrée dans la réalité faute d'attention et de détermination au plus haut niveau. »

L'opposition préconise donc une réduction des emplois des administrations centrales, un renforcement de « l'autonomie et de la responsabilité des échelons territoriaux de l'Etat ». La définition du partage des compétences entre l'Etat et les collectivités locales, d'une part, entre chacune de celles-ci, de l'autre, est l'œuvre décentralisatrice la plus difficile à mettre au point. M. Noir a fait remarquer que l'Etat n'était plus capable d'assurer le bon fonctionnement des hôpitaux publics et du système éducatif.

Contre les fédérations de régions

M. Giscard d'Estaing, qui a tenu à préciser qu'il n'intervenait dans ces états généraux que comme président du conseil régional d'Alsace, a abondé dans ce sens. Le document de synthèse préconise « le transfert aux régions de la compétence relative à la construction, à l'entretien des immeubles affectés aux universités », étant entendu que cela « doit être lié à une reconnaissance de la compétence régionale dans l'organisation des enseignements supérieurs, notamment pour le premier cycle ». Pour le reste, il propose « un plan

pluri-annuel de transfert de compétences » qui concernerait « la culture, les transports, la santé, le logement, la protection de l'environnement et le tourisme ».

Le schéma préconisé pour la répartition des tâches entre les diverses collectivités locales apparaît, lui, fort banal comme s'il avait fallu ne mécontenter personne. La coopération intercommunale ? Nul ne peut être contre. Seulement l'opposition, contrairement à M. Joxe, n'a guère envie de mettre en cause les structures existantes. Son seul leitmotiv est : « le volontariat ».

Quant aux régions, le projet de fédérations de M. Mitterrand a été condamné, l'opposition estimant que pour qu'elles atteignent la taille européenne il suffit d'assurer une montée en puissance des compétences régionales ». Comme M. Charles Baur, président UDF de Picardie et comme M. Jean-Pierre Raffarin, président UDF de Poitou-Charente, le document préconise « des associations à configuration variable et non un modèle unique » (selon les projets).

Les conditions de fonctionnement de la démocratie locale ont aussi été abordées. La réforme des modes de scrutin « doit cesser d'être, dit le texte de la synthèse, un élément permanent de la mise au point de la stratégie électorale du Parti socialiste ». Pour les conseils généraux, il veut conserver le scrutin majoritaire dans le cadre du canton « ce qui ne fait pas obstacle à une révision de la carte des cantons en tenant compte de l'évolution démographique que précèdera le recensement de 1990 ».

Pour les conseils régionaux il faut un mode d'élection « dégageant des majorités cohérentes et stables », M. Michel Giraud, ancien président RPR d'Ile-de-France, souhaitant une transposition du système municipal. M. Jacques Blanc, président UDF de Languedoc-Roussillon, préconisant un scrutin à un seul tour dans une circonscription régionale.

Quand à la démocratie participa-

tive et consultative, à laquelle l'avant-projet de réforme préparé par M. Joxe consacre de longs développements, l'opposition s'y dit « très attachée » mais ajoute que puisque sa mise en œuvre suppose « souplesse et innovation » elle refuse « toute codification, (...) même lorsque celle-ci reprend des innovations dont les élus de l'opposition sont les promoteurs ».

Le point le plus original de ces états généraux a peut-être été la découverte que la décentralisation ne pouvait se concevoir sans « une vraie politique d'aménagement du territoire ». Le document publié demande que celle-ci soit « érigée au rang de priorité nationale » après « le démantèlement observé depuis 1981 des principaux outils d'aménagement ». Il préconise qu'elle soit gérée par « une politique concertée » dirigée par une conférence nationale de l'aménagement du territoire où se retrouveraient le gouvernement et les représentants des collectivités locales.

M. Giscard d'Estaing avait fortement insisté sur cet aspect ; M. Méhaignerie fut tout aussi net en faisant remarquer qu'il y avait des couples de tension « entre les agglomérations et le milieu rural, entre les zones riches et les zones pauvres de chaque agglomération, entre l'Ile-de-France et le reste du pays ». Et, s'adressant à M. Giraud, il lui demanda : « Comment répondre aux besoins de qualité de vie si la croissance de la région parisienne reprend à un rythme trop rapide ? ».

« Nous devons faire les derniers arbitrages difficiles entre nous », lança donc le président du CDS en demandant à ses amis d'être « plus clairs ». En effet, la réflexion sur la décentralisation doit être remise sur le chantier à droite. Comme elle doit l'être à gauche ainsi que le prouvent les difficultés rencontrées par M. Joxe pour faire admettre son avant-projet sur l'organisation territoriale de la République. Une telle révolution ne peut pas s'opérer qu'en marchant.

THIERRY BRÉHER

EN BREF

□ M. Poperen propose une journée d'information annuelle dans les écoles sur le génocide des juifs. — M. Jean Poperen, ministre des relations avec le Parlement, a déclaré, dimanche 20 mai, sur la radio locale parisienne Radio J, que « l'on pourrait instaurer, chaque année, une journée d'éducation consacrée à l'holocauste [le génocide des juifs au cours de la dernière guerre] dans les écoles ».

□ M. Marchais affirme que le gouvernement socialiste « a facilité la progression de La Pen ». — Invité de l'émission « 7 sur 7 », sur TF 1, dimanche 20 mai, M. Marchais a estimé que le gouvernement socialiste « a singulièrement facilité la promotion de La Pen ». Le secrétaire général du PCF a affirmé que « cette promotion a beaucoup profité au PS. C'est incontestable parce qu'elle divise la droite, et on l'a bien vu lors des dernières municipales, où le PS en a tiré un certain profit ». « Les responsabilités », a-t-il ajouté, sont partagées par la droite et par le gouvernement socialiste.

□ M. Gallo : les « valeurs de gauche ». — M. Max Gallo, député européen (PS), ancien porte-parole du gouvernement, a déclaré, dimanche 20 mai, au « Forum » de Radio-Monte-Carlo et de Libération, que le « solde » de dix ans de pouvoir socialiste est « mauvais du point de vue des valeurs de la gauche ». « Est-ce que l'égalité a progressé dans notre pays ? » a-t-il demandé, en affirmant qu'« on ne peut pas, à la fois, avoir des choix économiques uniquement libéraux et faire du social ».

□ MM. Mitterrand et Rocard toujours en baisse. — Un sondage réalisé par l'IFOP auprès de 1 623 personnes du 30 avril au 11 mai et publié dans le Journal du Dimanche du 20 mai fait apparaître une nouvelle baisse, de quatre points, de la cote de popularité de M. François Mitterrand. En mai, 44 % des personnes interrogées se déclarent plutôt « mécontentes » de l'action du chef de l'Etat, contre 35 % de « satisfaites ». M. Michel Rocard perd également quatre points, avec 39 % de « mécontentes » contre 35 % de « satisfaites ».



Je ne suis pas comme tout le monde, je suis un monde à part!

Regardez ma couleur! La couleur de l'Irlande!

Si je suis rousse, ce n'est pas par hasard : je suis la bière couleur de la passion!

Les initiés qui ont le privilège de me connaître vous le diront : j'ai le caractère Irlandais! Tantôt violence et passion, tantôt calme et douceur, mon goût est indéfinissable et pourtant, je ne laisse personne indifférent!

Savourez du regard ma couleur



POLITIQUE

La gestion de l'office de HLM de Grenoble

M. Carignon a été « blanchi » par la Cour de cassation mais d'autres informations pourraient être ouvertes

GRENOBLE

de notre correspondant

« Que pourrait-il arriver à Alain Carignon depuis qu'il a été blanchi en haut lieu », demande un élu proche du maire (RPR) de Grenoble. Réponse pendant une quinzaine de minutes par M. François Mitterrand, il y a deux semaines, à l'Elysée, M. Carignon a retrouvé la décontraction qu'il arbore après chacun de ses succès, notamment électoraux. Au cours des six derniers mois, le maire, président du conseil général de l'Isère, avait été profondément affecté, dit-on dans son entourage, par les affaires qui avaient fait « tomber » certains de ses amis les plus proches.

L'un d'eux, promoteur immobilier, M. Vincent Rivier, a séjourné pendant cinquante-deux jours à la prison de Varces, à la suite de son inculpation pour présentation de faux bilans, abus de biens sociaux, escroquerie et faux en écritures. Ce personnage influent, membre du RPR, ancien maire de la commune de Noyarey, affirmait publiquement avoir « l'oreille du maire » sur les questions d'urbanisme, surtout pour le vaste projet du quartier d'affaires Europole, en cours de réalisation.

La démission, le 29 décembre 1989, de M. Christine d'Ornano, conseiller municipal de Grenoble, chargée des travaux, impliquée dans la gestion de l'Office public d'aménagement, logement, espace (OPALE) et présidente locale du RPR, allait accentuer le « trouble » du maire. L'enquête menée par la police judiciaire, à la demande du juge d'instruction chargé du dossier Rivier, devait révéler d'étonnantes pratiques au sein de cet organisme, qui contrôle neuf mille logements HLM dans l'agglomération grenobloise.

M. Carignon, qui n'est ni président ni administrateur de l'OPALE, jouait toutefois dans celui-ci un rôle non négligeable, comme le prouvent certaines déli-

berations du conseil d'administration de cet organisme ou certaines notes adressées par le maire au directeur général de l'OPALE, M. Louis Vallon, mis à la retraite anticipée le 1^{er} janvier. Il est ainsi mentionné dans un procès-verbal de la commission d'appels d'offre, réunie le 15 septembre 1988 sous la présidence de M. d'Ornano, que cette dernière, « en accord avec le maire, demande que l'OPALE travaille avec le GLITEC ». Ce bureau d'études, spécialisé dans la coordination des travaux de réhabilitation de logements, est alors dirigé par M. Rivier.

« Des éléments nouveaux, susceptibles de mettre en cause des élus municipaux grenoblois », avaient amené le parquet de Grenoble à présenter, le 10 janvier, une requête auprès de la chambre criminelle de la Cour de cassation, dans laquelle figurent les noms de M. d'Ornano et de M. Carignon. Finalement, le parquet a été partiellement désemparé, puisque la chambre n'a pas jugé utile de saisir une cour d'appel pour instruire la partie du dossier de l'OPALE concernant M. Carignon.

16,9 millions de francs de marchés douteux

Un rapport classé « confidentiel », fait à la demande du ministre du logement, M. Louis Besson, par le conseil général des ponts et chaussées entre septembre 1989 et janvier 1990 - la mission d'inspection spécialisée a commencé à travailler sur le dossier de l'OPALE avant que n'éclatent les affaires Rivier et d'Ornano - met en évidence des pratiques douteuses entre l'OPALE et un certain nombre de « bureaux » d'études et de recherches pour les réalisations urbaines (CERRU), installés à Paris et proche du RPR.

L'un comme l'autre ont négocié des marchés dont les montants se chiffrent à plusieurs millions de

francs. Ils proposaient leur savoir-faire dans le domaine de la coordination des chantiers de réhabilitation de logements ou, comme le CERRU, vendaient des techniques de surélévation d'immeubles à toute-terrasse par la mise en œuvre d'un toit traditionnel et la création de logements dans les combles. Ce brevet, qualité de canular par des experts, a pourtant fait l'objet d'un marché d'ingénierie de 8,4 millions de francs. La mission d'inspection estime que « la qualification de prêt-à-pour le recours au brevet CERRU ne paraît pas exagérée ».

Le rapport d'enquête constate que, dans la plupart des contrats passés avec les bureaux d'études, « des prestations ont été surévaluées », d'autres ont été « payées deux fois », et « des factures ont probablement été gonflées ». Les engagements supplémentaires de dépenses, qui résultent pour l'OPALE de la passation des marchés en cause, ont été chiffrés à 16,9 millions de francs. La mission d'inspection précise que la liste des faits délictueux qu'elle a recensés « ne se prétend pas exhaustive ». Les policiers ont malheureusement perdu la trace de l'argent versé au GLITEC, la comptabilité de cette société ayant disparu après son dépôt de bilan au mois de juillet dernier.

Selon le rapport d'inspection, « l'ensemble des faits évoqués, ou simplement certains d'entre eux, justifient l'ouverture d'une information judiciaire ». En refusant de désigner une cour d'appel qui aurait permis la reprise de l'instruction dans l'affaire de l'OPALE, la chambre criminelle de la Cour de cassation a préféré, semble-t-il, « blanchir » le maire, mais d'autres informations pourraient être ouvertes prochainement sur le rôle du CERRU et la gestion de l'OPALE. Le dossier de l'office de HLM de la ville de Grenoble n'est peut-être pas près de se refermer.

CLAUDE FRANÇILLON

Les élections partielles

La droite conserve ses sièges

Trois cantonales...

AVEYRON : canton de Nant (2^e tour)

Inscr., 2 404 ; vot., 1 889 ; abst., 21,42 % ; suffr. expr., 1 842. MM. René Quatrejages, RPR, 789 voix (42,83 %), ELU ; Jean Andrieu, app. UDF-R, 755 (40,98 %) ; Pierre Molénat, div. g., 298 (16,17 %).

M. Quatrejages (RPR), qui succède à Roger Julien (UDF-CDS), décide le 25 mars dernier, avait 35 voix d'avance au premier tour sur son principal concurrent, M. Andrieu (UDF-R). Il est élu avec 34 suffrages d'avance sur le même.

Le candidat de gauche restant en lice au second tour non seulement n'a pas bénéficié au second tour de l'absence de représentants du PC et des écologistes, mais encore, il ne retrouve pas l'ensemble des voix qu'il avait obtenues au premier tour.

Le premier tour des résultats avait été le suivant : Inscr., 2 404 ; vot., 1 766 ; abst., 26,53 % ; suffr. expr., 1 720 ; MM. Quatrejages, RPR, 579 voix (33,66 %) ; Andrieu, app. UDF-R, 544 (31,62 %) ; Molénat, div. g., 359 (20,87 %) ; Alain Desjardis, écol., 101 (5,87 %) ; Jean-Luc Gayraud, UDF-CDS, 56 (3,25 %) ; M^{me} Anne-Marie Jambon, PC, 46 (2,67 %) ; M. Jean Caldière, FN, 35 (2,03 %).

En mars 1985, les résultats du premier tour avaient été les suivants : Inscr., 2 443 ; vot., 2 016 ; abst., 17,47 % ; suffr. expr., 1 902 ; Roger Julien, UDF-CDS, 1 012 voix (53,20 %) ; M. Quatrejages, div. d., 738 (38,80 %) ; M^{me} Jambon, PC, 152 (7,99 %).

BAS-RHIN : canton de Mundolsheim (2^e tour)

Inscr., 27 598 ; vot., 9 373 ; abst., 66,03 % ; suffr. expr., 9 372. MM. René Waeber, UDF-R, 4 792 voix (51,01 %), ELU ; Claude Marty, div. g., 4 080 (43,98 %).

La droite, majoritaire dans l'assemblée départementale, conserve sans difficulté le siège que détenait Jean-Jacques Rohrbach, récemment décédé.

Les résultats du premier tour avaient été les suivants : Inscr., 27 608 ; vot., 9 960 ; abst., 63,92 % ; suffr. expr., 9 698 ; MM. Schlichter, UDF-R, 20 101 voix (72,74 %) ; Marty, div. g., 2 171 (22,38 %) ; Denis Oster, Verts, 1 399 (14,01 %) ; Walter Krüger, FN, 1 358 (14 %) ; Camille Roth, div. d., 752 (7,75 %) ; Jacques Cordouanier, ext. d., 678 (6,99 %) ; Guy Burckel, div. d., 629 (6,48 %) ; Pierre Waeber, div. d., 478

(4,29 %) ; Jean-Pierre Lickel, PC, 67 (0,69 %).

As premier tour des cantonales de mars 1985, les résultats avaient été les suivants : Inscr., 24 288 ; vot., 13 185 ; abst., 45,71 % ; suffr. expr., 12 678 ; Jean-Jacques Rohrbach, 7 084 voix (55,87 %) ; MM. Walter Krüger, FN, 2 676 (21,10 %) ; Claude Fritsch, PC, 2 615 (20,6 %) ; Jean Renard, PC, 303 (2,39 %).

DEUX-SEVRES : canton de Champdeniers-Saint-Denis (2^e tour)

Inscr., 4 025 ; vot., 2 953 ; abst., 27,08 % ; suffr. expr., 2 777. M^{me} Marie-Jeanne Bizard, UDF, 1 394 voix (50,19 %), ELUE ; M. Alain Champel, div. d., 1 383 (49,80 %).

M^{me} Jeanne-Marie Bizard arrive en tête du premier tour de cette partielle, provoquée par le décès de son mari survenu le 13 février dernier.

René Bizard, UDF, vice-président du conseil général avait été réélu au premier tour des cantonales de mars 1985, avec 2 015 voix (74,74 %), contre 497 (18,43 %) à M. Christian Priet (PS) et 184 (6,82 %) à M. Robert Gontefanges (PC) sur 4 045 inscrits, 2 825 votants (soit 30,11 % d'abstention) et 2 696 suffrages exprimés.

Le premier tour de cette partielle, les résultats avaient été les suivants : Inscr., 4 025 ; vot., 2 908 ; abst., 27,75 % ; suffr. expr., 2 864 ; M^{me} Bizard, UDF, 2 209 (42,21 %) ; M^{me} Champel, 998 (27,86 %) ; Didier Delchert, PS, 774 (26,8 %) ; Robert Gontefanges, PC, 39 (1,36 %) ; Jean-Louis Monney, FN, 33 (1,11 %) ; Nélal Roussier, div. g., (0,55 %).

... et une municipale

Vos : Saint-Cy-sur-Mer (2^e tour)

Inscr., 5 849 ; vot., 4 556 ; abst., 22,10 % ; suffr. expr., 4 403. Liste du RPR, conduite par M. Jean-Pierre Giran, maire sortant (RPR), 2 367 voix (53,75 %), 23 élus (3 RPR, 20 div. d.) ; liste de l'UDF, conduite par M^{me} Josette Pons, ancienne maire (UDF) : 2 036 (46,24 %), 6 élus (1 UDF et 5 div. d.).

(Avec une progression de 538 suffrages et 11,40 points de pourcentage, la liste du RPR conduite par M. Giran, maire sortant par le Conseil d'Etat l'emporte nettement sur la liste UDF conduite par M^{me} Pons qui était maire jusqu'en 1989. L'insuccès de M. Giran, depuis quelques mois secrétaire de la Fédération RPR, vice-président du Front National, après lequel il refusait « toute alliance ou compromis » lui

aura permis de récupérer une partie des voix de gauche (9,52 %) du premier tour.

Avec un score en augmentation de 314 voix (soit plus 6,44 points de pourcentage), M^{me} Pons ne bénéficie pas d'un report de tous les suffrages du FN (8,15 %) alors que le secrétaire départemental du Front, M. Jean-Marie Le Chevallier refusait toute voix à M. Giran, appelait tacitement à voter pour elle.

A l'issue de ce scrutin, l'union de la gauche perd le siège qu'elle avait précédemment au sein du conseil municipal.

Au premier tour, les résultats avaient été les suivants : Inscr., 5 849 ; vot., 4 379 ; abst., 25,13 % ; suffr. expr., 4 326 ; liste de M. Giran, RPR, 1 829 voix (42,27 %) ; liste de M^{me} Pons, 2 036 (46,24 %) ; liste de gauche de M. Colo, PS, 412 (9,52 %) ; liste de M. Sallu, FN, 353 (8,15 %).

La liste du droite, conduite par M. Jean-Pierre Giran, div. d., était arrivée en tête de la triangulaire du second tour des municipales de mars 1989. Cette liste avait obtenu 2 018 voix (44,83 %) et 23 sièges (22 div. d.) contre 2 001 voix (44,45 %) et 6 sièges (1 UDF et 5 div. d.) à la liste du maire sortant UDF, M^{me} Josette Pons. La liste d'union de la gauche conduite par Régis Chapotot, div. g., n'avait eu qu'un siège avec 482 voix (10,70 %). Il y avait eu 4 501 suffrages exprimés sur 4 588 votants et 5 815 inscrits (soit 21,10 % d'abstention).

M. Notebart donne sa démission de la mairie de Lomme. M. Arthur Notebart (PS), ancien député, ancien président de la communauté urbaine de Lille, s'est démis de son mandat de maire de Lomme, qu'il détenait depuis 1947. Les relations, déjà difficiles, entre M. Notebart et les socialistes s'étaient envenimées depuis que M. Pierre Mauroy avait brigué avec succès, après les élections municipales de mars 1989, la présidence de la communauté urbaine de Lille, que le maire de Lomme détenait depuis 1971. Imputant à plusieurs de ses adjoints la responsabilité du mauvais fonctionnement de certains services municipaux, M. Notebart a fait part de son intention de saisir le ministre de l'Intérieur d'une demande de dissolution du conseil municipal. (Corresp.)

sensuelle avant d'être emporté par mon goût subtilement corsé !

Vous n'avez jamais rencontré tant de contrastes en une seule bière : la fraîcheur parfumée du malt, l'amertume à la



Je suis comme je suis, j'ai le goût Irlandais !

fois généreuse et absolue, le goût sauvage de l'émotion devant la lande déserte qui se confond

George Killian's. Goût Irlandais !

Sachez apprécier et consommer avec modération. 6,5° d'alcool - Vol.



le soir avec la mer ! Fermez les yeux. Pour mieux savourer le plaisir intense de mon arôme envoûtant, entre puissance et douceur.

Maintenant, vous savez que je ne ressemble à

aucune autre bière. Je suis toute en contrastes : c'est toute l'originalité de mon caractère ! Je suis comme je suis. J'ai le goût Irlandais ! C'est ce qui fait mon charme et j'en suis fière !



هكذا من الأصل

PORTRAIT

Jacques Attali, le sherpa de « Dieu »

Suite de la première page

A peine troublée par ce contact feutré avec la haine, cette vie heureuse aurait pu continuer longtemps, si l'Histoire ne s'en était mêlée. Dès le 1^{er} novembre 1954, date du soulèvement algérien, Simon Attali est convaincu que le bain de sang est inévitable. « Si tu es d'accord, nous partons pour les enfants », dit-il le soir même à sa femme.

Voilà un ancien « petit Blanc » politiquement plus éveillé que la moyenne des Européens. Il professe des idées avancées. Sous son toit, on ne saurait sans rougir parler des « bécots ». Ce grand commerçant - autodidacte dévoué d'encyclopédies, passionné d'astronomie et de spiritisme - respecte naturellement ses employés et ses clients.

Sa femme se souvient de lui comme d'un « socialiste de cœur ». Doté d'une mémoire plus fine - ou plus souple - Jacques Attali assure pour sa part que « dans sa jeunesse, il avait été proche du Parti communiste algérien. Plus tard, ajoute-t-il, il s'était lié à Ferhat Abbas. Son grand thème, c'était : on ne résiste pas à une rébellion anticolonialiste ».

Quand Jacques, en février 1956, gagné par l'ambiance de l'époque, se glisse parmi la foule surexcitée qui accueille le tout nouveau président du conseil Guy Mollet à coups de tomates pourries, la réaction paternelle est vigoureuse : « Qu'est-ce qui vous prend ? tonne Simon. Ça gène-tu des coloniaux, des fascistes et des antisémites ? Deux mois après, toute la famille est dans l'avion.

De ces lointains souvenirs, Jacques Attali tirera la conclusion que « n'importe qui peut produire un salaud ». Dans la spirale des attentats du FLN et des actions punitives de l'armée contre les fellagas, des médecins deviendront des tortionnaires, des juifs des racistes, des justes des assassins.

Ce départ anticipé n'en prend pas moins une sulfureuse odeur de clandestinité. Jacques et Bernard, treize ans, ont reçu pour consigne de ne rien ébruiter auprès de leurs camarades et professeurs. Avec raison, semble-t-il. Leurs proches vivent en effet cette fuite comme une « défection », et en garderont à Simon une durable rancune.

Qu'importe ! Les Attali sont tournés vers l'avenir. D'Algérie à Paris, Jacques reste préservé dans le cocon d'une famille aisée, où le fils aîné se doit de faire médecine et de viser à l'excellence. Sa famille est de celles où, quand le déséquilibre semble les guetter, on lance aux enfants : « Tu n'as rien à lire ? »

Rassurons-nous, Jacques a toujours « quelque chose » à lire. Son frère et lui se sont vu offrir, par leur père, à leur arrivée toute la collection de la « Pléiade ». Il ne lui en faut pas moins alors qu'il donne l'impression à son frère qu'il « une bibliothèque lui fait trois fois ».

Simon Attali ne lésine pas. Pour décider de leur quartier d'implantation, il s'est enquis du meilleur lycée de la capitale, et a acheté un appartement au 115, rue de la Pompe, juste en face du lycée Janson-de-Sailly. Les jumeaux bûchent à s'en brûler les yeux, Bernard veil-

lant tard dans la nuit, et Jacques - déjà ! - levé aux aurores.

Plus tard, à Sciences-Po, Raoul Girardet, son professeur d'histoire, sera confronté à cet étudiant boulimique, interrompant sans cesse le cours, avide de nouvelles références bibliographiques. Agacé, Girardet orientera un jour volontairement ce gloton insatiable vers un livre inexistant, que le malheureux, pendant vingt-quatre heures, cherchera désespérément dans tout l'institut (!).

Pour l'heure, Jacques a opté en faveur des mathématiques. Certes, le monde bouge autour de lui : il s'agit des morts de Charonne en 1962 (neuf manifestants contre l'OAS sont écrasés contre les grilles d'une bouche de métro par les charges policières), et, la même année, tremble lors de la crise de Cuba. Mais les études avant tout. On ne le verra ni sur le pavé où sa génération apprend le militantisme entre Jussieu et la Sorbonne, ni dans les assemblées enfumées où elle refait le monde... et l'université.

L'angoisse de l'urgence

Il brigue Polytechnique. Il l'obtient. Mieux encore, après 433, il devient major après quelques mois. Adieu l'adolescence ! Ce jeune homme à lunettes rêve désormais d'ubiquité. Etreint par l'angoisse de l'urgence, il caracole de raccourci en raccourci.

Il devient ainsi ingénieur des Mines tout en refusant le stage « obligatoire » qui l'envairait se frotter aux réalités de la mine. Il a, pense-t-il, mieux à faire. S'initier, par exemple, aux chausse-trapes du monde bancaire en fréquentant durant un an la BIAO.

Professionnel du sauto-mouton, il conduit ses études à la cavalcade et se pique d'ajouter l'ENA à son palmarès. Non sans donner déjà des conférences à l'Ecole de guerre où un aéropage d'officiers considère médusés les arabesques mathématiques qu'il trace au tableau noir. On l'imagine à l'ENA ? Les bras chargés d'analyses financières, il laboure les moquettes de la First National City Bank à New-York.

Ce n'est qu'en mai 1968 qu'il rejoint l'Histoire par la petite porte. Il a vingt-quatre ans. Le sort épique de ce grand commis de l'Etat en puissance en stage à la préfecture de la Nièvre. Chaque nuit, il décrypte les messages inapplicables du ministre de l'Intérieur enjoignant, par exemple, aux forces de l'ordre de saisir sur-le-champ tous les fusils de chasse du département pour enlever les chiens...

Le voilà pourtant qui effleure enfin la vraie puissance. Pendant la grève des pompistes, c'est lui qui délivre les bons d'essence. L'épisode lui laissera un souvenir durable : « C'était July 40. On m'a proposé de l'argent, des femmes, et on m'a même menacé ! »

A dire vrai, ses contacts furtifs avec les terribles ordinaires se dérouleront rarement dans l'allégresse. En 1978, cédant à François Mitterrand, il ira à reculons solliciter l'investiture des militants du

quatorzième arrondissement de la capitale aux législatives. Et il fera si bien comprendre aux postiers du dépôt de Paris-Brune que le mandat de député, à ses yeux, ne saurait être qu'un hobby qu'il réussira l'impossible : se faire recaler, malgré la bénédiction du premier secrétaire.

En fait, bien loin de la préfecture ou de l'hémicycle, ce fort en thème nourrit un secret espoir : devenir « le Raymond Aron de la gauche ». Car il a choisi son camp. En 1965, il a voté Mitterrand. Jean-Pierre Chevènement, son aîné dans l'échelle, l'attire un temps au CÉRES. Il rend de longues visites à Pierre Mendès France, l'ange triste et salvateur de la politique, mais le juge décidément trop négatif. Il butine, papillonne.

Ainsi croise-t-il Mitterrand vers 1973. Dans une boîte de nuit, assure un rumeur qu'Attali se refuse à confirmer, préférant pieusement parler d'un restaurant. Heureux hasard : le meilleur ami du futur président, Georges Dayan, membre du Conseil d'Etat comme Attali, a recommandé le papillon au nouveau premier secrétaire du PS. Le jeune économiste prodige est prié de se présenter au domicile du successeur de Jaurès.

Ce jour de décembre 1973, Attali brille si fort que les enjeux de la crise pétrolière deviennent lumineux à cet éternel rebelle à l'économie qu'est Mitterrand. « Il parlait clair et droit », dit-il. Il rappelle Robert Badinter. Le soir même, le premier secrétaire reprend quelques-uns des arguments attaliens à l'émission télévisée « Cartes sur table ». Ainsi débute le compagnonnage entre le vieux maître et le conseiller flénu.

Le premier secrétaire ne sera pas ingrat. En 1974, au lendemain de la mort de Georges Pompidou, Charles Hernu, Claude Estier, Georges Dayan et tant d'autres se retrouvent dans la cuisine de la rue de Bièvre, au domicile de Mitterrand. Jacques Attali se faufile et arrive juste à temps pour saisir au vol l'organigramme de la campagne. Louis Mermaz s'occupera de la propagande, Jacques Séguéla de la publicité, etc... Attali de la plate-forme électorale. Alors Gaston Defferre, à la cantonade : « Attali, c'est qui ? »

Entre Tintin et le professeur Tournesol

Bonne question. Disons une sorte d'hybride de Tintin et du professeur Tournesol. C'est l'époque ébouriffante où il prophétise gravement que l'Allemagne n'a pas vocation « dans les quinze ans qui viennent à rester la très grande puissance qu'elle est aujourd'hui ». Selon lui, il est urgent de négocier le crédit, de « porter à 15 % le taux d'intérêt pour un livre de caisse d'épargne par famille ». « Oui, le socialisme, c'est le rêve », concède-t-il joyeusement.

L'obsession du temps qui passe - il fera plus tard collection de sabliers - le ronge déjà. Lorsqu'on l'invite à dîner, il accepte, mais se contente de « passer », et « passe » dans plusieurs dîners au cours de la même soirée... Un météore.

Au volant de sa petite voiture, il oublie de regarder la route pour parcourir les journaux. La carrosserie du véhicule s'en ressent douloureusement. Il commence à écrire quelques articles dans la presse, sous son nom dans le Monde, sous celui de Simon Ther dans le Figaro. Après ses premières interviews, ses parents essayent de le pondérer :

« Tu parles trop vite, classe un peu tes idées ».

Porteur d'une « autre logique » selon le vocabulaire de ces années, son sens tactique et ses relations lui permettent, en 1974, d'enjamber l'Atlantique pour arracher à quelques grands économistes bostoniens leurs signatures au bas d'un texte assurant que le programme de la gauche est tout ce qu'il y a de plus sensé.

« Un fabricant d'étincelles »

Professeur d'économie à l'IX et à Dauphine, essayiste, nouvelle coqueluche de l'intelligentsia, il s'est déjà mué en shaker. Ses cocktails sont inimitables. Un doigt d'économie, une pincée de sociologie, quelques incursions canailles



dans la biologie ou l'esthétique, le tout lié par les fulgurances d'un esprit toujours en avance sur lui-même : Jacques Attali accouche de Jacques Attali. Non sans succomber parfois aux marottes du moment, glanées sans préjugé dans des revues pensantes ou des magazines illustrés : ainsi les années 70 se voulant résolument anti, son premier ouvrage s'appellera l'Anti-économie. Un « fabricant d'étincelles », souffle un ami.

Obscurs et touffus, ses premiers essais sont pourtant applaudis par une presse panée, où seule l'humanité, désunion de la gauche oblige, fait exception. Dans l'ombre de François Mitterrand, il règne omniprésent. Sa culture encyclopédique, sa rapidité intellectuelle et sa conversation effervescente l'ont définitivement qualifié.

Mais ce charme reste parfois inopérant auprès des interlocuteurs étrangers du PS. Peu avant la présidentielle de 1974, Mitterrand délègue secrètement auprès des autorités social-démocrates de Bonn un tandem de choc censé expliquer son projet économique : Jacques Attali et Michel Rocard. Cordial, le déjeuner se conclut pourtant par une amabilité qui fait froid dans le dos aux deux Français : « La seule question qui nous intéresse est de savoir à quel cours vous nous vendrez votre or », dit le directeur de la Bundesbank. Attali, plus tard, essaiera de tout faire pour éviter cette humiliation.

Sept ans après, arrivé au pouvoir, il se heurtera, face à son homologue américain, à la même désarmante incompréhension. Préparant un sommet, il expose à l'Américain les grands principes de la politique extérieure mitterrandienne. Et l'autre, en toute innocence, à la fin de l'exposé : « Très bien. Maintenant, Jacques, pouvez-vous me rendre service ? Je voudrais bien comprendre les différences entre votre politique économique et celle de l'Union soviétique... ».

Jaloux comme un gamin

Parti du titre sur mesure de conseiller spécial, il crève aux premiers jours du septennat dans le bureau voisin de celui du chef de l'Etat. Sous les ors élyséens va donc se poursuivre cette relation déruant, ni filiale ni exclusivement courtoise : Jacques Attali n'a-t-il pas dû, parfois protéger le président contre lui-même. Ainsi, en 1983, lors de la grande révision économique de la gauche, quand Mitterrand semble à deux doigts de faire sortir le franc du serpent monétaire européen, Attali parmi d'autres le dissuade de se lancer dans l'aventure : « Flotter, c'est la défaite en rase campagne, lui écrit-il. Cela apparaît comme une dévaluation, un échec. » Estime, confiance, admiration mutuelle ? Lorsque Mitterrand,

après l'attentat qui a fait cinquante-huit morts parmi les militaires français à Beyrouth, décide de se rendre au Liban, Attali est seul au courant, et doit même refuser à Pierre Mauroy, qui l'appelle à minuit, de lui indiquer où a disparu le chef de l'Etat. Il semble en réalité que François Mitterrand ressente un réel besoin de sa présence constante. Par exemple pour lui demander, dans la seconde, d'inventer une initiative internationale : ainsi est née l'idée des digues du Bangladesh, destinées à protéger le pays des inondations qui le ravagent périodiquement (« l'équivalent de Suez ou de Panama au dix-neuvième siècle »). Mais aussi pour entretenir un éternel dialogue d'érudit, sur la littérature du dix-huitième siècle ou la date exacte de la rédaction des Évangiles.

Comment une relation si exclusive ne serait-elle pas marquée par quelque possessivité ? Un visiteur sort-il de l'auguste bureau ? Jacques Attali surgit, enveloppant, anxieux, éperdu de savoir. Pardonnez-lui ! Il est resté méditerranéen, possessif, jaloux comme un gamin, prompt à la bouderie lorsque François Mitterrand lui préfère un autre pour converser dix minutes en voiture.

Ses visiteurs - lorsqu'il ne décommande pas les rendez-vous à la dernière minute - font les frais d'une étonnante maestria à expédier en cinq minutes ce qui, à d'autres exigences une bonne heure. Il semble vous regarder au travers du cadran d'une montre. Qu'on n'y voie nul mépris ; il est tout simplement au service d'un seul, ce qu'il résume d'une formule forte : « Je suis à la sonnette. »

Pour le président comme pour ses essais, sa recette est restée la même : les courts-circuits entre les domaines apparemment les plus cloisonnés. « Arriver à mettre du Brundel et de la cybernétique dans une note sur le conflit de la SNCF, ça laisse bien sûr rêveur », commente l'un de ses « collègues ». Une agilité intellectuelle héritée des années 70 où, avec quelques esprits libres comme Edgar Morin, Henri Laborit ou Jacques Delors, Jacques Attali, au sein d'un petit cercle, avait pris l'habitude de jouer tous les mardis à saute-concept.

Une boulimie de fuseaux horaires

On comprend que les prudences compassées du Quai d'Orsay ne soient pas la tasse de thé de ce « sherpa » chargé de la préparation du sommet annuel des sept pays les plus industrialisés. Les diplomates français l'ont souvent snobé. Mais Versailles, en 1982, c'est lui ; le couplage des festivités du Bicentenaire de 1789 et de la rencontre des « grands », encore lui ; et aussi le projet Eureka, celui de la Très Grande Bibliothèque, des digues du Bangladesh, et aujourd'hui la BERC. S'il n'est pas toujours l'unique père de ces idées, il en est le catalyseur et l'infatigable VRP.

« Il aime le boulot, la charge, l'hygiène. Il est assez adonné, mon camarade », résume avec chaleur Philippe Druillet, peintre, dessinateur, cinéaste et auteur de BD. Voilà longtemps que Jacques Attali vit plusieurs vies. En mars dernier, il a parcouru 73 000 kilomètres. Tandis que sa femme, Elizabeth, ancien mannequin, et ses deux enfants l'attendent douillettement à Paris, il s'envole vers Tokyo, la Californie, Moscou.

« Quand je veux savoir où il est, je branche la télé », confie son ami le producteur de cinéma Alain Tesson. Il franchit en rafale les fuseaux horaires. Touche-t-il encore terre ? « Il n'a plus la même notion du temps que le commun des mortels. C'est un homme sur orbite », dit son éditeur et ami Claude Durand, PDC de Fayard.

Le matin, il peut être au goût avec François Mitterrand, conclure une négociation internationale dans la foulée, déjeuner avec le philosophe Michel Serres, dicter trois notes, passer mille coups de téléphone tendres, impatients, inquiets, s'envoler pour Washington, travailler dans l'avion sur l'essai du moment et rencontrer Gorbatchev le lendemain. Au sommeil, la légende - vraie - veut qu'il n'accorde que le minimum. « C'est un livre-lit que la vie oblige à se coucher tard », dit un proche.

Mais que l'on ne l'imagine pas polarisé sur ses manuscrits et ses projets de traités. Robert Badinter, qui l'a beaucoup fréquenté avant 1981, se rappelle un « intellectuel gai, fraternel et tendre ». Et ses proches garderont longtemps le souvenir des soirées avec Coluche, Guy Béart, Barbara, Michel Charasse, France Gall, Michel Jonasz et tant d'autres, où l'on sacrifiait avec bonheur à une partie de Trivial pursuit.

Des soirées où le plus grand brasseur était de rigueur : ainsi François Mitterrand y fut longuement entrepris par la comédienne Anouk Aimée, sur le thème de la protection des animaux.

Attali conserve, pour sa part, la nostalgie de ses déjeuners hebdomadaires avec Michel Colucci (« C'était mon meilleur ami »), dans sa salle à manger particulière de l'Elysée.

« Parle-moi un peu du château »

Le clown et le prophète s'étaient rencontrés chez le clusteur Michel Berger quelques temps avant la première élection de Mitterrand. Après un hors-d'œuvre orageux (« Tous les hommes politiques sont des menteurs ! », hurlait Coluche. « Je ne vous permets pas de me traiter de menteur », répliquait Attali), ce fut une découverte mutuelle. Et un coup de foudre si fort que, le 11 mai 1981, Coluche écrivait à Attali : « Je suis bien content de votre victoire » et proposait ses vœux, « quelle que soit la besogne, avec la discrétion et le dévouement de rigueur ».

Coluche venait à l'Elysée en salopette, mais sans nez rouge. « Explique-moi la discussion nucléaire les accords de Bretton Woods », demandait-il. Jacques expliquait. « Parle-moi un peu du Château » (l'Elysée), Jacques sélectionnait une ou deux anecdotes.

Attali parlait de bon cœur et mangeait avec un lance-pierres des plats sans sauce. Avec Coluche, il se découvrait peut-être plus que jamais créateur. Le roman le tentait. Sa première tentative le transporterait comme un gamin. « Tu vas lire un roman de science-fiction. J'y travaille. »

Combien d'autres défis eût-il relevés depuis ? Il s'est déjà projeté dans le prochain : un livre pour enfants, illustré par Paul Draillet, et dont le graphisme serait à mi-chemin entre les Riches Heures de Jean de Berry et la vidéo. D'une autre main, il travaille depuis quinze ans à une grande fresque historique sur l'argent et les juifs. Il prend des notes au jour le jour sur la geste présidentielle. « Il a toujours trois ou quatre livres en instance », indique son éditeur. Sans oublier un projet délicieusement mégalomane : cent émissions documentaires, chacune réalisée par un star mondiale (Fellini, Elie Wiesel, Alain Resnais), et consacrées aux cent plus grandes figures de l'histoire de l'humanité, de Moïse à Mao en passant par Jésus-Christ.

Revers de cette boulimie : une fâcheuse propension à exprimer les reconnaissances d'emprunts littéraires dans les bibliographies de fin d'ouvrage, plutôt que dans des notes précises de bas de page. Dans un de ses essais, des esprits mal intentionnés retrouveront des phrases, citées sans guillemets, de l'historien Jacques Le Goff, ou de l'écrivain Ernst Jünger. « Je récris chaque livre trente ou quarante fois. A la trentième version, les guillemets ont sauté », se défend l'accusé. Hâte excessive, ou irrépressible désir d'annexion intellectuelle ?

« Ce n'est pas Clonin, chacun son rythme ! justifie son ami Erik Orsenna, prix Goncourt 1988 et lui-même ancien conseiller à l'Elysée. Il ouvre des portes. L'ubiquité est aujourd'hui une exigence aussi grande que le détail. »

L'ubiquité ! Voilà, à l'heure du bilan, qui restera sa marque, et son legs. Et peut-être aussi sa flûte maudite. Et si, à force d'occuper tous les terrains de l'aventure de l'esprit, ce nomade n'avait été qu'une étoile filante ?

« Pour n'en avoir pas joué les règles à fond, j'ai été rejeté par le milieu intellectuel, soupire-t-il. Et je ne suis pas reconnu non plus dans la politique, car je n'y suis pas complètement. » Croquant avoir été partout, n'aurait-il finalement été nulle part ? Tel sera peut-être le paradoxe de cet accélérateur d'idées : l'œuvre du haut fonctionnaire - les digues du Bangladesh, ou d'ailleurs la Banque pour l'Europe de l'Est - a toutes les chances de survivre à celle de l'intellectuel.

Dans les deux derniers siècles, l'homme dont l'influence est la plus certaine, plus encore que l'artiste ou l'industriel, est le financier. (2), écrivait-il récemment dans sa biographie du banquier Siegmund Warburg. Un ouvrage dont on ne saurait trop recommander la lecture à tous les futurs partenaires du tout nouveau président de la BERD.

LAURENT GREILSAMER
et DANIEL SCHNEIDERMAN

(1) Singulièrement libre, Raoul Girardet et Pierre Assolant (Initiations), Perrin, 1990.

(2) Sir Siegmund G. Warburg, un homme d'influence, Fayard, 1983.

A SAINT LAZARE
FACE A LA BANCHE

COSTUMES
VESTES
BLOUSONS
PANTALONS
CHÉMISE
ET TOUT
VÊTEMENTS
POUR LES
HOMMES FORTS

15, place du Havre,
43.87.34.64.
Ouvert le lundi.

rafael
ET A NICE, CAP 3000,
NIMES la Cité

IAE
le savoir-faire

■ CAAE
Certificat d'Aptitude à
l'Administration des
Entreprises
DESS de généraliste à
la gestion
21 (1) 45 54 40 10
Inscription possible
par internet
3016 code IAE

■ DESS
CONTRÔLE
DE GESTION
ET AUDIT
21 (1) 45 57 28 41

■ DESS
DEVELOPPEMENT
DE LA FONCTION
PERSONNELLE
21 (1) 45 58 00 21

■ DESS
FINANCE
21 (1) 45 58 00 21

■ DESS
SYSTEMES
D'INFORMATION 1^{er}
21 (1) 45 58 00 21

■ DESS
SYSTEMES
D'INFORMATION 2^e
21 (1) 45 58 02 29

* exclusivement
réservé
aux cadres

L'IAE DE PARIS
propose
DES DIPLOMES DE 3^e CYCLE
accessibles aux étudiants ou
aux salariés par la voie de
la Formation Continue

**INSTITUT D'ADMINISTRATION
DES ENTREPRISES**
Université de Paris - Paris-Sorbonne
182 rue Saint-Charles 75007 Paris Cedex 12

Ministère 3016 code IAE
retail possible par internet
des dossiers d'inscription

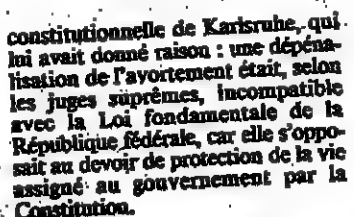
14. le Chevenement en appelle au maintien de l'unité de la classe

**L'harmonisation des législations sur l'interruption volontaire de grossesse
- plus libérale en RDA qu'en RFA - provoque des polémiques**

de notre correspondant

A l'époque du vote de la loi, le gouvernement avait voulu établir une réglementation qui laisse en dernier ressort le choix de la décision à la femme, comme c'est le cas en France. L'opposition chrétienne démocrate avait immédiatement...

L'une des personnes interpellées après la manifestation des expulsés samedi 19 mai à Paris a été déferée au parquet. Alors que la plupart des 1 500 à 2 000 manifestants s'étaient dispersés, une vingtaine de jeunes gens masqués ont rejoint les derniers manifestants.



**« L'héritage diabolique
du communisme »**

C'est cette jurisprudence qui fait de la question de l'IVG un obstacle à l'union sur le chemin de l'unité allemande. La méthode choisie pour l'unification du pays passe en effet par l'article 23 de la loi fondamentale, qui prévoit une application immédiate des dispositions constitutionnelles adoptées à la RFA au territoire de l'ancienne RDA. C'est bien ce qui inquiète l'immense majorité de la population est-allemande, qui a rejeté sans équivoque le communisme, mais qui ne veut pas retourner à se soumettre au régime occidental et décrié dans ce domaine. Dans l'accord de coalition conclu en RDA entre le CDU et le SPD, le maintien de la législation est-allemande sur l'IVG est inscrit noir sur blanc.

M^{me} Christa Schmidt, ministre est-allemande (chrétienne-démocrate) de la santé et de la famille, lance des appels à la télévision, pour que les citoyens s'opposent contre un

c'est le cas en Bavière. Le projet de traité d'Etat, qui devait être signé vendredi 18 mai à Bonn, qui définait le cadre de la première étape de l'unification du pays, se garde bien d'aborder cette question litigieuse. Ce n'est que partie remise : l'application, prévue pour la fin de l'année 1990, de l'article 23 de la Constitution rendra urgente une prise de décision dans ce domaine. On pourrait imaginer que les deux parties s'accorderont sur une solution du type « associer » : l'existence d'un droit provincial spécifique en matière de relations entre l'Eglise et l'Etat. La France laïque et républicaine avait concédé le maintien du régime concordataire.

En Allemagne, l'esprit de compromis est peu répandu : lorsqu'on est persuadé d'avoir raison, on reste sur ses positions jusqu'à ce que les rapports de forces imposent la loi du fort au faible. L'unité allemande nous promet donc un beau « Kulturkampf » à propos de l'IVG dont l'issue dépendra de la capacité de mobilisation de l'un et l'autre camp.

LUC ROSENZWEIG

Afin de « marquer leur volonté constante de lutter contre les discriminations », les ministres de la Santé des douze Etats membres de la Communauté économique européenne (CEE) viennent de se prononcer à l'unanimité pour ne pas participer personnellement à la conférence internationale sur le sida qui doit avoir lieu du 20 au 24 juin à San Francisco. Cette décision, qui rejoint celle adoptée par la France le 9 mai, est motivée par le fait que les autorités américaines « ne respectent pas le droit à la libre circulation » des malades du sida et des séropositifs. Elle intervient en dépit du fait que les Etats-Unis avaient, le 13 avril, assoupli leur position en annonçant qu'un visa spécial de dix jours leur permettrait aux étrangers — sans avoir déclaré leur séropositivité — de vendre outre-Atlantique.

A Berlin-Est, le gouvernement est prêt à faire un pas en direction de Bonn : l'institution de centres de conseil aux femmes qui envisagent d'interrompre leur grossesse, comme cela existe en RFA, mais on se refuse pour l'instant à rendre le passage par ces centres obligatoire, et surtout d'en faire des lieux où l'on tente par tous les moyens de dissuader les femmes d'avorter, comme

tants aux abords du cimetière du Père-Lachaise. Ils s'en sont pris aux automobilistes et aux vitrines des magasins. Des échauffourées ont éclaté entre une poignée d'entre eux qui volaient des marchandises dans un grand magasin et des membres du service d'ordre du comité des mal logés. Une douzaine de personnes ont été interpellées et deux d'entre elles gardées à vue dimanche.

Un professeur du lycée professionnel de Givors (Rhône) a été suspendu de cours par le recteur, vendredi 18 mai, pour faits professionnels. Les murs de la classe ont en effet été couverts, pendant son heure de classe, de graffiti racistes (« A mort les arabes », « A mort les juifs », « Hitler, four crématrice pour les juifs »). L'enseignant a expliqué que l'incident s'était produit alors qu'il s'était absenté quelques minutes. Les chahuts fréquents de ce professeur ont vicé depuis plusieurs mois ont, cette fois-ci, dégénéré. La suspension estime-t-on sur son recteur, est un « message conservateur » destiné à calmer les esprits. Le proviseur du lycée a d'autre part déposé un plainte contre X.

L'une des personnes interpellées après la manifestation des expulsés samedi 19 mai à Paris a été déférée au parquet. Alors que la plupart des 1 500 à 2 000 manifestants s'étaient dispersés, une vingtaine de jeunes gens masqués ont rejoint les derniers manifes-

« Enquête canonique » pour une icône

A Toulouse, une copie d'icône du mort Athos, la *Portaitissa*, simple photographie 18x24, vieillie, collée sur un support en bois, exsude depuis trois mois une huile odoriférante aux parfums orientaux. Depuis le 11 février, le phénomène aurait attiré une dizaine de milliers de personnes au domicile de son propriétaire, M. Paul Gardy de Soos.

Le tableau de l'icône originale peinte au onzième siècle, représentant « la vierge de la porte du ciel », qui se trouve actuellement au Canada, présenterait le

Ce mystère non expliqué fait l'objet d'une attention très particulière de l'Eglise. Le propriétaire de la reproduction (dont le nom en patois occitan signifie « garde Dieu »), membre actif du Réseau charismatique, est qualifié par l'archevêché de Toulouse « chrétien sérieux ». Cependant une « enquête canonique » est en cours et un expert nommé pour préciser l'origine de ces écroulements d'huile.

La mission ministérielle d'information, de concertation et de proposition sur la réforme hospitalière a rendu publics, jeudi 17 mai, les résultats d'un important sondage réalisé début mai auprès de plus de deux mille personnes dans deux cents hôpitaux français (1). Ce sondage met en lumière la nécessité, exprimée par une très forte majorité de l'ensemble des personnels hospitaliers, services et les différents établissements. L'accueil des urgences apparaît comme le gros point noir de l'hôpital public, de l'avis même des ceux qui y travaillent : ils estiment qu'à ce niveau l'hôpital ne remplit pas ses missions. Les consultations médicales, avec 39 % d'opinions négatives, ne sont pas non plus très bien perçues. Alors que les soins aux malades (88 % de réponses positives) et l'égalité d'accès à l'hôpital (77 %) apparaissent au contraire comme de véritables points de satisfaction.

d'une réforme de l'hôpital public. Après un premier rapport officiel (*le Monde* du 11 avril), ce sondage précède une série de forums inter-régionaux organisés à travers la France du 22 mai au 13 juin dans douze centres hospitaliers. Le projet de loi sur la réforme hospitalière devrait être discuté lors de la prochaine session parlementaire.

Véritable première dans une institution, hospitalière mal connue, au fond, des pouvoirs publics et des responsables politiques, le sondage de la mission de réforme hospitalière fournit à ce précieux renseignement. Révélant le peu d'intérêt que la majorité de ceux qui travaillent à l'hôpital portent à de profonds changements de structures (seules 27 % de personnes interrogées jugent « important » le déplacement des actuels services par des départs), il devrait aussi en faire logiquement susciter quelques interrogations.

Le principal résultat concerne la nécessité d'une réforme, ressentie par 92 % des personnes interrogées (praticiens hospitaliers et différentes catégories de personnels soignants ou éducatifs, techniques ou administratifs). On soulève, en particulier, des améliorations portant sur la qualité du dialogue entre la hiérarchie et la base, sur une meilleure qualification des personnels ainsi que, non sans surprise, sur un développement des alternatives à l'hospitalisation.

(1) Ce sondage IPSOS a porté sur 2 232 personnes travaillant dans 208 établissements hospitaliers, du 30 avril au 11 mai 1990.

(1) Ce sondage IPSOS a porté sur 2 232 personnes travaillant dans 208 établissements hospitaliers du 30 avril au 11 mai 1990.

Centre outre-Atlantique.

SAINT ELVIS

DE SERGE VALLETTI

MISE EN SCÈNE CHARLES TORDIMEN
SCÉNÉGRAPHIE YANNIK KOPAY
COSTUMES LILY KENDALL
LUMIÈRES ALFARO DOLI
SCÉNÉGRAPHIE CORRINI MARCOTE
MUSIQUE ORIGINALE ET ARRANGEMENTS
JEAN-LOUIS CHAUMONT
COIFFURES ET MAQUILLAGES
MURIEL CIMENET

AVEC
DANIEL MARTIN
ALEXIS NUTZER
ANDRÉE TRINSY
ET
LIONEL BENHAMOU (guitare)
CHRISTOPHE DEBAYS (contrebasse)
MIRIAM SAMANUVEL (piano/voix)

PRODUCTION THÉÂTRE POPULAIRE DE L'ORPINE

LOCATION/RENSEIGNEMENTS
47.27.81.15

SALLE GEMER
DU 17 MARS AU 30 JUIN 1990

THEÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT

SOCIÉTÉ

DÉFENSE

Devant les auditeurs de l'IHEDN

M. Chevènement en appelle au maintien de l'effort de défense

« L'équation globale de notre défense peut être convenablement maîtrisée dans les années qui viennent dès lors que la France acceptera de maintenir une contribution somme toute relativement modeste - 3,5 % de la production intérieure brute - si on la rapporte à l'effort que réalisent la plupart des grands pays industrialisés en matière de défense », a déclaré, lundi 21 mai, à Paris, le ministre de la Défense, M. Jean-Pierre Chevènement, devant les auditeurs de l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN). M. Chevènement considère donc que le plan « Armées 2000 », qui réorganise les forces armées françaises, et la loi de programmation militaire 1990-1993, qui déterminent leur équipement, doivent être appliqués « parce que nous ne pouvons pas interrompre l'effort

de la France » pour sa propre sécurité.

« La France a acquis sur tous ses partenaires, a expliqué le ministre, une avance en matière d'indépendance militaire telle qu'elle peut aujourd'hui, grâce à l'autonomie, à la diversité et à la cohérence de son dispositif, constituer avec la Grande-Bretagne, si elle le souhaite, le noyau d'un futur rôle européen indépendant de défense. » Estimant que le rôle de la France ne va cesser de s'étendre au sein de la confédération européenne proposée par M. François Mitterrand et comparant le dispositif français de défense à un « joker » qu'il appartient de faire valoir dans les prochaines années, M. Chevènement veut faire évoluer les alliances et préparer le format, l'équipement et l'organisation militaire de la France « aux paysages

futurs ». Après avoir jugé « anachronique » un retour de la France dans l'OTAN et affirmé que « notre armée n'a rien de pléthorique ni par ses effectifs, ni par ses équipements », le ministre de la Défense a expliqué : « Le renforcement de l'Union de l'Europe occidentale favoriserait la constitution du rôle européen indépendant de défense que, depuis deux ans, j'appelle de mes vœux. »

Il a souhaité que les prérogatives de cette instance soient élargies ; en créant, en son sein, un comité d'état-major chargé de planifier et de coordonner les forces des différents pays membres ; en la dotant des moyens qui permettraient à tous ses membres de vérifier efficacement l'application des accords de désarmement ; en élaborant un dispositif de sécurité des flancs méditerranéens de l'Europe occidentale, et en encourageant les coopérations en matière d'industrie de défense.

« Ainsi, a conclu M. Chevènement, prendra naissance peu à peu ce système de sécurité collective en Europe, si nécessaire, à l'ère du prochain siècle, avec les dispositifs adéquats de vérification, d'arbitrage et de prévention des conflits. »

EN BREF

□ Rivière polluée en Moselle. - Des tonnes de poissons morts dérivent au fil de l'eau depuis samedi 19 mai dans la rivière Seltz, près de Pommérieux (Moselle). Il y a deux semaines environ, déjà, cinq tonnes de poissons morts avaient été repêchées sur une longueur de dix-sept kilomètres. Cette catastrophe serait due au déversement d'un produit chimique qui pourrait être du lindane, un produit très dangereux présent dans les pesticides et fongicides. En attendant les résultats des analyses, les services de la protection civile ont demandé aux maires des villes et villages bordant la Seltz de ne pas toucher aux poissons morts, car il y a des risques de brûlure. Les agriculteurs sont invités à ne pas faire boire leurs bêtes dans la Seltz et les enfants à ne pas y jouer. - (AP).

□ Réinsertion : Le rôle des associations. - Les associations n'occupent pas toute la place qu'elles méritent dans le dispositif de réinsertion, a estimé, en substance, M. Claude Evin, ministre de la solidarité nationale, lors d'une journée d'étude de la Fondation pour la vie associative, sur les pratiques associatives et la vie politique locale, samedi 19 mai. Etat et collectivités locales en partagent la responsabilité, mais, pour sa part, M. Evin espère développer des « conventions pluriannuelles d'objectifs » qui permettent de travailler avec les associations et de les soutenir dans la lutte contre l'exclusion. Le ministre a également promis que le fonds d'aide aux jeunes en difficulté, dont la création a été prévue dans la loi du 19 décembre 1989, sera mis en place en juillet, le décret d'application devant être publié dans les prochains jours.

SCIENCES

L'Antarctique radioactif ?

Des particules radioactives libérées en avril 1986 par l'explosion du réacteur soviétique de Tchernobyl ont été retrouvées dans les neiges de l'Antarctique. Dans un article publié par la revue *Nature*, les chercheurs de l'université du New Hampshire qui rapportent l'information rappellent qu'il n'est pas rare que des particules radioactives effectuent de longs déplacements.

De tels phénomènes ont d'ailleurs été constatés lorsque les grandes puissances se livraient à l'essai dans l'atmosphère de charges nucléaires dont les sous-produits atteignaient facilement la stratosphère.

Il est très surprenant en revanche, note M. Paul Mayewski, directeur du groupe de recherche, que de telles particules puissent se disperser sur une grande surface, alors qu'elles proviennent d'une source de petite taille. Un résultat qui conteste des spécialistes de l'atmosphère pour qui les débris de la centrale soviétique n'ont pu monter assez haut pour atteindre ensuite l'Antarctique.

Le télescope Hubble a transmis sa première image

Après bien des péripéties, le télescope spatial Hubble a enfin transmis, dimanche 20 mai, ses premières images : celles d'un amas d'étoiles situé non loin de la Terre, dans la constellation de la Carène. Il faut dire qu'entre les difficultés rencontrées pour déployer l'un des panneaux solaires destinés à alimenter l'instrument en énergie, celles posées par le dysfonctionnement d'un des gyroscopes de stabilisation de l'engin et celles, d'origine humaine, dues à l'inversion de signes mathématiques dans la transmission d'ordres au télescope, les responsables de la mission ne savaient plus où donner de la tête et se demandaient bien comment et quand ils pourraient prendre leurs premières images.

Dans l'après-midi de dimanche, alors que Hubble survolait la Nouvelle-Guinée, l'ordre fut donc donné depuis le sol au télescope d'ouvrir le cache-objectif de sa caméra à grand champ pour que soit prise l'image tant attendue. La première image d'une série de 20 000 ou 30 000 autres qui seront prises au cours des quinze ans de fonctionnement de l'instrument. Vers 19 heures (heure française), le télescope a retransmis au sol l'image d'une petite partie de la

Voie lactée connue sous le nom de NGC 3532.

La cible choisie n'a pas fait l'admiration des astronomes. Il s'agit d'un banal petit amas d'étoiles, vieux d'environ trois milliards d'années, situé dans la constellation de la Carène à environ 1600 années-lumière de la Terre. Un deuxième cliché a été pris d'un ensemble d'une douzaine de soleils dont les traces apparaissent comme allongées. Mais, après un solide traitement informatique, les données recueillies par Hubble ont permis d'obtenir un cliché de qualité supérieure à ce que l'on escomptait.

Mieux, il a été possible de montrer qu'une étoile particulière de cet amas était bien, comme on le soupçonnait, un ensemble de deux étoiles parfaitement distinctes. Cette première image est d'autant plus encourageante que les responsables de la mission espèrent rapidement obtenir des clichés sept fois plus précis dans peu de temps. Mais ce n'est pas avant plusieurs semaines qu'il faut espérer voir Hubble pointer ses instruments vers des objets plus passionnants datant des origines de l'Univers. F.A.

SPORTS

FOOTBALL : la fin du championnat de France

L'avenir incertain du Racing-Paris 1

Le championnat de France de football s'est achevé, samedi 19 mai, sur une étonnante contre-performance de l'Olympique de Marseille, battu à domicile par Lyon (0-1). Cette défaite, subie par une équipe déjà assurée d'être sacrée championne de France et privée de ses vedettes étrangères, ne remet pour-

tant pas en cause la supériorité des Marseillais sur le football national. L'OM reste d'ailleurs en course pour viser le double Coupe-championnat, comme en 1989. L'équipe marseillaise affrontera le Racing-Paris 1, vendredi 25 mai, au Stade Vélodrome en demi-finale de la Coupe de France.

Cette dernière journée de championnat a justement été marquée par l'ultime défaite (4-0 à Monaco) de cette formation parisienne, qui évoluera la saison prochaine en seconde division en compagnie de Mulhouse et peut-être de Nice, qui aura à disputer des matches de barages contre Strasbourg les 25 et 29 mai.

L'avenir du second club de la capitale constitue bien l'ultime énigme de cette fin de saison. Après le retrait de Matra (le Monde du 31 mars 1989) du football professionnel, l'équipe parisienne, reléguée en RPI, a tenté de conserver son rang en première division avec de jeunes joueurs et des moyens financiers très limités (le Monde du 1^{er} août 1989). En vain. Toute la question est désormais de savoir si l'équipe prendra vraiment part au championnat de seconde division ou si le club est condamné à disparaître.

Les joueurs les plus réputés (le gardien Pascal Olmeta, le capitaine Aliou Ben Mabrouk, les attaquants David Ginola et Aziz Bouhaddou) souhaitent être transférés. Les jeunes joueurs, même brillants, ne pourront à eux seuls assurer la relève. Quant au public, déjà très restreint en première division, il ne permettra pas au club de subvenir à ses besoins à l'échelon inférieur. L'avenir du RPI dépendra sans doute des négociations entre le Racing-Club de France, M. Jean-Louis Piette (président du club, proche de M. Jean-Luc Lagardère et du groupe Matra) et d'éventuels « repreneurs » qui s'étaient déjà manifestés au moment du retrait de Matra.

Ph. Br.

Réunification allemande en football

Un championnat commun dès 1992

Les dirigeants du football de RDA et de RFA se sont mis d'accord, samedi 19 mai, pour organiser une coupe et un championnat allemands unifiés à partir de la saison 1992-93. Le président de la fédération ouest-allemande, M. Hermann Neuberg, et son homologue est-allemand, M. Hans-Georg Mollenhauer, se sont rencontrés à Berlin-Ouest. Ils ont annoncé que leurs deux organisations fusionneraient d'ici à avril 1992. En l'état actuel du football est-allemand, seuls deux ou trois clubs (Lokomotiv Leipzig, Union Berlin, Dynamo Dresde) pourraient prétendre concurrencer les clubs professionnels de RFA.

Les Résultats

ATHLÉTISME

Nouveau record du monde du lancer du poids

L'Américain Randy Barnes a établi un nouveau record du monde du lancer du poids, dimanche 20 mai, lors d'une réunion d'athlétisme à Los Angeles. Avec un jet de 23,12 mètres, il a amélioré de six centimètres la performance de l'Allemand de l'Est Uli Timmerman (23,06 m en mai 1988).

BASKET-BALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE (Finale aller)

Le Cercle Saint-Pierre de Limoges a battu Antibes (111-98), samedi 19 mai à Limoges, en match aller de la finale du championnat de France de basket-ball. Le match retour aura lieu sur la Côte d'Azur samedi 26 mai.

FOOTBALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Première division (Trente-troisième et dernière journée)

Lyon b. Marseille	1-0
Auxerre et Nantes	0-0
Mulhouse b. Toulouse	1-0
Paris-SG b. Nice	2-1
Bordeaux b. Metz	1-0
Cannes et Montpellier	1-1
Monaco b. RPI	4-0
Brest b. Sochaux	1-0
Ten b. Lille	2-0
Toulon b. Saint-Etienne	2-0

Classement. - 1. Marseille, 53 pts ; 2. Bordeaux, 51 ; 3. Monaco, 46 ; 4. Sochaux, 43 ; 5. Paris-SG, 42 ; 6. Auxerre, 41 ; 7. Nantes, 40 ; 8. Lyon, 39 ; 9. Toulouse, 38 ; 10. Brest, 38 ; 11. Cannes, 36 ; 12. Toulon, 35 ; 13. Montpellier, 34 ; 14. Metz, 34 ; 15. Saint-Etienne, 34 ; 16. Caen, 34 ; 17. Lille, 33 ; 18. Nice, 31 ; 19. RPI, 30 ; 20. Mulhouse, 28.

Champion de France : Olympique de Marseille. Qualifié pour la Coupe des champions.

Qualifiés pour la Coupe de l'UEFA : Girondins de Bordeaux (2^e), AS Monaco (3^e).

Relégués en division II : FC Mulhouse (20^e), RPI (19^e).

Baragistes : DGC Nice (18^e).

Match aller (25 mai) : Strasbourg-Nice.

Match retour (29 mai) : Nice-Strasbourg.

Champion de division II : AS Nancy-Lorraine.

Promus en division I : AS Nancy-Lorraine, Stade rennais.

Promus en division II : Saint-Quentin, Epinal, Le Mans, Bourges, Rodez, Valenciennes.

HANDBALL

Championnat de France

L'équipe de Nîmes est devenue championne de France de handball en s'imposant samedi 19 mai à Metz (23-19) à l'occasion de l'avant-dernière journée du championnat de France de Nationale 1A.

MOTOCYCLISME

Grand Prix d'Italie de vitesse

L'Américain Wayne Rainey (Yamaha) a remporté le Grand Prix motocycliste d'Italie (catégorie des 500 centimètres cubes), dimanche 20 mai, à Misano-Adriatico. Il consolide ainsi sa première place au classement du championnat du monde. Un autre Américain, John Kocinski (Yamaha), s'est imposé dans la catégorie des 250 centimètres cubes et occupe la tête du classement mondial.

RUGBY

Challenge du Manoir (Finale)

Narbonne a remporté pour la septième fois de son histoire le challenge Yves-du-Manoir de rugby en dominant Grenoble (24-19) en finale, samedi 19 mai, à Pau.

RUGBY A XIII

Championnat de France (Finale)

L'équipe de Saint-Estève est devenue championne de France de rugby à XIII en dominant celle de Carcassonne (24-23), dimanche 20 mai, à Narbonne, en finale du championnat de France.

TENNIS

Internationaux d'Italie (Messieurs)

L'Autrichien Thomas Muster, dix-septième joueur mondial, a remporté les Internationaux de tennis d'Italie en dominant en finale le Soviétique Andreï Chesnokov (6-1, 6-3, 6-1), dimanche 20 mai, à Rome. En quart de finale, Muster avait éliminé le Français Guy Forget.

Tournoi de Berlin-Ouest (Dames)

A une semaine de l'ouverture du Tournoi de Roland-Garros, la jeune Yougoslave Monica Seles (seize ans) a dominé l'Allemande de l'Ouest Steffi Graf (6-4, 6-3), meilleure joueuse du monde, dimanche 20 mai, en finale du tournoi de Berlin-Ouest.

515,3 km/h
Belfort



construit le train
le plus rapide du monde



depuis juillet 1978
GEC ALSTHOM BELFORT
a livré 162 rames TGV
à la SNCF et à La Poste

Ville de Belfort

GRAPHIC-CONCEPT Belfort

Pour votre
DEMENAGEMENT
ODOUL AGENT DE
15, rue de l'Atlas 75019 Paris 42 08 10 30 demeco

SOCIÉTÉ

Sur fond de récupération par le Front national

Des familles d'enfants assassinés ont manifesté pour la peine de mort

Rassemblements à l'appel de l'Enfant et la vie, la fédération regroupant une dizaine d'associations créées à la suite de meurtres d'enfants, un millier de personnes environ ont manifesté samedi 19 mai à Paris pour réclamer un référendum sur la peine de mort pour les assassins d'enfants. Une délégation a été reçue par le chef de cabinet du ministre de la Justice. Elle a remis ensuite à l'Élysée une pétition nationale et une lettre ouverte au président de la République réclamant ce référendum.

Celine huit ans, violée et tuée à Bourges en 1988, Alexandre huit ans, violé et tué à Metz en 1986, Sandrine dix ans, violée et étranglée à Reims en 1988... Un message enregistré s'échappant des haut-parleurs d'une camionnette, égrené en continu le triste chapelet de meurtres d'enfants. Une cinquantaine de pancartes portant des photos d'enfants, adolescents et jeunes gens morts ou simplement disparus, ouvrent cette manifestation silencieuse.

Regroupée autour de la même revendication, la manifestation était pourtant diverse. Parmi les trente-sept familles présentes samedi frappées par la perte dans des conditions tragiques d'un enfant, il y avait aussi celles des « disparus de Mournel », ces neuf appelés disparus alors qu'ils quittaient, pour une permission, leur base dans la région de Mournel ; celles des quinze jeunes meurtres dans l'incendie criminel de Belfort en mars 1989 ; et enfin les familles que le massacre de Luxor — quinze personnes dont deux enfants, tuées par Christian Dornier en juillet 1989 — a endeuilées.

Quel rapport y a-t-il entre le viol et le meurtre d'un enfant et le mas-

sacre dans un village par un dés-équilibré ? Rien, sinon la douleur et le désarroi des familles. Les manifestants n'étaient pas tous au diapason sur la question de la peine de mort. Les organisateurs la souhaitent pour les seuls crimes d'enfants. L'association *Legitime Défense*, présente samedi, la réclame pour tous les crimes de sang. Les uns pensent qu'elle est dissuasive, d'autres qu'elle empêche au moins les récidives. « Puisque, de toute façon, ils finissent par sortir, si au moins il y avait une vraie peine de sûreté », regrette un manifestant. Quelques uns, rares, admettent qu'on ne peut rien contre certaines pulsions.

Le parent d'un des morts de Luxor dira de Christian Dornier : « Il ne savait sans doute pas ce qu'il faisait ». M^{me} Havel, mère de Serge, disparu à Mournel, ne pense pas au moins au désir de revanche. « On m'a contactée », il vient de l'association *Vivre en sécurité*, basée à Metz. « Il faut qu'on se soutienne tous ».

Les parents systématiquement contactés

C'est la mère de Karine, quinze ans, assassinée après une tentative de viol, qui exprimera, la voix brisée, le sentiment des familles : « Je ne peux pas supporter que l'assassin de ma fille soit en vie alors qu'elle, elle est morte ».

Le désarroi et la douleur n'ont pas empêché six familles d'enfants assassinés eux aussi, dans des conditions atroces, de s'opposer dans un communiqué publié vendredi à ce que le nom de leurs enfants s'érige de caution à toute action visant au rétablissement de la peine de mort. Le Front national contacte presque systématiquement les parents d'enfants assassinés. Elles sont, le plus souvent, dans leur douleur, prêtes à

soutenir leur revendication du rétablissement de la peine de mort. « Le Front national nous a contactés, raconte Alain Jourdan, l'oncle de la petite Cécile violée et assassinée à la Motte du Caire en août 1988. Evidemment, une affaire comme ça c'est une aubaine pour eux. Mais nous les avons congédiés. Poliment ». Le grand oncle de la fillette, Claude Rogot, créa de son côté l'Enfant et la vie, qui organisait la manifestation de samedi, « une manifestation totalement apolitique » répètera-t-il plusieurs fois.

L'AGRIF, l'Alliance générale contre le racisme et pour le respect de l'identité française et chrétienne, une association satellite du parti de Jean-Marie Le Pen, et le journal d'extrême droite *Présent*, y appelaient pourtant. Des membres du Front national y participèrent. Mais beaucoup de familles semblaient vouloir se démarquer de cette présence, par ailleurs très discrète. Une délégation a été reçue au ministère de la Justice. Contrairement à sa demande, Legitime Défense n'en faisait pas partie. Car trop proche du Front national, a expliqué Claude Rogot. Cette même délégation remettait plus tard à l'Élysée une pétition signée, disent les organisateurs, « par un million de personnes ».

Pour qu'un référendum sur la peine de mort soit organisé, il faudrait procéder à une réforme constitutionnelle qui introduirait la notion de « référendum d'initiative populaire ». Une perspective peu probable, les conseils de famille le savent bien. « En fait, explique Me Massiani, avocat des parents de Cécile Jourdan, les familles demandent simplement à être mieux traitées par la justice. Elles se sentent abandonnées, méprisées ». Un sentiment qui en fait une clientèle facile pour les partisans de la peine de mort.

MARIE-CLAUDE SLICK

Un projet de réforme des « rémunérations accessoires »

Les commissaires contre leurs privilèges

Le Syndicat des commissaires et hauts fonctionnaires de la police nationale, fortement majoritaire, a décidé de s'en prendre à certains privilèges de la hiérarchie policière. Dans un avant-projet de réforme des « rémunérations accessoires » à qui vient d'être remis au ministre de l'Intérieur, il propose de moraliser ce système de rétribution, parfois substantielles et de le remplacer par une indemnité spécifique garantie à chaque commissaire.

Inique, pernicieux, désuet, inadaptable et pervers : le Syndicat des commissaires a la dent dure pour le système des rémunérations annexes. Et, à dire vrai, les vacances funéraires, les frais d'huaier et autres frais de maison fictifs, sont, par bien des aspects, choquants.

Les commissaires des villes où l'on meurt beaucoup sont très prisés. Non pas pour l'intérêt du travail, mais à cause des « vacances funéraires », prévues par la loi afin de rémunérer la présence d'un commissaire lors des opérations (exhumation, translation de corps) liées au commerce de la mort. A Lourdes, le rapatriement des corps de malades décédés lors d'un pèlerinage peut rapporter, chaque mois, plusieurs dizaines de milliers de francs. L'affectation dans telle ville du Midi qui accueille de nombreux retraités est, pour une raison similaire, particulièrement recherchée. Il en va de même pour des communes disposant de gros hôpitaux spécialisés, ou d'un cimetière, qui suscitent bien

des candidatures. A condition toutefois que la tarification des actes municipaux, soit avantageuse ; elle varie en effet de 48 à 100 centimes à plus de cent francs par acte.

Quand une expulsion de locataires, ou une saisie mobilière, à domicile requièrent son assistance, le commissaire perçoit une autre sorte d'indemnité, les frais d'huaier. C'est pourquoi les commissaires de banlieues modestes et à forte densité d'habitat sont convoités. Quant aux quartiers où les sièges de sociétés sont fortement implantés, ils assurent aussi de confortables rentes de situation : dans les seizeième et dix-septième arrondissements de Paris, comme dans le Sentier, les saisis dans des entreprises submersées par leurs dettes doivent être effectués par l'huissier en présence du commissaire. Or, si certains arrivent ainsi à doubler leur salaire, d'autres démissionnent au début de leur présence dans le commissariat.

De 1 à 20

Enfin, la pratique dite des frais fictifs officialisés consiste à inventer des frais de transport, de séjour ou de logement — pour lesquels des indemnités sont prévues — afin d'octroyer une somme forfaitaire à certains policiers. Tout dépend alors de l'entente budgétaire accordée à chaque service et des critères établis par la haute hiérarchie policière.

Aussi le mécontentement est-il grand chez les policiers qui ne bénéficient pas de ces rémunérations hors grille catégorielle ; c'est notamment le cas des jeunes commissaires. Au

total, l'éventail des rémunérations accessoires se situe « dans une fourchette très large », estime le Syndicat des commissaires. Elle va de 1, soit 800 cents francs, pour un commissaire de premier grade en sécurité publique à 20, soit 16 000 mille francs, pour un commissaire en charge d'une circonscription « particulièrement fructueuse ».

Au moment où les réformes de la police nationale et de la grille de la fonction publique sont en cours de négociation, « il n'est pas possible que ce type de rémunérations se perpétue dans un grand corps de l'Etat », dit M. Jean-Pierre Havrin. Le secrétaire général du syndicat propose donc de les supprimer et de les remplacer par une indemnité spécifique accordée à tous les commissaires et qui représenterait 40 % du traitement brut.

De son côté, le Syndicat national des commissaires (SNC), membre de la Fédération autonome des syndicats de police (FASP) et minoritaire dans ce corps de police, souligne l'opacité d'un système de répartition des fonds publics qui a permis à l'administration de refuser, dans le passé, les augmentations de salaire réclamées par les commissaires. On est cependant loin de l'unanimité tant les réajustements au changement ont toujours été vives sur ce point dans la hiérarchie policière. La preuve en est que, dès 1982, M. Jean-Michel Belorgey, député (PS) de l'Allier, présentait, dans son rapport sur les réformes de la police, de mettre fin à ce type de rémunérations. En vain.

ERICH INCIVAN

A Nice

Bagagistes « ripoux » à l'aéroport

de notre correspondant régional

AN TERME d'une longue enquête, la police de l'air et des frontières (PAF) a interpellé, samedi 19 mai, une trentaine de bagagistes de l'aéroport de Nice-Côte d'Azur soupçonnés d'avoir commis d'importants détournements de marchandises au préjudice de passagers. Une vingtaine d'entre eux devaient être présentés au parquet lundi, dans la matinée.

Depuis plusieurs années, la compagnie Air-France était saisie de nombreuses plaintes de clients victimes du vol de tout ou partie de leurs bagages entre le moment de l'enregistrement et l'arrivée à destination. Mais, en dépit de contrôles inopérants, la PAF n'était pas parvenue à identifier les auteurs de ces disparitions jusqu'à ce qu'elle lance, samedi, un vaste coup de filet parmi les employés du service maintenance de l'aéroport.

Au cours de perquisitions opérées au domicile des bagagistes interpellés, elle a découvert de nombreux bijoux et objets de valeur ainsi que, chez l'un d'eux, une somme de 1,5 million de francs qui aurait été dérobée dans des sacs postaux. Le produit des vols pourrait s'élever à plusieurs millions de francs. Les bagagistes « ripoux » étaient plus particulièrement leur dévolu sur les valises de marque qu'ils étaient chargés d'acheminer dans les sources des avions et se servaient de la situation pour les lignes présumées les plus « rentables » pour la qualité de leur clientèle, notamment celles de Genève, Zurich et Londres.

G. P.

Une publicité des centres Leclerc sanctionnée par la justice

Polémiquer sans dénigrer

Edouard Leclerc peut légitimement utiliser un ton polémique dans ses messages publicitaires à la stricte condition de ne pas employer des termes dénigrant ses adversaires. Le juge des référés du tribunal de grande instance de Paris, M^{me} Hugues Le Foyer de Costil, a rendu, vendredi 18 mai, une ordonnance qui engage ce défenseur de la déréglementation et de la libre concurrence à faire preuve de plus de modération.

Au cours du mois d'avril 1990, l'Association des centres distributeurs Leclerc avait fait publier dans la presse des pages publicitaires représentant une branche d'orange avec cette légende : « Aujourd'hui en Europe, on polémique pour savoir si la vitamine C est un médicament. Il faut vite se mettre d'accord, la récolte est pour bientôt ». Si Edouard Leclerc s'était limité à cette affirmation, il n'aurait pas subi les foudres de la justice qui lui reproche d'avoir ajouté : « L'Europe de la santé est en marche. C'est bien. Mais quand les corporations font main basse sur la santé, ça tourne à la farce ».

Le Conseil national de l'ordre des pharmaciens jugeant qu'il était désigné dans les « corporations » a saisi le juge des référés afin de faire interdire une publicité qu'il interprétait comme l'accusation de « profiter d'un privilège au préjudice du consommateur ».

M. Leclerc ne voyait dans ce texte qu'une manière d'évoquer, sur un ton railleur, la situation d'un secteur économique qui connaît des réglementations différentes dans les autres pays d'Europe.

Dans son ordonnance, M^{me} Le Foyer admet que « cette campagne doit être replacée dans un cadre polémique et appréciée dans une perspective européenne » mais souligne que la légende figurant en dessous de la branche d'orange est gravement dénigrante. Le magistrat précise : « Le terme corporation concerne non pas uniquement mais certainement les pharmaciens français censés faire main basse sur la santé ». Le juge relève « qu'en l'état » il ne bénéficie d'un monopole sur la vente de la vitamine C, avant d'interdire le renouvellement de la campagne publicitaire tant que les centres Leclerc n'auront pas modifié la légende.

MAURICE PEYROT

PUBLICATIONS JUDICIAIRES

EXTRAIT DES MINUTES DU GREF DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

Par arrêt de la 9^e chambre de la Cour d'Appel de Paris du 11 juin 1987 (pourvoi : rejeté le 18 décembre 1989).

M^{me} ALÈS Marie-Rose, née le 26 avril 1921 à Montpellier (34) et demeurant à Montpellier (34), 7, rue Villefranche, a été condamnée à l'na d'emprisonnement avec sursis.

Pour : fraude fiscale et omission de passation d'écritures (faits commis en 1980 et 1981).

La Cour a, en outre, ordonné, aux frais de la condamnée :

- 1) La publication de cet arrêt, par extrait, dans les journaux : le *Journal officiel*, le *Monde* et le *Figaro* ;
- 2) L'affichage de cet arrêt, par extrait, pendant 7 jours, sur les parois réservées à l'affichage des publications officielles de la commune de Montpellier (34) et sur la porte extérieure de l'immeuble sis n° 35 de la rue Boursault à Paris (17^e), où M^{me} ALÈS Marie-Rose a exercé son activité.

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur général sur sa réquisition.

P/L.E. GREFFIER EN CHEF.

Par arrêt contradictoire, rendu le 15 décembre 1989 par la chambre des appels correctionnels de la Cour de Douai, sur l'appel d'un jugement du tribunal de grande instance de Dunkerque en date du 2 juin 1989.

Il appert que :

Monsieur BANDARRA Bernard, né le 11 octobre 1939 à Capabias (Portugal) et demeurant à Leffrinckhouck (Dunkerque), 269, allée de l'Estrelin ; a été condamné à 30 mois d'emprisonnement avec sursis, pénalités fiscales, 100 000 F d'amende.

Pour : fraude fiscale, passation d'écritures faussées et fictives, abus de biens sociaux.

EXTRAIT DES MINUTES DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE MARSEILLE

Par jugement en date du 10 janvier 1990, le tribunal correctionnel de Marseille (6^e chambre) a condamné :

Madame AFRERO Marguerite épouse LARIN, aux peines de 10 000 F d'amende et 1 mois d'emprisonnement.

Pour : défaut de vaccination lors de la vente d'un chiot, tromperie sur la marchandise.

Le tribunal a en outre ordonné, aux frais de la condamnée, la publication de ce jugement par extrait dans les journaux *le Figaro* et *le Monde*.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREF DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

Par arrêt de la 11^e chambre de la Cour d'Appel de Paris du 25 octobre 1989, Monsieur FITOUSSI Michel, né le 9 juin 1960 à Paris (4^e) et demeurant à Garges-les-Gosses (93), 1, rue Charles-Montaut, a été condamné à 18 mois d'emprisonnement avec sursis, confusion avec 18 mois sursis, 20 000 F d'amende de C.A. TGI PARIS, peine confirmée par C.A. PARIS du 27 avril 1989, 9^e chambre.

Pour : infraction à domicile, de publicité faussée ou de nature à induire en erreur, l'omission d'information du consommateur et de tromperie sur la nature, l'essence ou les qualités substantielles de la marchandise vendue.

La Cour a, en outre, ordonné aux frais de la condamnée : la publication de cet arrêt, par extrait, dans les journaux *le Monde* et *le Figaro*.

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur général sur sa réquisition.

P/L.E. GREFFIER EN CHEF.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREF DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

Par arrêt de la 11^e chambre de la Cour d'Appel de Paris du 30 novembre 1989.

Monsieur NATAF Robert, né le 13 mai 1937 à El Arizane (Tunisie) et demeurant à Paris (16^e), « SARL PIZZA-PARISIENNE » a été condamné à 5 000 F d'amende pour : infraction aux mesures générales de sécurité.

La Cour a, en outre, ordonné, aux frais de la condamnée :

- 1) La publication de cet arrêt, par extrait, dans le journal *le Monde* ;
- 2) L'affichage de cet arrêt, par extrait, pendant 7 jours, à la porte de l'entreprise à Paris (15^e), 113-117, rue Cambroux où M. NATAF Robert exerce son activité.

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur Général sur sa réquisition.

P/L.E. GREFFIER EN CHEF.



Une montre qui semble venir d'ailleurs.

«La Coupole». La nouvelle Rado. Une vraie Rado. Novatrice. Originale. Fulgurante. Verre saphir irrayable en forme de coupole, presque aussi dur que le diamant. Et si légère. Si agréable au poignet. En trois grandeurs différentes. Faites connaissance avec la nouvelle Rado «La Coupole».

RADO
Switzerland

MEDARD
17, rue Georges Clemenceau 78000 VERSAILLES

DUBREUIL
18, rue du Mal Foch 78110 LE VESINET

PASCAL A.
3, rue au Pain 78100 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE

MAURICE PEYROT

مكتبة من الأصل

Cannes 90

de nos envoyés spéciaux

SÉLECTION OFFICIELLE

Le panache de Cyrano comme un fanal dans l'ultime ligne droite. On se dépêche de voir les derniers films de la compétition officielle : un Américain revigorant, un sino-japonais fascinant, un italien émouvant. Et de dresser le bilan des sections parallèles. Que restera-t-il de tant d'images ? En tout cas, l'amour du cinéma.

Voyage dans l'Italie d'aujourd'hui d'un père errant, Mastroianni.

Matteo Scuro (Marcello Mastroianni) a soixante-quatre ans, une mauvaise vue et une compagne envahissante, la solitude. Quelqu'un lui fera remarquer qu'il parle l'italien « comme une figue de barbarie », fruit désordonné s'il en est. Matteo est Sicilien, comme Tornatore. Employé d'état-civil à la retraite, passionné d'art lyrique, ses deux filles se prénomment Norma et Tosca. Il a trois fils aussi. Et peu de nouvelles de toute sa descendance. Plutôt gai de tempérament et liant, Matteo un matin prend sa valise et s'en va visiter ses enfants.

Comme il n'a personne à qui parler, il nous parle à nous, nous raconte ce qu'il fait, ou bien s'adresse à ses compagnons de voyage qui le trouvent un peu barbant, ce vieux qui n'arrête pas de demander qu'on lui pose des questions pour le seul plaisir de donner la réponse et de renouer ainsi avec une pratique apparemment perdue chez l'Homme contemporain, la conversation.

D'après Matteo, « stanno tutti bene » : ses enfants vont tous très bien, il ont tous réussi, qui à Naples, qui à Rome, qui à Milan, qui à Turin. Triomphale diaspore, fruits épanouis d'une éducation soignée... Matteo peut être fier de lui, fier de l'Italie, le « continent » où prospèrent ses petits...

« Stanno tutti bene », de Giuseppe Tornatore

Caro Papa

Ils vont tous bien, sauf que « la grande actrice » est fille-mère et pose pour des photos de lingerie. « Le grand musicien » n'est que dernier timbalier, « le grand politicien » sert de nègre à une huile de son parti, « la fonctionnaire haut placée » est dans les P. T. T., et le fils le plus beau, le plus fort, le plus chéri (évoqué quelques instants par le Toto de *Cinema Paradiso*, Salvatore Cascio) n'est plus qu'une voix lointaine au bout d'un téléphone... Les voilà bien, « les terrifiants pépins de la réalité » que Tornatore égrène plus en poète qu'en justicier, dressant affectueusement un horrible constat de la paternité.

C'est la grande, la merveilleuse nouvelle de cette fin de festival : le

gentil Giuseppe Tornatore tout enrubanné de son Prix spécial du jury 89 et de son Oscar du meilleur film étranger 90, le presque trop gentil Tornatore de *Cinema Paradiso*, qui regardait si bien la vie dans un rétroviseur, cachait un désenchantement fécond au cœur de sa nostalgie et beaucoup d'amertume dans son sucre candi.

L'Italie qu'il nous montre, de rues trop pleines en gares trop vides, est celle d'aujourd'hui, grise, bruyante, indifférente, indifférenciée, où les monuments ne sont plus que des balises mortes et les laciocles, des illusions d'optique. L'amour ? Nous l'avons tant aimé, mais la jeunesse est un fantôme curieusement absent de l'univers du jeune Tornatore, et c'est

Michèle Morgan qui danse avec Mastroianni la conversation poétique de la mélancolie. La nature ? Parlons-en. Des centaines de cadavres d'oiseaux jonchent à Rome la fontaine de Trevi, celle-là même où Anita Ekberg attendait le *«Marcello»* de la *«Dolce Vita»*. Et sur l'autoroute engorgée, un car altier médite, on lui a pris sa forêt.

Il ne faut pas croire pour autant que *Stanno tutti bene* soit un film morose ou désespéré. Manquant peut-être un peu de cynisme et de sensibilité, mais plein d'épisodes drôles, vifs, pleins d'émotion sur tout et d'images d'une éclatante beauté. Images-hommages parfois à ses pères du cinéma que Tornatore n'a pas encore tués. Comme il s'agit principalement de Scialoja et de Fellini, on ne peut s'en offusquer...

Sans procédés acrobatiques, avec une admirable simplicité, elles défilent dans la mémoire de Matteo, il siffle deux notes entre ses dents, il ferme à peine les yeux, voilà oppressants ou magnifiques des chiens obéissants. Voilà les adultes qui ont à nouveau dix ans, et ce rêve récurrent, ce cauchemar d'anthologie où soudain, sur la plage idyllique des vacances estivales, les enfants rieurs sont arrachés du sable blond par une méduse gigantesque, mongolofère fumée, noire comme le regret.

Matteo, c'est Marcello Mastroianni - vieillit de dix ans, - déconcertant dans les premières minutes avec ses lunettes hublots, son air un peu démonstratif à la *«Gepetto»* de *Pinocchio*. Mais bientôt il dompte son personnage, il l'habille, il l'habite, il nous entraîne irrésistiblement dans le sillage de ce vagabond de la tendresse, il l'aime et nous l'aimons avec lui.

MICHEL BRAUDEAU

DANIEL HEYMANN

« Ju Dou », de Zhang Yimou et Yang Fengliang

Les amants maudits

Une implacable tragédie dans un monde de fantômes.

On a beau arriver en fin de parcours : une coproduction sino-japonaise attire, forcément, la curiosité. Etrange film, réalisé par deux cinéastes, bien indiqués au générique, mais dont seul est crédité, sur la brochure de presse, Zhang Yimou, auteur du *Sorjio Rouge*.

En Chine, au cours des années 20, dans un village de montagne, un vieil et riche teinturier qui veut s'assurer une descendance mâle achète, pour troisième épouse, une jeune paysanne qu'il bat et accable de sévices sexuels. Il est impuissant. La jeune femme, Ju Dou, est prise en pitié par Tian-king, le neveu de son mari, qui travaille comme une bête et vit au foyer. Elle devient sa maîtresse.

L'enfant qui naît au vieillard est le fruit de l'adultère et, après que l'encombrant mari eut été frappé d'une paralysie des membres inférieurs, Ju Dou voudrait bien se débarrasser de lui. Commence, alors, entre les amants et le teinturier, une guerre hallucinante dont, un moment, l'enfant risque de faire les frais. Mais, en grandis-

sant, c'est lui qui devient l'instrument du châtiment des amants maudits, comme si le teinturier mort, accidentellement, entre temps, par sa faute, s'était réincarné en lui.

A vrai dire, on ne cherche pas d'explications. Ce village chinois et ces personnages semblent surgir d'un monde de légendes et de fantômes. Le contexte social est tout juste indiqué. Les toits de tuiles des maisons forment, pour ponctuer le récit, une sorte de paysage entre ciel et terre, au milieu duquel les longues pièces de tissus jaunes et rouges de la teinturerie, pendant sur des perches, représentent les orillames d'une implacable tragédie en lieu clos.

Les thèmes du feu (les incendies) et de l'eau (les cuves aux eaux teintées) reviennent d'une manière obsessionnelle : les cadavres, rigoureux, enferment le couple dans son amour condamné, dans la fatalité d'un destin dont on ne sait s'il est dirigé par les dieux ou les hommes. Cette mise en scène, qui transforme les interprètes en « signes », est fascinante.

JACQUES SICLIER

Du sang, de la musique et des rires. Cocktail explosif de l'auteur de *Blue Velvet*.

Deux allumettes qui s'embrasent en gros plan - quatre mètres de haut sur l'écran - dans un bruit énorme, un mur de flammes dès le générique, c'est la couleur imposée par David Lynch à son nouveau film *Sailor et Lula* : l'or de la fournaise. A Cape Fear, un jeune homme de vingt-trois ans, Sailor (Nicolas Cage), de sortie avec une grande blonde, Lula (Laura Dern), échappe au couteau d'un tueur dépeché par la mère de Lula, une atroce mégère convulsée de haine, Marietta (Diane Ladd). Aussitôt, Sailor entreprend d'écabouiller le crâne de son agresseur contre le mur (bruit croustillant des vertèbres et des os, amplifié jusqu'à la nausée) et le laisse dans une vaste mare de sang. Ce n'est qu'un hors-d'œuvre.

Il part en prison et l'on comprend que si Marietta désapprouve à ce point la liaison de Lula, c'est que le jeune Sailor non seulement a refusé les avances qu'elle (maman) lui a faites dans les toilettes, mais qu'il a été plus ou

« Sailor et Lula », de David Lynch

Cœur sauvage

moins témoin de l'incendie où le mari de la dame a trouvé la mort en s'arrosant d'essence et en craquant deux de ces terribles et obsédantes allumettes.

Elle dispose de deux tueurs efficaces qu'elle lance sur la piste de Sailor dès sa sortie de prison. Pendant sa longue fuite, Sailor est vêtu d'une veste en peau de serpent et Lula de haillons chics et vite soulevés. Ils sont à peine moins bizarres que les phénomènes qu'ils rencontrent partout, tueurs psychopathes, monstres en tout genre, hystériques meurtriers. Le plus sympathique de la clique est sans doute Bobby Peru (William Dafoe, en pleine forme), inquiet d'être dérangé aux dents liées. Sa maîtresse (Isabella Rossellini), coiffée d'une perruque jaune de travers, n'est pas mal non plus.

Comme toujours chez Lynch, on est dans une ambiance de terreur imminente et de grande beauté. Tout est vu comme par un œil halluciné, en très gros plan - cendriers, téléphone, mouchoirs sur la moquette - avec une extrême précision démesurée, envahissante. L'intrigue est parfois un peu lente, pour ce qu'on peut en juger puis-

que Lynch a coupé vingt minutes « choquantes » pour ses concitoyens.

Mais s'il risque de déconcerter quelques spectateurs, c'est par l'humour particulier qu'il introduit dans l'épouvante jusqu'au « happy end » musical et incroyable. Le caissier de la banque, après le hold-up pétaradant, cherche sa main arrachée par une balle. En vain : c'est un chien qui la tient dans sa gueule et court avec sa part de butin. Quant à la mort de Bobby Peru, on vous en laisse la surprise délicate. Passé maître dans une esthétique du malaise très efficace et élégante, Lynch ne donne pas un chef-d'œuvre, mais le plus beau, le plus violent et séduisant clip du festival.

MICHEL BRAUDEAU

(Publicité)

LISTE DES CENTRES REGIONAUX AIRWELL

- Départements (73 - 78 - 91 - 92 - 93 - 94 - 95)
L'AIR CONDITIONNE ENTREPRISES
BP 236
78052 SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES
Tél : (1) 30 45 78 00
- Départements (64 - 65)
AMMANN
59, Avenue du 18ème R.I.
64000 PAU Tél : 59 32 61 90
- Départements (14 - 27 - 50 - 61 - 76)
AUFRAY
45, Rue Gustave Nicolle - BP 441
26057 LE VAYRE CEDEX
Tél : 33 26 64 18
- Départements (10 - 26 - 45 - 77 - 89)
BAUDRY - Avenue de Senigalia
(Route de Lyon - RN 6) - BP 72
89102 SENS CEDEX
Tél : 86 95 31 31
- Départements (37 - 41 - 79 - 86)
BOULAY
6, Rue Augustin Fresnel - ZI N° 1
37170 CHAMBRAY LES TOURS
Tél : 47 48 10 11
- Départements (22 - 29 - 35 - 56)
CLIMADIF
5, Rue du Commandant Testé
56000 LORIENT
Tél : 97 21 63 69
- Départements (16 - 17 - 24 - 33 - 40)
DE LATOUR
195, Cours Victor Hugo BP 52
33322 BEGLES CEDEX
Tél : 56 85 92 81
- Département (46)
DE LATOUR
La Beyne 46000 CAHORS
Tél : 65 22 35 00
- Département (47)
DE LATOUR
Rue du Midi ZAC AGEN SUD BP 74
47000 AGEN
Tél : 53 68 08 88
- Départements (11 - 30 - 34 - 66)
DIMACLIM
ZI Mas d'Astres - CD 132
34000 MONTPELLIER
Tél : 67 42 90 10
- Départements (38 - 73)
DIMATEC - ZAC du Rondou
BP 271 38433 ECHIROLLES
Tél : 76 40 57 58
- Départements (21 - 25 - 39 - 52 - 70)
DIMATEC
ZAC de Valentin BP 3027
25045 BESANCON CEDEX
Tél : 81 88 37 49
- Département (74)
DIMATEC - 1, Rue des Benjamins
74000 CRAN-GEVRIER
Tél : 50 67 48 26
- Départements (07 - 26)
DIMATEC 17, Rue Lesdiguières
26000 VALENCE
Tél : 75 43 61 37
- Départements (01 - 42 - 69 - 71)
DIMATEC
42, Avenue Karl Marx ZA Est
69100 VAULX EN VELIN
Tél : 78 80 52 66
- Départements (54 - 58)
DUPONT - EST (Dpt CLIMER)
78, Rue André Fouchard BP 10
54320 MAXEVILLE-NANCY
Tél : 83 30 28 28
- Départements (08 - 51)
EQUINOXE
17, Rue Denis Papin 51100 REIMS
Tél : 26 02 02 00
- Départements (2A - 2B - 04 - 05 - 13 - 83 - 84)
FAGES ET MARTIN LAVAL
46, Rue du Berceau
13592 MARSEILLE CEDEX 5
Tél : 91 78 33 55
- Départements (02 - 59 - 60 - 62 - 80)
F.R.T.
850, Avenue de la République BP 212
59704 MARCQ EN BAROEUL CEDEX
Tél : 20 98 79 80
- Départements (03 - 12 - 15 - 18 - 19 - 23 - 36 - 48 - 43 - 58 - 63 - 87)
GOUTEYRON EQUIPEMENT
ZI 27, Route du Centre BP 2 63801
COURMIGNON D'AUVERGNE CEDEX
Tél : 73 84 60 29
- Départements (55 - 57)
MEQUISA (Dpt CLIMER)
16, Rue des Fevres
ZIL METZ BORN 57070 METZ
Tél : 87 74 98 23
- Départements (09 - 31 - 32 - 81 - 82)
MIDEI
27 bis, Allée Maurice Sarraut
BP 3159 31300 TOULOUSE
Tél : 61 42 52 11
- Départements (67 - 68 - 90)
POMPAK (Dpt CLIMER)
1, Rue du Doubs BP 114 Neudorf
67028 STRASBOURG
Tél : 88 79 49 50
- Départements (06 - MC)
SACCA 3, Rue de Roquebittière
06300 NICE
Tél : 93 89 11 00
- Départements (06 - MC)
T.C.A.
Avenue des Maurettes
06270 VILLENEUVE-LOUBET
Tél : 93 20 53 18
- Département (49)
THERMIC ANJOU
5, Rue Terrien-Cocherel
49100 ANGERS
Tél : 41 43 78 12
- Départements (53 - 72)
THERMIC ANJOU
Rue Thomas Edison
72000 LE MANS
Tél : 43 28 30 51
- Départements (44 - 85)
THIBAUD
Rue du Nouveau Bêle
Zi de Carquefou 44700-CARQUEFOU
Tél : 40 30 03 38

AIRWELL
LA VIE EST BELLE



GERARD RONDEAU

Souffle

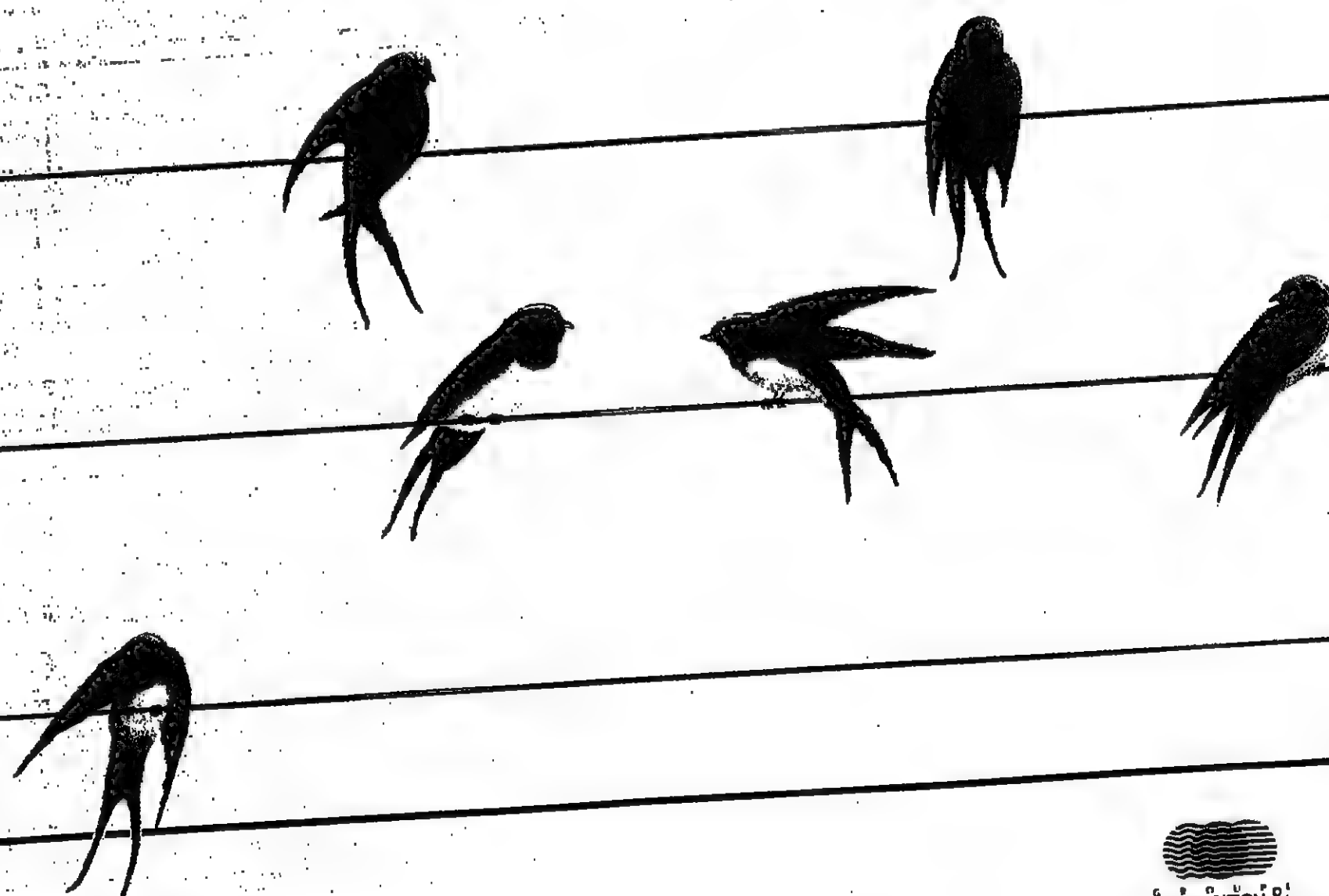
GERARD DEPARDEU, échappé de *Greenard*, le film de Peter Weir qu'il tourne en anglais à New-York, n'est resté que vingt heures sur la Croisette, sans reprendre souffle, ou si peu. Quelques instants seulement, sur une terrasse de palace. On peut imaginer la fin de la journée dans une maison de famille, la Carisaie peut-être. Avec le père, Gérard, la mère, Elisabeth, les enfants, Guillaume et Julie. Et il y a aussi Séverine, une jeune amie. Tout de suite après, c'était la projection en

compétition de *Cyrano de Bergerac*. Sorti depuis deux mois, ayant déjà attiré 600 000 spectateurs à Paris, mais venant avec panache recevoir le sacre de Cannes. Ce fut le grand amour, les notes somptueuses du cinéma et du théâtre. On applaudissait les entrées, les sorties, les tirades, on nait, on pleurant. Dans la salle, beaucoup d'étrangers. Pas besoin de sous-titres. Restant plus Depardieu, c'est une sacrée musique.

D. H.

J. S

Avec la climatisation AIRWELL,
certains rassemblements peuvent battre de l'aile !



A un certain niveau on peut descendre de quelques degrés

Des trucs pareils, c'est à vous ôter le plaisir d'annoncer le printemps ! Avec toute leur publicité, les gens ont compris qu'ils pouvaient retrouver à la maison comme sur leur lieu de travail la performance technologique de la climatisation raffinée des bureaux de PDG ! AIRWELL, la climatisation silencieuse ! AIRWELL la climatisation qui se télécommande comme un poste TV ! AIRWELL, la climatisation de ceux qui (je cite) "à un certain niveau peuvent se permettre de

descendre de quelques degrés" ! Alors, à quoi bon voletter joyeusement pour annoncer aux hommes que le soleil va briller par son absence (parce qu'ils font aussi des climatiseurs réversibles) ou qu'il va faire une chaleur à partir n'importe où au cercle polaire ! Ça n'a plus grand intérêt pour personne ! AIRWELL ! Je ne sais pas s'ils sont les N°1 de la climatisation, mais pour moi, ce sont des gâcheurs de métier ! Oui, avant AIRWELL, c'était le bon temps !



CLIMATISATION & DEVELOPPEMENT
Airwell
LA VIE EST BELLE

L'AIR CONDITIONNEMENT ENTREPRISES S.A.
B.P. 236 - 78052 SAINT-CLément-EN-YVELINES CEDEX
TELEX: AIRWELL 606207 F - TELEPHONE: (1) 30.45.17.27 TELEPHONE: (1) 30.45.78.00

هكذا من الأصل

Cannes 90

Le continent oublié

Brésil, Argentine, Mexique, Venezuela sont absents de Cannes. Victime de la crise, le cinéma d'Amérique latine n'a plus rien à montrer.

Pas un film à la Quinzaine des réalisateurs ni dans la section « Un certain regard » : le Colombien Victor Manuel Gaviria, avec *Rodrigo D-No Futuro*, se retrouve seul à Cannes pour défendre les couleurs de l'Amérique latine. Ce n'est pas par un quelconque caprice des organisateurs : le continent latino-américain n'est pas représenté au Festival parce qu'il n'a rien à montrer. Son cinéma, autrefois soutenu par les différents États, a été la première victime des politiques d'austérité, de la lutte contre l'inflation galopante et la dette extérieure. Les tournages sont interrompus, les réalisateurs et comédiens au chômage, les accords de coproduction avec l'Europe suspendus. Même la France, jadis généreuse à travers le ministère des affaires étrangères, préfère réorienter ses aides vers l'Afrique ou les pays de l'Est.

Dans les sous-sols du Palais des Festivals, le petit stand loué à grand-peine par le Mexique, la Colombie, l'Argentine, le Brésil et le Venezuela, ne paie pas de mine. Les Mexicains présentent bien un catalogue d'une centaine de titres réalisés l'an dernier, mais il s'agit en quasi-totalité de films érotiques ou d'horreur, à petit budget, destinés aux réseaux câblés ou vidéo hispanophones des États-Unis. Le Venezuela espère que des coproductions européennes lui permettront de réaliser sept films cette année, dont trois avec une petite aide de la France. En Argentine, les coupes claires pratiquées dans l'aide publique au cinéma ont « gelé » les quinze productions en cours et la délégation nationale a annulé son voyage à Cannes.

Le Brésil, patrie du « cinema novo », a été le plus sévèrement touché. Le 15 mars, le gouvernement de Fernando Collor de Mello a supprimé le financement du cinéma. Le Conseil national qui percevait les taxes sur les salles et la vidéo, la loi Sarney qui instituait un abri fiscal en faveur des films et du théâtre, ont subi le même sort. La production, qui s'élevait à une centaine de titres par an, s'est pratiquement arrêtée. Le grand producteur Nelson Pereira a tout de même fait le voyage à Cannes pour tenter de sauver une dizaine de projets en cours avec la télévision espagnole et quelques co-productions avec les télévisions françaises.

« Si l'austérité sera catastrophique, non seulement pour le cinéma mais aussi pour le théâtre, donc pour tous les auteurs et acteurs brésiliens. Même les chaînes de télévision commerciales licencient une partie de leur personnel et rempla-

cent la production de fictions par des retransmissions de matchs de football. Je souhaite que le plan du président Collor de Mello réussisse vite, mais je crains que le gouvernement fait une grave erreur lorsqu'il affirme que l'intervention publique en matière culturelle doit se limiter à la conservation du patrimoine et à l'archéologie. Fort heureusement, certaines municipalités, comme celle de São Paulo, songent aujourd'hui à prendre le relais de l'État défectueux. »

Même la présence de Rodrigo D-No Futuro à Cannes tient du miracle. FOCINE, l'organisme public colombien, qui a financé en dix ans une quarantaine de films, ne parvient plus, dans le désordre actuel du pays, à percevoir la taxe de 16 % sur les entrées en salles qui alimente le fonds de soutien à la production. Faute de aides qui devaient lui permettre de couvrir 90 % d'un budget de moins de 2 millions de francs, Victor Manuel Gaviria a mis plus de trois ans à achever son film. « La présence de Rodrigo D-No Futuro en compétition officielle est importante, non seulement pour la Colombie, mais pour tout le cinéma latino-américain », explique José Luis Reyes, directeur de FOCINE. « L'Europe ne doit pas nous oublier parce que la coproduction est notre seule façon de survivre dans la crise actuelle. Au-delà, le cinéma d'Amérique latine devra tirer les leçons de la fragilité du financement public, créer les structures de diffusion nécessaires à un vrai marché commun du cinéma à l'échelle du continent pour amorcer les productions. En novembre 1989, à Caracas, les bases d'un tel accord ont été jetées. Il faut aujourd'hui accélérer sa construction. »

JEAN-FRANÇOIS LACAN

« La télévision est une et indivisible », a déclaré le ministre de la Culture en s'élevant contre une télévision à deux vitesses, l'une commerciale et populaire, l'autre publique et culturelle. M. Lang, qui s'exprimait dimanche en direct de Cannes au cours de l'émission du Grand Jury RTL/Le Monde, a fait part de son « credo » audiovisuel : « Nous devons offrir le meilleur de la création, de l'invention humaine au plus grand nombre. Il ne faut pas « une culture au rabais » mais apporter une culture vivante, à poursuivre le ministre.

Interrogé sur une éventuelle nomination de M^{me} Catherine Tasca à la tête de la Comédie Française, Jack Lang n'a rien voulu répondre : « que les bonnes idées circulent, que des propositions soient faites » a-t-il indiqué de manière sibylline.

PHOTOGRAPHIE

Jeux de nains



Hommes-enfants, bouffons, fous, doubles de E. T., les nains sont porteurs de légendes. Aussi ont-ils suscité l'intérêt de nombreux photographes, d'Arbus à Weegee, en passant par Leslie Krims, Sarah Moon ou Bruce Davidson.

Dès 1646, ils entrent dans l'arène pour participer à des tauromachies comiques, les « Mojigangas ». La tradition se poursuit aux siècles suivants.

Malgré le corps distordu, les membres boudinés, les jambes arquées, certains esthètes considèrent ce type de corrélation comme ce qu'il y a de plus noble dans le genre. Exclues des grandes places de toros, les « Pequenos » — comme ils s'appellent eux-mêmes — ne pratiquent leur art involontairement parodique que dans d'obscures et minables arènes de l'Espagne profonde.

Partis pour la parade, picadors en cheval-jupon et toreros en habit de lumière figurent à la place d'honneur dans l'album *Espagne occulte* de Cristina Garcia Rodero, prix du livre des Rencontres d'Arles 1989.

PATRICK ROEGERS

► *Espagne occulte*, de Cristina Garcia Rodero, textes de Claude Neri et Christian Caujolle, éd. Contrejour, 126 photos, 360 F.

L'Esprit de famille

Après l'érotisme et la guerre, la *Recherche photographique*, la revue d'André Rouillé, consacre sa dernière livraison à la famille. Ce genre majeur, mésestimé, compte des représentants aussi illustres que Bonnard, Larigues ou Zola.

Des calotypes de Victor Regnault, qui prenait pour modèle sa femme et ses enfants, aux portraits de paysans d'Antoine Couderc — un opérateur ambulant — les codes et les coutumes de la vie familiale sont rituellement fixés dès le milieu du XIX^{ème} siècle. Sur un mode privé ou social, en studio ou dans l'intimité du décor familial, on fixe les grandes étapes de la vie (naissance, communion, mariage).

Le cliché de famille, inséparable du contexte historique et technique, entraîne les valeurs de l'organisation sociale. Il est aussi le révélateur silencieux des conflits et des tensions internes que les créateurs actuels documentent sur un mode esthétique ou fictionnel.

La photo de famille est ici l'objet d'études éclairantes et bien ciblées. L'iconographie est remarquable. Enrichi de signatures inattendues (Roche, Henric, Jaccard), ce numéro trouvera sa pleine illustration avec l'exposition consacrée à la famille qui sera présentée à La Villette durant le Mois de la photo.

P. R.

► *La recherche photographique*, numéro 8, 102 pages, 75 F.

MUSIQUES

Unanimité pour un quatuor hongrois

Au quinzième Concours international de quatuors à cordes d'Evian la formation Keller devance les Américains du Curtis

EVIAN

de notre envoyé spécial

Le quinzième Concours international de quatuors à cordes a renoué avec le passé : comme en 1977 (Quatuor Takacs), ce sont des Hongrois qui l'ont emporté (1) : un triomphe net et sans bavure, à l'unanimité, tant au jury de la presse qu'au jury des praticiens qui comprennent, comme alors, le merveilleux Quatuor Bartok.

Le Quatuor Keller a en effet dominé toutes les épreuves par sa magnificence instrumentale, la finesse de son style et la spontanéité de son contact avec la musique. Chaleureux, et transcendant la rude matière sonore, dans le deuxième Quatuor de Bartok, transparent et profond dans le quinzième Quatuor de Beethoven, il a détecté avec un instinct sûr le lyrisme

mystérieux du Quatuor inachevé (et quasi inconnu) d'Ernest Chausson. Le jury de la presse l'avait déjà couronné il y a deux ans : cette fois il n'a laissé que des miettes à ses concurrents.

Très normalement, le Quatuor Borromeo se retrouve dans son sillage : ces quatre élèves (dont deux d'origine asiatique) du Curtis Institute de Philadelphie, récemment réunis, ont déjà une homogénéité et une beauté sonore remarquables ; leurs exécutions restent cependant très conformes à une tradition patinée et sont rarement originales.

A l'inverse, les Tchèques du Quatuor Wallinger laissent un peu à désirer au point de vue instrumental, mais presque toutes leurs interprétations avaient un sel, une invention qui les Keller mis à part manquaient à leurs camarades, ce qui leur valut le

prix Espace-2 de la Radio Suisse romande, décerné par le jury de la presse.

On regrette que le Quatuor Nomos (Allemagne fédérale), un ensemble lourd mais très solide, n'ait pas obtenu au moins une mention. Les quatuors roumains (Transilvan et Serioso) ont encore beaucoup à faire pour atteindre le niveau de leurs voisins hongrois. Exceptionnellement, aucun ensemble français ne participait au concours : il fallait bien souffler après trois ans de succès.

Au terme d'une journée marquée par une finale très éprouvante, la soirée restera celle du *Quintette pour clarinette et cordes* de Mozart, d'un mystérieux dialogue entre le violon étouffé, comme un cœur solitaire, d'Isaac Stern et la clarinette métaphysique, le chant d'oiseau de nuit de

Paul Meyer. Trois musiciens du Curtis, attentifs et respectueux, écoutaient et entraînaient parfois dans la colloque sentimental. Voix intimes dans la douceur du soir où, comme à Prades ou à Marlborough, un maître communiait avec les meilleurs de ses cadets et se réchauffait à leur flamme, selon le souhait de Rostropovitch. Ainsi passe la musique, d'une génération à l'autre.

JACQUES LONCHAMPT

(1) Palmarès : le Quatuor Keller remporte le Grand prix, celui du jury de la presse et les prix spéciaux pour les meilleures interprétations de Mozart et de Chausson (soit tout 240 000 F) ; le Quatuor Borromeo reçoit le deuxième prix et les deux récompenses pour la musique contemporaine (soit 130 000 F) ; Prix Espace-2 (20 000 F) et mention du jury pour le Quatuor Wallinger.

DISQUES

Long tall Dexter

Les enregistrements essentiels du saxophoniste récemment disparu

C'est en décembre 1940 que Dexter Gordon rejoint le big band de Lionel Hampton. Son père vient de mourir. Duke Ellington raconte dans son autobiographie : « J'étais convenu d'un rendez-vous avec mon médecin de Los Angeles, le père de Dexter Gordon, au bar de l'hôtel situé à l'angle de la 41^{ème} rue et de Central, le matin de Noël 1940. Un ami se présenta à l'heure dite pour m'apprendre que le docteur ne pouvait pas venir car il venait de mourir d'une crise cardiaque. » Lors de son premier passage à New-York, Dexter Gordon ne se mêle pas de jouer. Il ne se sent pas sûr. Mais quelques années plus tard, il devient la coqueluche de la 52^{ème} rue, élégant, drôle, si fin du haut de son petit quatre-vingt-quinze, « en dépit, comme les critiques de l'époque, du vice auquel il a commencé de s'adonner » (entendez les finesstes poudres de perlimpinpin).

Elève de Lloyd Reese comme Mingus, Dexter Gordon fut l'un des premiers musiciens de jazz à travailler l'harmonie en profondeur. On ne s'étonne donc pas qu'il ait amorcé le virage du jazz vers sa modernité, en gros qu'il ait assuré le passage du lyrisme rageur d'Illinois Jacquet, son voisin de pupitre chez Lionel Hampton, à l'effusion indépassable de John Coltrane.

Vogue ressort les différentes prises

qui ont abouti aux tout premiers enregistrements de Dexter Gordon : *Blow Mr Dexter*, *Dexter's Deck*, etc. gravés entre 1945 et 1947 avec le *who's who* du bebop, ce surréalisme du jazz. On peut souvent laisser aux spécialistes les prises d'alternance, celles que le disque définit ne retiennent généralement pas. Ici, elles s'imposent à tous. Elles colorent la musique de nuances, d'émotions et parfois de tempos assez différents pour

se justifier. C'est tout particulièrement le cas dans *Dexter Digs In* et *Long Tall Dexter*.

FRANÇOIS MARMANDE

► Catalogue Vogue : Dexter Gordon, CD 650 117, Charlie Parker : *The Savoy recordings*, 650 107 et 650 108, Fats Navarro : *Fat Girl*, 650 115, Tommy Flanagan : *The Music of Rodgers and Hammerstein*, 650 116, Art Pepper : *Straight life*, 650 108, Stan Getz : *Opus de Bop*, 650 114

Sciences Com

Parce que la communication est un métier

Le 3^{ème} cycle de Sciences Com propose chaque année à 40 étudiants diplômés des Grandes Ecoles et de l'université (niveau minimum) de devenir de véritables professionnels de la communication.

Objectifs : former en 14 mois des généralistes maîtrisant toute la gamme des métiers de la communication : communication d'entreprise, publicité, médias, journalisme, production des programmes.

Des moyens considérables (studios vidéo, son, graphique, photo, mécanique...) 150 intervenants de haut niveau, des séminaires organisés pour les étudiants à Oxford, Berlin et Madrid assurent la qualité et l'originalité d'un enseignement qui mêle étroitement l'acquisition de connaissances et de savoir-faire professionnels.

Concours d'entrée le mardi 25 juin 1990.

Sciences Com

1, rue Diderot - BP 67 - 44009 Nantes Cedex 01 - Tél. 40 35 79 80 - Fax 40 47 91 85

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, M^{me} Geneviève Beuve-Méry, M. André Fontaine, gérant.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composez 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél. MONDPUB 206 136 F

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE, 75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 49-60-30-00
Télécopieur : (1) 49-60-30-10

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-22-20-20

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0393-2037

ABONNEMENTS

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 49-60-30-90

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	504 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
1 an	1 300 F	1 380 F	1 800 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, RENVoyer CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

SERVICE À DOMICILE : Pour tous renseignements : (1) 49-60-34-70

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____ Code postal : _____

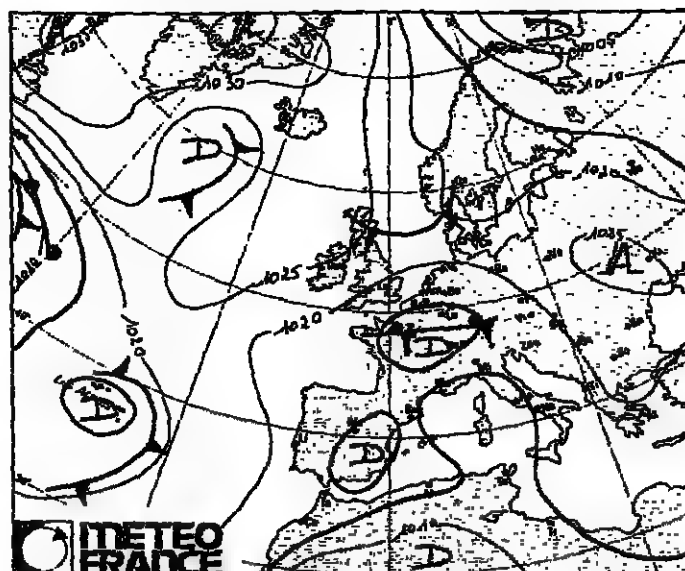
Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

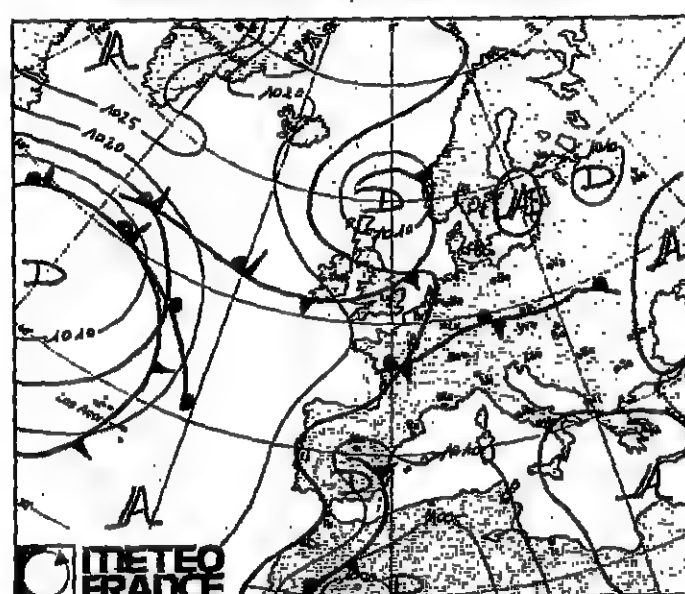
AGENDA

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 20 MAI 1990 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 22 MAI 1990 A 12 HEURES TU



Evolution probable du temps en France entre le lundi 21 mai à 0 heure et le mardi 22 mai à 24 heures :

Le temps sera très médiocre sur l'ensemble de la France, avec de la pluie au Nord et des orages plutôt au Sud.

Mardi : temps médiocre sur la majeure partie du pays.

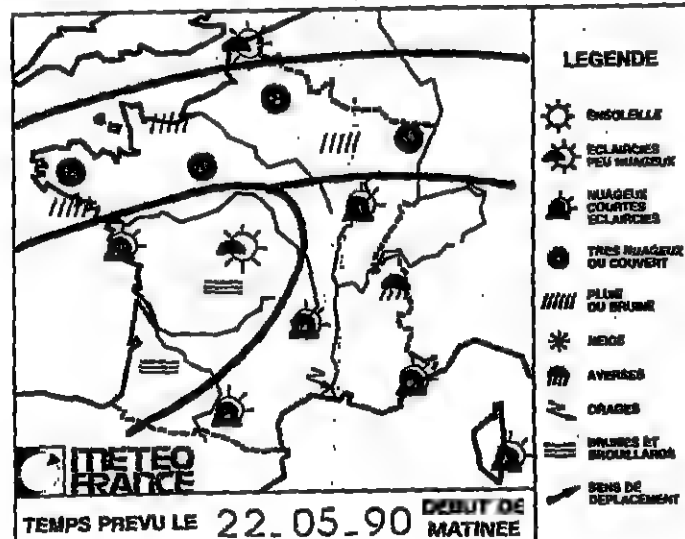
Le matin, sur les régions situées au nord d'une ligne Nantes-Colmar, le ciel sera couvert avec des ondées. Au sud de cette ligne, des orages isolés éclateront pendant la nuit. Sur les régions du Sud-Ouest, il y aura des éclaircies mais le temps sera bruyant. De la Franche-Comté aux Alpes, des averse résiduelles seront possibles.

En cours de journée, des orages éclateront au sud d'une ligne Cognac-Strasbourg, ils seront isolés sur le Sud-Ouest, nombreux et parfois violents sur les Vosges, le Jura et les Alpes. Des pays de la Loire à la Champagne-Ardenne, le ciel sera couvert avec de la pluie.

Sur les régions plus au nord, Bretagne, Normandie, Picardie et Nord-Pas-de-Calais, le ciel sera peu nuageux et le soleil se montrera.

Les températures minimales seront plutôt homogènes de 12 à 14 degrés, localement 18 degrés en Corse.

Les températures maximales iront de 18 à 22 degrés sur la moitié nord et de 23 à 26 degrés sur la moitié Sud.



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observé

Valeurs horaires relevées entre le 18-05-90 à 6 heures TU et le 19-05-1990 à 6 heures TU

le 18-05-90 à 6 heures TU et le 19-05-1990 à 6 heures TU											
FRANCE				ÉTRANGER				LOS ANGELES			
ALACCO	27	16	D	TOUR	23	13	B	LUXEMBOURG	19	13	D
BOURGES	20	10	P	TOULOUSE	31	25	N	MADRID	24	13	D
BREIST	18	11	P	POINTE-A-PITRE	31	25	N	MARRAKECH	30	15	D
CEN	22	13	P					MEXICO	26	15	B
CLERMONT-F.	17	12	P	ALGER	24	16	N	MONTREAL	12	4	P
DIJON	14	10	C	AMSTERDAM	23	8	N	MOSCOW	10	3	C
GRENOBLE	15	15	C	ATHENS	20	18	C	NARONI	21	12	A
LIJON	17	14	P	BANGKOK	34	27	D	NEW-YORK	24	16	A
LYON	15	14	N	BARCELONE	34	27	D	OSLO	27	17	D
NANTES	17	13	C	BELGRADE	21	9	D	PALM-DE-MAL	24	14	C
NICE	23	18	N	BERLIN	19	6	D	PARIS	27	17	D
PARIS-MONT.	17	13	C	BRUXELLES	24	11	N	RIO-DE-JANEIRO	25	20	D
PERPIGNAN	24	16	P	LE CAIRE				ROME	27	25	C
RENNES	21	13	C	COPENHAGEN	17	5	D	SINGAPOUR	27	25	C
STRASBOURG	22	11	D	DANZA	25	21	D	STOCKHOLM	16	7	N
				DELHI	40	19	D	SYDNEY	17	9	D
				DIJRA	19	29	A	TOKYO	23	18	P
				GENEVE	21	13	B	TUNIS	31	20	P
				HONGKONG	-	-	-	VIENNE	19	12	N
				ISTANBUL	-	-	-	YAROSLAV	23	15	N
				JERUSALEM	23	13	C				
				LISBONNE	22	13	N				
				LONDRES	26	9	D				
A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L
ALACCO	brume	coul. vert	ciel	ciel	nuage	orange	pluie	tempête	tempête	tempête	tempête

* = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : * signalé dans « Le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 21 mai

TF 1
20.35 **Cinéma : Chasse à mort** ■
Film américain de Peter Hunt (1981). Avec Charles Bronson, Lee Marvin, Andrew Stevens.
Les années 30, dans le Grand Nord canadien. Un vieux sergent de la police monte pour-
suit, à contrecoeur, avec ses hommes, un
vieux trappeur qui est intervenu - contre la loi
- dans un combat de chiens. Une longue tra-
que qui serait fastidieuse sans ses deux
acteurs mythiques.
22.20 **Documentaire : Révolte d'écote**
De Michel Winock et Patrick Jaudy.
23.15 **Magazine : Minuit sport.**
23.45 **C'est à Cannes.**
23.55 **Journal, Météo et Bourse.**
0.15 **Série : Drôles d'histoires.**
1.10 **TF 1 nuit.**

A 2
20.00 **Journal et Météo.**
20.40 **Variétés : Coupe de cœur.**
Avec Alain Chamfort, Maria Pacôme, Char-
lotte de Turckheim, Félix Gray et Didier Bar-
belvien, Les Vampes, Kim Wilde, Les danseurs
de l'Opéra de Paris, Jo Lesmaux, La Titi,
Popo, Julien Clerc, Les balles de Mlle Frye,
Cununa Carpiator, ballet roumain.
22.15 **Magazine :**
Qu'avez-vous fait de vos 20 ans ?
23.15 **Informations : 24 heures sur la 2.**
23.30 **Météo.**
23.35 **Magazine : Du côté de chez Fred.**
Sylvie Vartan.

FR 3
20.35 **Cinéma :**
Une belle fille comme moi ■■
Film français de François Truffaut (1972).
Avec Bernadette Lafont, Philippe Léonard,
Claude Brasseur.
Une jeune sociologue recueillie, en prison, les
confidences d'une femme accusée de meur-

tre, et qui est fort dangereuse pour les
hommes. D'après un roman série noire de
Henry Farrell, une comédie bouffonne forte et
filée pour Bernadette Lafont, Agnès Baret,
roule, dévouée de destin, la belle fille folle
qui entraîne des comédiens très divers dans
son tourbillon.
22.20 **Journal et Météo.**
22.45 **Magazine : Tempêtes.**
En direct de Cannes.
23.35 **Magazine : Océaniques.**
0.30 **Musique : Carnet de notes.**

CANAL PLUS
20.30 **Cinéma : Baby boom** ■
Film américain de Charles Shyer (1987). Avec
Diane Kason, Harold Ramis, Sam Wanamaker.
22.15 **Flash d'informations.**
22.25 **Sport : Golf.**
Le Belgian Open ; Le Super Stén Games.
23.25 **Sport : Basket professionnel américain.**
0.25 **Cinéma : Fureur sur le Bosphore** □
Film franco-espagnol de Terence Hatcher
(1986). Avec Ken Clark, Philippe Her-
bert, Fabienne Dail.

LA 5
20.30 **Drôles d'histoires.**
20.40 **Téléfilm :**
Uniformes et porte-jarretelles.
D'Andrew Sugerman, avec Walter Goff,
Anni Dussangery.
22.30 **Série : Vendredi 13.**
23.20 **Magazine : Arrêt sur image.**
0.00 **Journal de minuit.**

M 6
20.35 **Cinéma : l'Année des méduses** □
Film français de Christopher Frank (1984).
Avec Valérie Kaprisky, Bernard Giraudeau,
Caroline Cellier.
Sur une plage de la Côte d'Azur, dont les

bords grouillent de méduses, une jeune fille
cherche à cacher le seul roman qui lui
réserve, et qui préfère sa mère. Des océans
mondains, un univers romanesque tournant à
vite.

22.25 **Feuilleton : Splendeurs**
et misères des courtoisiers.
De Maurice Cazeneuve, d'après Balzac, avec
Georges Géret, Corinne La Poulain
(1^{er} épisode).
0.00 **Six minutes d'informations.**
0.05 **Informations : Dazibao.**

LA SEPT
20.20 **Court métrage : Camille ou la comédie**
catastrophique. De Claude Miller.
20.55 **Comme instantané.**
21.00 **Cinéma : Perceval le Gallois** ■■
Film français d'Eric Rohmer (1979). Avec
Fabrice Luchini, André Dussolier, Pascale
Ogier.
23.15 **Messages télévisés de l'Ouest à l'Est.**

FRANCE-CULTURE
20.30 **Le grand débat. Quel avenir pour une**
société francophone en Amérique du Nord ?
(1^{re} partie).
21.30 **Dramatique. Dieu merci ! on ne meurt**
qu'une fois, de Monique Enckel.
22.40 **Coda d'amour.**
0.05 **Du jour au lendemain.**
0.50 **Musique : Coda. Le rock en RDA.**

FRANCE-MUSIQUE
20.30 **Renseignements sur Apollon. Concert**
(en direct de Rome). Concerto pour violon et
orchestre n° 1 en ré majeur opus 6, de Paga-
mini ; Chout, ballet opus 21 (suite), de Proko-
fiiev, par l'Orchestre symphonique de la RAI de
Rome, dir. Gabriel Ferro ; sol : Vaskov Vassil-
ev, violon. A 23.07, Misa Solenne, de Bee-
thoven.
0.30 **Textes et prétextes. Luigi Dallapiccola.**

Mardi 22 mai

TF 1
15.15 **Série : Tribunal.**
15.45 **Variétés : La chance aux chansons.**
18.15 **Série : Vivement lundi.**
18.40 **Club Dorothée. Caroline.**
17.00 **Série : 21 Jump Street.**
17.50 **Série : Hawaii, police d'Etat.**
18.45 **Avies de recherche.**
18.55 **Feuilleton : Santa-Barbara.**
19.20 **Jeu : La roue de la fortune.**
19.50 **La bêtise show.**
20.00 **Journal, Météo et Tapis vert.**
20.35 **Cinéma :**
Plus beau que moi tu meurs □
Film franco-tunisien de Philippe Clair
(1982). Avec Aldo Maccione, Philippe Clair,
Raymond Pellegrin.
Un curé à un frère jumeau voyou, qui, pour
échapper à la police, s'en va en Tunisie
cher un ami d'enfance. Le curé y vient
aussi, pour surveiller la brève égarée, res-
semblance et quiproquos. Aldo Maccione
multiplie par deux. Une insupportable nuit.

A 2
15.40 **Après-midi show.**
Emission présentée par Thierry Beccaro.
Avec Sylvie Vartan.
17.00 **Jeu : Des chiffres et des lettres.**
D'Armand Jammot, présenté par Laurent
Catalot.
17.25 **Magazine : Giga.**
Les deux font la loi ; Les années collège ;
Histoire d'en parler.
18.30 **Série : L'homme qui tombe à pic.**
19.25 **Jeu : Dessinez, c'est gagné !**
19.52 **Divertissement : Heu-veux II**
20.00 **Journal et Météo.**
20.40 **Cinéma :**
Sous le soleil de Satan ■■
Film français de Maurice Pialat (1987).
Avec Gérard Depardieu, Sandrine Bonnaire,
Maurice Pialat.
Un prêtre médiocre exerce dans un village
du nord de la France. Hanté par la nuit, un
sermon d'été, il s'impose des mortifi-
cations, rencontre Satan, la nuit, sous les
traits d'un maquignon, accable une fille
pêcheuse qui se suicide. Le grandeur ter-
rible du roman de Bernanos passe admi-
rablement dans la mise en scène de Maurice
Pialat. Gérard Depardieu et Sandrine Bon-
naire sont prodigieux en personnages
révoltés, cherchant désespérément la
grâce. Palme d'or du Festival de
Cannes 1987.
22.20 **Cinéma : les Grands Fusils** □
Film franco-italien de Duccio Tessari (1973).

Avec Alain Delon, Richard Conte, Carle Gra-
vina.
0.05 **Informations : 24 heures sur la 2.**
0.20 **Météo.**
0.25 **Magazine : Du côté de chez Fred.**
Le groupe des Six.

FR 3
— De 8.30 à 10.40 Continentales —
14.30 **Magazine : Etre maman aujourd'hui.**
Animé par Caroline Tresca.
15.03 **Feuilleton : Tété-Caroline.**
16.03 **Magazine : Tété-Caroline.**
17.30 **Feuilleton : Tom Sawyer.**
17.55 **Dessin animé : Molérasimo.**
18.03 **Magazine : C'est pas juste.**
Présenté par Vincent Perrot.
18.30 **Jeu : Questions pour un champion.**
Animé par Julien Lepers.
19.00 **Le 19-20 de l'information.**
De 19.10 à 19.30, le journal de la région.
20.05 **Jeu : La classe.**
20.30 **INC.**
20.35 **Magazine : Le marche du siècle.**
Présenté par Jean-Marie Cavada.
Thème : De Nuremberg à Carpentras.
22.15 **Journal et Météo.**
22.45 **Télévision régionale.**

CANAL PLUS
20.30 **Cinéma : les Filous** ■■
Film américain de Barry Levinson (1987).
Avec Richard Dreyfuss, Danny DeVito,
Barbara Hershey.
22.20 **Flash d'informations.**
22.25 **Cinéma :**
la Main droite du diable ■■
Film américain de Costa-Gavras (1988).
Avec Debra Winger, Tom Berenger, John
Heard (v.o.).
0.25 **Cinéma : Marquis** ■■
Film franco-belge de Henri Khonnou
(1988). Avec les voix de François Marthou-
ret, Valérie Kling, Michel Robin.

LA 5
14.30 **Série : Soko, brigade des stup.**
15.25 **Série : Bergerac.**
16.25 **Dessins animés.**
Les triplés ; Charlotte ; Rémi sans famille ;
Les aventures de Claire et Tipoune ; Pol-
lyanna ; Max et compagnie ; Olive et Tom,
champions de foot.
18.50 **Journal images.**
19.00 **Magazine : Reporters.**
19.45 **Journal.**
20.30 **Drôles d'histoires.**
20.40 **Cinéma : Rien ne sert de mourir** ■■

Films chinois (Hongkong) de Ringo Lan
(1988). Avec Sam Hui, Karl Maka, Sylvie
Chang.
22.15 **Série : China beach.**
23.10 **Magazine : Réussites.**
0.00 **Journal de minuit.**

M 6
14.45 **Série : Maîtres et valets.**
17.05 **Camarade lycéen.**
Echange scolaire franco-soviétique
(1^{re} partie).
17.15 **Informations : M 6 info.**
17.25 **Série : L'homme de fer.**
18.15 **Série : L'ami des bêtes.**
18.55 **Série : Aline et Cathy.**
19.25 **Série : La fête à la maison.**
19.54 **Six minutes d'informations.**
20.00 **Série : Cosby show.**
20.35 **Téléfilm :**
On ne joue pas avec le feu.
D'Ivan Nagy, avec Gary Coleman, Cicely
Tyson.

22.10 **Magazine : Ciné 6.**
22.35 **Cinéma : Un parfum d'amour** □
Film italien de Paolo Cavara (1974). Avec
Agostina Belli, Marc Porel, Turi Ferro.
Après un séjour en Angleterre, un jeune
homme rentre dans son petit village de
Sicile. Il scandalise les habitants et, à la
suite d'un quiproquo, est considéré comme
un homosexuel. Comédie drôlesque.
0.15 **Six minutes d'informations.**

LA SEPT
14.30 **Cours d'italien.**
15.00 **Feuilleton : Zastrossi** (4^e épisode). De
David G. Hopkins.
16.00 **Danse : Coppélia. Ballet de Roland Petit.**
17.30 **Documentaire : L'archipel sonore.**
D'André Boucourechliev, J.-P. Burgat.
18.00 **Cinéma : la Maudite Galette** ■■
Film canadien de Denis Arcand (1971).
Avec Lucie Guibault, Marcel Sabourin,
René Caron.
18.40 **Court métrage : Le gros et le maigre.**
De Roman Polanski.
20.00 **Documentaire : France et France (1).**
De Clifford Chanin.
21.00 **Documentaire : Je suis fou, je**
suis sot, je suis méchant (autoportrait
de James Ensor). De Luc de Heusch.
22.00 **Documentaire : Comme cinq larrons**
en foire. De Jacques Robiolles.
22.30 **Magazine : Imagine.**
23.00 **Documentaire : Histoire parallèle. De**
Philippe Grandjeux.

FRANCE-CULTURE
20.30 **Archipel méditerranéen. Dossier : L'aunisme**
et ses interrogations.
21.30 **L'éthique industrielle (rediff.).**
22.40 **Nuits magnétiques. Habiter.**
0.05 **Du jour au lendemain.**
0.50 **Musique : Coda. Le rock en RDA.**

FRANCE-MUSIQUE
20.35 **Concert (donné le 21 mai lors des Ren-
contres musicales d'Evian) : Quatuor à**
cordes n° 4 de Bartok ; Sonate pour violon-
celle et piano n° 1 en mi mineur op. 38, de
Brahms ; quintette pour deux violons, alto
et deux violoncelles en ut majeur op. 163,
D. 956, de Schubert, par le Quatuor Borok
et Alain Mamer, violoncelle, Nicolas Ange-
lich, piano.
22.30 **La galaxie des traditions.**
23.07 **Club d'archives.**

Audience TV du 20 mai 1990

Audience instantanée, France entière 1 point = 202 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDE LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
18 h 22	39,3	14,6	9,2	6,3	2,5	4,0	2,4
19 h 45	44,0	14,7	15,4	4,6	2,8	3,3	2,7
20 h 16	54,6	18,9	14,2	9,9	3,3	4,1	3,7
20 h 55	58,2	18,0	15,3	4,6	4,2	11,7	4,1
22 h 08	58,9	18,0	19,6	4,2	3,1	10,9	4,0
22 h 44	38,2	24,1	2,2	2,6	0,2	5,4	3,8

مكتبة من الأصل

هكذا من الأصل

22 Le Monde • Mardi 22 mai 1990 •••

Rien n'est plus agréable que d'apprécier des scénarios différents,
et de partager le même goût de la mise en scène.



Baston à Bangkok.

Miel et guimauve sur fond de paradis.

Kronenbourg. Brassons nos différences.

SACHEZ CONSOMMER AVEC MODÉRATION.

25-1 Opération surprise à l'usine Renault du Mans
25- Les statuts de la BERD

27 Champs économiques
44 Capital et intérêt

44 Marchés financiers
45 Bourse de Paris

Tandis que l'OCDE souligne les déséquilibres de l'Italie

Confiance en hausse taux en baisse

L'Italie, dont les performances ne sont pas des meilleures si l'on regarde les principaux indicateurs - inflation, déficit public, balance des paiements courants, chômage - a depuis le début de l'année une monnaie forte, trop forte même pour le bon fonctionnement du SME (système monétaire européen). Elle a donc décidé samedi d'abaisser à partir de lundi 21 mai son taux d'escompte officiel de 13,50 % à 12,50 %.

La confiance manifestée par les investisseurs internationaux permet ainsi à Rome, une semaine jour pour jour après la libéralisation totale des mouvements de capitaux, de diminuer la rémunération qu'elle leur offre.

Le choix du moment ne doit rien au hasard. Vendredi, le gouvernement italien a adopté un plan de réduction du déficit budgétaire qui devrait permettre d'équilibrer dépenses et recettes courantes dès 1991, et ensuite de dégager un excédent. Désormais, plus de 90 % du déficit budgétaire italien est constitué par la charge de la dette publique. Un point de taux d'intérêt en moins, c'est d'abord un ballon d'oxygène pour le Trésor italien. Les entreprises aussi en bénéficieraient, mais ce n'est pas l'objectif principal : la machine productive tourne à plein rendement.

L'investissement est fort. Les actionnaires de l'Itali dans le SME ont exercé de discrètes pressions en faveur d'un ajustement de ses taux d'intérêt, les plus hauts d'Europe continentale. En effet, depuis une dizaine de jours, la lire était à son plus bas dans le système monétaire européen, et la Banque d'Italie avait été obligée de la tirer vers le bas en achetant pour 3,3 milliards d'autres devises, tandis que les autres banques centrales vendaient de la lire à tour de bras.

Rome a réussi brillamment les deux épreuves monétaires qu'elle s'est imposées en 1990 : le retour dans la marge étroite de fluctuation par rapport aux autres monnaies du SME, et la levée de tout contrôle des changes. Lundi, la lire restait toujours aussi forte.

S. GH.

INSOLITE

Le boeuf c'est fou !

Une ménagère britannique sur quatre a abandonné, le dimanche 20 mai, la tradition dominicale du rosbif par peur de la maladie dite de « la vache folle ». Un sondage de l'hebdomadaire *Sunday Telegraph* montre que plus de 40 % des personnes interrogées ont considérablement diminué ou totalement arrêté leur consommation de viande de boeuf, inquiètes des développements de l'encéphalopathie spongiforme bovine, maladie qui attaque le système nerveux des animaux, dévore leur cerveau et les rend fous. Treize mille tonnes de bœuf ont déjà été mortellement atteintes en Grande-Bretagne, aucun remède n'ayant encore été trouvé à ce mal.

Les autorités ont assuré que cette encéphalopathie n'était pas transmissible à l'homme, mais la panique s'est propagée chez les commerçants et les importateurs de boeuf, industrie dont le chiffre d'affaires représente quelque 20 milliards de francs. L'idée de perdre un tel débouché les rend nerveux, sinon fous. A la télévision, le ministre britannique de l'Agriculture, M. John Gummer, a encouragé sa fille à manger un hamburger devant les caméras. Elle s'est sacrifiée sans dommage.

Rome adopte un plan d'austérité budgétaire

Le conseil des ministres italien a adopté vendredi 18 mai un plan triennal destiné à ramener le déficit budgétaire à 135 600 milliards de francs (621 milliards de francs) - soit 10,7 % du produit intérieur brut - en 1990 et à équilibrer le budget (hors remboursement de la dette publique) en 1991. Les recettes de l'Etat vont augmenter dès cette année de 5 050 milliards de francs (22,7 milliards de francs) grâce notamment à des taxes sur l'eau, et les dépenses diminuer de 6 700 milliards (30,15 milliards de francs). Dans la foulée, le taux d'escompte a été abaissé d'un point à 12,50 %.

Dans sa dernière étude sur l'Italie, publiée vendredi 18 mai, l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) dresse le bilan de quarante ans de politique italienne pour le Mezzogiorno, le sud de la péninsule. Le constat est accablant. Malgré un transfert massif de ressources de l'Italie septentrionale et centrale vers le Sud, l'écart n'a fait que se creuser. Il y a plus que jamais deux pays en Italie : l'un industrialisé, performant, connaissant le plein emploi ; l'autre moins industrialisé que le Portugal ou la Turquie, avec un taux de chômage global de 20 %, dépassant 55 % chez les jeunes. Et tout cela alors que le pays a consacré 1 % de son produit intérieur brut dans les années 50, puis 2 % et plus jusqu'aux années 70 (l'effort a baissé ces dix dernières années) au rééquilibrage régional.

Une aggravation des comportements d'assistés

L'industrialisation du Sud est un échec, malgré l'obligation légale faite pendant des décennies aux entreprises publiques d'orienter 60 % de leurs investissements vers le Mezzogiorno. « En 1951, écrit l'OCDE, seulement 16 % de la main-d'œuvre industrielle de l'Italie y était employée. Près de quarante ans plus tard, ce chiffre n'a guère changé, et on n'a pas observé non plus d'augmentation importante du poids de l'emploi industriel dans la région. »

L'erreur des gouvernements italiens successifs a sans doute été, selon l'OCDE, d'avoir cherché à équilibrer les revenus plutôt que la

productivité. « La décision prise à la fin des années 60 de supprimer les disparités des taux de salaires entre les régions, malgré d'importants écarts de productivité, a vraisemblablement réduit la souplesse du marché du travail et contribué à accroître le chômage dans le Sud et, par conséquent, entraîné une baisse de la production. »

Le Mezzogiorno a pâti au premier chef des efforts de réduction du déficit budgétaire (c'est encore le cas avec les mesures adoptées le 18 mai), qui ont entraîné une baisse des dépenses d'infrastructures. Pour compenser, le gouvernement a augmenté les transferts (par exemple en distribuant sans compter les pensions d'invalidité) et a créé davantage de postes de fonctionnaires au Sud, avec pour résultat d'aggraver les comportements d'assistés. L'OCDE note également que la dépréciation continue de la lire a désavantagé les industries du Sud, plus dépendantes des importations que celles du Nord et moins fortement exportatrices.

L'étude relève toutefois quelques résultats positifs : les écarts sociaux tels qu'ils apparaissent à travers les taux de mortalité infantile, l'espérance de vie, l'alphabétisation, ainsi que les modes de consommation, se sont beaucoup réduits. En outre, la division grossière entre Nord et Sud s'efface des dynamismes régionaux remarquables : les Abruzzes, la Molise, les Pouilles ont connu un développement industriel comparable à celui de régions du Centre-Nord comme l'Ombrie ou les Marches.

Le sous-développement le plus grave toucherait donc surtout la façade méditerranéenne du Sud et les îles. « A ce propos on peut regretter - tout en la comprenant - la discrétion de l'OCDE en ce qui concerne un phénomène explicatif essentiel de l'échec du développement de ces régions : la présence de la mafia (Mafia sicilienne, Camorra apulienne, N'Drangheta calabraise), qui a détourné à son profit une part qu'on peut supposer importante des fonds versés au Mezzogiorno. »

L'OCDE - en pointillé - reconnaît les risques de détournement et de corruption en proposant que les incitations à l'investissement au Sud prennent la forme la plus « automatique » possible, en privilégiant l'aide aux moyens de production (réduction de charges sociales ou d'impôts) plutôt que les subventions directes et les transferts.

SOPHIE GHERARDI

Les entreprises publiques et l'Europe

Un conflit de fond s'ouvre entre la France et la Commission de la Communauté européenne. Il porte sur Renault mais concerne tout le secteur public dans son ensemble, dont l'existence devient de plus en plus difficile. En théorie, les textes européens sont « neutres » vis-à-vis de la propriété publique ou privée des entreprises, mais dans la pratique la Commission en fait une lecture libérale et elle a du mal, en particulier, à admettre l'économie mixte française que soutient M. Mitterrand. Le débat entre les Douze, écarté jusqu'ici, s'impose.

Le commissaire européen à la concurrence, Sir Leon Brittan,

Nombreux sont ceux qui s'interrogent en France sur les réelles motivations de Sir Leon dans « son acharnement contre une société nationalisée française », comme le dit un conseiller ministériel. Vent-il utiliser ce dossier pour assoir son pouvoir au sein de la bureaucratie bruxelloise et parmi ses pairs ? Sachant qu'il aura ensuite à se prononcer sur les aides versées lors de la privatisation de Rover, Sir Leon essaie-t-il de prouver sa fermeté ? Désire-t-il même, comme certains l'en soupçonnent, renforcer son image de pur et dur libéral pour se placer dans la succession de M^{me} Thatcher chez les Tories ?

En tout cas, le dossier Renault reste un symbole, n'en déplaise à

l'entreprise qui estime avoir déjà trop souffert dans le passé de cette charge politique. Un symbole dans toute l'Europe, où l'on suit l'évolution du conflit avec beaucoup d'intérêt, nourri parfois d'arrière-pensées. Renault affaibli... Un symbole à Bruxelles, où cette affaire pourrait faire jurisprudence en ce qui concerne le pouvoir futur de la Commission sur tous les secteurs publics des Douze. Un symbole en France, où précisément Renault se retrouve en première ligne pour défendre le secteur nationalisé face au comportement des commissaires qui, comme l'explique le même conseiller, « sous couvert de jargonisme technique défendent en fait une idéologie libérale ».

ERIC LE BOUCHER

Lire la suite page 25

La longue histoire des 12 milliards

● 1984/1986 - Pour renflouer Renault, qui a commencé à perdre de l'argent en 1982, l'Etat actionnaire lui verse un total de 8 milliards de francs de dotation en capital.

● Juillet 1987 - Renault n'est pas sur la liste des privatisations du gouvernement Chirac. L'entreprise continue d'accroître les pertes pour un total de 32,7 milliards entre 1982 et 1987, son endettement atteint 55 milliards fin 1986. M. Alain Madelin, ministre de l'Industrie, doit l'aider malgré ses convictions libérales. Aussi annonce-t-il un versement d'argent public, mais ajoute que ce sera le dernier et qu'en échange Renault devra abandonner son statut de régie pour celui d'une société anonyme normale. Riche des sommes tirées des privatisations, M. Balladur, ministre de l'Economie, propose d'effacer des créances de l'Etat sur Renault pour 12 milliards de francs.

● 19 octobre 1987 - Le conseil des ministres approuve le projet de loi modifiant le statut de Renault.

● 17 décembre 1987 - Devant la forte opposition communiste, craignant des grèves et refusant d'engager le débat sur une entreprise nationalisée en 1945 par le général de Gaulle, M. Chirac retire le texte de l'ordre du jour de l'Assemblée.

● janvier/février 1988 - M. Madelin doit répondre à une enquête de la Commission de Bruxelles sur les subventions aux entreprises du secteur automobile. Pour que les sommes versées à Renault qualifiées par lui-même d'« aides d'Etat » soient acceptées, il en fait un tout et promet que les 12 milliards de dettes ne seront annu-

lés que si le statut de régie est abandonné. La ministre cherche à un moyen d'obtenir le changement statutaire que M. Chirac lui a refusé. Parallèlement et pour prouver que Renault utilise cet argent pour se restructurer, il envoie à Bruxelles le plan d'entreprise de Renault fermement d'usines, investissements, suppressions d'effectifs...

● 25 mars 1988 - La Commission de Bruxelles accepte le « paquet » de M. Madelin. Mais elle précise d'abord que, conformément au traité de Rome, des dotations en capital sont toujours possibles si l'Etat les verse « comme un actionnaire normal ». Ensuite, concernant le statut, elle prend note du projet de gouvernement français de le modifier, mais souligne qu'elle ne l'exige pas. Le traité de Rome est neutre vis-à-vis de la propriété publique ou privée du capital.

● Juin 1988 - M. Roger Fauroux, nouveau ministre de l'Industrie, indique que le changement de statut de Renault n'est plus à l'ordre du jour.

● Décembre 1988 - Sans attendre l'issue d'une nouvelle négociation avec Bruxelles, l'Etat français désendette Renault de 12 milliards de francs.

● Janvier 1989 - Sir Leon Brittan, considéré comme un « thatchérien », remplace M. Surberland à la commission de la concurrence. Il rouvre le dossier Renault.

● 15 novembre 1989 - La Commission estime que Renault n'a pas respecté les « engagements » contenus dans le plan transmis par M. Madelin. Les capacités de production de voitures seraient dû être réduites de 15 %, elles ne l'ont été que de 4 %. Celles de camions de 30 %, elles ne l'ont été que de 9 %.

Toutefois, la Commission, informée que des éléments nouveaux vont venir compléter le dossier, donne trois mois de plus à Renault.

● 22 novembre 1989 - Renault annonce qu'il fera son usine historique de Billancourt d'ici à trois ans. Une usine espagnole située à Valladolid sera également fermée d'ici à 1991.

● 23 février 1990 - Renault et Volvo concluent un vaste accord qui entraîne des prises de participations croisées. Il faut donc non seulement abandonner le statut de régie, mais aussi accorder 25 % du capital au groupe suédois, c'est-à-dire privatiser partiellement l'entreprise.

● fin février 1990 - Un nouveau dossier tenant compte du statut, de l'accord avec Volvo et des fermetures annoncées est envoyé à Sir Leon Brittan.

● 28 avril 1990 - Devant l'hostilité des communistes à l'Assemblée, M. Rocard engage la responsabilité du gouvernement sur le changement de statut de Renault. Le texte est adopté.

● Début mai 1990 - Des informations en provenance de Bruxelles donnent à penser que Sir Leon Brittan s'apprête à demander le remboursement par Renault de 8,4 milliards de francs sur les 12. A Paris, le gouvernement réplique par avance. Le ministre de l'Industrie indique que « le dossier nouveau satisfait aux engagements que le gouvernement français a pris en mars 1988 ». Il ne saurait donc être question d'un franc de remboursement.

Premiers accords sur la cote européenne

La Fédération européenne des Bourses de valeurs (FEBV), réunie à Copenhague les 17 et 18 mai dernier sous la présidence de M. Enrico Fuzzagalli, a avancé dans sa réflexion sur une cote européenne qui devrait voir le jour avant la fin de l'année prochaine. Trois décisions ont été prises par les responsables des places financières concernant la constitution d'une liste unique de titres, l'instauration d'un marché de gros sur valeurs mobilières et la constitution d'une structure technique pour la diffusion de l'information.

S'inspirant de l'idée avancée par M. Régis Rousselet, président de la Société des Bourses françaises, la

Fédération a décidé de constituer une liste de valeurs européennes qui seront cotées sur chacune des douze places de la Communauté. Ce compartiment sera composé des plus grandes valeurs tant en terme de capitalisation boursière que de liquidité. Il devrait regrouper entre 200 et 300 titres.

Les représentants des Bourses de la CEE ont repris une idée défendue par les Britanniques portant sur l'existence d'un marché d'actions en gros destiné aux grands intermédiaires. Une commission étudiera désormais la mise en place d'un tel service.

D. G.

Le promoteur Jean-Claude Aaron rachète les Entrepôts et magasins généraux de Paris

La société Magnant, détenue par un groupe d'investisseurs animé par le promoteur immobilier Jean-Claude Aaron, vient de réussir une OPA amicale sur les Entrepôts et magasins généraux de Paris (EMGP), propriétaires de 77 hectares de terrains, surtout dans le nord de Paris (près du boulevard périphérique et à Saint-Denis, Aubervilliers et Saint-Ouen), pour la somme de 3,2 milliards de francs (4 066 francs l'acquisition). Dans la même zone, Magnant

avait déjà, à la fin du mois de février, pris le contrôle de la Société des chemins de fer industriels de la Plaine Saint-Denis, propriétaire de 8 hectares. La Compagnie du Midi, qui détient 92,18 % des EMGP, a répondu favorablement à cette OPA qui lui permet de réaliser une plus-value de 2,2 milliards de francs net d'impôts, après un gain de 1 milliard sur la vente des entreprises de Gironne, près de Roissy, en décembre 1989.

devrait demander à ses pairs, mardi 22 mai, d'exiger que Renault rembourse à l'Etat français 8,4 milliards de francs. S'appuyant sur le traité de Rome, qui stipule que tout versement d'« aide publique » est interdit, sans restructuration de l'entreprise, il estime que Renault n'a pas réduit suffisamment ses capacités de production et que l'argent de l'Etat français versé fin 1988 sous la forme d'un abandon de créance de 12 milliards de francs a faussé la concurrence dans le secteur européen de l'automobile.

La France a répliqué par avance qu'elle ne demanderait rien à Renault. Sous l'aspect technique, Paris estime en effet disposer d'un dossier inattaquable : les restructurations ont été largement faites comme promis - en témoigne la fermeture annoncée de l'usine symbole de Billancourt, et le statut de régie est en passe d'être abandonné au profit de celui d'une société anonyme normale - M. Rocard ayant même engagé la responsabilité de son gouvernement à ce sujet. Qui sacrifier de plus sur l'autel de la libre concurrence en Europe ?

D'ailleurs, sur le fond, pourquoi demander à Renault de réduire ses capacités de production, alors que la demande a été si soutenue en Europe que tous les constructeurs ont manqué de voitures ? Faut-il que le juridisme européen s'oppose à la logique économique et débouche sur un surcroît d'impor-

CONCOURS ISG 1990

RÉSERVÉS AUX ÉTUDIANTS EN B.T.S., I.U.T., D.E.U.G., MATH SUP/SPÉ, KHAGNE, CES CONCOURS ADAPTÉS À VOTRE CURSUS ET VOTRE NIVEAU D'ÉTUDES, VOUS PERMETTENT D'ACCÉDER À UNE FORMATION À LA GESTION DISPENSÉE DANS LES CENTRES ISG DE PARIS, NEW YORK ET TOKYO.

DATE LIMITE DE DÉPÔT DES DOSSIERS : 2 JUIN 1990.



ISG

UNE PRESENCE MONDIALE

INSTITUT SUPÉRIEUR DE GESTION

123, rue de Longchamp - 75116 Paris
Téléphone : 44 63 40 00 (dix lignes)
Dossier ISG 1990
MONTRE - 34 14 552

هكذا من الأصل

Concession Europe Automobile

RIEN NE RESSEMBLE PLUS À UNE GRANDE BERLINE
QU'UNE AUTRE GRANDE BERLINE.
SAUF L'ALFA.



6 cylindres en V, 184 ch DIN, un couple maxi de 26,4 kg/m à 4 400 tours, injection électronique Motronic, ABS, direction assistée, climatisation automatique, sièges chauffants réglés électriquement, lave-glaces électriques avant et arrière, boîte automatique en option, espace intérieur confortable, jamais troublé par le moindre bruit,

ligne élégante et racée, tous les signes intérieurs de richesse qui "griffent" les grandes berlines : vous avez devant les yeux l'Alfa 164 3.0 V6. La seule grande berline qui ne ressemble à aucune autre berline.

Pour tout savoir : 36 15 Alfa Romeo.

Modèle présenté : 3.0 V6. Garantie : totale 1 an, moteur 2 ans (dans la limite de 100 000 kms), anticorrosion 4 ans. Alfa Romeo financement. Conco. UFAC (T) : 6,31 à 90 km/h - 8,21 à 120 km/h - 9,91 en ville. (TS) : 6,51 à 90 km/h - 8,51 à 120 km/h - 10,1 en ville. (TD) : 5,31 à 90 km/h - 6,51 à 120 km/h - 8,61 en ville. (3.0 V6) : 7,21 à 90 km/h - 9,11 à 120 km/h - 12,81 en ville. Lubrifiant Agip.

164	2.0L Twin Spark	2.0L Turbo	2.5L Turbo Diesel	3.0L V6
Puissance max. DIN ch/kW	148/9600	175/5250	117/4200	184/5600
Vitesse max. km/h (sur circuit)	210	220	200	230
Accélération 0 à 100 km/h (s)	9,2	7,2	10,8	7,9

ALFA 164. L'ESPRIT ALFA.



entreprises
banques
Europe

ÉCONOMIE

SOCIAL

« Professionnaliser » les ouvriers les moins qualifiés

« Opération survie » à l'usine Renault du Mans

Dans le jargon de l'industrie automobile, ils sont devenus des « agents de production » (AP) ou, comme chez Renault, des « opérateurs ». Les mots ont changé, mais la situation, elle, n'a pas guère évolué. En dépit des mutations de ces dernières années, les OS sont restés des OS. Là est bien le problème. Certes, la robotisation ne s'étend que lentement dans les usines, mais dans quelques années, l'automobile ne saura que faire de cette main-d'œuvre non qualifiée. Les techniciens de l'automobile ne prennent plus de précautions de langage pour l'affirmer : bientôt, ceux qui ne savent que reproduire des gestes répétitifs n'auront plus leur place.

LE MANS

de notre envoyé spécial

Chez Renault, 20 000 des 70 000 salariés sont dans cette situation. Pourtant, la Régie considère qu'elle peut « construire l'entreprise de demain avec les hommes d'aujourd'hui ». Pour y parvenir, elle a lancé dans toutes ses usines un « plan de professionnalisation » dans le cadre de « l'accord à vivre » (signé en décembre dernier par tous les syndicats sauf la CGT), dont le coût s'établira à quelque 270 millions de francs sur cinq ans. Objectif : donner aux salariés les moins qualifiés « une bonne partie de la maîtrise » par la lecture et l'écriture « la possibilité d'élargir leurs capacités professionnelles et d'évoluer ». La pari s'annonce difficile. Même s'il n'avance pas de chiffre, M. Raymond Lévy ne vient-il pas de rappeler l'existence de succès chez Renault ?

« L'établissement du Mans (5 500 salariés), qui fournit en éléments mécaniques les usines de montage du groupe, les premières expériences ont commencé. « Ce n'est pas tant la complexité de la tâche qui va évoluer que la capacité de l'opérateur à maîtriser son environnement et à communiquer », assure M. Rachel Lévy, responsable du plan de professionnalisation. « Il faut apprendre pourquoi tel geste apparemment anodin peut être cri-

cial pour la qualité ». Au sein du département 83 (transmissions), le plan de professionnalisation est entré en application. Un premier module doit permettre d'évaluer les potentialités des 550 opérateurs avant de les orienter vers différentes filières. Il ne s'agit ni d'apprendre à lire, écrire ou calculer à ceux qui éprouveraient des difficultés, ni de viser d'emblée une qualification en bonne et due forme. Toutefois, il est demandé à chaque opérateur de se fixer un objectif sous forme de « projet professionnel » sur lequel un agent de maîtrise donne son avis.

« Ils sont allés

Dans le cadre de cette première évaluation (étalée sur trois jours, dont un sur le poste de travail), les ouvriers du département 83 ont été confrontés à diverses situations. Il leur a fallu utiliser un comparateur pour régler les cotes, établir un croquis ou remplir un formulaire de contrôle. Des actes apparemment simples, mais qu'environ un opérateur sur cinq éprouve de sérieuses difficultés à réaliser. « Ils sont allés à la pêche », c'est-à-dire qu'ils ont dû aller chercher l'information qui leur manquait auprès des agents de maîtrise, explique M. Michel Durand, chef d'atelier. Certains doutaient des capacités de leur encadrement. Ils ont peut-être changé d'avis. D'autres se sont rendu compte que l'on pouvait communiquer. Nous tentons d'établir une nouvelle relation de confiance. » Pour M. Lévy, opérateurs et agents de maîtrise doivent modifier leur représentation qu'ils ont les uns des autres. La hiérarchie a trop tendance à distinguer les « bons » et les « mauvais ». Il s'agit de la convaincre que les opérateurs ont davantage de responsabilités et qu'ils ont tous un potentiel d'évolution.

M. Joël Lebocher, trente-trois ans, ne jubile pas. Mais il est satisfait. « C'est vrai, mon travail est déjà un peu plus intéressant », dit-il. On a essayé de poser des questions. En cas d'urgence, le travail doit être réglé rapidement. Maintenant, je peux lire un comparateur pour évaluer les pièces dont je contrôle moi-même la qualité. » Il fait en effet partie des cent opérateurs dont l'atelier, en cours de modernisation, ne dispose plus de contrôleur de qualité en bout de chaîne. A ses côtés, un de ses colla-

gues s'en félicite, même si « le revers de la médaille, ce sont ces formulaires qu'il faut remplir ».

Pour amener les AP à rédiger ces documents, il a fallu bien souvent leur redonner des bases d'arithmétique, mais, fondée sur le volontariat, cette opération de professionnalisation, qui, au Mans, concerne potentiellement quelque 2 000 personnes, n'est refusée que par 5 % environ des intéressés. « Il faut éviter de trop faire de formation en dehors du poste de travail car beaucoup ont un très mauvais souvenir de l'école, qui rime avec échec », insiste M. Paul Le Gall, chef du département 83. En dépit de l'hostilité de son syndicat à l'égard d'entreprise, un délégué CGT admet qu'il est en cours « une opération de survie qu'il aurait fallu engager plus tôt ». Sa principale objection concerne le fait que « l'on demande de faire plus et mieux sans prévoir de contrepartie salariale ».

Lancée depuis cinq mois, cette opération est encore difficile à apprécier. Au Mans, certains chefs d'atelier assurent pourtant observer moins d'accidents du travail et discernent les signes d'une plus grande motivation. Il est vrai que, si la moyenne d'âge élevée (quarante-trois ans) de l'établissement sarthois constitue un handicap, la quasi-absence de travailleurs immigrés rend les choses moins complexes, reconnaît M. Lévy. Mais, ajoute-t-il aussi, « nous avons eu des surprises avec certains immigrés de Flins parlant à peine le français qui ont très rapidement appris à établir des courbes et des histogrammes pour régler les bordereaux de contrôle ».

Pourtant, il serait illusoire de croire que la professionnalisation peut garantir l'emploi de tous ceux qui y participent. A la direction de Renault, on admet qu'elle ne pourra empêcher le recours à la « mobilité externe ». « Tout dépendra des résultats que nous obtiendrons mais aussi de l'évolution du marché. Au moins ceux qui nous quitteront disposeront-ils sans doute d'outils supplémentaires pour retrouver un emploi », estime un responsable de la formation.

JEAN-MICHEL NORMAND

Les entreprises publiques et l'Europe

Suite de la page 23

« Dans cette affaire, indique M. Lévy, le patron de Renault, on cherche manifestement à faire loucher le genou au gouvernement français sur les entreprises publiques ».

Or le dossier Renault intervient au moment où, dans les rangs socialistes, la conviction se forge qu'on a décidément trop cédé à l'Europe libérale et qu'il est temps de commencer à défendre une Europe plus favorable à l'économie mixte. « Les entreprises publiques ne doivent pas être les parias de l'Europe », a déclaré récemment devant quelques journalistes M. Jacques Fournier, président du Centre européen de l'entreprise publique (CEEP) et président de la SNCF. Il estime que « le moment est venu de s'exprimer » pour défendre les services publics et, plus avant, pour essayer d'en contraindre à l'échelle de l'Europe. Le CEEP tiendra d'ailleurs les 4, 5 et 6 octobre prochain un colloque à Montpellier sur ce thème. Créé il y a trente ans, il représente à Bruxelles les entreprises publiques. Au même titre que la Confédération européenne des syndicats (CES) les salariés ou que l'UNICE les entreprises privées. Au regret de M. Fournier, il a été jusqu'ici bien trop discret.

De véritables règles de conduite

Il faut éclaircir, dit-il, les rapports avec l'exécutif de la CEE et élaborer de véritables règles de conduite. Les entreprises publiques doivent connaître le cadre où elles peuvent agir pour ne pas se réduire à voir leur terrain se réduire et leur capital se privatiser.

Le Haut Conseil du secteur public avait déjà souligné dans son dernier rapport remis à M. Bérégovoy en novembre der-

nier que le non-dit européen sur la question ne pouvait plus durer. « A l'approche de 1993, il devient plus que jamais indispensable que la mission des entreprises publiques soit à la fois correctement explicitée et stabilisée », notait le rapport. Des questions techniques, d'abord, méritent réponse. Celle par exemple de la forme publique des entreprises publiques, que tous les règlements et directives de Bruxelles ignorent superbement. Privées en quelque sorte de droit, ces entreprises comme EDF en France, l'ENTEL en Italie ou l'Ansaldo en RFA, « risquent d'être mises à l'écart des mouvements de coopération ou de fusion et de se trouver marginalisées ». Celle aussi du statut social de leurs agents.

Mais le phénomène principal reste l'ambiguïté de fond des textes de la construction européenne et donc des interprétations divergentes portées selon que l'on est non favorable au secteur public. L'idée prévaut en particulier à Bruxelles que les entreprises publiques peuvent exister mais qu'elles doivent se comporter « comme des entreprises privées ». Pour se pas « fausser la concurrence », l'Etat se doit aussi d'agir comme un capitaliste privé, notamment en ce qui concerne ses dotations au capital de ses filiales.

Mais, le Haut Conseil le relève : A quoi bon conserver des nationalités si l'Etat ne peut leur assigner aucune finalité publique, comme la participation à une politique économique générale (stabilité des prix, effort d'exportation...), à une recherche d'avancées sociales ou à l'aménagement du territoire. Faute d'en débattre clairement et de fixer une politique à leur égard, « les entreprises publiques se trouveront confrontées à une alternative difficile : ou bien s'accepter que le jeu du marché et se banaliser, ou bien se résoudre à la marginalisation ». En clair, se privatiser ou disparaître.

Renault est à cet égard un exemple test.

ERIC LE BOUCHER

Malgré son opposition à la ligne confédérale

Le secrétaire général de la fédération FO des PTT a été réélu

M. Jacques Marçot a finalement été réélu, samedi 19 mai à Paris, secrétaire général de la fédération Force ouvrière des PTT, à l'issue de débats houleux. Lors de la première journée du congrès, le rapport d'activité de la direction sortante avait pourtant été repoussé à une courte majorité. L'hostilité de M. Marçot à l'égard de la réforme du statut des PTT ayant été jugée trop peu affirmée. Une partie de la fédération lui reprochait également de s'être prononcé en faveur de la modernisation de la grille de la fonction publique, violemment combattue par l'union interprofessionnelle des fonctionnaires FO et par la direction confédérale.

M. Marçot - qui avait soutenu la candidature de M. Claude Piteux contre M. Marc Blondel lors de la succession de M. André Bergeron - a été reconduit par 137 voix sur 207 votants et 50 abstentions. Les congressistes sont parvenus à élaborer une synthèse. M. René Maviel, chef de file des partisans de M. Blondel, n'ayant pu fédérer les opposants.

EN BREF

La gare de Chambéry bloquée par des cheminots en grève. - Le trafic des trains, au départ comme à l'arrivée, est totalement interrompu, en gare de Chambéry (Savoie), le samedi 19 mai en fin d'après-midi.

En grève depuis le lundi 14 mai, les agents de conduite CGT et CFDT ont installé des barrières sur les voies, à la suite de l'échec des négociations engagées avec la direction de la SNCF.

A l'origine du conflit, les organisations syndicales entendent s'opposer au nouveau plan de transport des marchandises, entre Dijon et Modane, vers l'Italie, qui prévoit un trajet direct sans transfert d'agent de conduite à Ambérieu (Ain) ou à Chambéry, comme c'est le cas jusqu'à présent. Outre une aggravation de leurs conditions de travail par un allongement des temps de parcours, les cheminots craignent que cette « interconnexion » des réseaux n'aboutisse, à terme, à la suppression de la région SNCF de Chambéry, dont l'effectif des conducteurs a été sérieusement diminué. - (Corresp.)

REPÈRES

PRODUCTION INDUSTRIELLE
Stabilisation en France...

La production industrielle française s'est stabilisée en avril après le ralentissement constaté en février et mars, note la Banque de France dans sa dernière enquête mensuelle de conjoncture. Mais une reprise modérée de l'activité est attendue d'ici l'été, notamment dans les biens d'équipement professionnels et les industries agro-alimentaires.

Les capacités de production sont toujours aussi sollicitées, note la Banque qui ajoute que les stocks de produits finis sont encore jugés un peu supérieurs à la normale, sauf dans les biens d'équipement professionnels. A l'exception du Royaume-Uni, les marchés étrangers sont toujours aussi demandeurs.

... ou légère progression selon l'INSEE

L'indice mensuel de la production industrielle calculé par l'INSEE sur la base 100 en 1980 est inscrit à 112,7 en mars contre 111,9 en février soit une hausse de 0,7 % en un mois. Par rapport à mars 1989, la hausse est de 2,4 %. Elle est de 3,3 % en un an si l'on ne tient pas compte de l'énergie.

SUBVENTIONS AGRICOLES
62 milliards de dollars à économiser

Selon une étude publiée le dimanche 20 mai par l'OCDE (Organisation pour la coopération économique et le développement), l'élimination des subventions et des protections agricoles offrirait des avantages « considérables » aux Etats, mais les pays en voie de développement importateurs risqueraient d'en subir le contre-coup à court terme.

La libéralisation des échanges agricoles par les vingt-quatre pays de l'OCDE (y compris les Etats-Unis, la Japon et les Douze de la Communauté) aboutirait à des gains nets annuels de 50 milliards de dollars (275 milliards de francs) pour les Etats membres. Les gains seraient de 12 milliards de dollars (88 milliards de francs) pour les pays en voie de développement. La question des subventions agricoles (qui atteignent quelque 200 milliards de dollars par an) sera au centre des discussions de l'assemblée annuelle de l'OCDE, le 30 mai.

HOTEL DU RHONE
GENÈVE
The Leading Hotels of the World.
La meilleure adresse pour vos affaires au cœur de Genève, au bord du Rhône. (Garage)
Tél. 41/22/731 98 31
Fax 41/22/732 45 58

Le Monde
SCIENCES ET MÉDECINE

FINANCES

Les statuts de la banque de l'Est doivent être signés le 29 mai

Présidée par M. Jacques Attali la BERD aura son siège à Londres

Au terme d'une réunion organisée samedi 19 mai à Paris, les quarante-deux membres fondateurs de la BERD (Banque européenne pour la reconstruction et le développement), dont les statuts doivent être officiellement signés le 29 mai à Paris, ont choisi Londres comme siège de l'organisation. M. Jacques Attali, conseiller spécial de M. François Mitterrand, a été désigné président pour quatre ans de la banque. Le double vote confirme l'accord qui avait été passé entre la France, le Royaume-Uni et plusieurs autres pays industrialisés au début du mois, à l'occasion de la réunion du groupe des Six à Washington. L'organisation ainsi créée pour aider les pays d'Europe de l'Est dans leur processus de démocratisation et de transition vers l'économie de marché devrait fonctionner dès le 1^{er} avril 1991.

Le choix du siège de la BERD n'aura pas été aisé. La Communauté européenne, qui détient la majorité du capital de la BERD, tenait à ce que la banque soit située sur le continent, tandis que la France, initiatrice du projet, faisait savoir que Jacques Attali, président de la conférence

constitutive de l'organisation, souhaitait en prendre la tête. Cependant, les Pays-Bas, traditionnellement actifs dans les milieux économiques internationaux, ont poussé jusqu'au dernier moment la candidature de leur ancien ministre des finances, M. Onno Ruding, ainsi que celle de la ville d'Amsterdam.

Sur quarante membres fondateurs participant au scrutin du 19 mai (la Commission européenne et la Banque européenne d'investissement n'ont pas pris part au vote, en raison des dissensions observées au sein de la CEE), 32 ont voté en faveur de Jacques Attali, et 23 ont opté pour la ville de Londres. Bien qu'éloignée géographiquement des pays amnés à bénéficier des concours de la banque, Londres a l'avantage d'être la première place financière d'Europe. Le ministre néerlandais des affaires étrangères, M. Hans van den Broek, a finalement déclaré dimanche soir à la télévision que les Pays-Bas « devaient accepter » le choix des délégations.

INDUSTRIE

Coca-Cola inaugure son usine de Dunkerque

A l'occasion de l'inauguration, le samedi 19 mai, de l'usine Coca-Cola de Dunkerque (Nord), M. Roberto C. Goizueta, le président de la firme, a déclaré : « Il y a cinq ans, nous avons décidé de viser l'Europe et notamment la CEE comme un marché global. Avant la tombée du mur de Berlin nous envoyions déjà 10 millions de caisses de Coca en RDA, depuis nous en envoyons 12 et elles viennent de Dunkerque. » La CEE représente 24 % des ventes de Coca-Cola, qui a produit 8,8 milliards de caisses en 1989.

L'usine de Dunkerque, que les dirigeants du groupe américain

considèrent comme « la plus sophistiquée, la plus grande et la plus moderne du monde », a coûté plus de 300 millions de francs et emploie 200 personnes. Construite dans la zone d'entreprise, ce qui donne droit à une déduction des bénéfices pendant dix ans, sa capacité annuelle de production est d'un milliard de boîtes. Une quatrième ligne de fabrication devrait entrer en service à la fin de 1990. A propos du marché soviétique, M. Goizueta a indiqué que Coca-Cola occupe 2 % du marché des boissons rafraîchissantes, contre 4 % pour Pepsi.

□ Fiat s'implante en Allemagne de l'Est. - Fiat va commercialiser en RDA sa gamme complète de petites cylindres et de camionnettes, aux termes d'un accord de partenariat conclu le vendredi 18 mai entre le constructeur automobile italien et le combinat est-allemand IFA. Fiat a l'intention de créer un réseau de concessionnaires couvrant l'ensemble de la RDA et va former des Allemands

de l'Est afin qu'ils puissent eux-mêmes s'occuper de la vente de véhicules italiens, précise l'agence de presse est-allemande ADN qui a annoncé la nouvelle. Une succursale de Fiat devrait être ouverte à Berlin-Est. Le constructeur estime avoir de bonnes chances sur ce nouveau marché où il vendra ses minibus entre 14 000 et 28 000 Deutschmarks (45 000 à 90 000 francs).

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue la Boétie, 45-63-12-66

MINITEL 36.15 CODE A3T puis OSP

SCP REGNAULT & FLEURY, notaires, 18, rue du Bourg-Neuf, 41100 Vendôme
Tél. 54-77-19-53 - Télécopie : 54-77-00-74
A VENDRE PAR ADJUD. au Châteauneuf, le 31 mai 1990, à 15 heures.
EN 3 LOTS
CHATEAU DE ROCHEUX (Env. de VENDÔME)
42 ma de Paris par TGV - Sans mise à prix - Débit pour enchérir 1 000 000 F.
S'adresser pour renseignements à l'étude.

Vente au palais de justice de Créteil, le JEUDI 7 JUIN 1990, à 9 h 30.
APARTEMENT à IVRY-sur-SEINE (94)
74, rue Mirabeau
au 2^e ét. du B&L A, entrée, cuisine, cabinet de toilette avec douche, placard, salle de séjour, une chambre - une CAVI.
MISE A PRIX : 132 000 F (plus les charges de copropriété arriérées)
S'adr. à M^{me} Evelyn BOCCALINI, avocat à Créteil (94000), tél. 48-98-52-00
SCP BOCCALINI & MASSON, avocats à Paris (SP), 7, rue St-Philippe-de-Roule, tél. 42-56-44-82 - M^{me} CUSMANO-RUNFOLA, avocat à Châteauneuf (94000), tél. 48-52-55-17 - M^{me} MARINE GUILBERT, avocat à Vitry-sur-Seine (94000), 117, av. Paul-Vaillant-Couturier, tél. 46-80-66-00.

SCP CRESPEL, DELORT, JOUAN, LE QUINTEC, notaires, 35000 Rennes
7, r. d'Orléans - ADJ. VOLONT. aux ench. publie. (à la req. du CHR de Rennes), le 25 JUIN 1990, à 14 h 30
à BRUZ (L.-et-V.) au manoir « La Pommellerie »
11 ha 80 a BRUZ et 15 ha de RENNES
PROPRIÉTÉ LIBRE « le manoir de la Pommellerie »
5/2 ha 36 a 90 m (possib. adjointe) parcelle contigüe 4 ha) compr. bdt. principal de caract. 15 pièces princ. (rez-de-cha. 5 P. et chapelle - 1^{er} ét. 7 ch. 2^e ét. 3 ch. - Surt. ext. 434 m². Bdt. en tôle à usage de dépend. de 209 m² - Autre bdt. « le Châlet » de 155 m². Parking, potager, parc arboré, pièce d'eau, petit bois.
Cad. sect. ZK n° 20, 22 à 31. Consigne pour enchérir : 100 000 F.
Prix payables : 10 % le jour de l'adjud. - Le solde dans le délai de 3 mois
Visites et renseignements tél. : 99-29-61-12 - M^{me} DENOUAL.

Vente sur saisie immobilière au palais de justice de Versailles
Mercredi 6 juin 1990 à 9 h 30
MAISON INDIVIDUELLE av. JARDIN
43, rue Auguste-Rodin
à MONTIGNY-le-BRETONNEUX (Yvelines)
Cadastre section AW numéro 148, d'une contenance de 4 a 91 ca (Loud. Bail de 3 ans à compter du 1^{er} juillet 1989)
Mise à prix : 600 000 F
Rep. Cabinet de la SCP COURTAIGNE - FLICHY-TOFANI, avocats à Versailles, 32, avenue de Saint-Cloud - Tél. : 39-50-02-25.

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

EMPRUNT MAI 1990

1 milliard de francs à taux fixe

9,83%
ACTUARIEL

Souscription: 99,12%, soit 4956 F par titre.
Date de jouissance et de règlement: 5 juin 1990.
Remboursement: au pair le 5 juin 2002.
Durée: 12 ans.
Coupon annuel: 9,70%, soit 485 F le 5 juin de chaque année de 1991 à 2002.

Une note d'information trois COB n°90-179 du 15 mai 1990 peut être obtenue sans frais auprès de la CNE et des Etablissements chargés du placement. La Caisse Nationale de l'Energie est chargée du service des titres. B.A.L.O. du 21 mai 1990.

EDF
Direction des Services Financiers
et Juridiques - 2, rue Louis Murat
75008 Paris. Tél. (1) 40 42 22 22

EDF

CNE
Service des Titres
18 bis, rue de Berri,
75008 Paris. Tél. (1) 44 20 60 00

Electricité
de France

Investissez dans un courant porteur



COMPTES CONSOLIDÉS 1989

RESULTAT NET +51 %
RESULTAT PAR ACTION +40,13 F

Le Conseil d'Administration, réuni le 15 mai 1990 sous la présidence de Monsieur Renaud de La Genière, a examiné les comptes consolidés de l'exercice 1989.

Le développement des activités du Groupe amorcé en 1988 avec la prise de contrôle du groupe Société Générale de Belgique s'est poursuivi en 1989 avec celle du groupe d'assurances Victoire/Colonia.

Deux changements importants dans les comptes consolidés de l'exercice 1989 :

- le groupe de la Société Générale de Belgique, après adoption des principes et méthodes comptables du Groupe Suez, a été consolidé par intégration globale. Afin de faciliter les comparaisons, les comptes de l'exercice 1988 ont été retraités pour tenir compte de cette modification de traitement.

- le Groupe Victoire a été consolidé par mise en équivalence jusqu'au 30 septembre 1989, date de sa prise de contrôle puis intégré globalement sur le dernier trimestre de l'exercice.

Les principaux chiffres caractéristiques consolidés de l'exercice 1989 se comparent aux montants retraités de l'exercice 1988 comme suit :

(en milliards de francs)	1989	1988 Retraité	
Total du bilan	724,44	468,48	+ 55 %
Fonds propres (y compris intérêts hors Groupe)	84,76	53,60	+ 58 %
Fonds propres (part Suez)	37,71	29,58	+ 27 %
Résultat net total	9,04	3,19	+ 183 %
Résultat net (part Suez)	4,06	2,68	+ 51 %

Le résultat net consolidé (part Suez) ayant progressé plus vite que le nombre moyen d'actions en circulation qui est passé au cours de l'exercice 1989 de 77 millions à 101 millions (+ 31 %), le résultat net consolidé par action a progressé de 15 %, passant de 35,01 F à 40,13 F.

**GROUPE
DE L'UNION
FINANCIÈRE
DE FRANCE BANQUE**
**FCP OBLI-REVENUS
N° 1 ET N° 2**

La Société de gestion UFIGEST informe les porteurs de parts que le reliquat de distribution après acomptes déjà versés sur exercices clos le 30 mars 1990 sera capitalisé.

Arrondissez
vos fins de mois
avec
Mensualcic

Une des rares Sicav bancaires à distribuer
treize fois par an un revenu pour
compléter votre salaire ou votre retraite.

Adressez-vous à la Banque du Groupe CIC la plus proche
ou envoyez cette annonce et votre carte de visite à
Christine Joffet
BP 207, 75452 Paris Cedex 09,
tél. (1) 42.80.93.20.

GROUPE CIC
Banques CIC. En intelligence avec vous.



1^{er} trimestre 1990. Activité de Valeo : + 18 %

Au cours du premier trimestre 1990, Valeo a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 5,8 milliards de francs, en progression de 18 % par rapport à la même période de l'exercice précédent. La part de l'activité à l'international atteint 54 % contre 47 % en 1989.

Ce résultat, incluant la croissance externe, reflète le développement de l'activité européenne de Valeo, qui compose le rattachement du marché américain et les effets temporaires du plan « Colbor » au Brésil.

Depuis le début de l'année, plusieurs opérations d'activités non stratégiques ont été opérées à la suite des récentes acquisitions. Il s'agit de :

- Cartier Industrie en France, filiale de G. Cartier Systèmes, spécialisée dans l'injection plastique ;
- L'activité instrumentation de la société Delanair devenue Valeo Climate Control Ltd en Grande-Bretagne ;
- Enfin, autre héritage de Delanair récemment cédée, l'activité de moteurs électriques industriels.

Ces trois activités représentent un chiffre d'affaires de l'ordre de 150 millions de francs.

Ainsi, Valeo, l'un des leaders de l'équipement automobile mondial, mène de front sa politique de croissance et de consolidation.

Electro Banque

L'Assemblée Générale, réunie le 16 mai 1990, a approuvé les comptes de l'exercice 1989 qui se sont soldés par un bénéfice net de 59 848 120 F contre 54 761 284 F en 1988 (+ 9,3 %).

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 16 MAI 1990

La dividende net a été fixé à 21 F par action (31,50 F avec l'avoir fiscal) contre 20 F (30 F avec l'avoir fiscal) l'année précédente.

Les actionnaires ont la possibilité d'opter, jusqu'au 6 juin, pour le paiement de leur dividende en actions émises au prix de 312 F.

L'Assemblée Générale a ratifié la nomination comme administrateur de M. Dominique Léger et renouvelé son mandat ainsi que ceux de M. Jean Pierre Brunet et M. René Barbier de la Serre. Elle a également nommé administrateur M. Louis Dixneuf, Directeur Général Adjoint de la Banque.



SOCIÉTÉ FINANCIÈRE IMMOBANQUE

L'Assemblée Générale Ordinaire réunie le 16 Mai 1990 sous la présidence de Monsieur Gérard BILAUD a approuvé les comptes du 20ème exercice social.

Pour cet anniversaire, le Président a souligné l'acquis de 20 ans d'activité :

- un total de bilan de F. 3 milliards,
- un patrimoine de location simple, ainsi qu'un portefeuille dans PARIS intra muros, estimé à F. 1,8 milliard,
- un portefeuille d'opérations de crédit-bail représentant F. 3,5 milliards, une réserve laitière de F. 246 Millions,
- l'appartenance à un groupe financier puissant.

Ces éléments témoignent de la réussite d'IMMOBANQUE et sont le gage de la poursuite de son développement.

Au cours de l'exercice 1989, le montant des engagements nouveaux s'est élevé à F. 807 Millions contre F. 469 Millions en 1988, enregistrant une progression de 72 %.

Le résultat net comptable de l'exercice 1989 s'établit à F. 120,5 Millions contre F. 104,1 Millions en 1988, faisant ressortir une augmentation de 15,3 %.

L'Assemblée Générale a approuvé la mise en paiement à compter du 1er juin 1990 d'un dividende de F. 54 par action contre F. 51,75 versé au titre de l'exercice 1988, en augmentation de 4,34 %.

L'Assemblée Générale Ordinaire a également autorisé le Conseil d'Administration à émettre des bons ou obligations négociables pour un montant de F. 500.000.000.

L'Assemblée Générale Extraordinaire réunie le même jour a pris certaines dispositions statutaires et a décidé d'étendre l'activité de la Société à l'étranger. Elle a également autorisé le Conseil d'Administration à émettre des obligations à bons de souscription d'actions pour un montant maximum de F. 500.000.000.

Le Monde
SCIENCES
ET MÉDECINE

Le Monde
**PUBLICITÉ
FINANCIÈRE**

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

Deutsche Bank
Aktienbank
Frankfurt a. M.

En vertu de l'autorisation qui lui avait été donnée lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 14 mai 1987, le Directoire de la Deutsche Bank AG a décidé en date du 27 mars 1990, avec l'accord du Conseil d'Administration, de relever le capital social de DM 5.000.000.- pour le porter à DM 2.131.224.050.- par l'émission de 100.000 actions nouvelles de DM 50.- avec droit au dividende pour l'exercice 1990 (coupon no 54 attaché) et au prix de DM 798.- par action. Ces actions ont été exclusivement réparties entre les employés et filiales allemandes de la Deutsche Bank qui avaient acquis l'offre d'achat d'actions de mars 1990.

Les nouvelles actions sont cotées en Bourse de Luxembourg depuis le 7 mai 1990.

La notice légale ainsi que les statuts ont été déposés au Greffe du Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg.

Le Directoire

CHAMPS ECONOMIQUES

HUMEUR

Croissance-sur-inégalités

par Henri Talbot

Les inégalités grandissantes de la société française sont souvent présentées comme un sous-produit non désiré de la reprise économique ou bien comme « la part du feu » inévitable dans le cadre d'une économie de marché engagée dans la préparation de l'échéance de 1993. Les gouvernements sont ainsi amenés périodiquement à déclarer que, dans la phase à venir, après avoir restauré l'économie, le « social » sera à l'ordre du jour.

Plus réalistes - ou moins hypocrites -, des documents récents du Commissariat général du Plan soulignent le caractère positif de certaines inégalités. Cependant les économistes apprennent à calculer le NAIRU (initiales anglaises de l'expression « taux de chômage non inflationniste »).

Les données disponibles sur l'évolution des revenus de la propriété, la désindexation des salaires permettraient déjà de conclure à des inégalités croissantes dans le partage des revenus. Le rapport du CERC (Centre d'étude des revenus et des coûts) publié en 1989 montrait que, en dépit de leur faible importance globale, les revenus de la propriété ont fortement contribué à la croissance du revenu des ménages.

Revenus sociaux

Cette torsion de la répartition devait avoir sa contrepartie dans la demande finale, mais jusqu'à présent il était difficile de l'en faire la démonstration en l'absence de données récentes par niveau de revenu sur la consommation ou le taux d'épargne. Les données publiées par l'INSEE à partir des premiers résultats pour 1989 de l'enquête « budget de famille », réalisée tous les cinq ans (la précédente remontait à 1983), est porteuse d'enseignements importants.

Le volume des dépenses moyennes par unité de consommation a stagné au début des années 80, puis augmenté d'environ 10 % entre 1984 et 1989, soit 2,5 % par an. Derrière cette moyenne, les inégalités sont flagrantes : progression de 20 % en franc constants des dépenses réalisées par le quart des ménages les plus aisés, stagnation de la consommation des ménages aux plus faibles revenus.

Il est également important de remarquer que les dépenses de consommation des ménages « riches » ne se dirigent pas seulement vers les services : la comparaison des structures budgétaires montre une pondération forte dans les dépenses de ces ménages des postes « habillement » et « transport », essentiellement l'automobile et les frais d'utilisation de celui-ci.

Ce constat permet de « boucler » le circuit économique : la consommation a continué de progresser grâce aux ménages à revenus élevés, qui ont bénéficié pour l'essentiel de la hausse des revenus de la

propriété et de l'allègement de la fiscalité de l'épargne. En même temps, la gestion sociale de la crise permettait le maintien - c'est-à-dire la stagnation - de la « demande populaire ». La faiblesse de l'investissement dans la première moitié de la décennie avait entraîné une baisse continue du taux de croissance potentiel de la production industrielle. La conjonction de ce phénomène avec une demande finale modérément active a conduit à la reprise de l'investissement par le jeu du mécanisme de l'accélérateur.

Un modèle liant répartition et accumulation paraît donc seul en mesure de rendre compte de la phase actuelle de croissance. Il faut souligner l'importance de la redistribution négative des revenus dans la capacité du capitalisme à retrouver simultanément profits et débouchés. L'addition des reculs sociaux partiels a créé la possibilité de cette nouvelle phase d'accumulation « non fordiste », c'est-à-dire dans laquelle la dynamique de la demande salariale occupe un rôle subordonné (par opposition au schéma fordiste des « Trente Glorieuses » décrit par les économistes de l'école de la régulation).

Une analyse exhaustive supposerait d'intégrer les effets du choc pétrolier mais n'infirmerait pas la validité de ce constat. Il faut ajouter que la stabilité de moyen terme d'un tel mode de croissance est loin d'être assurée.

Inégalités croissantes, marginalisation dans le travail ou l'habitat paissent donc consubstantiels au mode de croissance actuel. La littérature économique et le discours dominant tendent de plus en plus à exclure l'économie du débat démocratique (au nom des « contraintes ») et à reléguer au rang de l'utopie toute interrogation sur les finalités.

« On investit pour être compétitif, il faut être compétitif pour exporter, il est nécessaire d'exporter pour payer les importations nécessaires aux investissements... », tel est le résumé à peine caricatural de l'économie « des médias ». Le capitalisme moderne n'a d'autre ambition que de faire durer le spectacle », notait en 1971 l'économiste « post-keynésien » anglaise Joan Robinson dans son ouvrage *Hérésie économique*, ironiquement sous-titré *Essai sur quelques problèmes démodés de théorie économique*.

Au-delà de l'individu-monde du paradigme néo-libéral ou du « consommateur » intemporel du keynésisme vulgaire, la compréhension du présent paraît au contraire rendre nécessaire de reprendre la démarche de Kalecki ou de Joan Robinson (et plus anciennement, n'hésitons pas à le dire, de Marx). Il s'agit de revenir sur « quelques problèmes démodés » et, par exemple, de prendre en compte l'existence de groupes sociaux antagonistes.

► Economistes.

La Birmanie à l'encan

Suite de la page 27

Idemitsu, une compagnie japonaise, serait également sur les rangs pour une exploitation offshore dans le golfe de Martaban. Jusqu'ici, les précédentes tentatives des sociétés pétrolières en Birmanie s'étaient révélées peu concluantes, en raison notamment de la bureaucratie et d'une corruption généralisée, paralysant tout effort de développement.

Des concessions importantes ont été octroyées à des entreprises thaïes pour le zinc et l'étain, comme la Siam Industrial, qui a pris en charge, en octobre 1989, pour trois ans les mines de l'archipel de Mergui dans le sud du pays. Plus récemment, en janvier et en avril derniers, deux autres sociétés thaïes ont passé des accords pour extraire de l'étain dans les eaux territoriales de la même région.

L'association thaïe des commerçants en bijouterie et joaillerie a pour sa part signé un contrat avec Rangoon pour s'assurer l'exploitation partielle des mines de rubis, saphirs et autres pierres rares. D'ailleurs, le SLORC a fait très grand cas fin avril de la découverte d'un rubis de la plus belle eau, trouvé dans une nouvelle mine à Nawayat Stone Tract, dont la qualité serait supérieure encore à celle des pierres de la mine de Mogoke, la plus célèbre du monde, au nord de Mandalay.

Des intérêts déclinants

La Birmanie dispose également d'or en quantité notable dans la plupart de ses rivières, sans négliger des gisements potentiels non loin de Mandalay. Le plus grand obstacle à leur exploitation demeure néanmoins que ces richesses-là sont situées dans leur ensemble dans les régions montagneuses, au pourtour de la plaine centrale, donc des territoires en proie depuis l'indépendance à des rébellions ethniques récurrentes.

Les hommes d'affaires de la Thaïlande voisine se montrent très actifs également dans le domaine agricole. Des facilités leur ont été accordées pour les cultures de riz et le développement de la pêche. Mais c'est surtout dans la branche forestière que les entreprises thaïes sont gourmandes, d'autant que face aux ravages de la déforestation sur son territoire le gouvernement de Bangkok a décidé l'an dernier d'interdire l'exploitation du bois dans l'ensemble du pays.

Du coup, les chevaliers d'industrie siamois n'hésitent pas à se servir chez leur voisin, sans le moindre scrupule pour l'environnement. Cela explique aussi le geste inhabituel des autorités thaïes, parties récemment en guerre contre la décision du Sénat américain, annoncée le 24 avril, d'interdire les importations birmanes, y compris les produits *made in Thailand* avec du bois birman, en raison des violations des droits de l'homme commises par le régime militaire de Rangoon.

Pour améliorer le transport urbain,

un groupe thaï qui fabrique des tricyles à moteur - les familiers « tuk-tuk » de Bangkok - vient d'investir 2 millions de dollars dans l'extension de son usine de montage en Birmanie pour porter sa capacité annuelle de 300 à 1 000 véhicules. La production est assurée par une main-d'œuvre composée essentiellement de petit personnel militaire.

Si les politiciens se montrent précautionneux dans leur comportement envers les autorités birmanes et préconisent des sanctions, les grandes entreprises sont, elles, plus attentives à leurs intérêts qu'aux aspects politiques de leurs affaires. Ainsi, Pepsi-Cola vient de prendre une participation de 35 % dans un projet de boissons gazeuses pour un montant évalué à 2 ou 3 millions de dollars.

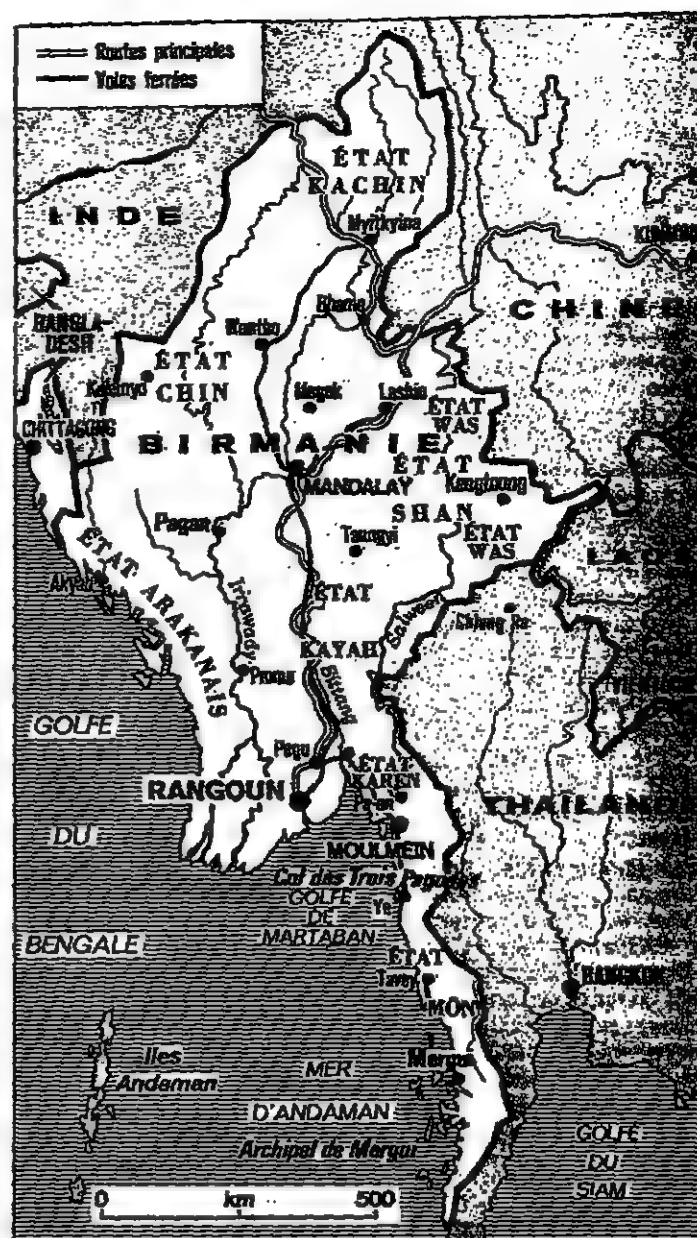
Cherchant à apaiser les vagues suscitées par ce contrat, le vice-président de la firme américaine en Asie du Sud-Est a estimé que l'opération ne représentait pas grand-chose, puisque les Birmanes ne consommait qu'une bouteille par personne et par an de ce breuvage, contre au minimum soixante-cinq en Thaïlande. Mais, au passage, il n'a pas résisté au plaisir de souligner que la célèbre entreprise rival Coca-Cola avait été ainsi coiffée au poteau, même si celle-ci avait été la première à signer l'an dernier, un accord de production avec la junte birmane.

Dans le domaine du tourisme, les choses sont plus mitigées. La Birmanie pourrait être un paradis touristique pour les amateurs de vieilles pierres, d'art bouddhique, de paysages variés, de zones protégées, de rivières et de plages vierges, alors que des infrastructures nettement insuffisantes ont jusqu'ici freiné son développement. Par ailleurs, la médiane vicieuse des maîtres du pays depuis 1962 envers toute influence extérieure les a conduits à mener une politique extrêmement restrictive pour les visiteurs : à peine huit mille l'an dernier, contre près de cinq millions pour la Thaïlande voisine.

Depuis peu, les visas touristiques sont accordés pour douze ou quinze jours, alors qu'une semaine était la norme imposée jusqu'en 1989. Il avait beaucoup été question de bâtir de nouveaux hôtels, et un accord de joint-venture avait même été annoncé l'an dernier avec l'IAEG, une firme autrichienne, pour construire avant 1993 trois hôtels à Pagan et Mandalay, d'une capacité totale d'environ huit cents lits. Mais sur place rien, ne semble avoir encore démarré.

La construction du nouvel aéroport de Rangoon est suspendue depuis un an par les Japonais, qui attendent le résultat des prochaines élections avant de se décider à poursuivre les travaux. Là encore, les bailleurs de fonds étrangers intéressés par le tourisme se désolent de la corruption et de la bureaucratie.

Restent la drogue et la contrebande, qui sont depuis longtemps les deux piliers sur lesquels repose l'économie précaire du pays. En dépit des



assurances de la junte de poursuivre sa lutte contre les trafiquants du Triangle d'or, et de la mise à feu en public, fin avril, de saisis d'héroïne et d'opium évaluées à un demi-milliard de dollars, le commerce illicite semble plutôt bien se porter.

Des responsables des rébellions ethniques comme des organisations démocratiques en exil n'hésitent pas à prétendre que les militaires actuellement en place seraient parvenus à un accord avec Khun Sa, le plus célèbre des trafiquants de la région, surnommé le « roi de l'opium », et que, depuis, ce dernier met ses moyens à disposition pour transporter en fraude du bois de Birmanie en Thaïlande. N'étaient-ce les incertitudes politiques et l'autoritarisme soupçonnés de la junte au pouvoir,

la Birmanie dispose de sérieux atouts pour s'adapter au monde moderne. Pour se justifier, les hommes d'affaires qui ont choisi de coopérer avec le régime militaire prétendent que l'ouverture économique devra tôt ou tard déboucher sur l'ouverture politique et la démocratisation.

Tel n'est l'avis des étudiants et des contestataires birmanes réprimés sans pitié et arrêtés par milliers lors du mouvement de protestation de 1988 ni de l'opposition démocratique réduite au silence en vue du scrutin du 27 mai. Dans ces conditions, les Birmanes se demandent à qui peuvent bien profiter les investissements étrangers, sinon aux militaires qui ont usurpé le pouvoir à Rangoon.

de Rangoon
CLAUDE LEVENSON

DESS, DEA, IAE, GRANDES ECOLES, CADRES

Management Européen

des Ressources Humaines

MASTERE Spécialisé

Développement Social d'Entreprise, Conseil - Audit.

Avec l'appui de EDF, RAT, Fondation Agnelli, HAY MANAGEMENT, BERMATICA, UNIONS SOCIALES, LIMAGRAM, MICHELIN, QUATRENAIRE EDUCATION, RHONE POULENC.

Recrutement : Bac+5, Grandes Ecoles

Tél. MASTERE : 73.92.39.71

Export et Affaires Internationales

3ème CYCLE Spécialisé

Renseignements

Homologué au niveau 1, le plus élevé pour des cadres supérieurs.

10 mois de formation, 50 intervenants praticiens. Missions de prospections de longue durée dans 50 pays. 11 années d'expérience.

Recrutement : Minimum Maitrise, Grandes Ecoles

Tél. L.F.C.I. : 73.94.16.08

Groupe ESC CLERMONT

4, Boulevard Trudaine 63037 CLERMONT

VOUS CHERCHEZ UNE FORMATION SPECIFIQUE D'EXCELLENCE ?

L'INSTITUT NATIONAL DES TELECOMMUNICATIONS

VOUS PROPOSE 6 MASTERS :

- Conception - Gestion des réseaux et systèmes d'information
- Architecture et conception de circuits spécifiques électroniques
- Automatisme de production et réseaux industriels
- Systèmes informatiques répartis
- Sécurité de fonctionnement et qualité des systèmes et logiciels.
- Ingénierie et management des réseaux de télécommunications

Renseignements et Inscriptions :

INSTITUT NATIONAL DES TELECOMMUNICATIONS

Service des Concours

9 rue Charles Fourier - 91011 EVRY CEDEX

Tél : (1) 60 76 42 15 ou 41 11

84 % DE CHEFS D'ENTREPRISE PRÉFÈRENT AVOIR LE CHOIX ENTRE EXPERTS-COMPTABLES ET AVOCATS CONSEILS JURIDIQUES...

A SUIVRE MERCREDI...

CONSEIL RÉGIONAL PARIS ÎLE DE FRANCE DE L'ORDRE DES EXPERTS-COMPTABLES ET DES COMPTABLES AGRIÈRES

CHAMPS ECONOMIQUES

La lutte pour l'eau en Chine du Nord

Face aux triples besoins de l'agriculture, des industries et de la population Pékin a décidé de détourner une partie des eaux du Yangzi

par Gilbert Etienne

DEPUIS plus de deux millénaires, les Chinois affrontent le double péril des inondations et de la sécheresse : levées en masse pour domestiquer les fleuves par des digues, construction de réservoirs et de puits. Déjà au deuxième siècle avant J.-C., le grand empereur Han Wudi venait personnellement coloniser les bords du fleuve Jaune. Le régime communiste a repris cet aspect capital du vieux Mandat du Ciel par d'innombrables et coûteux investissements.

Le Centre et le Sud souffrent surtout des inondations. La plaine du Nord (principalement Henan, Hebei, Shandong) n'est pas épargnée non plus, mais le péril principal est la sécheresse : débit plus faible des rivières, pluviosité annuelle de 400 à 700 mm contre le double ou plus dans le Centre et le Sud.

Aujourd'hui, du fait de l'accroissement de la population, et malgré de nombreux travaux, les ressources hydrauliques ne répondent plus aux triples besoins de l'agriculture, de la population, des nombreuses industries. En conséquence, le gouvernement s'est lancé dans une entreprise colossale : détourner une partie des eaux du Yangzi (Yangtze-Kiang, Chine centrale) vers le nord.

En 1952, sous un ciel d'acier, le vieux DC-3 hérité par les communistes des Américains via le Kuomintang survole lentement, à basse altitude, la grande plaine en direction de Pékin. Nous sommes en train de passer au-dessus du fleuve Jaune (Huanghe), remplacé par un lac sans fin dont émergent les arêtes et les pignons de maisons.

Et pourtant, depuis le début de l'année, des millions de Chinois, galvanisés par le Grand Bond en

avant, avaient été mobilisés dans les travaux hydrauliques. Or la brouette et la pensée de Mao Zedong ne remplacent pas les moyens modernes. Comme souvent dans le passé, les digues avaient cédé.

En juillet 1961, la même plaine, cette fois un vaste paillasson ocre et beige, des rivières réduites à un filet d'eau. A l'époque, les Chinois réussirent à cacher la terrible famine qui, en trois ans, élimina entre 15 et 30 millions d'âmes. Néanmoins la disette, elle, est manifeste.

Les trottoirs encore en terre battue de Pékin sont transformés en jardins potagers. Dans les campagnes, les réservoirs et les puits traditionnels sont à sec, sauf dans les rares villages où apparaissent les premiers puits tubés à pompe Diesel qui trouvent de l'eau en profondeur.

Des coïlles aux ingénieurs

Par la suite, mais sans le dire ouvertement, les Chinois éclairés se rendent compte de l'atout des techniques modernes. La propagande du régime continue à mettre l'accent sur la ferveur idéologique et les muscles des paysans, mais les ingénieurs, le béton armé, les gros engins de chantier entrent en scène.

En 1972, nous faisons une longue tournée, hors des itinéraires pour « touristes-reporters », dans le Hebei et autour de Tianjin. Plaine densément peuplée, horizon plat et sans fin, coupé par les bouquets d'arbres et les villages encore presque tous en pisé.

En amont, à la sortie des montagnes, le réservoir de Huang-Pihsuang a été reconstruit à la moderne : fortes digues surélevées,

barrage avec vannes régulières, canaux bétonnés, stations hydro-électriques pour alimenter les motopompes des puits. Depuis lors, comme nous le constatons en 1987, le dispositif a résisté à toutes les poussées de l'eau. En aval, de nombreux travaux canalisent et régularisent les rivières pour, à la fois, prévenir les inondations et assurer l'irrigation des champs.

Nous voici (1972) sur la rivière Taching. Si la brouette et la pioche de milliers de coïlles ont joué leur part, ingénieurs et équipements lourds permettent de construire l'ensemble suivant : une section de 300 m avec vingt-cinq vannes, une autre de quatre vannes, une écluse, une digue latérale en terre de 800 m. Répartition des coûts : machines, béton, acier : 80 %, main-d'œuvre : 20 %.

Combinaison irrigation et drainage se révèle délicate. Il en est ainsi de la rivière Tan Hia, qui s'enfonce dans un caillage de grès (200 m de long, 30 m de large) le canal de drainage. En même temps se multiplient les puits tubés à pompe dans l'ensemble de la plaine. Engrais chimiques et nouvelles semences aidant, les rendements du blé, du maïs, du coton augmentent. Il devient possible de pratiquer deux récoltes successives dans l'année, à la saison sèche et pendant les pluies (juin-fin août) partout où l'hiver n'est pas trop rigoureux.

Ainsi, peu à peu, des provinces comme le Henan et le Hebei arrivent à couvrir à peu près leurs besoins.

Et, pourtant, ces progrès ne suffisent pas. En 1982 et en 1987, plusieurs cadres provinciaux et de district nous exposent leurs soucis. C'est vrai, les paysans vivent mieux, surtout après la décollectivisation des terres (1979). « Regardez, par exemple, toutes les nou-

velles maisons en brique », me dit un cadre à l'entrée d'un village. Mais si, deux années de suite, les pluies font faux bond, la nappe phréatique baisse, les puits sèchent, ou il faut augmenter le forage. En d'autres termes, les puits sont devenus trop nombreux pour l'eau disponible.

L'agriculture n'est pas seule à demander de l'eau. Les villes ont explosé depuis 1949 : Pékin, Tianjin et Tangshan réunissent aujourd'hui 14 millions d'habitants. Shijiazhuang, capitale du Hebei, ancienne ville moyenne, en a 1,3 million. Non seulement l'eau commence à manquer, mais elle est mal utilisée.

Le Canal Impérial

En 1980, pour l'ensemble de la population urbaine de la Chine (200 millions), on ne recensait que trente-cinq usines de retraitement. Tianjin verse chaque jour dans la rivière Hai 1,26 million de tonnes d'eau non traitée. Quarante et une des quarante-cinq villes principales du pays recourent à une nappe phréatique polluée.

Autre faiblesse, le prix de l'eau pour les paysans, les industries, les populations urbaines est trop faible. Et trop peu d'industries réutilisent les eaux usées : 10 % de l'eau contre 70 % dans les pays occidentaux.

Plusieurs travaux sont en cours, notamment grâce à la compagnie Degremont (Société lyonnaise des eaux) qui, en 1986, décroche de gros contrats pour traiter les eaux résiduaires de Tianjin, ainsi que pour des travaux d'eau potable dans quatre autres villes. Des économies d'eau sont possibles dans l'industrie, entre autres dans les aciéries. Une irrigation plus effi-

cace - mais plus coûteuse - permettrait aussi d'utiliser moins d'eau pour les mêmes résultats.

Néanmoins, toutes ces mesures exigeraient du temps et de gros investissements sans pouvoir répondre entièrement à la demande, qui ne cesse de croître. Aujourd'hui, dans une région de 580 000 m² (200 millions d'habitants sur 1,1 milliard), la consommation d'eau par tête ne représente qu'un cinquième de la moyenne du pays et un vingtième de la moyenne mondiale. (Beijing Information.)

Les Chinois, qui n'ont jamais eu peur des grands travaux, ont adopté le projet suivant : détourner une partie des eaux du Yangzi en direction du nord. Cette nouvelle voie empruntera une partie du célèbre Canal Impérial construit entre 587 et 608 pour acheminer le grain des régions excédentaires vers le nord. Mais aujourd'hui, il s'agit d'abord d'amener de l'eau. L'ancien canal sera élargi.

Le projet utilisera la traversée de plusieurs lacs, mais il faudra installer treize stations de pompage pour monter l'eau de 40 m. La traversée du fleuve Jaune s'annonce délicate. Un premier tunnel d'essai de 488 m de long et de 2,5 m de diamètre a été creusé à 60 m sous le lit. Le tunnel définitif devrait avoir 9 m de diamètre.

Pour l'instant les travaux s'opèrent en deux tranches (longueur totale : 1 200 km). La première amènera l'eau jusqu'au fleuve Jaune. En gros, 1 100 à 1 300 m³/seconde seraient tirés du Yangzi. Une partie serait utilisée avant la traversée du fleuve Jaune, ce qui laisserait un solde de 400 à 600 m³/seconde pour la région de Pékin, Tianjin et le gros du Hebei. Tous ces travaux devraient s'achever peu après l'an 2000 (Beijing

Information

Cette énorme entreprise a suscité de vives controverses entre experts. D'abord les coûts de construction : 60 milliards de yuans (14 milliards de dollars), puis les frais de pompage (centrales de 370 MW) et d'entretien, notamment la lutte contre l'ensablement. Des dangers apparaissent. Si l'on réduit trop le débit du Yangzi, on risque d'encourager les remontées d'eau de mer. Ne pourrait-on pas s'en tirer sans ces travaux par une meilleure utilisation des eaux disponibles ?

Il est difficile de trancher, mais force est de reconnaître le gros déséquilibre existant. Le Yangzi, poisson de la Chine centrale et du littoral autour de Shanghai jouit d'un débit annuel de 960 milliards de mètres cubes contre 68 milliards pour le fleuve Jaune. La Chine centrale et la Chine méridionale disposent de 82 % de toutes les eaux de rivière du pays pour 38 % des terres cultivées.

Le fleuve Jaune et les autres rivières de la plaine du Nord assurent 6,6 % de toutes les eaux pour 40 % des terres cultivées. Et s'ajoute une industrialisation beaucoup plus vigoureuse que dans le centre de la Chine.

Reste la question majeure : la Chine est-elle en mesure de se lancer dans de tels travaux au moment où son économie traverse une phase de restrictions financières draconiennes dans un contexte politique lourd d'incertitude ?

► Professeur aux instituts universitaires de hautes études internationales et d'études du développement, Genève.

L'ESPACE

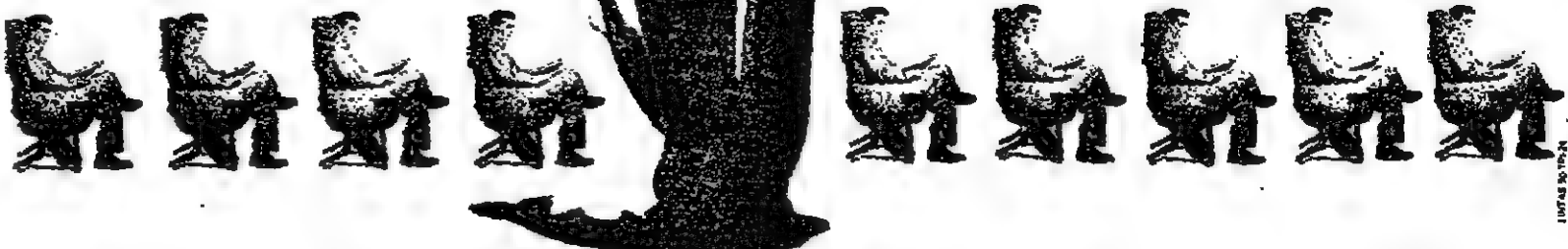
AVEC

TOP AIR PORTUGAL

Voyager dans l'espace. Là où les distances sont abolies. Là où les continents, les peuples et les idées se rejoignent. Voyager dans le monde de l'imagination. Dans le monde de demain. Avec la compagnie aérienne d'un pays qui a donné au voyage ses lettres de noblesse. Voyager dans l'espace infini qui est aujourd'hui le nôtre.



VOYAGEZ COMME VOUS REVEZ



هكذا من الأصل

CHRONIQUE

C'est un sujet apparemment éloigné de l'expérience quotidienne des citoyens et citoyennes qu'a choisi le professeur Henri Bourguinat comme thème central d'un colloque qu'il a organisé à l'université de Bordeaux où il enseigne, sous le double patronage de l'AFSE (Association française de sciences économiques) et du CNRS : « Finance internationale : état actuel de la théorie » (1). A cette occasion, plusieurs rapports de haute tenue ont été présentés, dont l'un, écrit par le professeur J.-Ch. Asselain, sous le titre « Conditions et perspectives du réajustement de la convertibilité des monnaies en Europe de l'Est », constitue probablement la meilleure introduction dont on puisse disposer à ce jour (y compris parmi les textes en langue anglaise) à ce sujet.

Dans la tradition européenne, Asselain n'hésite pas à analyser « la véritable nature » de l'inconvertibilité des « monnaies socialistes ». Bourré de références précises aux multiples travaux marquants ou moins marquants qui leur ont été consacrés depuis une vingtaine d'années, son examen mené avec rigueur lui permet à la fois de faire avancer la compréhension du phénomène et de définir en termes clairs, sous leurs aspects à la fois économiques, monétaires et financiers, les multiples problèmes à résoudre.

Tout autre est la démarche de la plupart des auteurs américains dont A. Scannavino, lui aussi professeur à Bordeaux, entreprend de nous exposer les derniers travaux dans son rapport « Actualité de la théorie de l'intermédiation financière ». A lire ce compte rendu savant et consciencieux, on est pris d'un soupçon. S'il est devenu si difficile de définir la fonction du banquier, intermédiaire financier par excellence, la raison n'en serait-elle pas que la profession, trop absorbée peut-être par le souci de répondre au défi de l'innovation financière (dont le résultat a été, entre autres choses, de substituer souvent au financement bancaire l'appel direct des emprunteurs au marché des capitaux), a cessé elle-même de s'interroger sur la nature du métier qu'elle est censée faire ?

Empirisme vulgaire des théories financières américaines

De la ligne de démarcation entre les risques qu'elle est capable d'assumer en bonne logique financière et les autres, elle ne semble se soucier que lorsqu'il s'agit d'écarter des candidats emprunteurs sans grande surface quelconque vraisemblablement compétente et honnêtes. En revanche, elle accepte sans sourciller les gros risques quand ils comportent la promesse de gros profits, chaque fois qu'il lui paraît probable qu'en cas de retournement brutal du marché les secours de l'institut d'émission, voire des pouvoirs publics — et donc du contribuable, — ne lui feront pas défaut.

Il est vrai que le mot « responsabilité » ayant une connotation morale, beaucoup d'analyses modernes refusent d'inclure ce paramètre, fût-ce implicitement, dans leurs raisonnements. Leur parti pris est de prendre le monde comme il est. Au stade de l'observation, ils ont mille fois raison. A condition que, sous prétexte d'éliminer toute attitude « normative », on n'en vienne pas à élever en toutes circonstances au rang de norme tout usage couramment pratiqué, et au rang de concept le néant conceptuel dans lequel baignent quatre-vingt-dix-neuf prédictions sur cent.

La *neq plus ultra* de la théorie « renouvelée » de l'intermédiation financière, c'est aujourd'hui la conception développée sur fond d'équilibre général par deux auteurs américains, Diamond et Dybvig. Selon nos économistes, nous dit Scannavino, « la raison d'être des intermédiaires financiers », c'est de « transformer des actifs illiquides (passons sur le néologisme anglo-saxon, il y en a tellement d'autres !) en actifs liquides ». Remarquons d'emblée l'habileté de la présentation. Tout le monde sait ce qu'on entend par « transformation » bancaire : le banquier prête à

moyen et long terme des fonds que ses clients lui ont confiés à court terme, et, des dépôts à tout moment révocables sans préavis (possibilité de retrait à vue). Se plaçant dans l'hypothèse où l'intermédiaire bancaire n'existerait sous aucune forme, Diamond et Dybvig supposent que les placements auxquels ont procédé les banquiers figureraient directement à l'actif des « agents ». Cela n'empêcherait pas ces derniers, comme c'est, selon eux, le cas, d'éprouver « des besoins précipités de liquidités » aux fins, par exemple, de satisfaire telle ou telle envie de consommation. Dans ce cas, ils devraient eux-mêmes « précipitamment » convertir leurs actifs en monnaie. La fonction de l'intermédiaire serait de prendre en charge cette dernière mission. Il le ferait d'autant mieux qu'il serait en mesure de procéder, par transformation de la nature des actifs, à « un partage optimal des risques ».

On ne cache pas, cependant, qu'un tel système implique une « pluralité des équilibres ». Saviez-vous que l'agilité verbale peut se transposer en jeu d'équations ? Nos auteurs, en tout cas, y parviennent, eux qui incluent parmi tous les équilibres possibles celui qui résulte d'un « bank run », autrement dit d'une panique bancaire qui précipite (ici le mot s'applique, bien que ce ne soit plus celui qu'ils emploient) les déposants aux guichets des banques.

A partir de là tout est possible, y compris d'envisager comme remède l'atténuation de la « contrainte de séquentialité » pesant sur le banquier. Entendez : de limiter les « droits à retrait ». Des « contrats de dépôts », apparemment d'un type entièrement nouveau (il stipulerait qu'un déposant pourrait exercer son droit de créance sur l'institution bancaire « sous réserve

que les actifs détenus par l'intermédiaire financier permettent de faire face à cette obligation ». Sans doute le banquier le plus « transformateur » n'avait-il jamais rêvé d'une telle latitude. Gageons qu'à la réflexion il la refuserait si, d'aventure, elle lui était proposée.

La clause suspensive serait le moyen le plus sûr de provoquer des paniques bancaires au moindre bruit que les banques pourraient avoir du mal à liquider leurs actifs sur un marché plus ou moins saturé. Une autre chose est encore plus certaine : au fil de la séquence des propositions théoriques avancées, la notion de « convertibilité » ou de « liquidité », déjà absente au point de départ (sinon sous la forme d'un « besoin précipité » éprouvé par l'un des cocontractants), aura complètement disparu. Qu'est-ce qu'un avoir liquide soumis à de pareilles conditions ?

Certains critiques, nous dit-on, ont fait remarquer que « l'illiquidité du portefeuille de l'intermédiaire est essentielle aux raisonnements ». Les banquiers dignes de ce nom — il en existe de par le vaste monde (y compris à Paris), — ayant une notion claire de la convertibilité, s'insurgeraient contre une pareille hypothèse. Ils tiennent à l'honneur de faire face à toute vague de retrait, si défavorable soit-elle. La condition requise est de conserver un montant d'actifs liquides (bons du Trésor, etc.) aussi important que nécessaire, quitte à renoncer à l'optimum de rentabilité. Mais la définition de celui-ci n'a plus aucun sens si elle implique que, pour l'obtenir, l'intermédiaire peut faire n'importe quoi.

Le plus frappant, c'est à quel point le modèle de Diamond et Dybvig, dont on nous assure qu'il a « profondément marqué la réflexion sur l'intermé-

diation », apparaît comme le décalque théorique, mais impeccable, des pratiques financières les plus contestables. Comment les institutions d'épargne (caisses d'épargne privées) américaines ont-elles sombré dans la plus grosse débâcle financière du siècle, qui pourrait coûter, selon les toutes dernières estimations, 300 milliards de dollars aux contribuables américains — partage optimal des risques ? — au cours des dix prochaines années ? Elles ont engagé les fonds de leurs déposants dans des opérations de plus en plus risquées.

Elles ont été d'autant plus enclines à le faire que l'Etat fédéral garantit le remboursement des dépôts jusqu'à 100 000 dollars, en réalité sans limite, autrement dit prend en charge la « convertibilité » qu'il était du devoir des dirigeants des « savings and loans » de sauvegarder par une gestion prudente. Faut-il ajouter que cette garantie des pouvoirs publics (aux frais des contribuables), nos auteurs la regardent comme une pièce essentielle de l'équilibre et de l'optimum.

De même, les plus grandes banques japonaises se retrouvent actuellement avec d'énormes actifs constitués de prêts à la spéculation immobilière, totalement impossible, disons-le sans jeu de mots, à mobiliser. En d'autres temps, les gestionnaires responsables eussent été passibles de la prison. Ou à cela ne tienne, aux yeux de nos théoriciens ! Leur façon de coller servilement à la réalité ambiante, sous prétexte de l'expliquer (ils n'expliquent rien, ils décrivent), on l'aurait qualifiée naguère et jadis, à l'Université, d'empirisme vulgaire.

(1) Précisons que les deux rapports dont il est question dans cet article ne forment qu'une petite partie des sujets traités au colloque où des spécialistes réputés, français et étrangers — parfois praticiens eux-mêmes, — se sont exprimés sur des matières aussi controversées que l'intégration et l'efficacité des marchés, la prévision sur les taux de change, les méthodes de gestion du risque financier. Espérons que l'ensemble des contributions sera réuni, dans un avenir proche, dans un ouvrage.

A TRAVERS LES REVUES

Par Michel BEAUD

Introuvable emploi

SOUS le titre « Quinze ans de politique de l'emploi », Gérard Cornilleau, Pierre Marion, Brigitte Roguet — le premier du département d'économie de l'OFCE, les deux autres du service des études et de la statistique du ministère de l'économie, l'emploi et le chômage de mesures prises contre le chômage depuis 1974 : stages de formation et création d'emplois spécifiques, préretraites, mesures visant à favoriser l'embauche de certaines catégories de travailleurs, ils le font sur la base d'un important travail d'établissement de séries statistiques cohérentes et à l'aide d'un modèle macroéconomique. Ils s'expriment sur certaines limites de leur démarche et sur les incertitudes affectant les résultats (1).

Selon leur étude, les stages de formation ont, de 1974 à 1982, contribué non seulement à un certain dégonflement du chômage (ordre de grandeur annuel, quelques dizaines de milliers), mais aussi, à travers un effet positif sur le produit intérieur brut, à la création de 10 à 20 000 emplois par an. A partir de 1982, et plus nettement encore de 1983, ces stages et la création d'emplois spécifiques (TUC par exemple), s'ils ont fait reculer plus fortement le chômage

(ordre de grandeur annuel, entre 100 et 150 000), auraient aussi contribué, à travers une pression à la hausse sur les prix et un effet négatif sur le produit intérieur brut, à une réduction de l'emploi (croissante dans la période et atteignant 100 000 en 1988).

Quant au système des préretraites, il aurait atteint sa meilleure efficacité en matière d'effet direct sur le chômage en 1982 et 1983 (respectivement 245 000 et 195 000 chômeurs évités) ; mais cette efficacité aurait décliné rapidement ensuite, tandis que se cumulaient les effets économiques négatifs (sur le solde extérieur, les prix, le produit intérieur et l'emploi). Enfin les mesures visant à favoriser l'embauche de certaines catégories de travailleurs auraient eu des effets positifs, mais modestes, tant pour la réduction du chômage (10 à 20 000), que pour l'activité économique et pour la création d'emplois (quelques dizaines de milliers).

Au total, le nombre de chômeurs évités par ces mesures spécifiques aurait été de l'ordre de 300 000 en 1982-83 et de 250 000 en 1983. Et, soulignent les auteurs en conclusion, si des sommes comparables à celles consacrées à ces mesures l'avaient été à soutenir l'emploi par la réduction des charges sociales patronales, elles n'auraient

entraîné que beaucoup plus progressivement des effets en matière de création d'emploi et leur incidence sur le chômage serait demeurée « marginale » (1).

Mais pourquoi diable avoir intitulé cet article « Quinze ans de politique de l'emploi » ? Un tel titre ne peut, pour le moins, qu'être source de désappointement pour des lecteurs avertis, et, pour d'autres, cause de malentendus ou de confusion. Car tout de même : s'il doit rester quelque chose de la *Théorie générale* de J.-M. Keynes, de la masse de travaux qui ont suivi sa parution et des politiques menées dans les années 1950 et 1960, c'est qu'une politique de l'emploi ne peut être qu'une politique économique d'ensemble.

Cette étude ne couvre même pas l'ensemble des moyens de lutte contre le chômage, puisqu'il ne traite ni de la création d'emplois publics ni de la réduction de la durée du travail (voir, par exemple, le chapitre sur la lutte contre le chômage du livre d'Alain Fonteneau et Pierre-Alain Muet, *La Gauche face à la crise*, PUF, 1983). Ainsi cet article aurait-il pu être plus justement intitulé : « Effets macroéconomiques de quelques mesures spécifiques de lutte contre le chômage ».

Durée réduite

Précisément, Dominique Taddei, professeur à l'université d'Aix-Marseille et auteur de travaux et d'ouvrages sur la réduction de la durée du travail (notamment *Le Temps de l'emploi*), Hachette, 1988) publie un court texte sur « Le temps de travail et l'emploi » (2). Il y souligne que, dans les conditions actuelles de la France, « la réduction générale et uniforme de la durée du travail [...] ne paraît pas capable de créer un nombre substantiel d'emplois », mais que cette faculté existe chaque fois que les capacités d'utilisation des équipements productifs (3) approchent de la saturation, ce qui tend à devenir de plus en plus fréquent.

Dans de telles situations, les intérêts des chefs d'entreprises et ceux des salariés peuvent conduire à des accords combinant allongement de la durée d'utilisation des équipements, réduction de la durée du travail, aménagement ou réorganisation du temps de travail et

création de nouveaux emplois (éventuellement à temps partiel) (4).

L'aménagement du temps de travail peut alors « permettre une augmentation rapide et peu coûteuse des capacités de production pour faire face à la poursuite d'une demande soutenue et permettre ainsi le maintien d'un niveau élevé de création d'emplois » (2).

Il est donc impossible de ne pas prendre en compte, dans une politique de l'emploi, ou même dans une politique de lutte contre le chômage, la réduction de la durée du travail. Mais il y a plus : dans la profonde mutation engagée depuis maintenant une vingtaine d'années, les formes d'emploi se transforment : la nature du travail évolue (5). Se modifient aussi les relations travail-production, emploi-travail, et donc emploi-production. L'utilisation de modèles macroéconomiques élaborés dans la période révolue de la croissance fordiste, dès lors, est contestable.

Comme le note Jacques Freyssinet, directeur de l'IREES, dans sa réflexion sur les perspectives d'emploi, exagérément optimistes à ses yeux, de la Communauté européenne, ce qui prédomine désormais en la matière, c'est l'indétermination (6) : « il est salubre de reconnaître que nous ne savons pas répondre à cette question simple : quel sera l'impact de l'achèvement du marché intérieur sur l'emploi dans les pays membres ? » Une des raisons en est l'inadéquation des « modèles économétriques utilisés, construits sur les régularités observées pendant la phase de croissance » fordiste et profondément mises en cause dans la crise : une autre est le double mouvement contradictoire de l'accélération de l'internationalisation (porteurs d'« homogénéisation ») et de reproduction (parfois accentuée) des « spécificités nationales ».

« Les deux vices marquants du monde économique où nous vivons sont le premier que le plein emploi n'y est pas assuré, le second que la répartition de la fortune et du revenu n'est arbitraire et marquée d'équité », écrivait en 1936 J.-M. Keynes dans les « notes finales » de sa *Théorie générale*. En

1990, ce propos a, hélas, retrouvé toute son actualité.

Le fond du problème est que, depuis le retour du chômage massif, nous n'avons pas su définir de politiques de plein emploi adaptées aux circonstances présentes. Faudra-t-il, une nouvelle fois, une marée du racisme et des nationalismes ; faudra-t-il l'adhésion de masses désespérées à des idéologies totalitaires ; faudra-t-il de nouvelles guerres, pour que les hommes de pouvoir s'emploient à combattre, comme ils l'ont fait dans les années 1930 et 1960, ces « vices », qui aujourd'hui progressent à nouveau et se répandent à l'échelle du monde ?

(1) Gérard Cornilleau, Pierre Marion, Brigitte Roguet, « Quinze ans de politique de l'emploi », *Observations et diagnostics économiques*, revue de l'OFCE-Observatoire français des conjonctures économiques, avril 1990 (69, quai d'Orsay, 75007 Paris). Dans ce numéro, outre la chronique de conjoncture, un article de Pierre-Alain Muet sur le travail du prévisionniste (sur le cas de la reprise de croissance de 1986) et une étude sur les perspectives d'une fiscalité européenne.

(2) Dominique Taddei, « Le temps de travail et l'emploi », *Dialogue social*, supplément au n° 3 de *Partenaires*, Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, avril 1990 (62, bd Garibaldi, 75015 Paris). Dans cette publication, sept autres brefs textes de spécialistes sur emploi, formation et durée du travail.

(3) Sur ce point, les spécialistes pourront consulter Alain Abois, Gilbert Cotte et Jacques Mairesse, « Degrés d'utilisation des facteurs et productivité : une étude sur données d'entreprises », *Cahiers économiques et monétaires*, Entreprises de la Banque de France, n° 35, 1990 (BP 140-01, 75049 Paris Cedex 01). Dans ce numéro, un article sur les opérations de reprises d'entreprises et un autre sur les stratégies de croissance externe dans l'industrie française.

(4) Le numéro d'*Economie et statistique*, revue de l'INSEE-Institut national de la statistique et des études économiques, d'avril 1990, non disponible au moment où nous rédigeons cette chronique, porte sur les degrés d'utilisation des facteurs de production et aborde, dans ce cadre, la diversification et l'aménagement des temps de travail (s'adressant aux observateurs économiques de l'INSEE).

(5) Les amateurs de documentation constante pourront se reporter à « Travail et emploi », le temps des métamorphoses », un collectif d'auteurs de *Documents pour l'enseignement économique et social*, Centre national de documentation pédagogique, décembre 1989-mars 1990 (CNDP/VEP-Diffusion, BP 26, 94190 Villejuif-Saint-Georges).

(6) Jacques Freyssinet, « L'impact sur l'emploi de l'achèvement de marché intérieur », *Revue de l'IREES*, Institut de recherches économiques et sociales, hiver 1990 (1, rue de la Faisanderie, 75116 Paris). Dans ce numéro, une étude sur les nouvelles frontières entre travail et retraite en France et un article sur les régimes de retraite privés aux Etats-Unis.

Kaléidoscope

Europe, Etats-Unis, Japon : le grand triangle, numéro de l'*Evénement européen*, avril-juin 1990, Japonais et Européens, *Politique industrielle*, printemps 1990. Le monde vu du Japon, *Futuribles*, avril 1990.

● Comparaison des pouvoirs d'achat, des productions et des productivités au Japon, en Corée du Sud et aux Etats-Unis, *The Review of Income and Wealth*, March 1990 (dans le même numéro, le pauvreté aux Etats-Unis, la comptabilité du temps).

● Europe 1982, bouleversements à l'Est, *l'Europe en formation*, printemps 1990. La République démocratique allemande durant l'ère Honecker (1971-1989), numéro de la

Revue d'études comparatives Est-Ouest, 1989, n° 4. Pourquoi les réformes échouent dans le système soviétique : une approche en termes de droits de propriété, *Economic Inquiry*, April 1990.

● Dynamique des marchés et structures industrielles, fort numéro des *Annales d'économie et de statistique*, juillet-décembre 1989.

● Paris, place financière internationale, *ENI mensuel*, avril 1990. Les options de taux d'intérêt, *Bulletin trimestriel* de la Banque de France, mars-avril 1990. Et, strictement pour initier, un article de Robert Lucas sur liquidité et taux d'intérêt, *Journal of Economic Theory*, April 1990.

Inaccessible équilibre

Walrasien ou marshallien, de Cournot, de Nash ou Bayésien, de Lindahl, de Myrdal, de Hayek ou de Hicks : l'équilibre. Général ou partiel, en concurrence parfaite ou imparfaite, avec ou sans anticipation, de prévisions parfaites et d'anticipations rationnelles : l'équilibre.

Non coopératif ou de coordination, contré (subjectif ou objectif), autoréglé, rationnalisable. Statique ou dynamique, atemporel, temporaire, intertemporel. Réel ou monétaire. Caractérisé par l'unicité ou la multiplicité : toujours l'équilibre.

Le volume 55 des *Recherches économiques de Louvain* est consacré à l'équilibre. Dans leur présentation du numéro, Michel

de Vroey et Philippe Mongin observent que les six textes publiés « sont généralement peu enclins à remettre en cause la centralité du concept d'équilibre », mais aussi que s'en dégage « la conviction que la plus éculée de tous les modèles économiques, l'équilibre général de concurrence parfaite, demeure conceptuellement mystérieux ».

● *Recherches économiques de Louvain*, 1989, n° 4 (collège L.-H. Dupriez, Université catholique de Louvain, place Montesquieu 3, 1348 Louvain-la-Neuve, Belgique). ● Abonnements : De Boeck-Wesmael SA, avenue Louise, 203-Boite 1, 1050 Bruxelles, Belgique.

LE CRÉDIT AGRICOLE PREMIÈRE BANQUE FRANÇAISE



Croissance
de l'activité,
crédit en 1989 :
+ 14,6 %

Progression des résultats,
collecte d'épargne
en 1989 : + 11,6 %
Résultat net :
4,520 milliards de F.
(+ 15 %)

Première banque des ménages : 17 millions de clients : un Français sur trois.

Première banque de l'agriculture : 85 % du financement de l'agriculture.

Première banque financière : Un sixième du marché français.

Première banque des entrepreneurs : 20 % des entrepreneurs travaillent avec le Crédit Agricole.

L'année 1989 a été une bonne année pour le Crédit Agricole, qui présentait le 25 avril 1990, les comptes consolidés du Groupe. Une bonne progression de l'activité avec une collecte en hausse de 11,6 % avec 1 226

milliards de francs. Une croissance des dépôts clientèle de 9 % avec 773 milliards de francs. Une croissance des fonds gérés de 23 % avec 320 milliards de francs. Les encours de prêts, de 837 milliards, se sont accrus de 14,6 %.

Chiffres consolidés (en milliards de francs français)	1988 non consolidé	1989 consolidé
Total du bilan	1 276	1 400
Produit net bancaire	43,8	48,74
Résultat brut d'exploitation	16,7	19,9
Provisions nettes	6,7	9,4
Résultat net part du Groupe	3,9	4,5

CA CRÉDIT AGRICOLE

LE BON SENS EN ACTION

هكذا من الأصل

CHRONOLOGIE

ÉTRANGER

1. - **GRANDE-BRETAGNE** : Des détenus se révoltent contre les conditions de détention à la prison de Strangeways à Manchester. La mutinerie n'est définitivement matée que le 25 après l'intervention des forces de l'ordre contre les sept derniers mutins (du 3 au 11, 13, 24 et 27).

2. - **FRANCE-ESPAGNE** : L'arrestation à Séville d'un Français de Bayonne, Henri Parot, permet le démantèlement d'un commando français de l'ETA militaire. Neuf autres Français sont interpellés les 4 et 5 dans les Pyrénées-Atlantiques et inculpés le 8. Ils seraient responsables de nombreux attentats meurtriers commis en Espagne entre 1978 et 1989 et revendiqués par l'organisation terroriste basque (du 4 au 18, 23, 27 et 28).

3. - **IRAQ** : Le président Saddam Hussein menace de « mettre à feu la moitié d'Israël si ce pays tente quoi que ce soit contre l'Irak ». Alors qu'un trafic de technologie nucléaire a été démantelé le 28 mars, il assure que « l'Irak n'a nul besoin de la bombe atomique » car « il possède l'arme chimique binaire ». Une autre affaire d'exportation illégale d'armement est découverte le 11 : des éléments d'un « canon géant » destinés à l'Irak sont saisis dans un port du nord-est de l'Angleterre (du 30 mars au 5 avril, du 13 au 17, 19, 20, 22-23 et 26).

M. Gorbatchev, le PC et la Lituanie

Le 3, le Soviet suprême vote en seconde lecture la loi sur les modalités de sécession des Républiques soviétiques : des conditions rigoureuses sont fixées à l'extérieur de ce droit reconnu par la Constitution. La Lituanie, qui a proclamé son indépendance le 11 mars, doit, selon le Kremlin, respecter ces procédures légales. La tension s'accroît entre Moscou et Vilnius bien que des « compromis » soient clairement envisagés par les dirigeants lituaniens pour favoriser l'ouverture d'un dialogue.

Le 11, est publiée une « lettre ouverte aux communistes », dans laquelle le comité central du PC demande l'exclusion des réformateurs les plus radicaux, accusés de rechercher une « scission du parti ». Malgré cette offensive des conservateurs, c'est un des chefs de file des radicaux, M. Gavrilo Popov, qui est élu, le 20, maire de Moscou. Cependant, l'annonce d'importantes réformes économiques prévues pour le 14 est retardée et M. Gorbatchev rejette explicitement, le 27, toute « thérapie de choc ».

Le 13, M. Gorbatchev menace la Lituanie de sanctions écono-

miques si plusieurs lois votées par le Parlement lituanien ne sont pas abrogées dans les deux jours. À partir du 18, l'approvisionnement en pétrole brut est interrompu et les livraisons de gaz naturel sont réduites de 85 %, alors que la Lituanie est totalement dépendante de l'URSS dans le domaine énergétique.

Le 24, le président Bush, qui avait envisagé, le 17, de prendre des « mesures appropriées » contre Moscou, décide de ne pas riposter au blocus de la Lituanie afin de ne pas déstabiliser M. Gorbatchev et de maintenir de bonnes relations avec l'URSS. Avec les mêmes intentions, MM. Kohl et Mitterrand, réunis le 26 à Paris, adressent une lettre à M. Landsbergis, président lituanien : ils lui demandent de « suspendre pendant un temps les effets » de la déclaration d'indépendance « pour faciliter l'ouverture de pourparlers » avec Moscou. L'initiative franco-allemande est bien accueillie par M. Landsbergis, qui se déclare prêt à des concessions (du 3/IV au 3/V).

libres (sociaux libéraux, 92 sièges), le Parti des petits propriétaires (droite, 43 sièges) et le Parti socialiste hongrois (ex-communiste, 33 sièges) (du 8 au 11, 15-16 et 20).

8. - **NÉPAL** : Le roi Birendra 1^{er} accepte le rétablissement du multipartisme, supprimé depuis 1960, après sept semaines d'agitation dont la répression a fait au moins cinquante morts. Le 16, le souverain annonce la dissolution du Panchayat, structure politique et administrative sur laquelle reposait la monarchie absolue. L'opposition formée, le 19, un gouvernement de transition jusqu'à l'organisation d'élections libres d'un an, mais des affrontements se poursuivent à Katmandou où l'armée est déployée à partir du 23 afin de rétablir l'ordre (du 1^{er} au 11, 13, du 15 au 20, 25, 26 et 27).

9. - **PÉROU** : Au premier tour de l'élection présidentielle, l'écrivain Mario Vargas Llosa, candidat de la coalition de droite du FRE-DEMO et grand favori des sondages, arrive en tête avec 33,8 % des suffrages, mais il est talonné par M. Alberto Fujimori, candidat indépendant d'origine japonaise, qui remporte 30,7 % des voix à la surprise générale (4, 7, 10, 11, 12, 15-16 et 18).

10. - **VOUGOSLAVIE** : Lors des premières élections libres en Slovaquie, la coalition d'opposition non communiste Demos obtient 55 % des suffrages et remporte 47 des 80 sièges du Parlement de Ljubljana. De même, en Croatie, le 22, le premier tour de scrutin est marqué par un net succès de l'Union démocratique croate, parti nationaliste de droite. Mais au deuxième tour de l'élection présidentielle en Slovaquie, le 22, c'est un communiste réformateur, M. Milan Kucan, qui est élu (6, 10, 11, 12, 13, 18, 22-23, 24 et 27).

11. - **FINANCES MONDIALES** : Un accord est conclu sur les statuts de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement de l'Europe de

l'Est (BERD) entre les représentants de quarante pays et de deux institutions européennes. Dotée d'un capital de 10 milliards d'euros (70 milliards de francs), dont 51 % dévolus par les pays de la CEE, la BERD commencera ses prêts à l'Est en mars 1991 (10, 11 et 17).

12. - **RDA** : Cinq partis ex-allemands - les chrétiens démocrates et les deux autres partis de l'opposition conservatrice, les libéraux, les sociaux-démocrates - forment un gouvernement de coalition, dirigé par M. Lothar de Maizière (CDU), qui est investi par le Parlement par 257 voix sur 379 exprimées. Ces cinq partis se prononcent pour un rattachement rapide de la RDA à la RFA et pour une appartenance de l'Allemagne unifiée à l'OTAN (du 4 au 7, 10, 11, 13, 14, 20, 21 et 23).

13. - **POLOGNE-URSS** : Le général Jaruzelski, en visite en URSS du 11 au 14, obtient que Moscou reconnaisse la responsabilité de l'URSS dans le massacre de milliers d'officiers polonais à Katyn en 1940 (12, 14 et 15-16).

16. - **GRANDE-BRETAGNE** : M. Nelson Mandela, vice-président du Congrès national africain (ANC), est ovationné par soixante-dix mille personnes réunies au stade de Wembley, à Londres, pour un concert de rock organisé en son honneur (17 et 18).

17. - **COTE-D'IVOIRE** : Après un regain de l'agitation sociale, les mesures d'austérité annoncées le 31 mars sont suspendues en attendant l'élaboration d'un nouveau plan d'ajustement structurel réclamé par le FMI (4, 5, 7, 8, 9, 13, 14, 17, 19, 20, 21 et 27).

18. - **VOUGOSLAVIE** : L'état d'urgence instauré le 27 février 1989 au Kosovo est levé et plus de cent prisonniers politiques sont libérés, tandis que les autorités fédérales optent pour le dialogue avec l'opposition de souche albanaise (10, 12, 20, 22-23 et 26).

19. - **FRANCE-ÉTATS-UNIS** : M. Bush et M. Mitterrand s'entre-voient à Key-Largo (Floride) de l'avenir de l'Europe et des relations transatlantiques. Ils souhaitent que l'avenir de l'OTAN soit défini lors d'un sommet de l'Alliance organisé avant la fin de 1990 (19, 20 et 21).

20. - **ALGÉRIE** : Plusieurs dizaines de milliers de manifestants défilent à Alger à l'appel du Front islamique de salut (FIS), qui démontre ainsi sa force et sa détermination. Le Front de libération nationale (FLN), au pouvoir depuis 1962, qui avait appelé à une contre-manifestation, avait dû ensuite annuler son mot d'ordre (5, 7, 9, 17, 19, 21, 22-23 et 24 avril, 2 mai).

21. - **POLOGNE** : M. Lech Walesa, réélu président de Solidarité avec plus de 80 % des voix, n'exclut pas d'être candidat à la présidence de la République en 1991 (12, 13, 18, du 21 au 25 et 27).

21-22. - **TCHÉCOSLOVAQUIE-VATICAN** : Jean-Paul II, en visite en Tchécoslovaquie pour son premier voyage à l'Est, hors sa Pologne natale, exhorte l'Europe à se réunifier autour de son héritage de valeurs chrétiennes. Les relations diplomatiques entre Prague et le Saint-Siège, rompues en 1948, ont été rétablies le 19 (17, 20, 21 et 24).

22. - **CHYPRE** : M. Rauf Denktaş est réélu, avec 66,7 % des suffrages, président de la République turque de Chypre du Nord qu'il a proclamée en 1983 (24).

22. - **LIBAN** : Robert Pothill, otage américain enlevé le 24 janvier 1987, est libéré à Beyrouth. Le 30, Frank Reed, un autre Américain enlevé le 9 septembre 1986, est lui aussi relâché à Beyrouth. Damas et Téhéran, qui ont favorisé ces libérations sans condition, demandent « un geste de bonne volonté » de Washington pour poursuivre leur médiation, alors que quinze Occidentaux, dont six Américains et quatre Britanniques, restent détenus au Liban par des groupes intégristes chiites pro-iraniens (du 20 au 27 avril et du 8 mai).

22. - **NIGÉRIA** : Une tentative de putsch militaire contre le général Babangida est mise en échec après des combats « très meurtriers » (24 et 25 avril, 5 mai).

22. - **ROUMANIE** : Une version plus complète du procès et de l'exécution des époux Ceausescu, le 25 décembre 1989, est diffusée par la télévision, confirmant que le nouveau régime s'est livré à une

Avril 1990 dans le monde

La chronologie paraît habituellement le deuxième dimanche de chaque mois. Les chiffres entre parenthèses indiquent la date du numéro du Monde où est rapporté l'événement cité.

EDOUARD MASUREL

parodie de justice. À partir du 22, des milliers de manifestants occupent en permanence la place de l'Université, dans le centre de Bucarest : à un mois des premières élections libres, ils réclament le départ du président Ion Iliescu et de tous les anciens communistes encore au pouvoir (du 3 au 20 et du 24 avril au 3 mai).

23. - **ALLEMAGNE** : Le chancelier Kohl met fin à la polémique sur le taux de l'échange des marks-est contre des deutschemarks, qui s'était développée après la divulgation, le 30 mars, d'un avis de la Bundesbank favorable à un taux de « deux pour un » : il accepte la parité « un pour un » pour les salaires, les retraites et une partie de l'épargne. M. Kohl et M. de Maizière, réunis à Bonn le 24, fixent au 2 juillet la date de l'union monétaire, tandis que les négociations sur ses modalités, ouvertes le 27 entre les deux gouvernements allemands, aboutissent dès le 2 mai à un accord complet (du 3 au 7, 10, 11, 13, 14, 18, 20, 21 et du 24 au 30 avril, 3 et 4 mai).

23-26. - **CHINE-URSS** : Les divergences entre Moscou et Pékin apparaissent nettement lors de la visite officielle de M. Li Peng en URSS, la première d'un chef de gouvernement chinois depuis 1964 (15-16, 21 et du 23 au 28).

24. - **SOUDAN** : Vingt-huit officiers sont exécutés après l'échec, le 23, d'une tentative de coup d'État contre le régime islamique du général Béchir (12 et du 24 au 27).

24. - **ZAÏRE** : Le président Mobutu annonce l'abandon du système de parti unique pour un multipartisme limité à trois formations (8-9, 15-16, 23, 26 et 27).

25. - **NICARAGUA** : La présidente Violeta Chamorro entre en fonctions. Elle maintient le général Humberto Ortega (sandiniste) à la tête de l'armée, tandis qu'un accord de cessez-le-feu a été conclu, le 19, avec les guérilleros de la Contra, qui ont accepté une « démobilisation » étalée entre le 25 avril et le 10 juin (5, 8-9, 18, 20, 21, 24, 26 et 27 avril, 2 mai).

25. - **ESPACE** : La navette américaine Discovery place en orbite le télescope Hubble, capable d'observer des objets situés à 4 milliards d'années-lumière (3, du 11 au 14, 20, 26, 27 et 29-30 avril, 2 mai).

25-26. - **FRANCE-RFA** : Lors du cinquante-cinquième sommet franco-allemand, à Paris, les malentendus apparus depuis quelques mois entre Paris et Bonn sont dissipés (du 26 au 28).

26. - **ISRAËL** : M. Itzhak Shamir (Likoud) est chargé de former le gouvernement après l'échec de M. Shimon Peres (travailliste) qui n'a pu convaincre les partis religieux de le soutenir (5, 6, 10, 12, 13, 20, 24, 27 et 28).

28. - **CEE** : Le conseil européen extraordinaire de Dublin est principalement consacré à la relance de l'Europe politique après le message adressé, le 19, à M. Haughey, premier ministre irlandais et président en exercice du Conseil européen, par MM. Kohl et Mitterrand, soulignant la nécessité d'accélérer la construction politique de l'Europe des Douze. Après s'être « réjoui » des perspectives d'unification allemande, sujet qui avait motivé la convocation de ce sommet, et avoir défini les bases de l'intégration de la RDA à la CEE, les Douze fixent au 1^{er} janvier 1993 l'entrée en vigueur de l'union économique et monétaire mais aussi de l'union politique, dont le contenu reste à définir (3, 8-9, 12, du 18 au 21 et du 24 au 30 avril, 2 mai).

28. - **ÉTATS-UNIS** : Après le retrait du Japon et du Brésil, seule l'Inde est maintenue sur la liste noire des pays ayant des pratiques commerciales déloyales à l'égard des produits américains. Depuis un mois, plusieurs accords importants avaient été signés pour régler les différends commerciaux américano-japonais (4, 5, 7, 17, 26 et 28 avril, 3 mai).

28-29. - **RDA-URSS** : M. Lothar de Maizière, effectuant à Moscou sa première visite hors d'Allemagne, affirme son intention de respecter les engagements de la RDA envers l'URSS. Mais il ne parvient pas à lever l'opposition de M. Gorbatchev à une appartenance de l'Allemagne unifiée à l'OTAN (8-9, 13, 14 et 29-30 avril, 2 mai).

FRANCE

2. - La Banque de France abaisse son taux directeur de 10 % à 9,75 %, puis à 9,50 % le 26. Parallèlement, la bonne santé du franc et de l'économie attire les capitaux étrangers vers la Bourse de Paris, où la hausse des cours est supérieure à 10 % en avril (du 3 au 9, 15-16, 22-23 et 29-30).

2. - Le groupe Pinault revend la société papetière la Chapelle-Darblay, qu'il avait acquise en 1987, à deux groupes papetiers scandinaves (1^{er}, 2, 4 et 6).

3. - Lors de la table ronde majoritaire sur le racisme, réunie par M. Rocard à l'hôtel Matignon, les participants acceptent le principe d'une nouvelle réunion, le 16 mai, sur l'immigration et l'intégration (du 4 au 9, 12 et 13-16).

3. - Des propos antisémites de M. Jacques Médéric, maire (RPR) de Nice, suscitent une large réprobation dans la classe politique, le 30 mars, d'un avis de la Bundesbank favorable à un taux de « deux pour un » : il accepte la parité « un pour un » pour les salaires, les retraites et une partie de l'épargne. M. Kohl et M. de Maizière, réunis à Bonn le 24, fixent au 2 juillet la date de l'union monétaire, tandis que les négociations sur ses modalités, ouvertes le 27 entre les deux gouvernements allemands, aboutissent dès le 2 mai à un accord complet (du 3 au 7, 10, 11, 13, 14, 18, 20, 21 et du 24 au 30 avril, 3 et 4 mai).

3. - Le travail reprend à Radio-France après une grève dure qui paralysait toutes les stations depuis le 22 mars (du 22/III au 4/IV, 6, 15-16, 19 et 29-30).

4. - M. Yasser Arafat, président de l'OLP, est reçu à l'Élysée par M. Mitterrand, avant de s'entrevoir avec l'ancien président américain Jimmy Carter, chargé d'une mission d'information sur les chances de règlement du conflit israélo-arabe. Les 5 et 6, M. Arafat est reçu en visite officielle en Italie (du 4 au 9).

4. - M. Christian Nucci, ancien ministre socialiste de la coopération, bénéficie d'un non-lieu et de la loi d'amnistie dans l'affaire du Carrefour du développement. Mais les cinq magistrats composant la commission d'instruction de la Haute Cour de justice critiquent publiquement leur propre décision en dénonçant l'immunité des délits politico-financiers votée en décembre 1989 par les députés. Les jours suivants, la polémique autour de la loi d'amnistie est relancée dans la classe politique, tandis que quelques magistrats manifestent leur trouble en faisant preuve de mansuétude à l'égard de délinquants (du 3 au 17, 20, 24, 26, 28 et 29-30).

5. - En Polynésie française, la cour d'assises de l'Appel condamne à des peines de cinq à quatorze ans d'emprisonnement huit habitants de l'atoll de Faaiti pour avoir jeté au bâcher, en septembre 1987, six des leurs soupçonnés d'être « possédés du démon » (du 28/III au 7/IV).

5. - M. Michel Droit, inculpé en 1988 de corruption passive pour avoir continué de recevoir des versements du groupe Hérault après sa nomination à la CNCL, bénéficie d'un non-lieu (7).

6. - Mlle Isabelle Gallimard vend à la BNP les 12,5 % d'actions de Gallimard qu'elle détient, alors qu'un conflit familial oppose ses frères et sa sœur pour le contrôle de la maison d'édition (3, 4, 7, 8-9 et 14/IV, 3/V).

10. - Jacqueline Valente, son compagnon belge Fernand Houtekamps et leur petite fille, otages du LVMH, numéros un mondial du luxe, M. Racamier, reconnaissant sa défaite, démissionnent de la présidence de Louis Vuitton, qu'il occupait depuis 1977 (27 et 28/IV, 3/V).

11. - Le conseil des ministres approuve deux projets de loi réformant, l'un, le statut de la régie Renault et l'autre, celui des PTT. La séparation de la Poste et de France Télécom est critiquée par la CGT, mais le mot d'ordre de grève lancé par la CGT et FO pour les 3 et 4 avril n'a pas été très suivi. Le PCF s'oppose aussi à la transformation de Renault en une société anonyme, détenue à 75 % par l'État : le 28, M. Rocard est contraint d'engager la responsabilité de son gouvernement pour faire adopter le texte par l'Assemblée nationale, en première lecture, après que le PCF ait utilisé, les 26 et 27, toutes les procédures pour ralentir les débats (du 3 au 6, 10, 12, 13, 14, 21 et du 26 au 30/IV, 2/V).

12. - M. Bérézgovoy annonce des mesures destinées à stopper la baisse des dépôts sur le livret A des caisses d'épargne, dont les fonds servent au financement du logement social (6, 7, 13, 14 et 20).

17. - Les députés unanimes votent en première lecture un projet de loi renforçant la protection des personnes malades ou handicapées contre les discriminations (17, 18 et 19).

17. - En Nouvelle-Calédonie, un accord est annoncé sur le rachat par la province Nord, dirigée par le FLNKS, des 85 % d'actions possédées par M. Jacques Lafleur, président du RPCR, dans une société qui exploite des mines de nickel sur le territoire (14, du 18 au 23 et 29-30/IV, 3/V).

20. - Les députés adoptent en première lecture le projet de loi sur la création des instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM) qui accueilleront, à partir de 1991, les futurs enseignants, de la maternelle à la terminale (10, 19, 21, 22-23 et 25).

22. - La célébration du Jour de la Terre (Earth Day) est un échec en France, alors qu'aux États-Unis et dans une cinquantaine d'autres pays les manifestations pour la défense de l'environnement rassemblent des millions de personnes (du 21 au 24).

24. - En mars, le déficit du commerce extérieur a été de 858 millions de francs, le nombre des chômeurs s'est accru de 0,4 % et les prix ont augmenté de 0,3 % (18, 23 et 28).

25. - Saint-Gobain annonce un accord avec les dirigeants du groupe américain Norton pour le rachat de ce fabricant d'abrasifs et de céramiques grâce à une OPA amicale d'un montant de 11 milliards de francs (27 et 28).

26. - Le projet de réforme constitutionnelle autorisant la saisine du Conseil constitutionnel par les justiciables est voté en première lecture à l'Assemblée nationale par 320 voix (272 PS, 7 RPR, 9 UDF, 8 UDC, 14 non-inscrits) contre 237 (122 PS, 79 RPR, 4 UDF, 26 PCF, 4 non-inscrits). Alors que la droite semblait pecher, sous la pression de M. Giscard d'Estaing, pour le refus du projet, M. Rocard a fait, dès l'ouverture du débat, le 24, plusieurs concessions, dont la promesse d'un débat parlementaire, à l'automne, sur les institutions. L'opposition s'est ensuite divisée sur le vote d'une motion de renvoi en commission, déposée par l'UDF, qui a été rejetée, le 25, par 302 voix (272 PS, 2 RPR, 7 UDF, 11 UDC, 10 non-inscrits) contre 267 (6, 7, 13, 14 et du 19 au 30).

26. - Le mot d'ordre de grève nationale, lancé par tous les syndicats de fonctionnaires après l'échec, le 27 mars, des négociations salariales avec le gouvernement, est peu suivi (du 29/III au 2/IV, 4, 6, 26, 27 et 28).

26. - Un arrêt de la cour d'appel de Paris met fin au conflit qui opposait depuis plus d'un an M. Bernard Arnault à M. Henry Racamier pour le contrôle de LVMH, numéro un mondial du luxe. M. Racamier, reconnaissant sa défaite, démissionne de la présidence de Louis Vuitton, qu'il occupait depuis 1977 (27 et 28/IV, 3/V).

28. - Un mouvement de protestation des détenus commence à Lons-le-Saunier, où la prison est secouée, avant de s'étendre, du 29 avril au 3 mai, à plusieurs autres établissements (du 2 au 5/V).

28. - Le Monde quitte la rue des Italiens, où il était installé depuis sa création, en décembre 1944, pour ses nouveaux locaux du 15, rue Falguière, à Paris (29-30/IV et 5/V).

28-30. - SOS-Racisme, lors de son troisième congrès réuni à Longjumeau, adopte un « manifeste pour l'intégration » après avoir critiqué la politique gouvernementale en matière d'immigration et pris ses distances avec le Parti socialiste (28/IV, 2 et 3/V).

DÉCÈS

3. - Sarah Vaughan, chanteuse de jazz américaine (6).

8. - Jean Orieux, écrivain, auteur de romans historiques et de plusieurs biographies (14).

12. - Isabelle Waldberg, sculpteur (14).

15. - Greta Garbo, actrice américaine d'origine suédoise, qui Hollywood avait rendu célèbre et qui n'avait plus tourné de films depuis 1941 (17).

16. - Anne Philipe, écrivain (18).

17. - Ralph Abernathy, pasteur noir américain, ancien compagnon de lutte de Martin Luther King (19).

18. - Frédéric Rossif, cinéaste, réalisateur de nombreux documentaires (20).

21. - Erté, peintre décorateur, l'un des créateurs les plus recherchés du théâtre et du music-hall (24).

23. - Paulette Goddard, actrice américaine (25).

25. - Dexter Gordon, saxophoniste américain (27 et 28).

30. - Antoine Vitez, acteur et metteur en scène, administrateur général de la Comédie-Française (3 et 4/V).

30. - Jean Jérôme, militant et financier du PCF depuis les années 30 (4/V).

30. - Paul Reuter, juriste spécialiste du droit international (4/V).

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde des Dirigeants

Postes à + de 400 KF

Directeur financier

1 heure de Paris 400 - 450 KF

LA SOCIÉTÉ : l'une des principales divisions industrielles (CA 1200 MF) d'un important groupe français.

LE POSTE : Fonction financière complète - comptabilité générale et industrielle, contrôle de gestion, budgets, reporting, contrôle de crédits et trésorerie (équipe de 27 personnes).

LE CANDIDAT : Un financier "pragmatique" qui sait dialoguer avec les opérationnels, vous avez au moins 32 ans, une formation solide de commerce et d'excellentes connaissances du contrôle financier dans un environnement industriel ; votre mobilité et votre anglais opérationnel vous permettront d'évoluer à terme dans le groupe.

Veuillez contacter pour ALEX au (1) 42.89.09.17 ou lui envoyer un CV complet sous référence 1233/1AM à Norman Parsons - 12 rue de Pontbieu - 75008 PARIS.

Norman Parsons
CONSEIL EN RECRUTEMENT

Société Commerciale (CA : 800 MF) filiale française d'un groupe multinational leader de l'informatique gros systèmes recherche son

Directeur Financier

500/600 KF

Paris

Rattaché au Président Directeur Général, vous aurez une première mission d'animation et d'assistance de l'équipe commerciale pour tout ce qui est de l'ingénierie financière des contrats (ventes de 20 à 40 MF) et bien sûr une seconde mission de supervision des équipes financières et comptables (quinze personnes) ; vous serez responsable des fonctions comptabilité, trésorerie, juridique, fiscalité, contrôle de gestion informatique et personnel dans le cadre d'un reporting mensuel au centre européen à Londres et en liaison avec la maison-mère aux États-Unis.

Vous avez 35/45 ans environ, un fort dynamisme, une expérience de management réussie dans des sociétés à caractère fortement commercial et une expérience des leasing et autres produits de financement. Vous maîtrisez parfaitement l'anglais et avez une expérience si possible du secteur informatique.

Contactez Gilles de Montguyon, au (1) 45.53.26.26 ou adressez CV + photo + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 30 bis, rue Spontini, 75116 Paris, sous réf. GDM 5679 MQ.



Michael Page Finance
Spécialiste en recrutement Financier

Etablissement financier : un directeur général

Aujourd'hui Directeur des opérations Bancaires d'une banque à réseau, vous allez partager avec le Président de cet établissement financier, les responsabilités finales du fonctionnement de la société.

A ce titre, vous élaborerez la politique d'emploi et ressources (30 milliards de francs), définirez les objectifs financiers, gerez le risque de taux et la politique générale en matière d'engagement.

Opérationnel autant que stratège, votre maîtrise des instruments financiers et votre connaissance des opérations bancaires vous permettront d'être pour le réseau, un acteur de développement et pour la société, un moteur du futur.

Compte tenu des responsabilités, ce poste s'adresse naturellement à un cadre supérieur très confirmé dans des fonctions de politique et de management en milieu bancaire. Il s'ouvrira dans une grande métropole régionale.

Brigitte BACHELET, Responsable des Carrières "Banque et Finances" traite confidentiellement votre candidature et vous remercie de lui écrire sous la réf. 2386 LM ARGOS - 1001, avenue de la République - 59701 MARCQ EN BAROEUL Cedex.

BERNARD JULHIET
argos

Paris - Lyon - Lille - Strasbourg - Nice - Bruxelles

Une importante société de services (5 Mds FF CA) anglo-saxonne recherche dans le cadre d'une récente opération de croissance externe un

Directeur Financier

450/480 KF+ voiture

Marseille puis Paris

Rattaché au Directeur Général dont vous serez un conseiller privilégié, assisté de votre équipe et avec le soutien de la maison-mère, vous metrez les procédures budgétaires et comptables en conformité avec les normes du groupe. En liaison étroite avec les opérationnels français, vous participerez au développement interne et externe de la société. Agé de 35 ans environ, vous avez une très bonne connaissance de la fonction

financière (plus particulièrement du contrôle de gestion) et comptable en milieu Anglo-Saxon et souhaitez évoluer dans un environnement très dynamique.

La maîtrise de l'Anglais courant est indispensable.

Contactez Dorick de Brusses au 78.28.16.04 ou adressez CV + tél + photo + rémunération

actuelle à Michael Page Rhône-Alpes, 19 rue de l'Arbre Sec, 69001 LYON, sous réf. DDB440MO.



Michael Page Rhône-Alpes
"Nos Spécialistes recrutent vos Spécialistes"

Le Monde des Juristes

Groupe BARCOCK est l'un des leaders européens pour la conception et la réalisation de chaudières industrielles et de centrales thermiques. Au travers de nos filiales industrielles dans 15 pays, nous réalisons 1 milliard de CA consolidé.

Dans le cadre de notre développement, nous créons au sein de la Direction Administrative et Financière, le poste de :

JURISTE

35 ans environ, votre formation supérieure et votre expérience acquise en milieu industriel, vous ont familiarisé avec le Droit des Contrats ; ingénierie-fabrication, procédures civiles, droit des brevets.

Après avoir pris en charge les contentieux en cours, votre action portera sur la prévention depuis l'élaboration des contrats, jusqu'à leur achèvement.

Une vocation internationale nécessite une pratique courante de l'anglais.

Nous vous remercions d'envoyer votre dossier de candidature (lettre de motivation, CV, photo, présentations) à BARCOCK REPRÉSENTATION Direction des Affaires Sociales - 80, rue Emile Zola - 1123 LA COURNEUVE.



BARCOCK
Entreprise

UN MONDE
OUVERT.
DES HOMMES
EN MARCHE...

Les nouveaux enjeux, tout le monde en parle. Aux A.G.F., nous agissons, notre situation est tout à fait enviable, c'est vrai (25 000 personnes, 40 milliards de C.A. consolidés dans près de 15 % d'international, 1 600 agences en France, une implantation dans 44 pays). Mais nous savons que la remise en cause est facteur de progrès. Plus que jamais, nous sommes décidés à aller de l'avant avec des hommes et des femmes qui partagent notre esprit d'innovation. Ensemble, nous releverons de nouveaux défis.

Jeunes diplômé(e)s maîtrise droit privé

optez pour un secteur en pleine mutation

Si vous recherchez un poste de juriste dans un secteur d'avenir, nous devrions nous entendre... Aux A.G.F., l'indemnisation des préjudices subis par nos clients est une fonction primordiale où rapidité, compétence et qualité sont les maîtres-mots.

Nous vous proposons, après une solide formation, une fonction à larges responsabilités qui fera appel à vos compétences juridiques qu'il s'agisse de vos qualités personnelles.

Aux côtés d'Agents Généralistes disposant d'une large délégation de pouvoirs, vous interviendrez dans votre circonscription, en conseil, appel et contrôle.

Vous serez chargé(e) de l'instruction et du règlement de tous les dossiers importants. Par ces actions d'information et de formation auprès des Agences, des Experts et des Clients, vous apporterez une contribution capitale pour développer la qualité du service à la clientèle.

Appuyé(e) par les centres de gestion régionaux et en rapport direct avec les Responsables Commercial, vous aurez une action déterminante sur la formation des résultats d'exploitation dans votre circonscription.

Prenez contact en adressant lettre, CV sous réf. M36 à Pascal LASSARRE, Département des Ressources Humaines, A.G.F. - 33, rue La Fayette 75009 PARIS.



AGF, L'ESPRIT OLYMPIQUE

SAINT-GOBAIN
IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE

recherche

Jeune JURISTE

3ème Cycle Droit des Affaires pour son Siège Social de NIORET

Deux à trois ans d'expérience souhaitée. Carrière évolutive. Liaison permanente avec les Services Juridiques du Groupe. Droit des Sociétés - Droit des Contrats. Assurances - Fiscalité. Anglais courant.

Adressez CV et lettre sous réf. 79771 à CONTESSÉ - 38, rue de Villiers - 92532 LEVALLOIS-PERRET Cedex.



Les consultants-juristes d'INTUITU PERSONAE, premier cabinet de recrutement juridique, vous informent qu'ils sont désormais à votre disposition.

19 avenue de Messine à Paris 8°
Tél. 40.76.63.00 Fax 40.76.64.23 Télex 305 171 Messin

LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS recherche un

JURISTE PLEIN TEMPS EN DROIT DES AFFAIRES

- Appelé à assister le chef du département de droit civil et commercial pour réaliser des études et informer les entreprises.
- Diplômé du 3^e cycle de l'enseignement supérieur en droit privé, si possible en droit des affaires, et justifiant d'une solide formation en droit civil. Connaissances en droit communautaire souhaitées.
- Poste nécessitant des connaissances approfondies et une aptitude à la rédaction. Première expérience professionnelle demandée.

Envoyer lettre manuscrite, curriculum vitae et présentations à C.C.I.P. - Direction des Ressources Humaines 8, rue Chateaubriand 75008 PARIS.



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

هكذا من الأصل

INFORMATIQUE DE GESTION

**Développer le département
juridique de notre DRH****Juriste social**

Directement rattaché au DRH du Groupe, ce poste, que nous créons, est une fonction clé dans une entreprise où 4 000 collaborateurs en Europe réalisent un CA de 2,3 Mds de F, nous classant 3^e SSI française et 6^e européenne.

Au cœur d'enjeux socio-économiques importants, vous êtes le relais privilégié de l'information en droit social des opérationnels. Vous les assistez dans la résolution de leurs problèmes et procédez aux études nécessaires.

De formation supérieure juridique, spécialisé en droit du travail, vous possédez une expérience de 2/3 ans de ce domaine. Vous pratiquez l'anglais couramment.

Vos qualités d'écoute, votre sens de l'équipe, votre forte capacité de travail seront des atouts essentiels pour créer et mener à bien cette mission.

Merci d'adresser votre candidature
sous référence M/21
à Gilles Poirier, Concept SA.



DRH/DDC
35/37 rue des Abondances
92100 Boulogne

LA DIRECTION DES MARCHÉS DE CAPITAUX RECHERCHE UN

**SPECIALISTE DES MONTAGES
FINANCIERS H/F**

Vous intervenerez au sein d'une équipe de montage d'opérations de marché et de crédits. Vous aurez la responsabilité de mettre au point les contrats à partir des informations communiquées. Puis, vous négociez les modalités avec les différents partenaires : clients, autres banques, conseils juridiques.

A 30 ans environ, de formation juridique

(maîtrise ou doctorat), vous avez une expérience du montage d'opérations financières dans un environnement international et une bonne connaissance des instruments de marchés.

Ce poste requiert la maîtrise de l'anglais et conviendrait à un candidat motivé et à fort potentiel.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV sous la réf. SMF à Frédéric PASTRE
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE - 29, rue Tailbout - 75009 PARIS.



CONJUGUONS NOS TALENTS.

GTM ENTREPOSE recherche pour sa filiale GTM-Entrepose International,
Holding de ses activités internationales, un

Juriste international

Au sein d'une équipe dynamique, placé sous la responsabilité du Secrétaire Général du Holding et en liaison directe avec les principaux responsables des filiales internationales du Groupe, vous prendrez en charge l'ensemble des aspects juridiques de nos projets et contrats internationaux (études, rédactions, négociations avec les clients, contentieux...).

Profil : 30/35 ans, une formation juridique de haut niveau en droit, DESS minimum, complétée par une spécialisation en Droit des Affaires et en Commerce International. Vous devez justifier d'une expérience significative dans le domaine des affaires

internationales, en cabinet ou entreprise. Vous parlez et écrivez couramment l'anglais et possédez de préférence une bonne pratique d'une autre langue. Vous êtes motivé pour des voyages fréquents à l'étranger. Nombreuses possibilités d'évolution au sein du groupe.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 78305 à Média-System, 6 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17.

GTM ENTREPOSE

IMAGINER POUR ENTREPRENDRE

Débutant ou 1^{re} expérience...

Jeune Juriste

(civil - commercial - procédure)

Maîtrise Droit

PARIS

Le Directeur juridique de cet important Groupe de Communication (8500 pers.) recherche un "Juriste junior" afin de lui confier l'analyse, le traitement et le suivi de dossiers juridiques (recouvrement de créances, réalisation de contrats, injonctions de payer...) impliquant des relations permanentes aussi bien avec le monde de l'édition que le monde judiciaire (avocats, tribunaux, administrateurs judiciaires, etc.). Débutant ou bénéficiant d'une 1^{re} expérience, titulaire d'une Maîtrise de Droit, le candidat retenu trouvera dans notre Groupe de réelles perspectives de carrière.

ORION vous garantit une discrétion absolue et vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 5761 M.

35, rue du Rocher 75008 Paris

**<F> Faiveley s.a.**

LEADER MONDIAL DE L'ÉQUIPEMENT FERROVIAIRE

recrute
pour son siège social à Saint-Ouen (93)

**UN(E) JURISTE
et ADMINISTRATIF D'ENTREPRISES**

(Bac + 4/5)

Droit des affaires, contrats, brevets
Très bonne connaissance de l'anglais commercial et contractuel.
Expérience souhaitée de quelques années en entreprise industrielle.
Salaire : ouvert selon compétence

Merci d'envoyer C.V., photo et prétentions
à M^{me} Paturel FAIVELEY S.A.
93, rue du D^r-Beuer, 93407 Saint-Ouen Cedex.

Lamy S.A.

ÉDITIONS JURIDIQUES ET TECHNIQUES

Dans le cadre du développement de son
Département FORMATION recherche un (e)

**ADJOINT (E) AU DIRECTEUR
DE LA FORMATION**

Votre rôle : concevoir les programmes de stages, sélectionner les intervenants, assurer le suivi pédagogique et logistique, informer la clientèle avec pour souci la qualité de la prestation, enfin veiller à la rentabilité de vos actions.

De culture juridique (BAC + 4), vous avez environ 5 ans d'expérience dans le domaine de la Formation et si possible, une bonne connaissance de la réglementation du TRANSPORT, du DROIT FISCAL et du DROIT DES SOCIÉTÉS.

Nous sommes particulièrement sensibles à vos qualités de rigueur, d'initiative, à votre sens de l'organisation et des contacts.

Merci d'adresser CV + lettre manuscrite + photo + prétentions sous réf. 5673 à notre conseil ou transmettez le par Minitel en composant le 3616 Code CV Plus.

**Juristes/Fiscalistes
Consultant**

Paris/Province

Diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez 1 à 3 ans d'expérience dans une fonction juridique en cabinet ou en entreprise. Vous souhaitez élargir vos compétences : commercial, marketing, management, gestion...

Le Groupe Michael Page coté à la bourse de Londres, l'un des leaders européens en matière de recrutement, vous propose d'intégrer son équipe spécialisée dans le recrutement de juristes et de fiscalistes.

Notre forte expansion en France et en Europe permet d'envisager de fortes possibilités d'évolution en France ou à l'Étranger pour des candidats à fort potentiel.

Adresser CV + photo + n° tél + rémunération actuelle à Yves Boissonnat, Michael Page, 10 rue Jean Goujon 75008 PARIS, sous réf. YB58MO.



Michael Page

DANIEL HECHTER

PARIS

La société Daniel Hechter

recherche

SON RESPONSABLE JURIDIQUE

Il assistera la direction générale sur toutes les questions d'ordre juridique, il participera aux négociations contractuelles et rédigera les accords de licence.

Le candidat, titulaire d'une maîtrise en droit des affaires, aura au minimum deux années d'expérience, de préférence dans un cabinet juridique. Il aura une bonne maîtrise des techniques contractuelles et de l'anglais des affaires.

Veuillez adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo, prétentions) à Mr Bergmann
S.I.P.C./Daniel Hechter, 4 ter, av. Hoche, 75008 Paris.

Important Groupe du Secteur Tertiaire étoffe
ses structures et recherche son

**Directeur Administratif
et Juridique**

Le titulaire du poste disposant d'une formation supérieure en droit des affaires, aura 35 ans environ, et devra avoir déjà assumé au sein d'une importante société une responsabilité d'encadrement concernant les chefs de services administratifs et juridiques (achat - juridique - immobilier - contentieux), et un personnel étoffé.

Bonne connaissance de l'anglais.
Poste à Paris.

Ecrire sous réf. 1577 à

PUBLIPANEL

145, rue de Vaugirard 75015 PARIS qui transmettra.

THOMSON RECRUTE LES MEILLEURS POUR LES METIERS D'AVENIR

VIVEZ LA FINANCE INTERNATIONALE

THOMSON BRANDT ARMEMENTS, filiale du groupe THOMSON (1,4 milliard de CA dont 50% à l'export), participe à tous les grands projets français et internationaux dans son domaine. Dans un contexte hautement technologique et aux enjeux stratégiques capitaux, nous apportons une attention particulière à la gestion et au financement de ces contrats et recherchons :

RESPONSABLE TRESORERIE ET FINANCEMENT

En liaison avec la trésorerie du Groupe, vous prenez en charge la gestion de notre trésorerie franc et devises. De plus, vous intervenez dans le financement des contrats exports, recherche de financement, missions avec les commerciaux, relations bancaires et avec les administrations (COFACE, DREE, ...).

De formation supérieure (écoles de commerce option finance internationale, IEP, ...), vous justifiez d'une expérience de 4 à 5 ans du domaine, dans la banque ou l'entreprise. La maîtrise de l'anglais est indispensable. Pour réussir, la pratique de l'espagnol et la connaissance de la micro-informatique seront des plus.

Merci d'adresser votre candidature à : TBA - Philippe PHAM - Directeur des Ressources Humaines
304 Rond Point du Pont de Sèvres - 92516 Boulogne Billancourt Cedex.



Banque Privée région Sud-Ouest

recherche pour son Service Comptabilité Générale un

CADRE COMPTABLE H/F

Nous vous confierons la tenue de la comptabilité générale de la Banque et des filiales du Groupe dont l'activité est diversifiée dans le domaine financier.

Vous participerez à l'élaboration du bilan, à la confection des déclarations réglementaires, à l'établissement des comptes consolidés et à la mise en oeuvre de nouveaux systèmes d'informations comptables.

Titulaire d'un DECS ou équivalent, vous possédez une expérience en comptabilité bancaire de 3 à 5 ans.

Nous souhaitons rencontrer un candidat ayant un esprit ouvert, précis dans son travail, sachant allier dynamisme et réflexion.

Merci d'adresser lettre manuscrite + C.V. réf. 6768 à
MEDIAPA 5054, rue de Sully - 92513 BOULOGNE CEDEX.

N°1 de l'affacturage en France. Factofrance Heller offre toute une gamme d'outils de gestion aux entreprises : recouvrement, gestion de comptes-clients, financement, garantie contre les impayés.



Factofrance Heller

Diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez une première expérience professionnelle, et avez démontré dans les postes opérationnels, soit en banque, soit à l'intérieur d'une PME, de réelles capacités d'initiatives, et un sens commercial développé.

Voulez-vous nous rejoindre et accompagner notre développement en tant que

CHARGÉ DE CLIENTÈLE

Vous aurez pour mission, en pleine autonomie, à l'intérieur de très larges délégations :

- d'apprécier le risque des opérations avec les entreprises,
- de les prendre en charge,
- d'entretenir le fonds de clientèle existant par des visites suivies et fréquentes sur le terrain.

Outre une rémunération motivante, notre société est capable d'offrir aux candidats à potentiel des opportunités de carrière intéressantes tant dans sa propre structure que dans ses filiales.

Le lieu de travail est PARIS.

Nous avons confié le premier contact à notre Conseil COREX - 11, av. Myron - T. Herrick - 75008 PARIS. Vous voudrez bien lui adresser votre dossier (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. FF/M. Il vous garantira toute discrétion.

LE FACTOR DES ENTREPRISES QUI VONT DE L'AVANT

Adjoint Responsable Comptabilité et Gestion Export



A 35 ans environ, diplômé d'une école de gestion complétée par un DECS ou titulaire d'une maîtrise des Sciences et Techniques Comptables, vous désirez aujourd'hui mettre à profit votre expérience de la fiscalité étrangère en rejoignant un groupe industriel très présent à l'international.

En collaboration étroite avec le responsable du service, vous intervenez dans la comptabilité générale et analytique : superviser les comptabilités auxiliaires et étrangères, participer à l'élaboration des bilans et du reporting mensuel, traiter

les comptabilités en devises des établissements (chantiers, filiales, succursales)...

Disponible et autonome, vous alliez à vos qualités pédagogiques, le sens de la communication et de l'animation.

Une bonne pratique de l'anglais est exigée. La maîtrise de la micro-informatique sera un atout supplémentaire.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous référence 6763 à
MEDIAPA 5054, rue de Sully
92513 BOULOGNE CEDEX qui transmettra

Groupe Industriel Français de taille internationale intervenant dans un domaine de pointe recherche son

Responsable Consolidation budgétaire Groupe

Proche banlieue ouest

Directement rattaché au responsable du contrôle de gestion du groupe (CA > 20 MdF), le titulaire prend en charge l'ensemble du processus de consolidation budgétaire de plus de 50 filiales. Il produit les états prévisionnels, les analyse et les commente. Il participe aux opérations de suivi des résultats consolidés en liaison avec les services comptables et les responsables de contrôle de gestion opérationnels. Il contribue à l'évolution des systèmes, procédures et méthodes.

Diplômé d'une Grande Ecole de Commerce, le candidat justifie d'une expérience réussie au sein d'un grand groupe industriel ou en cabinet d'audit. De bonne formation

comptable, il dispose d'une solide connaissance de la consolidation dans un environnement international. Ses qualités personnelles, sa capacité à communiquer, à prendre du recul, à suggérer, seront déterminantes. Anglais apprécié. La dimension de notre groupe offrira à un candidat de valeur de réelles perspectives y compris dans nos filiales (Responsable Administratif et Financier, contrôleurs de gestion opérationnels...).

Contactez Frédéric Pougeon, au (1) 45.53.26.26 ou adressez CV + photo + tél + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 30 bis, rue Spontini, 75116 PARIS, sous réf. FP5242MO.



Michael Page Finance
Spécialiste en recrutement Financier

GESTIONNAIRE DE PORTEFEUILLE IMMOBILIER



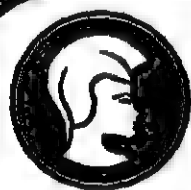
embre d'un groupe international, NSM est une banque commerciale privée à forte vocation financière. A une clientèle de haute qualité, nous offrons un service personnalisé allant tradition et innovation.

GESTIONNAIRE DE PORTEFEUILLE. Responsable de la gestion d'un portefeuille de clients très importants, de par leur notoriété et leur volume d'affaires, vous analysez les risques, préparez vos dossiers que vous présentez en Comité et vous gérez l'ensemble de vos engagements. En relation également avec les promoteurs nationaux, vous vous attachez aussi à développer votre clientèle.

Juriste de formation, vous possédez une expérience de 5 ans minimum du financement des opérations immobilières dans une banque. Votre pratique de l'anglais est un atout important.

Madame Thérèse vous remercie de lui répondre par courrier sous référence GP/05/LM, NSM, BP 46608, 75008 Paris. Votre candidature sera étudiée en toute confidentialité.

Banque de Neufilms Schlumberger, Mallet



Minerve

Transports Aériens

Par sa croissance interne et externe, Minerve est devenue un groupe industriel comprenant holding et filiales. Renforçant ses structures elle crée, chez Minerve International (C.A. 1,2 milliards - Siège Paris), les postes suivants :

Chef comptable

Réf. 23843/M

Responsable de l'établissement des bilans, il anime une équipe de cadres et collaborateurs qualifiés. Les traitements sont informatisés sur IBM AS 400. Une formation niveau expertise, la pratique de l'anglais, une expérience de 5 à 10 ans de responsable comptable dans une entreprise importante à activité internationale est demandée.

Réviseurs comptables

Réf. 23844/M

Travaillant en équipe, ils sont chargés d'assister les services comptables en auditant les comptes, et de participer à l'évolution de méthodes et techniques comptables. Diplômés DECS, parlant l'anglais, ils ont 5 ans d'expérience acquise en cabinet ou entreprise.

L'environnement très évolutif de l'entreprise est particulièrement motivant pour des cadres s'impliquant fortement dans leur fonction.

Merci d'adresser lettre man. et CV sous réf. choisie à Marie-José FOURNIAT - CEGOS Division Recrutement
Tour Vendôme - 92516 BOULOGNE CEDEX



Bruxelles - Lisbonne - Londres - Madrid - Milan - Paris



La Direction Financière recherche pour son Service Trésorerie, à Saint-Quentin-en-Yvelines, un

ASSISTANT TRESORIER H/F DEBUTANT

Au sein d'une équipe de sept personnes, vous participerez :

- à la gestion et la négociation des placements,
- à l'établissement des prévisions,
- à l'élaboration du reporting et des tableaux de bord,
- à la supervision du back-office.

Diplômé d'une Grande Ecole de Commerce, vous êtes, de plus, titulaire d'un Master ou équivalent spécialisé en technique financière. Vous pratiquez l'anglais et possédez une bonne connaissance de la micro-informatique. Votre dynamisme et votre esprit d'équipe sont les qualités que nous recherchons.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et photo) sous référence A.T. à : SCN - Direction du Personnel et des Relations Humaines - 1, rue des Hérons - Montigny-le Bretonneux - 78182 Saint-Quentin-en-Yvelines.

REPRODUCTION INTERDITE

Contrôleur de Gestion Expérience Services

Diplômé de l'enseignement supérieur long, vous avez acquis une expérience effective de 3 à 5 ans des techniques de contrôle de gestion, de préférence dans le secteur tertiaire. Vous avez fait preuve de votre capacité à dialoguer avec tous les responsables opérationnels pour leur permettre de progresser.

A partir de la comptabilité et du contrôle de gestion déjà en place, vous vous attacherez à analyser les résultats et à faire ressortir les écarts. Vous améliorerez les procédures existantes, les tableaux de bord et autres outils de gestion indispensables à la mise en œuvre par les opérationnels d'un véritable management par objectifs.

La dimension de cette société d'ingénierie, située en proche banlieue parisienne, permet d'envisager des ouvertures intéressantes pour un candidat motivé et qui veut évoluer.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 68 8222 M à notre Conseil EQUIPES ET CARRIERES - 4, rue de la Bienfaisance 75006 PARIS - qui prendra contact en vous garantissant la confidentialité.

EQUIPES ET CARRIERES
UNE EXIGENCE, LA REUSSITE.

CONTRÔLEUR DE GESTION JUNIOR

Gras Savoye, Société de services de dimension internationale (1000 personnes, 20 bureaux en France) recherche pour assister son contrôleur de gestion un jeune auditeur, de formation ESC, maîtrise ou DESS et/ou ayant une première expérience professionnelle.

Il participera à la définition et à la mise en place de nouveaux outils d'aide à la décision. Les grandes lignes de sa mission comporteront l'analyse de nos activités, le choix d'indicateurs de gestion, l'établissement de tableaux de bord et autres systèmes d'informations ainsi que l'évaluation de leurs coûts.

Une grande capacité d'écoute et de communication, un bon esprit d'analyse et de synthèse ainsi que la pratique de la micro-informatique sont nécessaires.

L'anglais facilitera son intégration et son évolution dans notre groupe de Courtage et de Conseil Européen.

Adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions) à la Direction du Personnel - Gras Savoye - 2, rue Anceille - 92200 NEUILLY SUR SEINE.

Gras Savoye
Bien conseiller pour mieux prévoir

LUCAS Diesel

RECHERCHE POUR SA DIRECTION FINANCIERE
(poste basé à BLOIS)

FORMATION : Bac + 2 / Bac + 3
FINANCES - COMPTABILITE - GESTION.

Anglais (lu, parlé et écrit) indispensable. Bonne maîtrise de la micro-informatique et pratique des méthodes anglo-saxonnes sont nécessaires.

MISSION : Sous l'autorité de notre Direction Financière, vous prendrez la responsabilité de l'ensemble des tâches relatives à la gestion comptable et financière d'un segment d'activité indépendant, à savoir :
- élaboration des prévisions à court et à long terme (budget et ses révisions, plans stratégiques)
- reportings mensuels auprès de la division britannique de tutelle et du management local
- contrôle budgétaire.

Vous devez justifier d'une expérience minimum de 5 années en milieu industriel.

Adresser C.V. + photo + prétentions à :
LUCAS DIESEL - Département du Personnel
9, boulevard de l'Industrie - 41008 BLOIS CEDEX.

Paris

Directeur financier : poste opérationnel

Comptabilité, gestion, finance, personnel et informatique, vous prenez en charge l'intégralité de la fonction : mise en place de procédures, définition de nouveaux outils... Vous formez vos collaborateurs. Votre patron : le directeur général.

Diplômé de l'enseignement supérieur, vous justifiez de 5 à 7 ans d'expérience en audit et/ou en contrôle de gestion. Vous avez une bonne connaissance des mécanismes comptables.

Société de services, 60 MF de CA, nos résultats sont bons et nos objectifs ambitieux.

Si vous souhaitez participer à ce recrutement, merci d'envoyer votre CV sous la référence 20-077 à notre Conseil.

ONOMA
GROUPE COINTEGRAT

26 rue de Berri - 75008 Paris.
Pour plus d'informations,
consultez le 3616 code
UGE ONOMA.

PARIS LILLE LYON NANTES STRASBOURG

Framatome, grand groupe industriel diversifié (14 500 personnes, 18 Mds de CA) développe ses activités dans de nouvelles technologies de pointe. Pour participer à cette expansion, nous souhaitons renforcer nos équipes.

FINANCIER "EXPORT"

Au sein de la Direction financière, vous participerez au montage financier des offres "export" et aux opérations de compensation. A cette fin, vous déterminerez les possibilités et la faisabilité des opérations, vous négociez avec les traders, les acheteurs, les clients et vous mettez en place les opérations et garanties attachées.

De formation supérieure, vous bénéficiez d'une expérience de 4 ans minimum au sein d'une Direction Financière d'une entreprise exportatrice.

Mais, surtout, votre sens de la diplomatie et votre aptitude à négocier à haut niveau vous permettront de vous adapter aux interlocuteurs variés avec lesquels vous serez en relation.

Si vous parlez l'anglais parfaitement et si vous bénéficiez de l'expérience et des atouts de ce "monteur" d'affaires, rencontrons-nous rapidement. (réf. F01).

JEUNE CONTROLEUR DE GESTION à fort potentiel

Au sein de la Direction du Contrôle de Gestion Central vous intégrerez le Département "Méthodes et Procédures". Véritable force de propositions, vous contribuerez, par vos analyses, à l'évolution permanente des méthodes de contrôle et du système d'informations de gestion de la Société.

Conceptuel et organisateur, doté d'un solide sens de la communication, vous disposez des atouts nécessaires pour valoriser vos compétences et affiner votre expérience dans un secteur professionnel offrant de larges perspectives d'évolution.

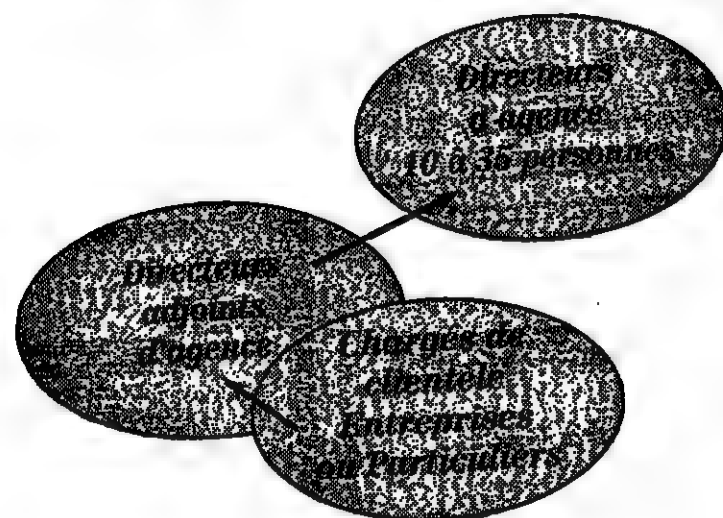
Diplômé d'une Grande Ecole de Commerce (HEC, ESSEC, ESCP, ou équivalent), votre première expérience de 2 à 3 ans au sein du contrôle de gestion d'une grande entreprise ou dans un cabinet d'audit, vous donne de bonnes raisons d'entrer en relation avec notre Groupe (réf. CG01).

Adresser votre dossier de candidature (lettre + CV) sous référence choisie à Laurent François-Martin, Groupe Framatome, Service Gestion Prévisionnelle, Tour Fiat, Cedex 16, 92084 Paris-La Défense.

GROUPE FRAMATOME
Les technologies de l'essor.

CIC Paris

**Vous voulez développer
votre carrière,
Vous recherchez
des responsabilités...**



Le CIC Paris, c'est :

- la 1^{re} banque du groupe CIC
- 116 agences à Paris et en région parisienne
- 4 000 collaborateurs
- 40 000 entreprises clientes et 250 000 particuliers clients.

DIRECTEURS D'AGENCE CONFIRMES

Agé de 30 à 40 ans, de formation supérieure générale (ESC, Universitaire...), vous possédez une expérience de Directeur d'Agence ou d'Adjoint. Vos qualités d'animateur sont indéniables et vos résultats commerciaux éloquentes. Nous vous proposons la direction d'une agence à la mesure de vos ambitions.

DIRECTEURS ADJOINTS CONFIRMES

A 28/35 ans, diplômé de l'enseignement supérieur (ESC, ITB, CESB...), vous avez tous les atouts en poche : connaissance des marchés de la clientèle d'entreprises et de particuliers ; expérience d'encadrement ; ... Nous vous proposons une implication encore plus grande dans le développement et la gestion d'une agence.

CHARGES DE CLIENTELE DEBUTANTS ENTREPRISES OU PARTICULIERS

De formation supérieure (IER, ESC, DESS ou maîtrise...), vous aurez à développer et à gérer un portefeuille de clients que vous conseillerez dans leurs attentes financières et patrimoniales. Vous avez le goût des contacts et du travail en équipe. Vous souhaitez valoriser vos compétences et obtenir rapidement des résultats.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo) en précisant le poste de votre choix à Loïc ALLAIN - CIC Paris - Division Emploi et Gestion des Carrières - 66, rue de la Victoire - 75009 PARIS

GROUPE CIC

مكتبة من الأصل

LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE RECHERCHE POUR SA DIRECTION DES MARCHÉS DE CAPITAUX, UN

FINANCIER INTERNATIONAL H/F

Au sein d'une petite équipe, vous serez chargé de la négociation et du montage d'opérations internationales de capital pour des émetteurs français et étrangers.

Diplômé HEC, ESSEC, ESCP, DESS, DEA... vous avez acquis une expérience de quelques années dans le Département Corporate Finance ou similaire d'une grande banque et avez été en relation avec des entreprises internationales.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV sous la réf. FI à Frédéric PASTRE SOCIÉTÉ GÉNÉRALE - 29, rue Talibout - 75009 PARIS.

Vos solides connaissances économiques et financières vous permettront de construire des propositions et de les présenter à des sociétés internationales.

Goût des contacts humains et maîtrise parfaite de l'anglais seront déterminants pour ce poste évolutif : vous pourrez à terme diriger le lancement d'émissions sur le marché international des capitaux.



CONJUGUONS NOS TALENTS.

Responsable du département affaires fiscales

L'organe central du Groupe des Banques Populaires recherche le responsable de son département "Affaires Fiscales".

Vous assurerez l'information, et l'assistance des banques de notre Groupe dans le domaine de la fiscalité.

Vous donneriez des consultations et conduiriez des interventions ponctuelles en Banque (audit, montage d'opérations, réunions d'information et de formation). Vous apprécieriez le travail en équipe et vous avez de réelles qualités relationnelles. Votre réussite sera fonction de votre expertise et de votre volonté d'entreprendre. Vous êtes diplômé de l'Ecole Nationale des Impôts ou possédez un diplôme d'études supérieures de fiscalité. Vous avez de bonnes connaissances comptables. Vous avez huit ans environ d'expérience acquise dans un poste opérationnel similaire.

Ce poste implique de courts déplacements dans les banques du Groupe.

Merci d'adresser C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions sous référence AF à Catherine VAYNE - Chambre Syndicale des Banques Populaires - Le Portant de Paris 5, rue Leblanc - 75011 PARIS Cedex 15.



BANQUE POPULAIRE

UNE ENERGIE NOUVELLE EN FRANCE

AFRIQUE, ASIE

Société Française de Conseil en Développement SEDES-CEGOS

missions, séjours

Economistes financiers, Statisticiens, comptables nationaux

5 à 10 ans d'expérience, profil ENSAE, ISUP, Doctorat Sciences Economiques, PH.D. Pratique Anglais et micro-informatique nécessaire.

Economistes ruraux, Politiques Agricoles

5 à 10 ans d'expérience pays francophones et anglophones, aptitude modélisation et formation.

Experts agricoles :

Problèmes fonciers, systèmes d'élevages, systèmes d'irrigation, organisation des producteurs, crédit rural décentralisé.

Prière d'adresser votre lettre manuscrite et C.V. à Nadine MORVAN - S.F.C. SEDES CEGOS Tour Chenonceaux (11^e étage) 204 Rond Point du Pont de Sèvres - 92516 BOULOGNE CEDEX.

TOSHIBA

TOSHIBA SYSTEMES (France)

Leader sur le marché des portables et de la bureautique.

Pour contribuer à notre forte expansion (+ 40% en 1990), nous renforçons notre Direction Financière en créant le poste de

CONTRÔLEUR DE GESTION

Rattaché au Directeur Financier, vous mettrez en place les procédures budgétaires de contrôle de gestion et développerez la comptabilité analytique (siège et usine). Chargé du suivi et de l'analyse des différents reporting (notamment à Tokyo), vous perfectionnerez les outils de gestion existants et animerez l'élaboration des budgets et du plan.

Diplômé d'une grande école de gestion (HEC, Essec, ESCP), vous possédez une expérience de trois ans acquise en cabinet d'Audit ou dans les services financiers d'une société internationale.

La maîtrise de l'anglais est indispensable.

Merci de faire parvenir votre candidature (lettre, C.V., photo et rémunération souhaitée) sous la référence DRH 08 à C. Esclatier, Directeur des Ressources Humaines, qui traitera votre dossier en toute confidentialité.

TOSHIBA SYSTEMES (France)

7, rue Ampère, B.P. 131 - 92804 Puteaux Cedex

Cadre Comptable

2/5 ans d'expérience en particulier dans le domaine de la comptabilité générale, des déclarations fiscales et sociales.

Diplômé d'études comptables supérieures, vous maîtrisez l'anglais des affaires et avez une bonne pratique de l'informatique.

Vous êtes disponible rapidement.

Le poste est basé à LA DEFENSE.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo et prétentions) sous réf. LM à l'attention de Jean-Marc ALEXANDRE - Tour NEPTUNE Cedex 20 - 92086 PARIS-LA-DEFENSE.



PARIS

Groupe français d'importation et de distribution de biens d'équipement grand public en forte expansion (CA : 1,5 milliard de francs), filiale d'un important groupe allemand international leader européen sur son marché.

JEUNE CADRE COMPTABLE Bac + 4

H254M

Avec l'appui d'une équipe compétente et dans un environnement très informatisé, vous assisterez le responsable des comptabilités dans le suivi quotidien, mensuel, trimestriel et annuel des opérations de comptabilité générale du groupe : comptabilité tiers, gestion des immobilisations, suivi des comptes de trésorerie... jusqu'à l'établissement des bilans et des déclarations légales et fiscales. Titulaire d'une maîtrise de gestion/comptabilité financière ou d'un DECS, vous justifiez d'un minimum d'expérience au sein d'un groupe international et maîtrisez la micro-informatique. Une bonne pratique de l'allemand est indispensable.

JEUNE CONTRÔLEUR DE GESTION ESC (niveau DECS) H255M

Vous assisterez notre responsable du Contrôle de gestion dans l'ensemble de ses responsabilités : reporting à la maison-mère des 5 sociétés du groupe, élaboration des budgets, développement du contrôle budgétaire, missions ponctuelles d'audit interne et mise en place de nouvelles procédures... dans un contexte très informatisé. Diplômé d'une école supérieure de commerce/comptabilité financière ou d'un DECS, vous justifiez d'un minimum d'expérience en cabinet d'audit ou au sein d'un groupe international et maîtrisez parfaitement la micro-informatique. Une bonne pratique de l'allemand est indispensable.

Pour ces deux postes évolutifs, nous recherchons de jeunes candidats dynamiques, rigoureux et dotés d'excellentes qualités relationnelles. Nous vous remercions d'adresser votre candidature : lettre manuscrite, CV et rémunération actuelle, sous la référence suivra le titre du poste, à Ernst & Young Conseil - 8, rue de Téhéran 75008 Paris, qui étudiera votre dossier en toute confidentialité.

Ernst & Young Conseil

Diplômés Grandes Ecoles (X, Centrale, Supélec, HEC, ESSEC, ESCP,...)

Le CREDIT LYONNAIS renforce ses équipes d'OPERATEURS sur les marchés financiers.

Si vous êtes débutant, nous vous proposons de nous rejoindre.

- Vous aurez la possibilité de vous former sur une gamme importante de produits financiers.
- Vous aurez rapidement des responsabilités importantes.
- Vous aurez à prendre des décisions rapides dans un univers changeant.
- Vous aurez la possibilité d'évoluer à l'étranger.



Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite) sous réf. 64 au CREDIT LYONNAIS DRSP RECRUTEMENT CADRES Martine BEAULIEU 25, rue du 4 Septembre 75002 PARIS.

CREDIT LYONNAIS. LE POUVOIR DE DIRE OUI.

FINANCIERE STRAFOR

Leader européen ou mondial dans chacune de nos branches d'activité, nous sommes un Groupe industriel diversifié et réalisons un CA de plus de 7 Mds F dont 60 % à l'international. Nous sommes implantés dans tous les pays d'Europe, aux USA, en Afrique, en Asie et sommes cotés au RM de la Bourse de Paris. Dans le cadre de notre expansion, nous recherchons, pour le siège, un

Responsable Consolidation

STRASBOURG

Votre champ d'activité est triple : il couvre la consolidation des comptes, la planification financière et le contrôle financier. Vous êtes responsable de l'établissement et de la communication des comptes consolidés Groupe. Vous développez la planification financière (plans de financement, bilans prévisionnels consolidés...) et vous assurez le contrôle financier de certaines branches d'activité.

Votre expérience d'environ 4 ans vous a permis d'acquies la pratique des techniques comptables et la maîtrise des méthodes de consolidation françaises. Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur (MSTC, ESC...) et vous parlez couramment Anglais. Vous avez environ 30 ans et vous souhaitez élargir vos responsabilités et votre polyvalence.

Le Groupe saura vous faire évoluer.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous réf. NO410 à notre conseil :

CONCEPT RECRUTEMENT



CAP SESA RECHERCHE POUR SES FILIALES

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Dans un contexte très opérationnel et en forte croissance, directement rattaché au PDG, vous serez responsable des services administratifs et financiers. A ce titre, vous assurerez des missions sur le terrain en relation avec les agences.

De formation HEC, ESSEC, ESCP, + DECS ou Expertise, 5 à 10 ans d'expérience réussie en cabinet ou en entreprise ont développé votre excellent potentiel et vos connaissances en informatique.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous référence 192/M à Dominique ILLIEN, CAP SESA, 264 rue du Faubourg Saint-Honoré - 75008 Paris.



CHEF DES SERVICES ADMINISTRATIFS ET DU PERSONNEL SUD de la FRANCE

avec près de 3.000 personnes et un CA dépassant largement le milliard, rattaché à une multinationale, nous sommes l'un des leaders de notre profession (filières d'équipement).

Pour notre établissement Régional du Sud, comprenant près de 200 personnes, nous recherchons le collaborateur qui, prioritairement, assurera la gestion administrative de la facturation et des recouvrements.

Il aura également à gérer le personnel selon les directives et procédures du siège, tout en ayant la responsabilité de la cellule formation régionale.

Il sera en relation avec la Direction Administrative ainsi qu'avec celle des Ressources Humaines du Siège à Paris, où il sera mis au courant des procédures et des projets informatiques ; il y bénéficiera d'une formation pendant plusieurs mois.

35 ans environ, BAC + 4 dans le domaine comptabilité, contrôle de gestion, complété par une expérience dans la fonction personnel, vous encadrerez 4 à 5 personnes en étant le bras droit du Directeur d'Etablissement.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. CA 305 M à notre conseil au 49, avenue Trudaine 75009 PARIS, qui vous renverra confidentiellement.

ACTÈRES CONSEIL

Nous avons pour objectif d'être le financier leader du développement local en Europe, et nous nous attachons sur la qualité de notre gestion. Un de nos services, chargé du réaménagement de la dette cherche à renforcer son encadrement et recrute pour cela :

Un Jeune Cadre de Gestion Bancaire

Directement rattaché au responsable, vous aurez pour mission de :

- animer une équipe de 25 personnes,
- gérer des dossiers spécifiques et des contentieux,
- renforcer nos liaisons avec nos Directions Régionales et éventuellement avec la clientèle.

Vous avez une formation supérieure de gestion et une première expérience de l'exploitation bancaire. Votre professionnalisme vous permettra d'évoluer rapidement au sein de notre groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 176516 à CONTESSÉ, 38 rue de Villiers - 92539 LEVALLOIS PERRET Cedex qui transmettra.

Groupe Agro-Alimentaire performant N°1 sur son marché recherche son

CHEF DU SERVICE ADMINISTRATION COMMERCIALE

- Rattaché du Directeur Général Adjoint, le titulaire du poste aura une formation BAC + 2, type DUT Gestion des Entreprises.
- Agé de 30 à 40 ans, il justifie d'une expérience significative dans un emploi similaire.
- Chargé de l'organisation de la partie administrative du Service FRANCE et EXPORT, il est le relais entre les commerciaux et les services internes (logistique, informatique, comptabilité et achats) de l'Entreprise et anime une équipe d'une dizaine de personnes.
- Vous parlez Anglais et vous pourriez vous perfectionner dans cette langue.

Le Poste est basé près d'ANGERS

Merci d'envoyer CV + lettre manuscrite + photo s'inscrivant 50580 à M.L.2 Conseil, 15, rue Jacques Dulud 92200 NEUILLY SUR SEINE

Nous sommes UN GROUPE INTERNATIONAL LEADER SUR SES MARCHES. Pour une de nos filiales françaises en forte évolution nous recherchons notre très opérationnel

directeur finance et administration

400 KF

BANLIEUE SUD-OUEST

MISSION : En étroite collaboration avec Notre Direction Générale France et en relation permanente avec la Direction Financière Internationale • assurer l'entière responsabilité de la fonction financière de l'entreprise (Finance, Comptabilité française et anglo-saxonne, Reporting anglo-français, Fiscalité, Trésorerie...) • en collaboration avec la maison-mère, définir les besoins en informatique et notamment participer à la mise en place d'un nouveau système • gérer au quotidien l'Administration du Personnel (Paye, Administration des Ventes...) • exercer un véritable rôle de conseil et participer activement à l'accélération de notre développement (notamment rachat de filiales...).

OFFRE : Une filiale à taille humaine (+ de 100 pers.) au sein d'un groupe mondialement reconnu • un poste à très haute responsabilité, passionnant et extrêmement varié • une rémunération liée à votre niveau de performance • la possibilité d'évoluer à terme dans notre groupe.

PROFIL : 28/40 ans, études supérieures (Gestion, Commerce) • une expérience d'au moins 3-4 ans dans une fonction exigeante, si possible similaire • la connaissance de l'outil informatique • une capacité à s'adapter à des situations très diverses • l'habitude de l'animation de plusieurs personnes • une réelle maîtrise de l'anglais pour communiquer au sein du groupe • l'expérience de rachat de sociétés et de centralisation de moyens administratifs et financiers est un sérieux atout • un tempérament d'entrepreneur pour vous permettre de concrétiser nos projets et vous faire évoluer dans un groupe international.

Pour une présentation individuelle du poste le 14/06/90

adressez ou télécopez CV, lettre et photo à EUROMAN 96, rue Saint-Charles 75015 PARIS - Fax : 45.79.49.94 en indiquant la référence 6377 sur la lettre et sur l'enveloppe.

EUROMAN

CHARGE D'ETUDES H-F

Organisme Financier Régional des Caisse d'Epargne Ecureuil, en pleine expansion, recherche pour sa Direction de l'Organisation et des Systèmes d'Information à POITIERS, un CHARGE D'ETUDES.

Vous avez entre 25 et 30 ans, une solide formation économique et scientifique (ENSAE, Université...) ainsi qu'une première expérience bancaire. Vous souhaitez poursuivre votre évolution au sein d'un réseau bancaire fortement impliqué dans la vie économique locale et régionale.

Votre mission sera de concevoir puis de réaliser des modèles de prévision et d'aide à la décision, notamment dans les domaines financier et marketing. Vous veillerez également à la

cohérence des systèmes d'information concernant les activités de pilotage de l'établissement. Vous avez une bonne connaissance des techniques d'analyse statistique et économétrique.

Vous bénéficierez d'un environnement technologique de pointe (outils de type Infocentre, logiciels SAS et NOMAD...).

Vous avez le goût des études, la capacité à développer des projets en équipe, l'esprit d'analyse et de synthèse lié à une vision prospective.

Vous voulez nous rencontrer, un premier contact aura lieu sur Paris.

Merci de nous adresser lettre, C.V., photo et prétentions sous référence 6710/LM à MEDIA PA 50/54 rue de Sully 92513 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX.



Banque Commerciale à taille humaine, filiale d'un groupe bancaire international de premier plan recrute :

2 JEUNES COLLABORATEURS POUR SA DIRECTION FINANCIERE

Le titulaire du premier poste sera chargé de travaux très variés, centrés sur l'établissement et l'analyse des résultats. Ce poste s'adresse à un candidat âgé de 25 ans minimum, possédant un diplôme d'enseignement comptable supérieur (type BTS, DUT, DECS), ayant acquis une première expérience d'au moins 2 ans au sein d'une banque, d'un établissement financier ou d'un cabinet d'expertise comptable. Une compétence micro-informatique serait vivement appréciée. (Réf. DTF1)

Le titulaire du second poste aura en charge l'établissement des différents documents financiers et fiscaux, ainsi que des ratios réglementaires. Sa première mission consistera à mettre en place une consolidation du groupe. Ce poste s'adresse à un jeune diplômé du DECS ayant acquis une première expérience d'au moins 3 ans dans des fonctions identiques. (Réf. DTF2)

1 JEUNE EXPLOITANT "SENIOR"

Le candidat retenu aura en charge trois missions principales :

- les relations commerciales avec la clientèle,
- la gestion des dossiers d'engagements,
- la prospection.

Il sera titulaire d'un BAC + 2 ou 3, d'une ESC et/ou ITB ainsi que d'une première expérience de 3 ou 4 ans comme exploitant PME/PMI. (Réf. DTF3)

Envoyez C.V. + photo + lettre manuscrite + prétentions (en précisant la référence choisie), à Madame Dominique TISSERAND - D.P.R.H. - S.d.B.O. 8, rue de la Rochefoucauld - 75009 PARIS.

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

elf aquitaine

RECHERCHE POUR SA DIRECTION AUDIT GROUPE (PARIS - LA DEFENSE) UN RESPONSABLE DE LA DIVISION METHODES ET PROGRAMMES

Vous avez :

- environ 35 - 40 ans,
- un diplôme d'enseignement supérieur, scientifique ou de gestion, complété par un troisième cycle en Finance,
- une expérience d'au moins 5 années dans l'audit,
- une parfaite connaissance de l'anglais (indispensable).

Vous êtes :

- un auditeur confirmé, grâce à une pratique polyvalente d'audit interne dans une grande structure de groupe et/ou dans un Cabinet spécialisé,
- un gestionnaire rigoureux, mais aussi un homme de communication, capable de concilier sa capacité de

s'imposer avec les exigences de la diplomatie.

Vous aurez :

- à analyser les activités des services d'audit du Groupe, à en vérifier l'efficacité par rapport aux objectifs assignés, à coordonner les programmes en vue d'assurer leur cohérence d'ensemble au niveau du Groupe,
- à élaborer les programmes de la Direction Audit Groupe et à en définir les missions,
- à mettre au point les méthodologies les plus appropriées, à en promouvoir la mise en œuvre dans le Groupe et à veiller tout particulièrement à une formation adéquate des auditeurs.

Veillez adresser votre C.V., sous lettre manuscrite, avec photo et prétentions, à notre Conseil, Michel MORACCHINI (Département Sélebanque n°3030) 22 bis, rue des Belles-Feuilles, 75116 PARIS, qui vous garantira une discrétion absolue.

SELEBANQUE : LE RECRUTEMENT BANCAIRE ET FINANCIER

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

Nous sommes un Cabinet d'Audit et d'Expertise Comptable, membre d'un réseau international et nous recherchons dans le cadre de notre développement

COLLABORATEURS EXPERIMENTES

PARIS - ORLEANS - NANTES

Titulaires d'un diplôme d'Ecole de Commerce ou Universitaire, vous avez acquis une expérience de 2 à 5 ans d'Audit et de Commissariat aux comptes en Cabinet.

Autonome et rigoureux vous saurez vous donner les moyens d'évoluer dans un cabinet à taille humaine. Bien sûr, vous avez le goût du conseil.

Pour intégrer cet environnement stimulant, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) à : AMYOT AUDITEURS & CONSEILS G. HENGOAT 2, rue Washington - 75008 PARIS.



Le Département immobilier du CEPME participe au financement de la promotion des opérations de marchands de biens et des crédits acquéreurs. Pour soutenir le développement de ses activités en pleine expansion, il crée un poste de

CHARGE(E) D'AFFAIRES Opérations Immobilières Essec - Hec - Sup de Co Paris

Au sein de notre équipe, vous assurerez la responsabilité financière et commerciale des dossiers qui seront confiés à votre analyse : vous en assurerez l'instruction et vous contribuerez au développement des relations commerciales.

Vous justifierez de préférence de 2 à 3 ans d'expérience bancaire dans le domaine immobilier. La pratique de la langue anglaise est souhaitée.

Merci d'adresser sous réf. MD-CA votre dossier de candidature en mentionnant vos prétentions au CEPME, Madame DANION, DRH, 14 rue du 4 Septembre, 75002 PARIS.



Crédit d'équipement des PME

Nous sommes l'un des leaders de notre profession (biens d'équipement) avec près de 3000 personnes, plusieurs établissements en province et un CA dépassant largement le milliard.

Pour le Siège Social (PARIS OUEST) nous recherchons le :

RESPONSABLE DU SERVICE PAIE

Très au fait des problèmes de personnel en général, il doit être un spécialiste des rémunérations directes et indirectes. Dans un premier temps, il assure le projet annuel et participe à la mise en place d'un nouveau projet de gestion décentralisée du personnel.

35 ans environ, une formation gestion liée à la fonction personnel, une expérience de l'encadrement et d'un service paie, de solides connaissances et la pratique de l'informatique doivent vous permettre de réussir à ce poste et d'évoluer dans notre groupe.

Montrez que vous êtes motivé, précis, que vos initiatives sont celles que nous recherchons en adressant votre candidature détaillée sous réf. OA 608 M à notre conseil au 49, avenue Thudaine 75009 PARIS.



ACTÈRES CONSEIL

CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

Contrôler et animer la gestion

HEC - ESSEC - ESCP

A LA SUITE DE SON TRES FORT DEVELOPPEMENT, la société d'importation d'un grand groupe de la distribution recherche l'adjoint de son directeur

Agé de 30 à 35 ans, il parle couramment l'anglais. Il justifie impérativement d'une expérience réussie dans le contrôle de gestion acquise dans une société de négoce international ou dans une banque d'affaires.

Après une nécessaire période de prise de contact où il aura imposé tant ses qualités professionnelles que personnelles, ces fonctions l'amèneront rapidement à seconder le directeur dans le management de la société.

Ce poste basé à Paris exige une personnalité à fort potentiel.

Merci d'adresser votre lettre de motivation accompagnée d'un CV avec photo sous réf. 324/90 à notre conseil :

Jean-Pierre Duvergé & Associés

79, rue du Faubourg Poissonnière - 75009 PARIS.

Responsable des services comptables et financiers.

Leader mondial du stockage souterrain, notre société, Géostock, filiale commune de quatre grands groupes pétroliers, partage à égalité son chiffre d'affaires entre la gestion de centres de stockage d'hydrocarbures en France et l'ingénierie de stockage à l'étranger.

Rattaché au secrétariat général et directement responsable de huit personnes, vous prendrez en charge la comptabilité du siège et d'une douzaine de sociétés - dont certaines anglo-saxonnes -, superviserez la paye et gèrerez notre trésorerie. Vous préparerez les budgets et serez le garant de la fiabilité des documents transmis aux maisons mères. Vous participerez à l'analyse des coûts et des tarifs résultant de la comptabilité analytique et serez le pivot de l'informatique de gestion.

Une formation de niveau DECS minimum, une expérience de près de 10 années ; autant d'atouts qui vont vous permettre de prendre rapidement la hauteur nécessaire à la maîtrise de situations parfois complexes. Vous trouverez ainsi facilement vos marques dans un environnement intellectuel de haut niveau qui a largement privilégié un bon climat social. Claude des Reis, associé du cabinet Sirca, vous confirmera que nous apprécions les connaissances fiscales sérieuses et un bon niveau en anglais. Adressez-lui un résumé de carrière et une lettre de motivation sous la référence 079 712 LM au 140, Boulevard Haussmann - 75008 Paris.

Sirca

Paris-Lyon-Madrid-Lisbonne

Membre de Syntec



SOCIETE DES BOURSES FRANCAISES

VOUS êtes diplômé de l'enseignement supérieur Bac + 4/5, et vous avez orienté votre formation vers les techniques de gestion.

VOUS êtes débutant ou vous avez une première expérience d'audit en cabinet ou au sein d'un réseau bancaire

NOUS vous proposons de rejoindre notre

CORPS D'INSPECTION

NOUS vous formerons à l'accomplissement de missions de contrôle dans les sociétés de bourse et vous laisserons participer activement à l'évolution de notre méthodologie d'audit.

Dans le cadre des responsabilités qui vous seront confiées, vous aurez à vous assurer du bon respect des règles de fonctionnement des marchés au regard de la réglementation professionnelle ainsi que de la qualité de la gestion économique et financière des sociétés de bourse.

VOTRE rigueur, votre sens de la communication, vos capacités d'analyse et de synthèse sont des atouts décisifs pour ce poste qui vous donnera une ouverture sur un vaste champ professionnel.

Merci d'envoyer c.v. et prétentions sous référence BNF4, à notre Conseil FBO CONSULTANTS, 34 boulevard Haussmann, 75008 PARIS.

Finance Bourse Organisation Consultants



recherche pour poste à pourvoir en Métropole Nord

INGENIEUR CONTROLEUR DES INVESTISSEMENTS

Ce spécialiste, intégré dans une équipe pluridisciplinaire et Conseil des différents Décideurs, aura en charge :

- l'actualisation des Procédures d'Investissements et leur animation.
- Les études de Rentabilité Prévisionnelles.
- La suivi des Plannings, Budgets et Tableaux de bord.
- Les analyses du réalisé et la réaction décisionnelle.

Il participera en outre à l'élaboration des

Plans d'Investissements à 5 ans et au Contrôle de leur exécution.

Votre diplôme d'Ingénieur est complété par une solide formation Gestion-Finances et vous possédez une expérience du Contrôle des Investissements à une grande échelle, d'au moins 5 ans, si possible dans le bâtiment.

Envoyez votre dossier de candidature à Liliane FIOSEK - AUCHAN - 40, avenue de Flandre B.P. 82 - 59964 CROIX cedex.

REPRODUCTION INTERDITE

COLLABORATEUR EXPERIMENTE



IBM. LE PLUS COURT CHEMIN
ENTRE MOI ET CE QUE
JE VEUX DEVENIR.

Jeunes Diplômés, investissez-vous dans la finance.

La Direction des Services Financiers et de Contrôle de Gestion d'IBM FRANCE recherche des
CADRES FINANCIERS

pour rejoindre dans une première étape de carrière, ses équipes : audit, filiales financières (tarification, planification, études).

Cette offre s'adresse à des Jeunes Diplômé(e)s de Grandes Ecoles Scientifiques ou de Commerce (X, HEC, ou équivalent), Expertise Comptable, ayant éventuellement 2 à 3 ans d'expérience.

Ces postes situés à PARIS LA DEFENSE nécessitent une parfaite connaissance de l'anglais en raison de leurs implications internationales. Les éléments de valeur se verront confier par la suite d'autres postes à responsabilités dans les domaines les plus variés.



Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre, CV et photo) sous référence FIN 04 à : IBM France, Département Recrutement - 5, place Vendôme 75001 PARIS. Nous vous rembourserons vos éventuels frais de déplacement.



RESPONSABLE DU SERVICE PA

Directeur Administratif et Financier

GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS - Notre groupe, constitué de PME appartenant aux secteurs de la mécanique et du textile, coté en bourse, réalise un CA de 800 MF avec un effectif de 1400 personnes. Nos bons résultats financiers sont le meilleur garant de la poursuite de notre développement. Nous recrutons un DAF pour remplacer l'actuel titulaire du poste, proche du départ à la retraite. Rattaché au PDG et membre du comité de direction, ce collaborateur dirige les services comptables, financiers, le contrôle de gestion, l'informatique avec l'aide d'une équipe de 14 personnes dont 4 cadres. Ce poste, basé à Paris, s'adresse à un homme de 40 ans environ, de formation supérieure (ESC et DECS), parlant anglais et justifiant d'une expérience réussie de directeur financier dans une entreprise industrielle, capable de considérer le moyen et le long terme au niveau du groupe et de s'adapter à la culture "PME" des filiales.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre candidature sous la référence 1147.90 M à notre conseil, 61 boulevard Haussmann - 75008 Paris.



Chantal-Baudron. s.a.

Membre de Syntec

Diplômés Grandes Ecoles de préférence ayant une 1ère expérience

L'explosion des produits financiers nécessite des traitements et contrôles de plus en plus performants.

Au sein de la Direction Centrale des Marchés de Capitaux, vous participerez au succès des grandes évolutions des opérations de marché.

VOTRE MISSION :

- Définition des besoins
- Réalisation des modèles d'organisation
- Mise en place du suivi des risques et des traitements des opérations de marché.

Vous maîtrisez les techniques les plus récentes aussi bien informatiques que financières.

Une expérience en comptabilité ou en contrôle de gestion est vivement souhaitée. Vous aimez les contacts humains et vous recherchez des postes fortement évolutifs au sein d'une équipe jeune.

Basé à Paris, vous devrez avoir une culture internationale.

Si ce poste vous intéresse, adressez votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite) sous réf. 63 ou CREDIT LYONNAIS - DRSP RECRUTEMENT CADRES - Martine BEAULIEU - 25, rue du 4 Septembre 75002 PARIS.



CREDIT LYONNAIS. LE POUVOIR DE DIRE OUI.

DESCAMPS

CONTROLEUR DE GESTION COMMERCIAL

Avec plus de 15 000 personnes, un chiffre d'affaires de 10 milliards de francs, des produits et des marques à forte notoriété et en développement le groupe DMC est l'un des premiers groupes textiles mondiaux. Notre Division Linge de Maison représente 550 millions de francs de chiffre d'affaires dont 30% réalisés à l'export. Vous prendrez en charge le budget de l'entité commerciale regroupant : la distribution sélective, le commerce concentré, le réseau Texaffaires, les boutiques Descamps et les directions internationales et marketing. En liaison avec la comptabilité générale, vous

compterez la réalisation des différents budgets y compris celle d'une ou plusieurs filiales étrangères. Précis, pragmatique, vous serez amené à concevoir des solutions concrètes répondant aux problèmes rencontrés par les opérationnels. De formation supérieure en gestion, vous possédez une première expérience de la fonction acquise, si possible, dans le milieu de la distribution. Ce poste basé à Paris nécessite quelques déplacements. L'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. CGC/M à Dominique BALLARIN, DMC 88 rue de Rivoli 75008 PARIS.



CONTROLEUR DE GESTION BUDGETAIRE

Au sein du groupe Caisse des Dépôts, la Caisse Nationale de Prévoyance se situe au tout premier rang de l'assurance vie. Dans le cadre de son développement, elle souhaite intégrer son contrôleur de gestion budgétaire. Directement rattaché au responsable du contrôle de gestion central et assisté d'une équipe de 4 personnes, il prendra en charge l'élaboration et le suivi du plan opérationnel et du budget de fonctionnement de la CNP, ainsi que la gestion et l'élaboration des outils et des procédures administratives. Ce poste qui nécessite

rigueur et esprit d'analyse, plus des qualités relationnelles, s'adresse à un candidat diplômé de l'enseignement supérieur (Sup de Co, maîtrise...) disposant d'une expérience de 5 ans en contrôle de gestion, audit ou organisation. Une bonne connaissance de l'outil informatique est indispensable. Ecrire à P. EVEN en précisant la référence A/D2154M - PA Consulting Group - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.63.79.54. (PA Minitel 36.15 code PA)



PA Consulting Group

Creating Business Advantage

Jeune Directeur des Relations Humaines

280.000 +

Paris

Filiale française (200 pers.) en pleine expansion d'un Groupe mondialement réputé (Presse - Radio - Édition Littéraire et Musicale, etc.), nous recherchons notre Directeur des Relations Humaines. Assés d'un Service de 3 personnes, celui-ci prendra la responsabilité de l'ensemble des activités de la fonction : réflexion, élaboration et mise en œuvre d'une politique sociale dynamique... mais aussi recrutement, formation, application du droit social, administration et gestion du personnel, instances sociales, etc... Agé d'au moins 28 ans, diplômé de l'enseignement supérieur (Maîtrise, ESC ou équivalent), bénéficiant d'une première expérience réussie comme Adjoint du DRH d'une Entreprise Industrielle ou de services, le candidat retenu (H/F) trouvera dans notre Entreprise une fonction complète à la hauteur de son ambition.

ORION vous garantit une discrétion absolue et vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. RO 905 M.

35, rue du Rocher 75008 PARIS



NOUS SOMMES UNE BANQUE PRIVÉE
FILIALE D'UN IMPORTANT GROUPE BANCAIRE EUROPÉEN.
NOUS RENFORÇONS NOTRE SERVICE COMPTABLE ET RECHERCHONS UN

ADJOINT CHEF COMPTABLE

Titulaire d'un DECS, vous avez acquis 5 ans d'expérience minimum au sein d'une banque. Vous maîtrisez parfaitement tous les aspects de la comptabilité française et anglo-saxonne. Une bonne connaissance de la langue anglaise et de la micro-informatique serait un plus. Dynamique et rigoureux, vous alliez autonomie et goût du travail en équipe.

Nous offrons une rémunération très attractive à un candidat à fort potentiel. Si vous souhaitez évoluer au sein d'un groupe en pleine expansion, adressez dès aujourd'hui votre dossier de candidature sous référence 6773 à

MEDIA PA 50/54, rue de Sully - 92513 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX.

هكذا من الأصل

Le Monde de la Gestion

Le Groupe BABCOCK est l'un des leaders européens pour la conception et la réalisation de chaudières industrielles et de centrales thermiques. Au travers de nos filiales industrielles dans 10 pays, nous réalisons 1 milliard de CA consolidé.

Dans le cadre de notre développement, nous créons au sein de notre Direction Administrative et Financière, le poste de :

CONTROLEUR DE GESTION

A 35 ans environ, votre formation supérieure technique ou de gestion, votre expérience industrielle et votre maîtrise des systèmes d'information vous permettront d'animer une équipe chargée en particulier :

- de la préparation des budgets et de leur suivi,
- de la tenue de la comptabilité industrielle,
- de l'établissement des prévisions de résultats sur affaires,
- de l'élaboration du tableau de bord Société.

Vous serez directement rattaché au DAF. Votre potentiel et votre implication nous conduiront à faire évoluer vos fonctions au sein du Groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre de motivation, CV, photo, prétentions) s/réf. MCG à BABCOCK ENTREPRISE Direction des Affaires Sociales - 80, rue Emile Zola 93193 LA COURNEUVE.

BABCOCK
Entreprise

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL recherche pour le nouveau siège social de l'une de ses filiales à SAINT-QUENTIN en YVELINES (78)

Chef Comptable

Avec son équipe de 3 personnes, il aura la responsabilité de la comptabilité générale de la Société (CA 850 MF) et de la comptabilité client. Il supervisera fonctionnellement les équipes comptables des deux sites de production (comptabilité fournisseurs, immobilisations, frais généraux...). Il disposera de moyens informatiques modernes (HP 3000 et Bureautique).

La personne recherchée est impérativement titulaire du DECS comptable et possède une expérience d'au moins 5 ans qui lui permet de bien maîtriser la consolidation et la fiscalité.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions) à sous réf. 1988 à PARFRANCE ANNONCES 13 rue Charles Leocq - 75015 PARIS qui transmettra.

RENAULT CREDIT INTERNATIONAL
présent dans 20 pays
recherche dans le cadre de son développement

un Jeune Cadre CHARGÉ DE LA CONSOLIDATION

Bac + 4 ou 5 : Ecole de Commerce, DESCF...

Vous aurez en charge de produire le reporting mensuel du groupe à partir des informations communiquées par les filiales à l'étranger, de participer aux consolidations mensuelles, de préparer les informations nécessaires à la communication financière du groupe. Vous avez une première expérience de préférence dans l'audit et la volonté de vous investir. De réelles possibilités d'évolution dans un contexte international vous sont offertes.

Merci d'adresser votre candidature sous la réf. F0731MO à notre Conseil NERVET PONT 15 rue Cardinet 75017 PARIS.

nervet pont conseil

GRANDE BANLIEUE EST DE PARIS

Gestion et développement social en unité de production

JEUNE CHEF DU PERSONNEL A FORT POTENTIEL

Vous êtes de formation supérieure, juriste, ingénieur sciences humaines et sociales, avec une pratique de l'informatic. Après une expérience d'au moins trois ans en fonction personnel acquise impérativement dans des établissements de production ou de transformation, vous recherchez une évolution justifiée et d'avantage de responsabilités.

Dans cette unité technologiquement en pointe vous aurez à mettre en œuvre la politique sociale et humaine de l'entreprise, coordonner des actions de progrès au travers de la gestion du personnel, de l'information et de la communication, des relations sociales.

Cette opportunité vous intéresse, pour recevoir le descriptif détaillé de ce poste, merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 40 6210 M à parfrance (annexes) à l'agence AFFILIATES 43, rue du Chemin-Vert 75011 PARIS - qui transmettra.

CONTROLEUR BUDGETAIRE

dépendant du Directeur Financier, vous aurez les missions suivantes :

- Participation au développement de la comptabilité analytique
- Elaboration et suivi des budgets
- Reporting comptable et budgétaire (filiales, maison-mère)

Vous avez une formation école supérieure de commerce + DECS ou équivalent. Vous avez acquis une expérience de 2 à 3 ans dans un cabinet d'audit ou dans une grande entreprise. Vous pratiquez l'allemand et/ou l'anglais. Des déplacements sont à prévoir.

Le poste offre de réelles possibilités d'évolution dans le groupe.

Si vous pensez convenir au profil du poste, veuillez envoyer C.V., + lettre manuscrite + prétentions + photo à :
Sté AMRI "Les Mercures" 40, rue Jean Jaurès 93178 Bagnolet Cedex

Nous sommes une SOCIÉTÉ DE BOURSE à Paris adossée à un Groupe bancaire international. Notre STRATÉGIE de développement en France et à l'étranger IMPLIQUANT de RENFORCER notre activité Vente nous recherchons des

Traders actions

formation type Eco-Fi

Votre mission : ENTRETIENIR et DÉVELOPPER les relations avec la clientèle institutionnelle existante - ASSURER la promotion du Marché financier et de la production du Département de Recherche auprès de cette clientèle.

Vos atouts : Une EXPERIENCE minimum de 1 à 2 ans dans des fonctions similaires acquise dans les milieux boursiers, ou bancaires.

Une FORMATION, ou une ACTIVITÉ antérieure d'Analyste Financier.

Un PROFIL d'homme de Marché au solide dynamisme commercial.

Si motivé, merci d'adresser votre C.V. + rémunération sous référence 460/LM, à

DICA SELECTION
69, rue Lecourbe
75015 PARIS

MANNESMANN INFORMATIQUE DIVISION AUTO.COM
recherche

CONTROLEUR DE GESTION - JUNIOR -

Le candidat devra s'intégrer dans l'équipe existante du Contrôle de Gestion, prendre en charge progressivement le reporting mensuel, aider à l'élaboration du budget annuel et aux révisions trimestrielles, contribuer activement à l'amélioration des systèmes d'informations.

Il sera rattaché à la DAF et sera l'interface entre la division, le siège et la maison-mère.

PROFIL :

- 28/30 ans,
- formation supérieure (Ecole de Gestion ou Université),
- bonnes notions comptables,
- première expérience de 2/3 ans,
- l'anglais est indispensable, l'allemand constituerait un atout supplémentaire,
- connaissances approfondies de la micro-informatique.

Adresser candidature + C.V. à MANNESMANN INFORMATIQUE, à l'attention de Mme Chapuis, 62/64 av. du Général-de-Gaulle, B.P. 38, 94001 CRETEIL CEDEX.

Grande Banque Privée (Paris 8e)
recherche

CADRE COMPTABLE

Au sein de la Direction de la Comptabilité et du Contrôle de Gestion, vous aurez la responsabilité de la détermination et de l'analyse des résultats mensuels de la Banque.

Nous recherchons un cadre à fort potentiel ayant une formation supérieure de type expertise comptable et une expérience d'au moins quatre ans.

Ce poste ouvre d'intéressantes possibilités de carrière au sein du Groupe.

Merci d'adresser lettre, Curriculum Vitae, photo et prétentions, sous référence 6769, à MEDIA PA - 50-54, rue de Silly 92513 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX.

CENTRE DE PERFECTIONNEMENT DE DIRIGEANTS
situé à Jouy-en-Josas (78)
recherche un cadre confirmé

Adjoint du directeur

- pour assister dans ses missions générales de gestion du Centre (élaboration des programmes, suivi des actions);
- pour vendre des séminaires destinés aux comités de direction, monter puis superviser les programmes correspondants.

Cette personnalité d'action se caractérisera par :

- un sens commercial et relationnel développé;
- l'aptitude à conclure les affaires, puis à assurer leur mise en œuvre.

Le candidat recherché aura :

- 35 ans environ;
- un diplôme de l'enseignement supérieur;
- une connaissance du management de l'entreprise, appuyée par une expérience valorisante;
- la maîtrise de l'anglais;
- Une expérience dans le domaine de la formation constitue un atout supplémentaire.

Adresser lettre manuscrite, CV et prétentions, sous référence 21088, à HYPERBOLE - 2, Boulevard de Magenta - 75010 PARIS.

G R O U P E

LA CONSOLIDATION DE 100 SOCIÉTÉS ...

Rejoindre l'équipe responsable des comptes de notre puissant groupe de commerce international, voilà la mission passionnante que nous vous proposons.

Vous avez une formation grande école de commerce + DECS. Vos 3 ans d'expérience des techniques de consolidation acquise au sein du service consolidation d'une société holding ou d'un cabinet d'audit, vous permettront de consolider efficacement les comptes de notre groupe, de développer et de suivre les systèmes informatisés, de mettre en place des procédures innovantes et rigoureuses et seront le passage obligé pour mener à bien votre mission. L'anglais est indispensable. Pour un candidat ambitieux, ayant de bonnes qualités de communication, de nombreuses perspectives se présenteront au sein des services comptables et financiers du groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 1591/M à Curriculum 6 passage Lathuille 75018 Paris.

INTERNATIONAL

Le goût des voyages ?

Partez à la découverte du 1^{er} Réseau Européen de Voyages (900 agences, 35 pays, 12 MdF de volume d'activités) qui recherche actuellement

2 Auditeurs Internationaux Confirmés

Vous devrez assurer - essentiellement à l'étranger - des missions globales d'audit : organisation administrative et comptable, audit de fonction, audit opérationnel.

Vous aurez un rôle important de conseil auprès des directions opérationnelles et vous participerez aux décisions prises par la Direction Financière Internationale.

Diplômés d'une Grande Ecole de Gestion + DECS, vous avez 2 ans d'expérience de l'audit. Vous maîtrisez impérativement l'anglais et une 3^{ème} langue européenne.

Le poste basé à Levallois, exige évidemment de très nombreux déplacements.

Merci d'adresser votre candidature à - C.I.W.L.T. - Direction du Recrutement - 14 rue d'Athènes, 75009 PARIS.

Wagons-lits Tourisme

Notre important groupe du secteur tertiaire poursuit son développement. Nous ouvrons un nouveau poste pour un(e) :

JEUNE ASSISTANT CONTROLEUR DE GESTION

ESC, Maîtrise de gestion ou équivalent avec de préférence une première expérience

Il/elle sera chargé(e) de travaux de contrôle, d'analyses (marges), de synthèses (tableaux de bord) et d'études pour analyser l'évolution de certains postes.

Il/elle aura aussi à développer des outils d'analyse et participer à des études diverses.

Le poste est basé à Paris 8e.

Pour nous rejoindre, merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) s/réf. 885 M à Chantal DHERBIER PLEIN EMPLOI - 10, rue du Mail - 75002 PARIS.

plein emploi
conseils en ressources humaines
à l'écoute du talent

Babyliss

ADJOINT DE DIRECTION FINANCIERE

Ingénieurs expérimentés

INGÉNIEUR ORGANISATION

Le Monde de la Gestion



RESPONSABLE DE SON CONTROLE DE GESTION

Filiale française d'un groupe leader mondial de communication recherche le

Bras droit du directeur financier, vous animez une équipe de 8 personnes et vous supervisez toutes les activités de contrôle de gestion et d'audit interne.

Votre mission de gestion prévisionnelle et de conseil s'inscrit dans le cadre d'un plan à 5 ans et suppose des relations au plus haut niveau : vous travaillez quotidiennement avec les directeurs des différents départements et vous êtes l'interlocuteur de notre président et de la direction financière américaine.

A 35/40 ans, vous avez une formation supérieure (type ESC + comptabilité et/ou gestion) et une expérience réussie, acquise dans une société anglo-saxonne, dans un environnement très informatisé.

Le contexte international nécessite la pratique courante de l'Anglais.

Les perspectives d'évolution du poste sont de nature à motiver un candidat à très fort potentiel.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet (CV + lettre + photo) à Francine JAVOY - Sélection du Reader's Digest - 1/7 av. Louis Pasteur - 92220 BAGNEUX

BabyliSS

Leader sur le marché des appareils de culture et de beauté, BABYLISS connaît un très fort développement provenant du lancement de produits innovants et créateurs de marché, de son implantation internationale. Pour accompagner notre expansion et pour la maîtrise, nous recherchons notre

Contrôleur de gestion

Rattaché au Directeur Général, vous :

- élaborez un contrôle de gestion complet (production, stock, approvisionnement),
- assurez la mise en place de tableaux de bord, de diagnostics,
- développez les statistiques commerciales,
- êtes en contact permanent avec les filiales, nos deux sites de production et nos sous-traitants,
- êtes responsable des commandes passées aux sous-traitants,
- assurez le bon fonctionnement du système informatique (IBM 36).

A 30 ans environ, de formation supérieure plus DECS si possible, vous avez une première expérience réussie dans un poste similaire. Vous recherchez initiative et élargissement de vos compétences au sein d'une société en plein développement. Vous avez une bonne connaissance de l'anglais.

Poste situé à Montrouge.

Merci de nous écrire sous réf. 1034/1M.

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
BP 185-07 - 75326 Paris Cedex 07.

SERVAIR

PREMIER GROUPE FRANÇAIS DE RESTAURATION DU VOYAGE
3000 personnes - 1,1 milliard de F - 11 établissements dans le monde pour faire face à son expansion, crée à Paris le poste de

ADJOINT DE DIRECTION FINANCIERE

Rattaché au Responsable Financier du Groupe, il effectuera des missions d'audit financier dans les différents établissements pour contrôler la bonne application des procédures et méthodes comptables. Il sera chargé de la refonte des manuels d'instructions financières.

Ce poste évolutif requiert un jeune diplômé de l'Enseignement supérieur : ESC option Finance/Compta, Maîtrise de gestion Dauphine, etc. 25/28 ans, première expérience en Cabinet d'audit ou en Entreprise, avec habitude d'utilisation de l'informatique - Anglais opérationnel indispensable.

Nous vous garantissons une discrétion absolue et vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV dét., rémunér. et photo) sous réf. 9216 à notre Conseil :

sélection conseil
16 RUE MEDERIC, 75017 PARIS

2 exploitants bancaires

De formation supérieure, ITB ou équivalent, vous souhaitez exploiter votre solide expérience bancaire, votre connaissance des entreprises PME-PMI, votre tempérament commercial et votre goût du service.

Nous vous proposons de vous investir :

- soit dans le suivi et le développement d'un portefeuille "Personnes Morales", en qualité de CHARGE DE CLIENTELE (réf. 6771/CC)
- soit dans la gestion des Engagements (analyse des dossiers, risques, crédits...) et dans l'animation d'une équipe de 8 personnes, en qualité de RESPONSABLE DES ENGAGEMENTS de l'Agence. (réf. 6771/RE)

Merci d'adresser votre candidature, sous la référence choisie, à

MEDIA PA 50/54, rue de Sully - 92513 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX, qui transmettra.

UN GESTIONNAIRE

Vous participerez à l'animation d'une équipe chargée de la gestion de 6.000 logements sociaux et serez directement Responsable d'un parc de 3.000 logements.

Titulaire d'une maîtrise de gestion ou Sciences Économiques École de Commerce, vous aurez une bonne connaissance de l'informatique.

Votre aptitude à l'animation d'une équipe, votre dynamisme, votre ouverture au dialogue et votre facilité de contact avec le public seront vos meilleurs atouts pour assurer cette fonction avec succès.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et prétentions, sous réf. 10312 à ORGANISATION ET PUBLICITE - 2, rue Marengo 75001 PARIS, qui transmettra.

Importante Société de Gestion Immobilière recherche pour l'une de ses implantations situées dans le Nord-Ouest de la Région Parisienne :

Responsable de la Comptabilité

• Apte à prendre en charge la Direction du Service Comptable de l'établissement et des différentes O.P.C.V.M.

• De plus, 5 années d'expérience, ou minimum, dans un poste à responsabilités similaires lui ont permis d'acquies des bases sérieuses en matière de réglementation bancaire et fiscale.

Ecrire avec CV, photo et prétentions sous référence 1469 à

PUBLIPANEL
145, rue de Valenciennes 75015 PARIS qui transmettra.

Près de ROUEN Société Immobilière (construction et location) Plus de 10 000 logements recherche

CHEF COMPTABLE

qualifié et expérimenté références exigées

Envoyer candidature et C.V. au Monde Publicité sous n° 8909 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

SOCIETE DE COMMISSAIRES AUX COMPTES PARIS 7° recherche pour faire face au développement de ses activités

CHEFS DE MISSION

• Ces postes conviendront à des candidats diplômés de l'enseignement supérieur ayant acquis une expérience de l'audit en Cabinet.

• Pour l'un de ces postes proposés, la pratique de l'audit en milieu bancaire serait souhaitée.

• Les candidats retenus interviendront auprès de sociétés appartenant à des secteurs d'activités variées et auront de réelles possibilités de promotion et d'exercice de responsabilité.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, CV et prétentions à

COGERCO-FLIPO 72, rue de Bellechasse 75007 PARIS.

Exploitants "Entreprises" Expérimentés H/F

Ces postes nécessitent une solide formation de base (BAC + 3 minimum) et une expérience de terrain minimale de 2 ans.

Un bon esprit d'équipe et un sens de la communication doivent naturellement aboutir à des responsabilités élargies (Directeur d'Agence ou Adjoint).

Si vous êtes intéressés, envoyez CV, photo, lettre manuscrite et prétentions sous référence 703 à :

MEDIA PA
62, rue du Colombier - 69007 LYON - qui transmettra.

POUR DEVELOPPER SON SERVICE ORGANISATION UNE BANQUE A TAILLE HUMAINE 8° arrondissement RECHERCHE

UN INGÉNIEUR EN ORGANISATION (H./F.) (25-28 ans environ)

Diplômé grande école scientifique ou commerciale Ayant première expérience d'au moins 3 ans dans le secteur bancaire, le candidat devra prendre en charge des missions d'organisation au sein de la banque dans le cadre notamment de la refonte de son système d'information.

Doué d'une grande capacité de communication, il devra posséder de bonnes connaissances en micro-informatique.

Adresser C.V., photo et prétentions sous référence n° 1758 à

Centre de Psychologie et d'Efficacité
17, rue des saules 75017 Paris

ADJOINT DU DIRECTEUR COMPTABLE ET FINANCIER

Le Directeur des services comptables et financiers de VIA VOYAGES, filiale du groupe VIA GTI, recherche son adjoint. Il aura la direction d'une équipe de plus de 50 collaborateurs pour effectuer la comptabilité d'exploitation d'une centaine de points de vente ainsi que celle des services de production, tous constitués en centres de profit. Il assurera les travaux de consolidation et de reporting et l'établissement du bilan de VIA VOYAGES et de ses filiales. Il gèrera la trésorerie, avec ses implications fiscales et financières et il assistera son directeur dans diverses missions d'audit.

Ce poste convient à un diplômé, au moins titulaire du Certificat Comptable du DECS, ayant 3 à 5 années d'expérience dans l'exercice de fonctions et de responsabilités similaires.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo en indiquant rémunération actuelle à A.S. CARME Conseils, sous réf. GE 365, Tour Gambetta 338, 1 square H.-Régault, Défense 6 - 92400 COURBEVOIE.

VIA VOYAGES

مكتبة من الأصل

MARCHÉS FINANCIERS

CAPITAL ET INTÉRÊT

Les autorités boursières rappellent les risques inhérents aux bons d'option

La Commission des opérations de Bourse (COB) et le Conseil des Bourses de valeurs (CBV) viennent de définir les principes généraux relatifs à l'admission des warrants ou bons d'option à la cote officielle. Ces deux autorités chargées respectivement de la surveillance et du bon fonctionnement des marchés boursiers se sont ainsi penchées sur ce nouvel instrument financier qui se développe en France depuis plus d'un an.

Implicitement par ce texte commun, paru dans le bulletin mensuel de la COB du mois de mars, ces instances rappellent les risques inhérents à de tels instruments et ont décidé de limiter l'inscription à la cote aux seuls bons émis par des établissements de crédit.

Le terme de warrant englobe plusieurs notions. La première, la plus classique, est celle assimilant ce produit à un bon de souscription. Il s'agit dans ce cas d'une option de longue durée, donnant droit à la souscription de titres nouveaux à des

conditions définies par avance. Les premiers produits de ce type, appelés « equity warrants », ont vu le jour aux États-Unis dès le milieu du XIX^e siècle, et se sont développés outre-Atlantique durant les années 20, avant d'être délaissés pendant plusieurs décennies à la suite du krach de 1929.

Les années 1980 seront marquées par un retour en force de ces bons de souscription sur l'ensemble des marchés financiers, beaucoup d'entreprises les utilisant pour s'assurer un financement moins coûteux. Des émissions d'actions ou d'obligations avec warrants ont alors commencé à fleurir.

La panoplie des instruments financiers ne cessant d'évoluer ces dernières années, une nouvelle sorte de warrants apparaît alors, permettant de spéculer sur une hausse ou une baisse de valeurs mobilières. Mais à la différence du produit précédent, ces bons, appelés encore « covered warrants », portent sur des actions déjà existantes d'une société, mais ils ne sont pas émis par la firme concernée. Ainsi, par exemple, les premiers ont été lancés en Suisse en 1985 par la firme américaine Citicorp, et concernaient deux sociétés japonaises : Toyota et Kobe Steel. Le développement de ces euro-emissions (émissions effectuées en monnaie autre que celle du pays où elles sont placées) fut très rapide.



Après l'apparition de ces nouveaux produits, la Société des Bourses françaises (SBF) a instauré au début de l'année un nouveau compartiment dans la cote officielle. Ces instruments apparaissent désormais à la rubrique « émissions de bons d'option (warrants) ». Leur développement semblant prendre un essor particulier, le CBV et la COB ont donc tenu à préciser les principes retenus pour figurer à la cote.

Un marché à risques

Pour eux, les warrants retenus « se distinguent des bons de souscription, d'acquisition et d'échange de valeurs mobilières : leur caractéristique est, en effet, d'être émis par des entités indépendantes de l'émetteur de l'instrument sous-jacent, et indépendamment de toute opération financière de ce dernier ou du groupe auquel il appartient. La demande d'admission à la cote officielle de warrants sur valeurs mobilières ou sur des produits assimilés (indices de valeurs mobilières) est instruite par les autorités de marchés, dans les mêmes conditions que celles ayant trait à d'autres valeurs mobilières ». Toutefois, devant le risque de tels produits, l'inscription est « limitée » à ceux créés par des établissements de crédit « soumis à des règles prudentielles proportionnant l'importance de leurs fonds propres ».

Ce principe devrait ainsi permettre de sécuriser un marché à risque, puisque ne seront retenus que les établissements financiers solides. L'investisseur choisissant un de ces produits répertoriés aura face à lui un émetteur suffisamment puissant pour faire face à ses engagements, c'est-à-dire livrer les titres des sociétés sur lesquels sont émis les bons d'option ou payer les gains provenant des fluctuations de cours. À l'acheteur, de son côté, d'avoir des fonds suffisamment importants pour faire face aux fluctuations de ces bons. Mais là, les autorités boursières ne peuvent influencer sur la politique adoptée par les gestionnaires : ceux-ci continuent à avoir le choix entre une stratégie de couverture ou de pure spéculation.

Des normes françaises plus contraignantes

À la fin de l'année dernière on dénombrait dans le monde pas moins de 500 émissions concernant en grande majorité (70 %) des actions japonaises. L'intervenant le plus important sur ce marché avec 111 émissions était le japonais Bankers Trust.

Si dans de nombreux pays comme la Suisse, l'Allemagne ou les États-

Unis, le lancement de tels instruments est assez facile, les normes imposées en France sont plus contraignantes. Les autorités ont un double souci : tenir les particuliers à l'écart d'un marché à haut risque, les fluctuations étant brutales, et ne pas déstabiliser les entreprises sur lesquelles sont émises ces bons. Dans le premier cas, l'accès à ce marché pour le petit porteur est bloqué de fait par des prix très élevés, ces placements étant plus réservés aux investisseurs institutionnels ou aux gestionnaires chevronnés. Dans le second, tout établissement financier souhaitant lancer des warrants ayant pour support sous-jacent une firme française doit avoir l'accord de l'entreprise concernée. En octobre 1989, la Société générale était la première banque à promouvoir ce nouvel instrument spéculatif dans l'Hexagone avec des bons d'option en francs sur la CGE.

La banque est d'ailleurs ensuite d'autres concernant Canal +, CMB et Havas. L'Américain Bankers Trust en créait dans le même temps sur Elf et Michelin, tandis que JP Morgan s'intéressait à Eurodisneyland.

À cela, parallèlement se sont ajoutés des warrants au indice CAC 40, Nikkei, Standard and Poor's 500, et FT 100 permettant de parier à la

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES

Indice général de base 100 : 23 décembre 1989

	17 mai	18 mai
Valeur Index à 100 variable	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4

Base 100 : 28 décembre 1989

	17 mai	18 mai
Valeur Index à 100 variable	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4

Base 100 : 31 décembre 1989

	17 mai	18 mai
Valeur Index à 100 variable	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4

Base 100 : 31 décembre 1989

	17 mai	18 mai
Valeur Index à 100 variable	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4

Base 100 : 31 décembre 1989

	17 mai	18 mai
Valeur Index à 100 variable	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4

Base 100 : 31 décembre 1989

	17 mai	18 mai
Valeur Index à 100 variable	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4

Base 100 : 31 décembre 1989

	17 mai	18 mai
Valeur Index à 100 variable	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4

Base 100 : 31 décembre 1989

	17 mai	18 mai
Valeur Index à 100 variable	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4

Base 100 : 31 décembre 1989

	17 mai	18 mai
Valeur Index à 100 variable	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4

Base 100 : 31 décembre 1989

	17 mai	18 mai
Valeur Index à 100 variable	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4

Base 100 : 31 décembre 1989

	17 mai	18 mai
Valeur Index à 100 variable	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4

Base 100 : 31 décembre 1989

	17 mai	18 mai
Valeur Index à 100 variable	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4

Base 100 : 31 décembre 1989

	17 mai	18 mai
Valeur Index à 100 variable	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4

Base 100 : 31 décembre 1989

	17 mai	18 mai
Valeur Index à 100 variable	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,3	102,4

Base 100 : 31 décembre 1989

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

10 mai 1990

	10 mai 1990
Total actif	688 512
dont	
Or	196 608
Disponibilités à vue à l'étranger	47 118
Econ.	50 877
Avances au Fonds de stabilisation des changes	14 936
Or et autres actifs de réserve à recevoir du Fonds européen de coopération monétaire	56 664
Concours au Trésor public	36 750
Titres d'Etat (bons et obligations)	16 769
Autres titres des marchés monétaires et obligataires	305
Effets en cours de recouvrement	36 780
Total passif	688 512
dont	
Billets en circulation	244 406
Comptes courants des établissements assésés à la constitution de réserves	81 869
Compte courant du Trésor public	25 874
Reprise de liquidité	16 098
Compte spécial du Fonds de stabilisation des changes - Compensation des allocations de droits de tirages spéciaux	8 213
Econ à livrer au Fonds européen de coopération monétaire	51 223
Reserve de réévaluation des avoirs publics en or	226 916

Base 100 : 31 décembre 1989

	10 mai 1990
Valeur Index à 100 variable	102,3
Valeur Index à 100 fixe	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,4

Base 100 : 31 décembre 1989

	10 mai 1990
Valeur Index à 100 variable	102,3
Valeur Index à 100 fixe	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,4

Base 100 : 31 décembre 1989

	10 mai 1990
Valeur Index à 100 variable	102,3
Valeur Index à 100 fixe	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,4

Base 100 : 31 décembre 1989

	10 mai 1990
Valeur Index à 100 variable	102,3
Valeur Index à 100 fixe	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,4

Base 100 : 31 décembre 1989

	10 mai 1990
Valeur Index à 100 variable	102,3
Valeur Index à 100 fixe	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,4
Valeur Index à 100 fixe	102,4

Base 100 : 31 décembre 1989

VALUATION	10 mai	21 mai
Alcal	1 070	1 050
Bridgmont	1 530	1 620
Cancun	1 720	1 730
Faj Bank	2 760	2 740
Hoodie Motors	1 820	1 800
Mountain Electric	2 260	2 230

évoqué
les occupés

[illegible]

**se tiennent
ouverture**

[illegible]

مَكْنَزٌ مِنَ الْأَصْلِ

URSS : au Parlement de Vilnius

Les députés lituaniens débattent des concessions à faire à Moscou

Tout en réitérant leur refus de revenir sur la déclaration d'indépendance, les députés lituaniens devaient poursuivre mardi 22 mai le débat, houleux, entamé samedi 19 sur la façon de suspendre les lois contestées par Moscou.

MOSCOU

de notre correspondant

Le premier ministre lituanien, M. Prunskienis, a exposé, samedi 19 mai, à Vilnius, devant le Parlement, les conclusions de ses entretiens du jeudi 17 avec M. Gorbatchev. Bien que les députés aient réitéré à cette occasion leur refus de mettre en question la déclaration d'indépendance, les débats ont fait apparaître un net assouplissement des positions indépendantes.

Pour la première fois depuis leur proclamation du 11 mars, les élus

lituaniens ont en effet débattu en séance, et souvent houleusement, de l'ampleur des concessions à faire à Moscou, et cela sans plus en discuter le principe. Le huis clos a même été prononcé après qu'un député se fut vigoureusement prononcé en faveur de la « suspension » de la déclaration d'indépendance que réclame M. Gorbatchev.

Signé des temps, l'agence Tass s'est félicitée de ce que cette séance ait « montré un changement (vers) plus de réserve » et a relevé que M. Prunskienis avait estimé que « la question était de savoir comment suspendre » les nouvelles lois lituaniennes contestées par le Kremlin. Interviewé le soir même par la télévision soviétique, le premier ministre a d'ailleurs laissé voir un certain optimisme en déclarant que des progrès « fondés sur des compromis » et une « période de transition » seraient enregistrés dès cette semaine sur la voie de « futures discussions »

devant le Parlement. M. Prunskienis s'était également dit persuadé que des « événements très importants auraient lieu » cette semaine. Les députés devaient se retrouver mardi pour poursuivre leurs débats.

BERNARD GUETTA

Un conseiller du chancelier Kohl à Moscou. M. Horst Teltschik, conseiller de politique étrangère du chancelier Helmut Kohl, a abordé « certaines questions financières » au cours de ses entretiens le week-end dernier à Moscou. Selon l'hebdomadaire Der Spiegel, M. Teltschik aurait assuré à ses interlocuteurs que les obligations de la RDA relatives aux livraisons de marchandises de la RDA à l'URSS seraient assumées par Bonn. Il aurait également proposé que « les Allemands participent au coût du stationnement des troupes soviétiques ». (AFP)

Réunion des ministres des affaires étrangères de la CEE en Irlande

Les Douze s'engagent à petits pas sur la voie de l'union politique

Les ministres des affaires étrangères des Douze, réunis samedi 19 et dimanche 20 mai à Parknasilla, sur la côte irlandaise, ont trouvé un consensus minimal qui permettra vraisemblablement de convoquer à la fin du mois de juin une conférence intergouvernementale (CIG) chargée de négocier le contenu de l'union politique européenne.

La plupart des chefs de la diplomatie se sont montrés favorables à un renforcement des institutions communautaires, tout en refusant de s'engager dans la voie d'un véritable fédéralisme européen. Français et Allemands, auteurs d'une initiative commune pour parvenir à l'union politique, ont évité de préciser leurs idées. « Le mieux est l'ennemi du bien », a affirmé M. Roland Dumas, sans infirmer

les allégations selon lesquelles Bonn et Paris n'arrivent pas à sortir des généralités en raison de certaines divergences sur la portée concrète des réformes institutionnelles nécessaires.

Une majorité de ministres se sont déclarés favorables à l'accroissement des pouvoirs du Parlement européen, sans toutefois lui donner un droit d'initiative législative. Les chefs de la diplomatie ont également bien accueilli l'idée d'une politique étrangère mieux coordonnée au niveau communautaire. Cependant, M. Dumas a affirmé qu'« aucun pays, aujourd'hui, en 1990, n'est prêt à faire des délégations de souveraineté en matière de politique étrangère et de sécurité ».

Le chef de la diplomatie française a néanmoins affirmé qu'« il faut y réfléchir ».

M. Jacques Delors a refusé d'accréditer l'idée selon laquelle ce pragmatisme constituerait une

approche trop prudente, qui condamnerait le rêve fédéraliste aux poubelles de l'Histoire. Selon le président de la Commission européenne, si l'union économique est mise en œuvre en même temps que le marché unique de 1993, si les Douze coopèrent mieux en matière de politique étrangère, si la CEE est démocratisée d'une manière ou d'une autre, et si ses compétences sont étendues à l'environnement et au social, « c'est un grand pas ».

Le président de la Commission a par ailleurs avancé l'idée d'une charte des droits et devoirs du citoyen européen, qui serait transposée dans le droit communautaire. « Notre entreprise est trop diluée et technocratique », a-t-il déclaré en saluant l'idée d'une citoyenneté européenne évoquée par l'Espagne. (AFP, Reuters)

JORDANIE

Neuf touristes français blessés dans un attentat à Amman

Dix personnes - dont neuf Français - ont été blessées, lundi 21 mai, dans le centre d'Amman, lors d'un attentat commis par « deux inconnus », a déclaré le ministre jordanien du tourisme, M. Abdel Karim Kabarti. Les deux hommes, a-t-il dit, l'un muni d'un revolver et l'autre d'un couteau, se sont attaqués à des touristes français qui, lundi matin, se trouvaient à bord de deux autocars et s'apprêtaient à visiter l'amphithéâtre romain.

Selon le ministre, deux des Français sont « plus sérieusement atteints ». La dixième victime est le chauffeur jordanien de l'un des autocars.

Des témoins ont expliqué que l'un des deux hommes avait crié : « les martyrs de Gaza », évoquant, semble-t-il, les violences de dimanche en Cisjordanie et à Gaza, après le meurtre de sept Palestiniens près de Tel Aviv (lire nos informations page 2). (AFP, Reuters)

L'Appel des cent contre les essais nucléaires. - L'Appel des cent, mouvement pacifiste proche du Parti communiste, a organisé, dimanche 20 mai à Paris, une manifestation contre la poursuite des essais nucléaires. Plusieurs milliers de personnes (plus de 6 000 selon la police, 50 000 selon les organisateurs) ont défilé entre la gare de l'Est et le plateau de Beaugrenou, où le commandant Claude Pélissier a lu un « appel solennel » pour que « le gouvernement français s'engage dans la voie de la détermination des traités d'interdiction partielle des essais nucléaires et de non-prolifération des armes nucléaires ». D'autres manifestations ont eu lieu à Lyon, à Toulouse et à Marseille.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 21 mai

Effrètement

La semaine a débuté sur un effrètement des valeurs sur Vivienne. Lundi matin, l'indice CAC 40 après avoir perdu 0,83 % en début de matinée revenait à - 0,67 % au fil des heures. Du côté des baisses on notait le titre participatif BNP (- 9,26 %), le certificat Pénicine (- 6,5 %) et la Sagin (- 4,07 %). En hausse figuraient la Navigation Mixte (+ 2,8 %), Primagaz (+ 2,4 %) et Hutchinson (+ 2,4 %).

MODE : ELLES NE PENSENT QUE "TISSUS". ELLES NE JURENT QUE PAR "RODIN". Elles disent : « une robe à des milliers de francs, c'est de la folie, un budget entier pour un unique vêtement, non et non ! » Elles disent : « quand on a fait le tour de Paris et qu'on a pris la peine de comparer le style et les prix, alors on se rend compte que Rodin est vraiment le "numéro 1". » Sans commentaires : des tissus sublimes depuis 30 F le mètre.

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

SCIENCES-PO FORMATION

POLITIQUE ÉCONOMIQUE FRANÇAISE ET PERSPECTIVES EUROPÉENNES

13, 14 juin et 3, 4 juillet

Ce séminaire s'adresse aux membres des directions générales.

Il est placé sous la direction de Michel PRÉREAU.

Président du Crédit Commercial de France, Professeur à l'Institut d'Études Politiques.

Huit rencontres exceptionnelles animées par :

- Olivier BAILLY, Sous-directeur, Direction du Budget
- François DAVID, Ancien Directeur des Relations Économiques Extérieures
- Elisabeth GURGOU, Secrétaire Général du Comité Interministériel pour les questions de coopération économique européenne
- Jean LEMIERRE, Directeur Général des Impôts
- Ariane OBOLINSKY, Chef du Service des Affaires Financières et Monétaires, Direction du Trésor
- Jean-Claude TRICOT, Directeur du Trésor

Programme détaillé et inscriptions : INSTITUT D'ÉTUDES POLITIQUES DE PARIS, Service de Formation Continue - 215, Bd St-Germain 75007 PARIS. Téléphone : 45.49.50.99 - 45.49.50.97.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Tous crocs dehors

Hé là, doucement les enfants, calmez-vous ! En parlant l'autre jour de ce « chien de Le Pen », à propos de Carpentras, sans l'en rendre responsable, ça va de soi, j'ai déclenché une avalanche de lettres d'une violence inouïe. Ils sont déchaînés, dites donc, les potes à Jean-Marie. Je passe sur les insultes, les menaces anonymes style Juden Raus, ça revient souvent, pour m'arrêter aux hurlements de colère accrochés sans fausse honte à du papier à entête par des forcenés au bord de l'apoplexie.

Certains profitent de l'occasion pour m'accuser de ne pas avoir pris la défense de Faurisson, objet des plus infâmes persécutions, pour dresser la liste de tous ceux qui, comme moi, polluent la presse et les médias et pour me conseiller de garder un profil bas, sinon... D'autres, plus calmes, regrettent de me voir attiser le foyer d'une haine ancestrale en osant comparer un élu de la nation à une bête.

C'est là que le bât me blesse. Figurez-vous que ce billet intitulé « Les loups » m'a également mis à dos les amis des animaux !

Qu'est-ce qui m'autorise à les débâter, les loups, on peut savoir ? Ils sont beaucoup plus sociables, beaucoup moins sanguinaires que les humains. Ils se bouffent pas entre eux, au moins. Et je ne vous parle pas du nombre incalculable de chiens ulcérés par cet odieux amalgame. Ils sont je ne sais combien à m'aboyer aux mollets par la voix de leur maître.

Il y en a même un, Flochard, il s'appelle, qui en a fait toute une histoire. Il m'aimait bien. Il se marrait en frétilant de la queue quand Alain, son compagnon à deux pattes, lui donnait mes croquettes à renifler avant dîner. Ils en discutaient souvent tous les deux en prenant leur Dry Martini avant de se taper un bon canigou, mais alors là, ce chien de Le Pen, ça lui est resté en travers de la gueule.

Et Snoopy, et Rantanplan, et Flimflam, et Lassie, et les saints bernards, et les chiens d'aveugle, et tout ça, qu'est-ce qu'elle en fait cette garce, hein ? Ou tu lui écris pour l'obliger à retirer ce qu'elle a dit, ou entre nous, c'est fini ! Bon, allez, je retire, je m'en voudrais de briser un ménage.

Le débat sur l'union de l'opposition

M. Michel Noir : que cesse le « poker menteur »

M. Michel Noir, maire RPR de Lyon a déclaré au « Club de la Presse » d'Europe 1 dimanche 20 mai : « Jacques Chirac sait très bien que Valéry Giscard d'Estaing n'est pas prêt d'accepter le système de primaires qu'il propose et Valéry Giscard d'Estaing sait très bien que Jacques Chirac n'est pas prêt d'accepter le sien. L'un et l'autre ont décidé d'être candidats à l'élection présidentielle (de 1995). C'est pour cela qu'il y a 80 % des électeurs qui disent : cela suffit. On est au bord du prix Nobel de l'échec. Il faut sortir du poker menteur (...) sinon nous allons arriver à l'automne sans se mettre d'accord sur un système de primaires ».

Le député du Rhône estime qu'une « confédération » de l'opposition constituerait « un verrouillage par les appareils des partis et n'est pas démocratique ». Il préfère donc « une grande force unique de l'opposition faisant contrepois au parti socialiste ». Interrogé sur l'attitude de M. Giscard d'Estaing face à M. Le Pen, M. Noir a répondu : « Ceux qui imaginent trouver bon compte à être seulement courtois, ou à faire des chiens d'œil, voire à fermer les yeux sur de petits accords locaux, se trompent complètement ».

L'ESSENTIEL

SECTION A

Les élections en Syrie

Un climat de timide ouverture..... 2

M. Giscard d'Estaing et le Front national

L'ancien président de la République refuse toute « compromission » avec M. Le Pen..... 6

Le débat sur l'immigration

Les propositions du RPR avant le débat parlementaire et la table ronde de Matignon..... 8

Les progrès de la décentralisation

L'opposition refuse les regroupements de régions..... 10

Les ennuis de M. Carignon

L'affaire des HLM de Grenoble pourrait connaître de nouveaux développements..... 11

SECTION B

L'avortement en Allemagne

La RDA, libérale ; la RFA, restrictive..... 13

Réforme hospitalière

Un point noir : les services des urgences..... 13

Football

Marseille, champion de France..... 14

Les rémunérations des policiers

Des commissaires contre leurs collègues..... 15

Le panache à Cannes

Depardieu-Cyrano a fait vibrer les foules. Avec Sator et Lulu, David Lynch a fait frémir la salle..... 16

Une formation hongroise triomphe à Evian

Spontané, fin et profond, le Quatuor Keller a devancé les Américains du Curtis au palmarès du quinzième Concours international de quatuor à cordes..... 18

Crise à la Cinq

Malgré le « turbo » mis sur l'information, la chaîne de M. Hersant est malade ; mais une relance exige de nouveaux investissements et (peut-être) de nouveaux actionnaires..... 19

SECTION C

La réduction du déficit italien

Un plan triennal pour réduire les dépenses et augmenter les recettes..... 23

Les entreprises publiques et l'Europe

Renault risque d'être condamné à Bruxelles..... 23

CHAMPS ÉCONOMIQUES

L'Aquitaine tout terrain. • La Birmanie à l'encan. • La lutte pour l'eau en Chine du Nord..... 27 à 30

Services

Abonnements..... 18
Annonces classées..... 33 à 43
Canet..... 19
Loto et Loto sportif..... 19
Marchés financiers..... 44-45
Météorologie..... 21
Mois croisés..... 19
Radio-Télévision..... 21
Spectacles..... 20

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 20-21 mai 1990 a été tiré à 540 356 exemplaires.

MACINTOSH IIx
CONTRE
STATIONS DE TRAVAIL

La sortie du Macintosh IIx est l'occasion de confronter ce micro-ordinateur surpuissant à plusieurs stations de travail qui se situent dans la même gamme de prix : Next, Sun, Silicon Graphics... Une confrontation au sommet à ne pas manquer pour ne pas se tromper de micro.

ÉGALEMENT AU SOMMAIRE :

- LES ORDINATEURS PORTATIFS.
- TEST EXCLUSIF : L'OUTBOUND, UN ÉTONNANT COMPATIBLE MACINTOSH.
- XPRESS 3.0, FRAMEMAKER, PERSUASION 2.0...

LE N° 11 DE SVM Macintosh VIENT DE PARAÎTRE